



# THÈSE DE DOCTORAT

## Prosperité et Résilience : la place de la ville dans le développement économique

**Paulo CARVALHO BRASILIO DE MOURA**

Laboratoire GREDEG

Groupe de Recherche en Droit, Économie et Gestion

**Présentée en vue de l'obtention  
du grade de docteur en sciences  
économiques d'Université Côte  
d'Azur**

**Dirigée par :** Jackie KRAFFT  
/ Joël Thomas RAVIX

**Soutenu le :** 19/07/2024

**Devant le jury, composé de :**

Jackie KRAFFT,  
*Directrice de Recherche, CNRS*

Joël Thomas RAVIX,  
*Professeur, Université Côte d'Azur*

François GEMENNE,  
*Professeur, HEC Paris*

Patrice GEOFFRON,  
*Professeur, Université Paris Dauphine*

Carlos MORENO,  
*Professeur, Paris 1 Panthéon - Sorbonne  
Université - IAE*

Damienne PROVITOLLO,  
*Directrice de Recherche, CNRS*



# Prosperité et Résilience : La Place de la Ville dans le Développement Économique

**Jury :**

**Rapporteurs**

**François GEMENNE**

Professeur, HEC Paris

**Patrice GEOFFRON**

Professeur de Sciences économiques, Université Paris Dauphine

**Présidente du jury**

**Damienne PROVITOLLO,**

Directrice de Recherche, CNRS

**Examineurs**

**Carlos MORENO**

Professeur Associé, IAE Paris-Sorbonne, Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne

**Directeurs de thèse**

**Jackie KRAFFT**

Directrice de Recherche, CNRS

**Joël Thomas RAVIX**

Professeur de Sciences économiques, Université Côte d'Azur



# Prosperity and Resilience: The Role of the City in Economic Development

## **Jury :**

### **Rapporteurs**

**François GEMENNE**

Professeur, HEC Paris

**Patrice GEOFFRON**

Professeur de Sciences économiques, Université Paris Dauphine

### **President**

**Damienne PROVITOLO,**

Directrice de Recherche, CNRS

### **Examiners**

**Carlos MORENO**

Professeur Associé, IAE Paris-Sorbonne, Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne

### **Thesis supervisors**

**Jackie KRAFFT**

Directrice de Recherche, CNRS

**Joël Thomas RAVIX**

Professeur de Sciences économiques, Université Côte d'Azur



# Prosperité et Résilience : la place de la ville dans le développement économique

## Résumé

Cette thèse explore le rôle central des villes dans les réponses aux défis sociaux et environnementaux contemporains, soulignant leur importance dans l'architecture sociale et économique mondiale. Elle met en évidence comment les villes, qui abritent plus de la moitié de la population mondiale et produisent 70 % du PIB global tout en couvrant seulement 2 % de la superficie terrestre, font face à d'importants défis de durabilité et d'équité, notamment en raison de la pauvreté affectant 85 % des citoyens et de leur contribution majeure aux émissions de gaz à effet de serre et des déchets produits.

S'appuyant sur la temporalité et la dynamique de l'économie industrielle de Marshall, la thèse adopte une approche hétérodoxe pour répondre aux conventions de l'économie traditionnelle et soutient que la prospérité et la résilience devraient servir à reconsidérer les modèles d'organisation productive urbaine. Elle intègre également la perspective de l'économie circulaire et fonctionnelle dans une démarche transdisciplinaire, visant à explorer de nouvelles pistes de recherche et à approfondir la compréhension du rôle économique des villes.

Structurée en deux parties comprenant chacune deux chapitres, la première partie de la thèse contextualise les défis urbains et reconsidère le concept de ville à travers une fragmentation théorique dans l'analyse urbaine. La deuxième partie examine la dynamique urbaine et le développement économique, se concentrant sur la prospérité et la résilience face aux défis sociétaux. Cette partie introduit également une réorganisation de la fragmentation théorique, en adoptant une approche transdisciplinaire, dénommée « théorie de la ville ».

Enfin, la thèse analyse l'impact de la crise du COVID-19 et les réponses formulées selon la « théorie de la ville ». En complément, elle met en avant la structuration d'un projet basé sur la « théorie de la ville » et labellisé par le programme France 2030 ainsi que le 4e Programme d'investissements d'avenir (PIA). Ce projet vise à revitaliser les quartiers prioritaires et à promouvoir l'initiative « Démonstrateurs de la ville durable ».

**Mots-clés :** Villes, Prospérité, Résilience, Développement économique local, Marshall, Dynamique urbaine, Économie industrielle, Système complexes, Inégalités sociales et territoriales, Dérèglement climatique, Migration





# Prosperity and Resilience: The role of the city in economic development

## Abstract

This thesis, structured in two parts each containing two chapters, proposes a heterodox approach in response to the conventions of traditional economics. This orientation stems from the desire to explore alternatives to the status quo. The first part of the thesis focuses on contextualizing urban challenges and redefining the concept of the city while revisiting the foundations of economic spatialization and highlighting theoretical fragmentation in urban analysis.

To support an alternative perspective, it was crucial to deepen the analysis of the influences and perspectives of Marshall's industrial economics, emphasizing the temporality and dynamics of economic models, thus laying the necessary groundwork for the second part of the thesis. This part addresses the main discussion on urban dynamics, economic development, and the concepts of prosperity and resilience in the face of societal challenges. It examines the role of the city and its interaction with the state. The need to consolidate these theoretical fragments gives rise to what I call the "city theory."

This reorganization through the "city theory" does not claim to establish a new theory but aims to bridge theoretical gaps, identify new research paths, and apply transdisciplinarity to rethink productive activity in an urban context. The fourth chapter of the thesis examines the crisis and post-crisis of COVID-19 by applying the "city theory." It also discusses the orientation of a project based on the "city theory" within the framework of the France 2030 program and the 4th Future Investments Program (PIA), involving various ministries and partners, to promote innovative solutions to revitalize priority neighborhoods, particularly the "Sustainable City Demonstrators" initiative.

**Keywords:** Cities, Prosperity, Resilience, Local Economic Development, Marshall, Urban Dynamics, Industrial Economy, Complex Systems, Social and Territorial Inequalities, Climate Disruption, Migration.



# Remerciements

Je suis profondément reconnaissant envers tous ceux qui m'ont soutenu tout au long de ce parcours transformationnel. Votre encouragement a été essentiel dans mes efforts académiques.

Je tiens à exprimer ma plus profonde gratitude à mes directeurs de thèse pour m'avoir donné l'opportunité de développer mon projet. Votre confiance et vos conseils m'ont permis de réaliser ce rêve. Votre disponibilité constante et l'échange ont été inestimables, et je suis extrêmement reconnaissant pour votre soutien. Monsieur RAVIX, votre soutien continu, votre gentillesse et votre savoir ont été cruciaux pour m'aider à dépasser mes propres attentes. Madame KRAFT, votre disponibilité et votre soutien ont été déterminants dans la réalisation de ma thèse. Vous êtes tous les deux des sources d'inspiration pour moi.

Je suis profondément honoré que Madame PROVITOLO, Monsieur GEMENNE, Monsieur GEOFFRON et Monsieur MORENO aient accepté d'évaluer ma thèse de doctorat. Leur participation a été pour moi un immense privilège.

De plus, je dois reconnaître les contributions significatives de mes collègues chercheurs des laboratoires GREDEG, Géoazur, 3IA, I3S, LEAT, ESPACE, INRIA, Transition, et PolitechLAB. Votre soutien a été incroyablement encourageant et stimulant. Amel ATTOUR et Michele PEZZONI, vos conseils et insights ont été précieux.

Les rencontres avec les doctorants et chercheurs du GREDEG, les dîners, randonnées, cafés et activités de plein air ont rempli ma vie d'humour et d'amitié, et ont été un réconfort très nécessaire.

Un merci spécial à notre équipe administrative du laboratoire, toujours à l'écoute. Merci pour votre professionnalisme et votre efficacité qui ont allégé les complexités de mon travail de recherche.

Je suis reconnaissant pour le soutien de l'Université Côte d'Azur, EUR-ELMI, et ED-DESPEG. Je suis également profondément reconnaissant envers Monsieur BARRE et Monsieur

DUMETZ, anciens directeurs, et Monsieur TRIC, actuel directeur de l'Université Côte d'Azur-IMREDD, qui m'ont permis de réaliser ma thèse en parallèle à mon travail et m'ont encouragé à aller jusqu'au bout.

Je remercie également mes collègues de l'Université Côte d'Azur et IMREDD avec qui j'ai eu l'opportunité de discuter et de concevoir une vision holistique de mon projet, ce qui a été essentiel à mon parcours.

Cette thèse est principalement dédiée à mon épouse. Merci pour ton soutien quotidien. Ta patience durant les week-ends de solitude, les vacances dédiées à la rédaction, et ton encouragement constant, même lors des réveils bruyants aux petites heures du matin, ont été inestimables pendant les moments difficiles. Tu es un exemple pour moi. Merci !

Enfin, je suis infiniment reconnaissant à ma famille, dont le soutien fondamental a été crucial. Mes parents, en reconnaissance de leurs sacrifices et de leur foi en moi. L'encouragement et la croyance de ma famille en moi ont été une source continue de force et de bonheur.

Merci à tous d'avoir été une partie essentielle de mon parcours de doctorat.

# **INTRODUCTION GENERALE**



Le bilan des inégalités sociales et territoriales s'aggrave chaque jour. L'augmentation de la fréquence et de l'intensité des événements climatiques extrêmes fait des ravages dans le monde. Si nous considérons les scénarios qui indiquent la poursuite de la tendance à la concentration territoriale dans les grandes villes, l'accroissement des inégalités sociales et territoriales ainsi que la hausse de la fréquence et de l'intensité des phénomènes naturels extrêmes projetés par l'UN-HABITAT<sup>1</sup> et le IPCC<sup>2</sup>, quel type d'avenir sommes-nous en train de construire ?

Lorsqu'on analyse les conséquences du modèle économique contemporain, on peut identifier cinq grands groupes de problèmes qui caractérisent la situation actuelle : (1) les catastrophes naturelles, (2) les privations économiques sévères, (3) les persécutions et conflits, (4) l'instabilité sociale et économique, et (5) les inégalités territoriales. Les Nations Unies ont également répertorié ces mêmes problèmes et les ont classés comme des forces influençant le processus de migration. En réarrangeant ces questions, les 17 objectifs de développement durable des Nations Unies prennent forme, représentant un ensemble ambitieux pour éradiquer la pauvreté, préserver la planète et encourager la prospérité pour tous.<sup>3</sup>

Les Nations Unies ont officiellement adopté les objectifs de développement durable en septembre 2015, avec pour échéance 2030 pour leur réalisation. Ces objectifs sont profondément interconnectés et

---

<sup>1</sup> The United Nations Human Settlements Program (UN-Habitat) is mandated by the UN General Assembly to promote socially and environmentally sustainable towns and cities. UN-Habitat is the focal point for all urbanization and human settlement matters within the UN system. (*About Us | UN-Habitat*, s. d.)

<sup>2</sup> The Intergovernmental Panel on Climate Change (IPCC) is the United Nations body for assessing the science related to climate change. (*About — IPCC*, s. d.)

<sup>3</sup>

leur accomplissement nécessite une collaboration étroite ainsi qu'un engagement actif de la part de tous les pays, gouvernements, acteurs du secteur privé, organisations de la société civile et citoyens du monde entier. Dans cette perspective, les villes deviennent un point de convergence essentiel pour ces multiples intervenants. Les villes jouent un rôle central.

La trajectoire empruntée par l'ordre social contemporain, fondée sur le capitalisme, est régulièrement tenue pour responsable de la situation actuelle ainsi que des tendances futures. De plus, l'absence de preuves soulignée par Deaton (2001), renforce l'idée que la croissance économique ne contribue pas réellement à la réduction de la pauvreté, bien que le courant néoclassique d'économistes soutienne que cette approche a joué un rôle dans la diminution de la pauvreté mondiale au cours des dernières décennies. En réalité, la réduction de la pauvreté attribuée à cette forme de coordination productive appuyer sur le capitalisme s'avère insuffisante pour compenser l'accentuation des inégalités sociales et territoriales résultant de ce modèle économique, ce qui remet en question son efficacité globale.

L'insistance à croire que la croissance du PIB a un impact positif sur la réduction de la pauvreté et des inégalités territoriales est principalement attribuable à la croyance répandue en la corrélation entre les revenus, la croissance économique telle qu'elle est reflétée dans le PIB, et les améliorations potentielles dans divers aspects du développement liés à la réduction de la pauvreté. De plus, on soutient que la croissance économique accrue peut générer des recettes fiscales supplémentaires qui peuvent être affectées au financement de programmes de protection sociale, de subventions ciblées, du développement des infrastructures et d'initiatives visant à atténuer la pauvreté vers une société plus équitable. Cette vision commune, enracinée dans la pensée économique actuelle, nous empêche d'interroger les raisons le quel nous adopte une approche macroéconomique, qui ne tient pas compte des problèmes structurels locaux, pour défendre le *statu quo*. De plus, l'agrégation des facteurs



de production de richesse homogénéise les inégalités sociales et territoriales et nous empêche d'avoir une compréhension adéquate du réel problème.

D'autres méthodes de mesure viennent compléter l'approche macroéconomique du problème. Les parités de pouvoir d'achat (PPA) sont devenues essentielles pour comparer les seuils nationaux de pauvreté et les niveaux de vie. La comparaison des niveaux de vie entre les pays représente un défi considérable. Pour illustrer, prenons le seuil international de pauvreté (SIP) qui découle des seuils nationaux de nations extrêmement défavorisées ([Ferreira et al., 2016](#) ; [Ravallion et al., 2009](#)). Cependant, l'utilisation des PPA et leurs révisions au fil du temps suscitent d'importants débats, comme l'ont souligné [Jolliffe et al. \(2022\)](#). Une question fondamentale demeure sans réponse : est-ce que l'indice des prix d'un panier de produits sera conservé comme moyen de mesurer la pauvreté, malgré sa simplification et sa sensibilité aux facteurs contextuels plutôt que structurels ? Cette interrogation soulève des enjeux d'une importance capitale quant à la pertinence et à la fiabilité de l'approche macroéconomique actuelle dans l'évaluation de la pauvreté et des inégalités à l'échelle mondiale. Est-ce que la relation entre les indicateurs de croissance, de pauvreté et d'inégalités resterait la même si nous examinions la croissance économique d'un point de vue plus ancré dans la réalité locale plutôt qu'en agrégeant les facteurs de production ? Que se passerait-il si nous évitions d'occulter l'hétérogénéité de la capacité à générer une croissance économique en agrégeant les facteurs de production et si nous cherchions plutôt à mesurer des indicateurs microéconomiques de développement économique local ? D'un point de vue microéconomique, la croissance économique découle principalement des organisations productives, qui sont largement localisées dans les zones urbaines. Dans cette perspective, il est possible que nous nous intéressions davantage aux villes et à leurs organisations productives en adoptant une approche microéconomique.

En se focalisant davantage sur la croissance économique locale, des interrogations surgissent quant à la pertinence d'élargir la notion d'organisation productive au-delà des entreprises et des individus, en y incluant également un acteur économique essentiel, à savoir la ville elle-même. Cependant, quels sont les éléments qui confèrent à la ville le statut d'acteur économique ? Dans la recherche de compétitivité, les villes se trouvent en concurrence les unes avec les autres, assurant la gestion des infrastructures essentielles, travaillant sur leur attractivité territoriale, équilibrant leurs budgets et générant des revenus indépendamment des impôts. Les villes engendrent des richesses qui dépassent le simple cadre de la fiscalité, notamment à travers des partenariats public-privé, des sociétés d'économie mixte, des régies<sup>4</sup> ou des entreprises privées contrôlées par les pouvoirs publics. En tant qu'entités économiques dynamiques, les villes adoptent des stratégies variées pour attirer les investissements, encourager le développement économique et améliorer la qualité de vie de leurs citoyens. Ces stratégies englobent des approches novatrices pour stimuler l'innovation, promouvoir l'éducation, soutenir la recherche et favoriser le tourisme. En adoptant une perspective microéconomique et en se penchant sur une planification à long terme, les villes se transforment en acteurs fondamentaux du paysage économique mondial, contribuant activement à la génération de richesses et à l'édification d'un avenir prospère.

Les villes peuvent jouer un rôle clé dans la promotion du développement local en facilitant le processus de production. En agissant comme agent de facilitation, elles peuvent encourager l'innovation, favoriser la collaboration entre les entreprises locales et mettre en place des infrastructures adéquates pour soutenir les activités économiques. Dans cette dynamique compétitive, les villes peuvent soit

---

<sup>4</sup> Régie peut désigner une entreprise publique ou privée chargée d'une mission de service public, telle que la régie des transports, la régie de l'eau, la régie de l'électricité, etc. Ces régies peuvent être créées et gérées par l'Etat, les collectivités territoriales ou des entreprises privées.

prosperer, soit disparaître. Traditionnellement, l'économie s'est concentrée sur l'étude de la richesse générée par les entreprises et les individus. Cependant, il est pertinent de souligner que la théorie économique a souvent relégué au second plan la richesse et le développement économique liés aux villes. Dans cette perspective, il convient d'examiner attentivement le rôle crucial des villes. Celles-ci abritent plus de la moitié de la population mondiale, soit 55,3 % de la population totale.<sup>5</sup> Dans la plupart des continents, la population du milieu urbain dépasse déjà 80%. Cependant, un examen plus attentif souligne l'importance de noter que 85% et cette population urbaine vit dans des conditions de pauvreté (Roser, 2024), renforçant la nécessité de dépasser le modèle d'organisation productive tel que nous le connaissons. Malgré cette inégalité de niveau de vie au sein de la population urbaine, la puissance économique des villes peut être mise en évidence par le fait que les environnements urbains ne couvrent que 2 % de la superficie terrestre, tout en générant 70 % du produit intérieur brut mondial. Il est important de souligner que les villes produisent 70 % des émissions de gaz à effet de serre et 70 % des déchets, malgré les différences sociales et territoriales. Compte tenu de l'importance capitale des villes, je suis fermement convaincu que tant les défis que les solutions nécessaires pour faire face aux enjeux sociétaux se trouvent au cœur des villes. C'est la raison pour laquelle je m'engage à approfondir ma compréhension du rôle des villes dans le développement économique local et de leur statut en tant qu'acteurs économiques à part entière. Mon intérêt se porte particulièrement sur leur capacité à exploiter leurs caractéristiques distinctives pour stimuler leur propre croissance, en mettant en avant leur résilience urbaine et leur potentiel de développement économique. Dans cette optique, il est donc pertinent de se questionner sur la pertinence d'adopter une approche microéconomique et une perspective temporelle (à la fois à

---

<sup>5</sup> The United Nations Human Settlements Programme (UN-Habitat) is mandated by the UN General Assembly to promote socially and environmentally sustainable towns and cities. UN-Habitat is the focal point for all urbanization and human settlement matters within the UN system. (*About Us* | UN-Habitat, s. d.)

court et à long terme) pour appréhender le développement économique local.

Quelle que soit la manière dont nous identifions et classons cet ensemble de problèmes, l'approche de la ville ne me semble pas être une voie hétérodoxe pour y faire face. Mais comment pouvons-nous aborder ces problèmes ? La tendance à adopter un modèle agrégé des facteurs de production pour faire face aux problèmes semble être la règle à suivre. Cependant, bien que ces questions soient abordées à l'échelle mondiale, il est important de noter que les origines de ces problèmes ainsi que leurs conséquences se manifestent au sein des villes, mettant en évidence la nécessité de traiter ces problèmes au niveau local. En considérant les causes et les conséquences locales de ces problèmes, il convient de se demander si l'approche agrégée, basée sur les relations entre les grands agrégats économiques, est la meilleure façon de les aborder, ou s'il existe une autre approche possible. Comment la théorie économique appréhende-t-elle les problèmes locaux auxquels la société contemporaine est confrontée ? Comment perçoit-elle le rôle de la ville ? Si nous continuons à suivre la même trajectoire qui a conduit à la concentration et à la fragmentation de la société urbaine actuelle, comment pouvons-nous espérer obtenir des résultats différents ? C'est à partir de ces interrogations que j'ai entrepris de rechercher d'autres pistes à explorer.

Dans le cadre de cette recherche, je me concentre sur la compréhension des villes dans le contexte du modèle économique actuel, en mettant en évidence la fragmentation théorique entourant ce sujet complexe, la ville. Pour apporter des réponses claires, une approche méthodique a été adoptée en deux parties distinctes. La première partie intitulée « Les défis sociaux majeurs des villes : une exploration à travers le prisme économique » et la deuxième partie intitulée « Dynamique urbaine, développement économique et résilience : Les clés d'une prospérité durable face aux défis sociétaux. »

La première partie de cette étude s'est attardée de manière approfondie sur l'analyse contextuelle des enjeux sociaux prééminents,

tout en élaborant sur la clarification conceptuelle du terme « ville ». Cette mise en perspective a mis en évidence la fragmentation théorique inhérente à la compréhension actuelle des villes dans le contexte du modèle économique en vigueur. L'effort de contextualisation des enjeux sociaux a généré une mise en lumière de la causalité structurelle sous-jacente, ainsi que des difficultés inhérentes à l'appréhension de ces problématiques par le biais de l'agrégation des facteurs de production et sa consommation.

Un autre aspect particulièrement saillant a résidé dans la complexité à définir la « ville ». La multitude de définitions variées a contribué à insuffler au concept une imprécision intrinsèque. Plutôt que de s'investir dans la quête d'une conceptualisation unique, l'approche adoptée a consacré ses efforts à mettre en évidence l'importance et l'impact socio-économique des frontières et de la gouvernance du système productif. Parallèlement, une exploration approfondie de la perception de la proximité a été amorcée.

S'appuyant sur l'exposition des connaissances en lien avec l'environnement urbain, cette première partie a exposé l'émergence d'une fragmentation théorique au sein de l'analyse des problématiques associées aux villes. Ce faisant, j'ai entrepris une exploration des approches théoriques existantes et de leurs limites, en se penchant sur les disciplines de la science régionale, des économies régionales, de l'économie urbaine, de la théorie migratoire et de la définition des externalités. Cette démarche a visé à éclairer les causes et les conséquences des phénomènes tels que les catastrophes naturelles, les privations économiques, les persécutions, les conflits et les disparités territoriales au sein des agglomérations urbaines. Cette démarche a fait ressortir la complémentarité inhérente entre la théorie de l'agglomération et celle de la migration, tout en mettant en avant la pertinence cruciale de la géographie économique et de la théorie de la localisation centrale. De plus, le texte a mis en exergue la nécessité d'une investigation plus approfondie des dynamiques migratoires, au-delà des cadres utilitaristes et de la vision « *push-pull* ». Dans cette

perspective, la première partie a recentré l'attention sur les enjeux structurels sous-jacents aux mouvements migratoires, soulignant la simultanéité des systèmes économiques traditionnellement appréhendés de manière isolée. L'analyse a exposé l'instabilité inhérente à l'équilibre ainsi que les complexités associées à la validation de la théorie de l'allocation et de l'optimisation des ressources dans ce contexte spécifique. Par conséquent, une réévaluation des mécanismes de coordination de l'organisation productive en relation avec les localisations spatiales de la production a été préconisée comme impérative pour inverser les tendances migratoires, en harmonisant les perspectives avec la théorie de l'avantage comparatif formulée par Ricardo. Face à ces enjeux complexes, le texte a renouvelé l'exploration du concept d'externalités économiques, en mettant l'accent sur les responsabilités et les stratégies visant à atténuer leurs effets. Ce réexamen a recentré le débat sur le rôle de l'État dans l'économie, dans une optique orientée vers la promotion de la résilience économique.

La première partie se concentre sur les difficultés et explore les fondements économiques pour proposer des solutions alternatives aux défis auxquels notre société doit faire face. Cette démarche s'efforce de mettre en lumière des théories jusque-là négligées et de dévoiler des itinéraires détournés susceptibles de nous conduire au-delà des contraintes rencontrées face aux défis abordés. Cette orientation prépare le terrain pour recentrer sur la genèse, l'accumulation et la distribution de la richesse, transcendant ainsi les notions conventionnelles de croissance endogène et exogène. Les bases de cette réflexion sont dégagées en plongeant au cœur de la philosophie politique. Puisant dans les idées de penseurs tels que Hobbes, Hume, Locke et Rousseau, le concept d'état de nature et de contrat social émerge comme un cadre pour appréhender la gouvernance et l'organisation sociale. Cependant, il est essentiel d'aborder de manière prudente la tendance des économistes à réduire et simplifier, car bien que ces démarches puissent rendre plus accessible la diversité des approches philosophiques, elles comportent également le risque de

nous éloigner du raisonnement original. Les fondements du raisonnement économique sont enracinés dans les comportements individuels, tandis que les origines du libéralisme économique sont intrinsèquement liées à ces concepts. Ces bases évoluent ensuite pour former les fondements de l'économie néoclassique. Toutefois, au fil de cette évolution, certains concepts essentiels pour appréhender les défis contemporains ont été simplifiés et relégués en arrière-plan. Cette omission dans le processus de simplification économique a en effet engendré des lacunes. Se replonger dans les origines de ces concepts explorés par les philosophes a permis une meilleure compréhension de l'évolution vers un système en réseau, tout en comblant ses lacunes. La réintégration de ces concepts philosophiques dans l'analyse économique offre la perspective d'une compréhension plus complète des enjeux actuels et oriente notre réflexion vers une voie davantage éclairée et équilibrée.

La mise en lumière des concepts de richesse et de valeur au sein du contexte économique prolonge la progression abordée dans la première partie. L'étude des diverses théories économiques relatives à la genèse, à l'accumulation et à la distribution de la richesse met en lumière le rôle primordial joué par les villes dans le développement économique local et la création de richesse. Cette investigation examine en profondeur la dynamique entre le travail et la valeur, tout en scrutant d'autres éléments tels que la division du travail, l'entrepreneuriat, les échanges commerciaux et la génération de valeur ajoutée. L'accumulation de richesse est considérée comme un levier de financement pour façonner l'avenir, même si elle suscite des critiques en raison des inégalités qu'elle peut engendrer. L'analyse souligne l'importance cruciale des politiques de répartition équitable et de la garantie de la propriété privée pour la constitution et la transmission du patrimoine économique. Cette discussion met en lumière l'impératif d'une coordination de la production, tout en accordant une attention particulière au rôle central de la ville et du profit dans le financement de l'innovation. En se penchant sur les facteurs qui exercent une

influence sur l'offre, tels que les coûts de production, la technologie et la gouvernance locale, ce texte adopte une approche microéconomique et temporelle (à court et à long terme) inspirée de la pensée de Marshall. Cette perspective offre une compréhension plus profonde des choix faits par les consommateurs et les producteurs. L'intégration de l'histoire de la pensée économique au sein de cette première partie met en évidence les limites actuelles des théories économiques et avance l'émergence de la « théorie des villes » comme une voie de convergence. Cette approche novatrice met en avant la convergence théorique ainsi que l'expansion des frontières des théories préexistantes, tout en prenant en compte l'influence d'autres domaines de recherche tels que la géographie, l'urbanisme et la sociologie. L'objectif principal est de redéfinir le rôle de la ville en tant qu'acteur économique à travers une perspective microéconomique. Cette approche offre une base robuste pour les discussions concernant la dynamique urbaine, le développement économique et la résilience, en ouvrant de nouvelles voies pour appréhender les défis économiques contemporains. Par cette démarche, j'amorce l'introduction à la seconde partie.

La deuxième partie, intitulée « Dynamique urbaine, développement économique et résilience : Les assises d'une prospérité durable face aux enjeux sociétaux », ont mis en relief les prémices d'une approche convergente, qui découle des conclusions tirées de la première partie. Le texte accorde une attention soutenue à l'importance de la coordination au sein de l'organisation productive pour favoriser le développement économique local, instaurant ainsi un ordre systémique. Cette approche aspire à réorienter la compréhension de la genèse, de l'accumulation et de la répartition des richesses. Les concepts issus de la philosophie politique sont mobilisés pour éclairer la discussion et mettre en évidence les relations qui positionnent l'État, incarné par la ville, au cœur de cette réflexion sur la dynamique urbaine. Par ailleurs, le texte explore l'évolution des villes vers deux sociétés distinctes : l'une centrée sur une économie de services, l'autre en périphérie, caractérisée par des conditions de vie précaires. Cette analyse s'appuie sur les



travaux d'auteurs tels que Turgot, Smith et Marshall, en relation avec des concepts tels que l'emploi, la subsistance et la distribution des richesses.

Les villes sont appréhendées comme des centres d'échanges, de connaissances et de pouvoir, tout en constituant également des foyers d'inégalités sociales, en accord avec les principes de Rousseau. La première partie met en évidence les problèmes structurels contemporains, tels que la fracture sociale, le changement climatique, l'inégalité sociale et la pauvreté, qui découlent d'une coordination inefficace de l'organisation productive. Dans cette perspective, le modèle économique actuel, fondé sur la coordination par le marché, est remis en question. Dans la deuxième partie, les villes sont présentées comme des acteurs indispensables pour orchestrer l'organisation productive et faire face aux problèmes actuels. Le texte évoque la nécessité de recentrer le concept de libéralisme sur ses origines et de redéfinir le rôle de l'État en tant qu'acteur économique. Enfin, il aborde l'importance cruciale de l'innovation et de l'augmentation de la productivité pour éviter les scénarios pessimistes exposés dans la relecture du texte de Malthus. Dans un contexte financier axé sur l'optimisation de l'allocation des ressources, la faisabilité de l'innovation est questionnée. En somme, ce texte discute de l'impératif de coordonner l'organisation productive pour atténuer la fragmentation productive, les inégalités sociales et les problèmes structurels contemporains, tout en soulignant le rôle central des villes et l'importance de l'innovation.

La deuxième partie de ce texte plonge dans l'analyse du rôle systémique de la ville au sein d'une organisation sociale structurée en réseaux. Introduite dans le premier chapitre comme un ensemble politique, social et économique, la ville est plus qu'un simple espace de vie : elle est une réponse à la nécessité d'organisation des individus, défiant ainsi les conceptions minimalistes du rôle de l'État. La ville, dans ce maillage, agit comme un acteur économique influent, une entité mandatée par ses citoyens pour répondre à leurs besoins sociaux. Mais

cette responsabilité se mêle à l'ambiguïté du concept de *laissez-faire*. Cette opacité, qui découle d'un modèle économique fondé à la fois sur un État minimaliste et sur l'État-providence, avec une nuance d'opportunisme libéral, indique une vision partielle de la façon dont la richesse est créée et partagée. Nous examinerons dans la deuxième partie le rôle central de la ville dans cette structure productive et ses interactions avec les institutions publiques, l'État providence et l'initiative entrepreneuriale publique. Le texte explorera également le système économique de Turgot et sa résonance dans la pensée contemporaine, tout en confrontant les idées néoclassiques au refus keynésien.

Toutefois, un déficit majeur se démarque : une coordination défaillante au sein de l'organisation productive, engendrant désordre et inefficacité. Les interactions humaines, guidées par des stimuli variés - naturels, numériques ou sociaux - forment un environnement qui peut à la fois stimuler ou freiner le développement économique. Comme Mill l'a clairement exprimé, bien que l'environnement évolue, la nature humaine demeure constante. Les aspirations personnelles, qui font naître le « besoin d'agir », requièrent une structure organisée pour les concrétiser. Cela remet en cause l'harmonie supposée de la société marchande d'Adam Smith. Les villes émergent alors comme des centres d'organisation sociale et économique, enracinant leur importance économique, tout en jouant un rôle crucial dans la protection des droits de propriété, la facilitation de la production et la régulation. En s'inspirant de Turgot, nous percevons la ville comme un catalyseur d'innovation, reliant l'épargne au développement économique local et incarnant un entrepreneur. Les concepts de l'entrepreneuriat et d'accumulation de capital se présentent comme des leviers fondamentaux de productivité, propulsant ainsi l'évolution économique.

Enfin, face à un déséquilibre territorial croissant et aux défaillances d'un État minimaliste, la ville se positionne comme une solution, tandis que l'individualisme néoclassique se révèle être des

réponses à un environnement défaillant. Le rôle intrinsèque de la ville en tant que facilitatrice de développement économique semble s'estomper dans la complexité actuelle, générant méfiance et isolement. Le texte plaide pour une refonte de la coordination productive, permettant de recréer confiance et coopération, et ainsi, de maximiser les bénéfices partagés. Pour illustrer les tendances vers un chemin alternatif nous nous appuyerons sur la fondation établie par la « théorie des villes » proposées dans ce texte et sur les conclusions précédemment dégagées pour mettre en lumière les avenues déjà explorées et leur pertinence face aux défis du développement économique local. Dans un monde rythmé par des crises, la capacité des villes à s'adapter et à renforcer leur résilience est primordiale. Nous explorerons donc les stratégies mises en œuvre pour cela, en mettant particulièrement l'accent sur les innovations et les bonnes pratiques qui ont émergé, notamment pendant la crise du COVID-19. Nous nous pencherons également sur les dynamiques qui fragilisent nos économies, en essayant d'identifier ces vulnérabilités et en discutant des moyens d'améliorer et de renforcer la résilience de nos systèmes face à de tels défis. Par la suite, nous verrons comment les avancées technologiques peuvent aider à instaurer une meilleure coordination entre les acteurs économiques, tout en optimisant la gestion des ressources et en dynamisant les processus de production. L'aspect financier ne sera pas en reste : nous examinerons les mécanismes financiers essentiels à la propulsion de la croissance et de l'innovation, et mettrons en lumière des initiatives financières innovantes qui offrent un nouveau panorama des opportunités actuelles. S'appuyant sur la théorie de la ville, nous démontrerons ensuite comment les villes peuvent se positionner comme véritables hubs d'innovation, en explorant les avantages, les défis et les leçons tirées des démonstrateurs de la ville durable. La méthodologie pour cette démonstration sera guidée par une approche de recherche appliquée, illustrée par des études de cas et des exemples concrets qui aideront à cristalliser les concepts discutés. En conclusion, une évaluation globale de l'efficacité des

démarches entreprises sera abordée, offrant des recommandations pour le futur du développement urbain et économique.

En synthèse, l'ère contemporaine est caractérisée par une accélération de phénomènes interconnectés qui entraînent des conséquences profondes sur nos sociétés. Au cœur de ces dynamiques, la montée en puissance des villes, les inégalités sociales et territoriales, et les défis environnementaux se posent en enjeux centraux de notre temps. Les inégalités, tant sociales que territoriales, connaissent une croissance alarmante, tandis que notre planète est de plus en plus marquée par les ravages des événements climatiques extrêmes. La densité croissante de nos centres urbains, conjuguée à ces inégalités et aux défis écologiques, suscite des interrogations quant à notre capacité à envisager et construire un avenir durable. Le capitalisme, malgré son efficacité reconnue pour la majorité des économistes pour générer de la croissance et réduire la pauvreté à une échelle macroéconomique, est souvent remis en question pour sa capacité à répondre aux enjeux locaux et territoriaux (Deaton, 2001). Cette dichotomie entre la réussite macroéconomique et les défis microéconomiques ouvre un débat essentiel sur le rôle des villes dans le développement économique et social. En effet, en tant qu'acteurs majeurs, les villes exercent une influence prépondérante sur la trajectoire de notre développement global, tout en étant confrontées à leurs propres enjeux spécifiques. Ainsi, il devient crucial de questionner et de réévaluer nos théories et pratiques économiques, en plaçant les villes au cœur de la réflexion. Cette introduction se propose d'explorer le potentiel d'une « théorie des villes », considérant les villes comme des entités économiques autonomes, tout en mettant en lumière leurs défis et leurs opportunités. Nous examinerons également la manière dont cette approche peut contribuer à élaborer des politiques publiques plus efficaces, répondant aux besoins contemporains en matière d'aménagement du territoire, de développement économique et de durabilité. Ces villes, en tant que centres névralgiques du développement économique, présentent une série de défis majeurs mais également des opportunités uniques pour

remodeler l'avenir. Ce travail visait non seulement à jeter la lumière sur les enjeux complexes auxquels étaient confrontées les villes dans le paysage économique, mais aussi à restaurer et repenser des propositions qui avaient été mises à l'écart, afin de tracer une voie vers une économie contemporaine plus inclusive et résiliente.



# **PREMIERE PARTIE**

**Les défis sociaux majeurs des  
villes : une exploration à travers le  
prisme économique**





Le modèle économique actuel est confronté à de nombreux défis sociaux qui entraînent des conséquences graves sur les villes à travers le monde. Les catastrophes naturelles sont devenues plus fréquentes et plus destructrices, entraînant des pertes économiques et humaines ainsi que des déplacements forcés. La pauvreté reste un défi majeur dans de nombreuses villes, privant les populations des besoins essentiels tels que la nourriture, l'eau potable et les soins de santé. Les persécutions et les conflits sont en hausse, provoquant des déplacements massifs de populations. L'instabilité socio-économique et l'inégalité territoriale sont également des problèmes qui persistent, créant des écarts de production, de concentration des richesses et de développement, renforçant ainsi les divisions sociales.

Cette première partie se concentre sur le développement économique à partir des villes. Pour entamer cette démarche, deux questions sont soulevées : Qui sont les villes et comment sont-elles abordées dans la théorie économique ? Quel est le rôle de la ville dans l'organisation productive ? Pour répondre les questions susmentionnées, cette première partie débute en présentant les défis auxquels notre société fait face. J'ai choisi de commencer par exposer les problèmes auxquels les villes sont confrontées, avant de présenter la définition d'une ville pour ce texte. Cette structuration me permet d'aligner les périmètres des défis qui je m'adresse. Elle me permet également d'appliquer les théories économiques pour les aborder.

Dans cette première partie, je me concentre sur l'exploration des défis et des conséquences à travers le prisme de la ville. La manière dont les villes peuvent exercer une influence sur le développement économique en orchestrant la mise en place de l'organisation productive. Pour étayer cette démarche j'ai recherché dans les théories l'appui nécessaire pour mon raisonnement. Cependant, qui sont les villes et comment sont-elles abordées dans la théorie économique ? Quel est le rôle de la ville dans l'organisation productive ?

J'ai choisi de commencer par exposer les problèmes auxquels les villes sont confrontées, avant de présenter la définition d'une ville

pour ce texte. Cette structuration me permet d'aligner les périmètres des défis qui je m'adresse. Elle me permet également d'appliquer les théories économiques pour les aborder. À partir d'un contexte délimité, la discussion évolue vers la précision de ce qu'est une ville et de ses frontières. Les historiens, sociologues, archéologues, géographes, économistes et autres experts nous font découvrir les multiples dimensions de la ville. Malgré la multitude de définitions de la ville, nous n'avons pas encore atteint de point de convergence. La complexité inhérente au concept de la ville réside dans la simplicité de sa compréhension. « Une ville c'est une ville ». Afin de construire une argumentation cohérente, la définition d'une ville pour ce texte nous offre un point de départ pour une meilleure appréhension de son essence. Après la précision apportée sur la définition de la ville pour ce texte, la discussion évolue vers l'interrogation sur la fragmentation de la théorie économique lorsqu'on aborde le développement économique à partir des villes. Mais pourquoi ces interrogations sont-elles pertinentes ? Pour répondre à cette question, cette première partie vise à examiner et préciser le cadre théorique nécessaire pour aborder les défis des villes en discutant les limites et la fragmentation de la théorie économique. Les preuves de la fragmentation de la théorie émergent par le chemin emprunté pour choisir quelle théorie utiliser pour adresser les défis susmentionnés.

Dans la poursuite du chemin emprunté pour cette étude, j'ai choisi la voie convergente entre les économistes et les géographes. Cependant, ce choix a été fait après avoir constaté que les économistes et les géographes ont des approches similaires de la ville, ce qui a créé deux littératures parallèles. Le dualisme entre l'économie géographique et la géographie économique démontre ce parallélisme. La discipline de l'économie géographique cherche à inclure une dimension spatiale dans les théories du développement et du changement économiques, tandis que la géographie économique se concentre sur la description de la répartition spatiale de l'activité économique. Cette distinction entre les deux approches a entraîné une certaine absence de collaboration et de

coopération dans la littérature. Dans ce parallélisme théorique entre économistes et géographes, l'absence de coalition dans la littérature a été décrite par Duranton & Rodriguez-Pose (2005) entre autres. Il est essentiel de comprendre cette division pour mieux appréhender les enjeux liés au développement économique des villes et pour éventuellement les surmonter afin de proposer des solutions intégrées (Woodroffe, 1994). En revanche, les deux approches laissent en arrière-plan la discussion sur la circulation des richesses.

Mais comment aborder le développement économique local en se basant sur un choix entre l'économie géographique et la géographie économique ? Dans ce texte, je vais m'appuyer sur la convergence entre l'économie géographique et la géographie économique, telle que proposée par Krugman (1991b) pour établir le point d'origine de la nouvelle géographie économique. La convergence entre ces deux théories a émergé dans l'ouvrage de Krugman, (1991a; 1991b) et Fujita et al. (1999). Mon approche se basera principalement sur le corpus théorique de l'économie géographique et de l'économie urbaine, en me référant notamment aux auteurs tels que Fujita, Glaeser, Henderson, Thisse, parmi d'autres. De plus, j'utiliserai également la théorie de la science régionale, soutenue par des auteurs de la géographie économique tels que Duranton, Rodriguez-Pose, Storper, entre autres. Cette approche me permettra d'éviter un parallèle entre deux théories convergentes et **me concentrera sur le rôle des villes en tant qu'agents de développement économique local, la circulation de la richesse et de résilience économique territoriale, qui sont des éléments centraux de cette thèse.** En intégrant ces perspectives, j'espère offrir une compréhension approfondie du lien entre l'espace géographique et l'activité économique, ainsi que des implications pratiques pour favoriser la résilience et la prospérité des villes et ses territoires.

En explorant la manière dont les villes peuvent influencer le développement économique en coordonnant l'organisation de la production, nous sommes confrontés à un autre conflit théorique, cette

fois au niveau de la théorie économique. Lorsqu'on considère la croissance économique provenant des villes, comme présenté Myrdal (1957), la théorie de la croissance endogène devient une référence importante dans la discussion proposée dans le présent texte. La voie indiquée par Romer (1994), met en évidence les choix effectués par les secteurs public et privé qui aboutissent à la croissance économique. Une nouvelle approche émerge, où la croissance économique est conçue comme étant issue d'un système économique régional plutôt que de la seule productivité des individus et des firmes. Cette approche s'oppose aux modèles de croissance exogènes qui mettent en avant le progrès technologique comme principal moteur de la croissance économique à long terme, ainsi que les différences de productivité internationales appuyées sur le commerce international. C'est ainsi que, par la plume de Romer (1994) et (Lucas, 1988), la théorie de la croissance endogène occupera une place importante dans ce texte. Conscient des critiques de Paul Krugman (*The New Growth Fizzle*, 2013)<sup>6</sup> concernant la croissance endogène, j'ai comptabilisé le rôle du progrès technique et du commerce international dans la construction de ma réflexion. En revanche, la discussion entre les approches endogènes et exogènes sera abordée dans un espace limité de ce texte.

La théorie d'agglomération est-elle aussi largement utilisée pour aborder la ville. Attraction et répulsion sont utilisées pour expliquer la croissance et la décroissance urbaine. En revanche, la théorie des migrations reste à la marge de la discussion. La migration est résumée sur la conception simpliste du concept de « *push-pull* » discutée à travers de l'utilitarisme et de l'allocation optimale (de Haas, 2010, 2021). La migration est traitée comme conséquences de l'attraction et répulsion décrites dans la théorie d'agglomération. À la lumière de cette constatation, j'ai décidé d'approfondir la discussion sur la migration, ce qui permettra d'identifier les problèmes structurels dans

---

<sup>6</sup> Une critique qui repose sur des hypothèses sur la façon dont des choses incommensurables ont affecté d'autres choses incommensurables.

les villes d'origine ainsi que leurs conséquences sur les villes de destination.

Le commerce international et domestique émerge comme la frontière la plus importante, laissant en second plan la dimension régionale. Les frontières administratives, géographiques, numériques et sociales des villes sont ignorées par l'agrégat macroéconomique, laissant sans support leurs problématiques de développement économique à partir de la ville. En mettant en lumière cette problématique, la discussion nous ramènera à l'organisation systémique et nous permettra d'identifier le potentiel des villes dans la formation, l'accumulation et la distribution de la richesse.

Cette première partie met également en évidence la circulation des richesses et ravive la réflexion sur le coût social marginal. Dans un second temps, cette discussion permettra d'introduire la complémentarité entre l'économie circulaire et l'économie de fonctionnalité. Ceci est d'autant plus important compte tenu du contexte actuel et de l'avenir que nous devons concevoir.

La complexité du développement urbain et la multiplicité des approches théoriques rendent la compréhension du développement économique à partir des villes ardues. Bien que la spécialisation dans la recherche ait généré des avancées significatives dans divers domaines, l'approche transversale demeure en retrait. Le présent texte, malgré son abord de la fragmentation théorique, ne s'est pas totalement inscrit dans la recherche transversale, préférant se concentrer sur les lacunes de la théorie économique en ce qui concerne la compréhension des villes. Ce choix ouvre la voie pour un travail de recherche plus approfondie sur le sujet de l'approche transdisciplinaire à posteriori.

L'approche macroéconomique par les agrégats des facteurs de production additionnés aux limites de la spatialisation économique et l'utilitarisme, ont contribué à normaliser les disparités territoriales, entravant ainsi l'exploration de nouvelles voies pour répondre aux défis sociaux. Les défis actuels exigent une réorganisation économique,

notamment à la lumière des transitions vers la résilience, la décarbonation de l'économie, la circularité, la sobriété de la consommation et la décroissance. Ces transitions énergétiques et écologiques remettant en question les modèles traditionnels de croissance économique. Dans ce contexte, il est essentiel de définir la portée de chaque théorie et souligne leurs fragmentations lorsqu'on aborde les villes comme moteur de développement économique résilient.

Si la compréhension globale de la ville est abordée, l'affirmation de sa marginalisation par la théorie économique repose sur une fragmentation simplifiée de certaines questions telles que la désertification, la migration, les inégalités territoriales et la circulation de la richesse. Il est donc crucial d'élargir la portée de l'analyse pour comprendre le rôle économique de la ville pleinement. La pertinence de cette approche consiste à l'évidence de la fragmentation théorique pour la compréhension des défis sociaux présentée et la proposition de piste pour les solutions potentielles.

Cependant, la difficulté de discuter la croissance économique à partir des villes a conduit ce texte à approfondir des sujets qui ont été laissés en arrière-plan par la théorie économique. Si la fragmentation de la théorie économique actuelle ne permet pas d'aborder les problèmes que nous avons soulevés, je me tournerai vers d'autres solutions. Mais avant de proposer des contributions, je me donne la liberté d'explorer d'autres voies peu explorées dans la théorie de la pensée économique. Ainsi, je reviendrai aux racines de l'économie pour revisiter des concepts marginalisés. Cette plongée dans la pensée économique vise à m'assurer que toutes les voies possibles ont été explorées. Ainsi la continuité de la première partie se concentre sur un retour aux racines de la pensée économique dans le but de récupérer des concepts laissés en seconds plans qui pourraient ouvrir de nouvelles voies d'exploration. Au-delà du regard utilitariste et macroéconomique marshallien, l'évolution progressiste et microéconomique aussi retrouve dans les textes de Marshall & Marshall (1879) et les influences de la philosophie

politique pouvaient être considérées comme appuie dans la compréhension des problèmes au regard de la ville. Par cette voie je me concentre sur les fondements de l'économie en tant que science sociale et j'examine l'importance des villes dans le développement économique local. Pour cela je mets l'accent sur trois sujets clés : l'influence de la philosophie politique sur l'économie ; l'approche systémique de la dynamique urbaine ; ainsi que la circulation de la richesse dans le contexte du développement économique local.

Cette piste s'ouvre sur les réflexions profondes des penseurs tels que Hobbes, Locke, Hume et Rousseau, qui ont jeté les bases de notre compréhension des marchés et de l'économie. Leur héritage continue d'exercer une influence majeure sur nos analyses économiques contemporaines. Leurs explorations concernant l'ordre social et la nature de la société humaine mettent en lumière les points de convergence et de divergence qui animent l'économie actuelle, établissant des connexions entre la philosophie politique et l'économie.

Dans un monde de plus en plus complexe et interconnecté, la nécessité de comprendre les systèmes d'ordre revêt une importance cruciale. L'étude des dynamiques, des rétroactions et de la résilience au sein des systèmes sociaux et économiques peut mettre en évidence des schémas et des structures qui éclairent la voie vers des politiques efficaces et durables. Les concepts issus de la pensée philosophique demeurent pertinents, offrant des éclairages précieux sur la manière dont l'ordre et le désordre interagissent dans un monde de plus en plus interdépendant. En outre, l'influence et l'interaction entre la nature, la technologie et la société, explorées à travers la lentille de la théorie des relations humaines et de ses mécanismes comportementaux, nous permettent de mieux appréhender la façon dont ces éléments se combinent pour former une dynamique complexe qui façonne notre réalité. Ces domaines d'étude convergent pour fournir une compréhension intégrée et systémique de la société, établissant des ponts entre le passé et le présent, et entre la philosophie et la pensée

économique, marquée par la dynamique urbaine, les systèmes ordonnés et la complexité de nos interactions sociales et économiques.

Dans cette perspective, la discussion autour des concepts posés par Hobbes, Locke, Hume et Rousseau et notre compréhension du marché, se plonge dans l'examen de la manière dont ses penseurs classiques de la philosophie politique ont apporté un éclairage essentiel à notre compréhension des mécanismes économiques, en particulier ceux relatifs au marché. Ces intellectuels ont élaboré des visions variées de l'état de nature et du contrat social, concepts qui viennent enrichir notre appréhension des dynamiques économiques actuelles. Les parallèles entre ces concepts philosophiques et les mécanismes économiques, tels que l'offre et la demande, offrent des perspectives inestimables sur la manière dont les marchés opèrent et comment ils sont influencés par des facteurs intrinsèques et extrinsèques. L'exploration de ces parallèles ouvre la voie à une compréhension accrue de la façon dont les philosophies politiques classiques continuent de façonner et d'enrichir notre appréciation des systèmes économiques et des interactions humaines qui les sous-tendent.

À partir des parallèles entre ces concepts philosophiques et les mécanismes économiques, cette première partie amorce une discussion autour de la richesse et de la valeur. Cette discussion met en lumière la distinction entre la création et l'accumulation de la richesse, ainsi que leur dissociation de la théorie de la valeur. Ensuite, la discussion se concentre sur la formation de la richesse en analysant l'échange et le travail, notamment la relation entre la « valeur-travail » et la « valeur ajoutée ». À travers la théorie de l'épargne de Turgot l'accumulation de la richesse retrouve son rôle. Le rôle de la richesse accumulée est défini comme la source de financement du progrès technique, un levier pour le développement économique local.

La mesure de la richesse est également discutée. Cette discussion met l'accent sur les limites des mesures de la richesse et encourage à comprendre les économies comme des systèmes interconnectés où tout ce qui est produit doit être comptabilisé.



Enfin, le texte trace le lien entre le salaire et la richesse, soulignant que la richesse est dérivée de la valeur ajoutée et de la capacité de la coordination des facteurs de production. En l'absence de génération de valeur, la valeur du travail peut créer une division de la société. Cette division crée une société valorisée pour sa capacité à générer de la valeur et une autre société marginalisée et invisible, ce qui entraîne une fracture sociale et l'inégalité territoriale.

Cette première partie met également en évidence que la création de richesse dépend de la coordination des facteurs de production, de la libre circulation des biens, d'un gouvernement efficace, du progrès technique et d'un système fiscal axé sur l'efficacité des actifs. Cependant, la discussion démontre la nécessité de repenser la manière dont le capital accumulé est dirigé vers le secteur productif, en soulignant l'importance de politiques publiques favorisant la création de valeur. L'absence de telles politiques entrave la création de richesse et alimente le cercle vicieux de la taxation du capital accumulé dans un but de la redistribution, ce qui détourne les ressources du secteur productif. En résumé, cette première partie jette les bases pour la convergence des différentes théories au regard des villes. Centre sur l'analyse de la formation, l'accumulation et la distribution de la richesse, cette première partie prépare le terrain pour la deuxième partie. En utilisant cette approche, je crois être en mesure d'identifier de piste pour un potentiel chemin de recherche transverse que j'intitule « la théorie des villes ».

En conclusion, cette première partie souligne les défis que les villes sont confrontés, tels que les catastrophes naturelles, la pauvreté, les persécutions et les conflits, l'instabilité socio-économique et l'inégalité territoriale. Également la première partie exposée la fragmentation théorique à propos de la ville et son rôle dans l'économie. Pour aborder ces questions, il est nécessaire de parvenir à une convergence théorique. Cette convergence est rendue difficile par le parallélisme théorique qui existe entre l'économie géographique et la géographie économique, les discussions entre la croissance endogène et

exogène, le regard de l'économie en relation à la migration, le manque d'une approche systémique et dynamique et l'approche par les agrégats économiques. Évidemment, la nécessité de parvenir à une théorie plus étroite avec l'économie locale se manifeste. La fusion des théories de l'état de nature et du contrat social de la philosophie politique avec les fondements de la microéconomie et la temporalité marshallien, associée aux idées de Turgot, Ricardo, Keynes et Lucas, ouvre la voie à une exploration plus approfondie de notre compréhension et à une concentration renouvelée sur le rôle essentiel des villes en tant qu'acteurs du développement économique local et de la résilience territoriale. Cette approche adopte une perspective systémique. La nécessité de restructurer l'économie dans une perspective de circularité et d'économie fonctionnelle exige une approche complémentaire à l'égard de l'organisation économique contemporaine. En fin de compte, la convergence théorique vise à mieux comprendre le rôle des villes dans le développement économique et à proposer des solutions pour relever les défis sociaux auxquels les villes sont confrontées.

**Chapitre 1 - La fragmentation  
théorique de la compréhension  
des villes dans le contexte du  
modèle économique actuel : une  
analyse.**



Afin d'aborder la fragmentation théorique de la compréhension des villes dans le contexte du modèle économique actuel, ce chapitre a été divisé en trois sections principales. La première section explore les défis actuels, notamment les conséquences des catastrophes naturelles, la pauvreté, les persécutions et les conflits, ainsi que l'instabilité socio-économique et l'inégalité territoriale. La deuxième section se concentre sur la définition de ce qu'est une ville, étant donné que pour comprendre le processus productif qui en découle, il est essentiel d'établir une compréhension claire du concept de la ville. Enfin, la troisième section examine la fragmentation théorique de la compréhension des villes, en analysant les différentes perspectives et approches qui ont émergé dans la littérature.

Ce chapitre débute par examiner les multiples défis auxquels le modèle économique actuel est confronté, menaçant ainsi la stabilité et le bien-être des populations à travers le monde. Cette approche donne le contour de la première section et pose les bases pour les discussions évoquées dans ce texte. Parmi ces défis majeurs, on retrouve les catastrophes naturelles, la pauvreté, les persécutions et les conflits, ainsi que l'instabilité socio-économique et l'inégalité territoriale. Ces problématiques ont un impact significatif sur la vie quotidienne des individus et nécessitent une réflexion approfondie sur les mesures à prendre pour y faire face. Les catastrophes naturelles, telles que les ouragans, les séismes ou les inondations, provoquent des pertes humaines et matérielles considérables, détruisant des infrastructures essentielles et perturbant les activités économiques. Les populations touchées par ces événements doivent reconstruire leur vie et leur économie, souvent avec des ressources limitées et dans des conditions difficiles. La pauvreté demeure un fléau persistant qui prive des millions de personnes de leurs besoins essentiels tels que l'alimentation, le logement, l'éducation et les soins de santé. Cette réalité économique et sociale contribue à l'aggravation des inégalités, à l'exclusion sociale et à l'instabilité économique. Les persécutions et les conflits, qu'ils soient d'ordre ethnique, politique ou religieux, entraînent des

déplacements massifs de population, des destructions et une détérioration des conditions de vie. Les communautés affectées par ces situations de violence et d'insécurité sont souvent confrontées à des défis considérables pour reconstruire leur tissu social et économique. L'instabilité socio-économique, caractérisée par la précarité de l'emploi, l'insécurité économique et la volatilité des marchés financiers, crée un climat d'incertitude pour les individus et les entreprises. Cette instabilité compromet la croissance économique durable et peut entraîner des crises économiques et financières qui ont un impact néfaste sur la société dans son ensemble. L'inégalité territoriale est un autre défi majeur, avec des disparités économiques et sociales importantes entre les régions et les territoires. Ces inégalités territoriales peuvent engendrer des situations d'exclusion, de marginalisation et de déséquilibre économique, mettant en péril la cohésion sociale et le développement durable. Face à ces défis sociaux, il est essentiel de repenser le modèle économique actuel et d'adopter des approches novatrices pour promouvoir le développement durable, réduire les inégalités et garantir le bien-être des populations. Il est également nécessaire de prendre en compte le rôle crucial des villes dans la gestion de ces défis, en tant qu'espaces de vie, de production et de cohésion sociale. Dans la première section, nous examinerons plus en détail les différentes facettes de ces défis sociaux, en analysant les causes, les conséquences et les approches possibles pour y faire face. Nous explorerons également le rôle spécifique des villes dans la promotion de solutions durables et inclusives pour surmonter ces défis et construire un avenir plus résilient et équitable.

Après poser les contours pour les discussions, dans la deuxième section, je m'appuie sur l'expression de Marshall (1920, p.1), «... *L'étude de l'humanité dans les affaires ordinaires de la vie* », selon laquelle l'approche du développement économique, en partant de la ville, trouve son fondement. Par ce regard nous convenons que la vie ordinaire se déroule dans les villes. Ainsi, par cette voie, je présente la nécessité de préciser la définition de la ville en m'appuyant sur les mots

de Huriot & Bourdeau-Lepage (2009, p.25) « *Je sais où je vais quand je « vais en ville ». Je sais quand je suis « en ville ». Mais je ne peux donner une définition de la ville qui mette d'emblée tout le monde d'accord* ». Afin de définir la ville pour ce texte, j'ai choisi d'éviter de décrire toutes les définitions que j'ai rencontrées. Bien que toutes ces définitions m'aient convaincu, il était difficile de trouver une définition complète. Par conséquent, j'ai pris la liberté de choisir celle qui me semblait la plus pertinente pour ce texte.

Les dynamiques relationnelles et les interactions entre les acteurs économiques, avec un impact direct sur le développement économique local révèlent la nécessité d'aborder les frontières. Les différentes modalités de frontières évoquent les nuances repérées au sein des théories élaborées dans les champs de la science régionale, des économies régionales et de l'économie urbaine. Aussi, permet d'introduire la discussion sur la proximité et l'émergence de la relation « distance-temps » résultent de cette réflexion approfondie.

La troisième section met en évidence l'approche fragmentée de la théorie économique. L'économie urbaine, qui considère les villes comme des structures où les individus et les entreprises sont indifférents à l'espace. Cette perspective souligne la nécessité pour la théorie économique de réévaluer sa perception des villes, en n'oubliant pas les interactions complexes entre les acteurs et leur environnement urbain. Cependant, cette approche d'équilibre spatiale limite également notre compréhension des villes. La doctrine économique axée sur le choix individuel et les méthodes quantitatives offre de nombreux avantages, mais elle présente également des limites profondes. Elle ignore les subtilités de la complexité des villes (E. L. Glaeser, 2008). Tout comme Glaeser, j'admets les points forts des méthodes de la théorie économique, tout en reconnaissant la nécessité de faire appel à d'autres disciplines pour une compréhension plus complète des villes. Bien que la théorie économique occupe une place centrale dans ma discussion, j'ai également fait appel à d'autres théories pour étayer mon raisonnement. Cette approche interdisciplinaire s'est avérée nécessaire

en raison de l'écart entre le cadre de la théorie économique et la problématique soulevée dans ce texte : les villes ont-elles la capacité d'influencer le développement économique ?

En explorant la théorie économique pour répondre à cette question, j'ai constaté qu'elle présentait des fragmentations. C'est pourquoi j'ai consacré une section spécifique à la définition du périmètre de la théorie économique, en comblant les lacunes avec des théories empruntées à d'autres disciplines. Dans cette perspective et afin de prévenir toute confusion dans l'utilisation de différentes théories convergentes, j'ai choisi de présenter les théories dans cette section par un texte en format plus pédagogique. Ce choix vise à éclaircir les nuances et les parallèles entre la science régionale, les économies régionales et l'économie urbaine, qui sont trois théories complémentaires se concentrant sur le développement économique local. Une fois que les nuances entre les trois théories auront été éclaircies, on constatera la pertinence de l'approche de la théorie de l'analyse spatiale, de l'économie d'agglomération, de la théorie de la migration et du concept d'externalités. En pesant les points forts et les points faibles de chaque théorie, cette section m'a permis de construire la ligne théorique à suivre pour répondre à ma question principale.

Cependant, il est important de souligner que faire un choix entre la science régionale, les économies régionales et l'économie urbaine nécessite toujours des compromis. Ayant cru en l'existence d'un chemin convergent, je me suis permis de conserver les trois théories. Ce choix vise à éliminer la fragmentation et le parallélisme, offrant ainsi une plus grande liberté d'action qui était préalablement limitée par le cadre théorique. Il me permet également de tirer parti des contributions des deux disciplines, l'économie et la géographie, ce qui élargit l'ampleur de mon analyse. Rien d'étonnant, étant donné que Krugman (1991), entre autres, a déjà emprunté cette voie.

À partir de ces discussions, je me concentre à la compréhension des économies d'agglomération, des migrations, de la localisation et de l'équilibre spatial, qui sont les quatre cadres



théoriques largement utilisés pour expliquer l'économie urbaine. Cette discussion synthétise la manière dont la théorie économique aborde la question de la ville. Ces quatre cadres théoriques ont été abordés de manière exhaustive dans le contexte de la théorie économique néoclassique. Cependant, ce texte accorde une attention particulière à la théorie de la migration, non pas en raison de son importance par rapport aux autres théories, mais en raison des limitations de sa compréhension qui entravent l'établissement d'un cadre analytique précis et approfondi dans la théorie économique. Le processus migratoire joue un rôle crucial dans le développement économique local, et une approche adéquate de celui-ci permet d'explorer des aspects encore peu connus de l'économie urbaine. Ainsi, je conclus le premier chapitre de ce texte avec l'ambition d'avoir réussi à clarifier la fragmentation du cadre théorique, la façon dont la théorie économique aborde la ville, poser les défis qui je vise comprennent par la théorie économique et surtout de définir la ville et son périmètre pour ce texte.

## **1.1 LES DEFIS SOCIAUX DU MODELE ECONOMIQUE ACTUEL : CAUSES, CONSEQUENCES ET IMPACT SUR L'ORGANISATION PRODUCTIVE LOCALE**

Les cinq problématiques mises en évidence dans cette section sont directement liées aux villes. Ces causes et leurs conséquences, ayant influencé l'organisation productive locale, ont motivé la décision de commencer cette discussion par ce sujet.

### **1.1.1 Les catastrophes naturelles**

De 1880 à 2012, la température mondiale a augmenté de 0,85°C, une hausse directement liée à l'activité humaine, notamment la combustion de combustibles fossiles et la déforestation. Le GIEC (Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat) prévient que si les tendances actuelles se poursuivent, la température augmentera de 1,5°C d'ici 2030 (IPCC, 2023). Ce réchauffement climatique entraîne déjà des problèmes majeurs, tels que des hausses de

température dans diverses régions, des sécheresses extrêmes, et une intensification des phénomènes météorologiques extrêmes. Ces changements climatiques contribuent à l'occurrence de catastrophes naturelles qui menacent nos sociétés (Regaud et al., 2022).

L'eau joue un rôle central dans ce scénario. Plus de 50% de la population mondiale vit près des réserves d'eau, comme les rivières et les zones côtières. Ces zones sont souvent vulnérables aux inondations, tsunamis, et cyclones. En fait, 75% des catastrophes naturelles sont liées à l'eau. La gestion responsable de l'eau et des ressources hydriques devient donc une question cruciale, nécessitant une planification et une réglementation soigneuse. Les conséquences économiques sont également alarmantes. Les catastrophes naturelles ont coûté plus de 1 000 milliards de dollars dans le monde ces dernières années, avec les territoires développés portant une part substantielle de ces coûts. Les problèmes liés à l'eau, tels que les inondations et les tempêtes, sont particulièrement dévastateurs.

Plusieurs villes majeures font déjà face à des crises de l'eau, une situation qui pourrait s'aggraver si des mesures adéquates ne sont pas prises. Les sécheresses prolongées et l'augmentation générale des températures mondiales menacent non seulement les écosystèmes mais aussi l'économie. L'économie alpine, par exemple, dépend fortement des conditions climatiques et est actuellement en péril. De même, les feux de forêt, exacerbés par la sécheresse et les vagues de chaleur, deviennent de plus en plus fréquents, causant des dommages massifs et coûteux. Les changements environnementaux sont désormais l'un des principaux, voire le principal, facteur de migrations et de déplacements de populations à travers le monde (Gemene, 2015).

La prise de conscience croissante de l'urgence de la situation stimule l'action à l'échelle mondiale. Des mesures sont en cours, comme l'accord de Paris, signé en 2016, qui vise à réduire le réchauffement climatique. De plus, de nombreux gouvernements et organisations internationales orientent leurs efforts vers la transition énergétique et la décarbonisation de l'économie. Le changement, bien que complexe et

exigeant, est non seulement possible mais nécessaire pour faire face à cette crise mondiale et assurer un avenir durable pour tous.

### **1.1.2 La privation économique sévère**

La question de la privation économique a pris une ampleur mondiale, devenant un défi majeur qui préoccupe de plus en plus les sociétés à travers le globe. Cette situation complexe a créé une division profonde et marquée entre deux catégories distinctes au sein de la population mondiale. D'une part, nous avons une société composée d'individus bien éduqués, tournés vers la consommation et engagés dans une économie de services. Ces individus jouissent d'un niveau de vie relativement élevé et d'opportunités économiques diverses. D'autre part, une société périphérique a émergé, souvent invisible et marginalisée, qui lutte pour maintenir des conditions de vie décentes malgré des efforts constants et un travail à temps plein. Cette société périphérique est généralement liée à des emplois faiblement rémunérés et peu qualifiés dans les zones urbaines où des zones agricoles sont à l'abandon. Bien qu'on puisse être tenté de considérer ces deux sociétés comme équilibrées, ou assouplir la réalité par les agrégats macroéconomiques, les statistiques dépeignent un tableau beaucoup plus sombre.

Selon des données publiées par la Banque mondiale en 2018, une écrasante majorité de 79 % de la population mondiale vivait avec moins de 40,00 € par mois. Ce chiffre est étonnamment bas, correspondant à l'équivalent du salaire minimum en France à cette époque. Même des nations prospères comme la France, les États-Unis et l'Allemagne ont 22 % de leur population vivant dans ces conditions précaires. Cette réalité est révélatrice d'un problème structurel et systémique dans l'organisation de la économie, un problème qui persiste et s'aggrave, indépendamment des indicateurs de croissance comme le PIB.

La croyance selon laquelle la privation économique sévère est confinée aux pays en développement n'est qu'une illusion qui renforce encore plus les disparités sociales et territoriales. En réalité, l'incapacité à satisfaire les besoins fondamentaux comme la nourriture, les soins de santé et le logement correspond à la définition de la privation matérielle fixée par Eurostat. Cette condition touche actuellement 8,1 % de la population européenne, illustrant la réalité universelle de cette problématique. Une analyse plus détaillée de la privation matérielle sur la population étrangère vivant en Europe révèle une situation encore plus alarmante. La proportion de cette population vivant dans une situation de privation économique sévère est de 8,5 %, comparée à 5,1 % de la population européenne native. Ces chiffres montrent une disparité qui s'élargit encore plus lorsqu'on l'examine au niveau des différents pays de l'Union européenne. Cette détérioration économique contribue aux mouvements migratoires constants au sein du continent, mettant en évidence les inégalités territoriales persistantes. Selon une étude complémentaire, 22% de la population européenne, soit un chiffre alarmant de 96,5 millions de personnes, sont exposées au risque de tomber dans une situation critique de privation. Pour mettre ce chiffre en perspective, il s'agit d'un nombre équivalent à la population entière de l'Allemagne menacée par la précarité.

Ces statistiques et analyses soulignent la nécessité urgente d'aborder et de résoudre ces questions complexes. La privation économique et la pauvreté ne sont pas des problèmes isolés à certains pays ou régions, mais des défis globaux qui requièrent une compréhension profonde, une solidarité internationale et une action coordonnée pour les surmonter.

### **1.1.3 La violence - persécutions et conflits**

La violence urbaine est un concept multifacette et complexe, dont la définition demeure contestée et difficile à cerner (Pavoni & Tulumello, 2020). Pour cette raison, ce texte délaissera temporairement le débat terminologique pour se concentrer sur un aspect spécifique de

la violence : celle associée aux persécutions et aux conflits qui touchent directement l'économie locale. Ce type de violence se manifeste notamment à travers le phénomène migratoire et l'instabilité de l'environnement commercial et productif. Au fil des décennies, nous avons été témoins d'une augmentation notable du nombre de conflits en cours, une tendance qui s'est particulièrement intensifiée au cours des 20 dernières années, comme le montre la Figure 7.

L'essor de la violence organisée est inextricablement lié aux actions et aux mouvements des groupes terroristes et séparatistes. Bien que certains aient été neutralisés dans certaines régions, ils ont migré vers d'autres zones, créant ainsi de nouveaux foyers de conflit (Pettersson & Öberg, 2020). Les conflits liés aux gangs et au crime organisé contribuent également à cette instabilité sociale grandissante. Les deux types des conflits engendrés le processus de migration massive.

L'Uppsala Conflict Data Program détaille trois catégories distinctes de conflits : les conflits non étatiques, les conflits unilatéraux et les conflits étatiques (Eck & Hultman, 2007 ; Gleditsch et al., 2016 ; Pettersson & Öberg, 2020).

1. **Conflits non étatiques** : Il s'agit de conflits internes entre différents groupes, sans participation directe de l'État.
2. **Conflits unilatéraux** : Ces conflits impliquent des attaques intentionnelles contre des civils, perpétrées par des gouvernements ou des groupes armés formellement organisés.
3. **Conflits étatiques** : Ces conflits armés mettent en scène au moins un gouvernement d'État.

L'analyse de ces catégories révèle une augmentation significative des événements liés aux gangs et au crime organisé, marquant ainsi une escalade préoccupante de la violence. Ces conflits sont fréquemment associés à des activités illicites telles que le trafic de drogue et d'armes. La perception sociale de l'ampleur des persécutions et des conflits tend malheureusement à se limiter à la situation de guerre

« non étatique » et aux attaques unilatérales, comme le montre la Figure 8. Ceci masque une réalité plus complexe. La montée des conflits internes entre groupes, sans la participation de l'État, plonge la société dans une réalité marquée par une violence urbaine accrue. Contrairement à une situation de guerre conventionnelle où une migration massive est souvent observée, la nature « non étatique » des conflits agit comme un déclencheur de processus migratoires plus subtils. Cela peut entraîner des migrations internes, des déplacements entre les villes, voire des changements de quartiers au sein d'une même ville, même dans des régions autrement paisibles. Un autre effet néfaste de cette migration est la détérioration et les inégalités territoriales, accentuant la ségrégation et les disparités au sein de la société. L'abandon des territoires sensibles laisse à la marge une population déjà fragilisée.

La complexité et la croissance des conflits dans le contexte urbain contemporain nécessitent une analyse nuancée et profonde, en reconnaissant les multiples facettes de la violence et en prenant en compte les dynamiques sociales, économiques et politiques en jeu. Le phénomène ne se limite pas à des actes isolés de violence, mais représente un système interconnecté, influençant et étant influencé par des facteurs plus larges tels que l'économie, la migration et la gouvernance.

#### **1.1.4 L'instabilité sociale et économique**

La question posée par l'OCDE, « Dans ce pays, avez-vous confiance dans le gouvernement national ? » a conduit à une découverte inquiétante. Au cours des dix dernières années, la méfiance envers les gouvernements nationaux a connu une augmentation alarmante dans diverses régions du globe. Ce manque de confiance s'inscrit dans un contexte de mécontentement généralisé qui a pris de l'ampleur ces dernières années. Plusieurs facteurs contribuent à ce sentiment de frustration, notamment les inégalités sociales et territoriales croissantes et une organisation productive qui semble politisée et coordonnée de

manière à favoriser les marchés plutôt que les citoyens ordinaires. Ce mécontentement s'est manifesté de diverses manières, comme à travers la série de mouvements sociaux marquant une instabilité politique en hausse.

Le Printemps arabe en 2010, par exemple, a été un tournant dans l'expression de la colère contre la corruption gouvernementale et les performances économiques décevantes dans plusieurs pays arabes. Aux États-Unis, le mouvement *Occupy Wall Street* de 2011 a mis en évidence les inégalités économiques criantes et l'influence disproportionnée de l'argent sur la politique. Le mouvement des *Parapluies* en Chine en 2014 a été une démonstration de la soif de démocratie et de droits civiques dans un régime autoritaire. La France a été le théâtre d'une mobilisation importante avec le mouvement des Gilets jaunes en 2018, une réaction à la hausse du coût de la vie et à des inégalités sociales qui semblaient de plus en plus insurmontables. Enfin, l'invasion choquante du Capitole aux États-Unis en 2021 a non seulement mis en évidence le manque de dialogue et la polarisation de la société, mais elle a aussi sérieusement entaché la confiance mondiale envers la démocratie.

Ces mouvements sociaux, bien que différents dans leur nature et leurs objectifs, témoignent tous d'une intensification des tensions causées par les inégalités socio-économiques. Ils mettent en lumière la nécessité pressante d'actions politiques et sociales cohérentes et bien ciblées pour répondre à ces préoccupations légitimes. L'ampleur de ces manifestations, résumée dans la Figure 9, représente un appel urgent à la réflexion et à l'action de la part des gouvernements et des sociétés du monde entier à l'échelle locale. Il est crucial de comprendre les racines profondes de ce mécontentement et de travailler de manière concertée pour créer des sociétés plus justes et équitables. Cela pourrait être un chemin vers la restauration de la confiance dans nos institutions et la promotion d'une paix et d'une stabilité durables.

### 1.1.5 L'inégalité territoriale

La disparité dans le développement régional n'est pas seulement un symptôme économique mais une illustration des inégalités sous-jacentes qui existent au sein d'une nation ou même d'un continent. Cette disparité est particulièrement visible en Europe, où la capacité à générer une croissance économique varie considérablement d'une région à l'autre. En observant la répartition du PIB régional dans l'Union européenne en 2018 (FIGURE 10), évidemment, la production est concentrée dans certaines régions. Cela contraste avec l'Allemagne, où la capacité productive est plus équitablement répartie, témoignant d'une politique économique peut-être plus inclusive et équilibrée. La disparité économique régionale en Europe s'étend au-delà de la simple production. Une analyse plus approfondie révèle que la majorité des régions se classent en dessous du deuxième quintile de répartition du PIB régional. Étonnamment, les taux d'emploi dans ces régions présentent une distribution plus uniforme, avec de nombreux indicateurs au troisième quintile ou au-dessus, (FIGURE 11).

Ce décalage entre la productivité et l'emploi peut s'expliquer par divers facteurs, notamment un manque de productivité, la prévalence d'emplois non qualifiés et l'expansion du secteur public pour réduire le chômage régional. Cette situation contribue à l'inégalité territoriale et soulève des questions importantes sur l'efficacité de l'organisation productive locale. Le taux d'emploi et le taux de pauvreté, souvent en désaccord, accentuent encore les inégalités socio-économiques, (FIGURE 12). En traversant l'Atlantique pour examiner les États-Unis, un schéma similaire d'hétérogénéité régionale se dévoile, avec une accentuation des inégalités territoriales (FIGURE 13).

Ces constatations mettent en lumière une question cruciale et complexe : comment les gouvernements peuvent-ils travailler à réduire ces disparités régionales ? La piste à explorer pour ce texte consiste dans le développement des politiques et des investissements publics ciblés qui stimulent la productivité et la création de richesses au niveau



local. En fin de compte, ces disparités économiques régionales ne sont pas simplement des agrégations macroéconomiques expliquées par les externalités des agglomérations ; elles représentent des vies réelles, des opportunités et des défis. Une compréhension nuancée de ces disparités peut conduire à des solutions innovantes et efficaces à l'échelle locale pour créer une prospérité plus inclusive et équilibrée. Une telle croissance est essentielle pour construire des sociétés plus justes et durables dans un monde de plus en plus globalisé et interconnecté.

## 1.2 QU'EST-CE QU'UNE VILLE ?

Pour comprendre le processus productif issu de la ville, il est nécessaire de définir ce qu'est une ville. Ce besoin découle de la lacune de la littérature économique en l'absence d'une telle définition de la ville. Le travail de Huriot & Bourdeau-Lepage (2009), dans son premier chapitre, prône dans le chemin de la définition de la ville pour la théorie économique. En revanche, l'approche choisie, à première vue, met en évidence la spécificité des fonctions de la ville dans l'économie (Huriot et Bourdeau-Lepage, 2009, p. 8). En même temps, elle s'appuie sur le concept d'agglomération comme facteur endogène de (Baumont, 1994). Cependant, cette transition rapide nous empêche d'approfondir la discussion autour de la définition de la ville.

Mais pourquoi devrions-nous conceptualiser la ville pour la théorie économique ? Dans le monde entier, le terme « ville » est largement reconnu, bien qu'il ne fasse pas explicitement référence à une théorie élaborée. Les définitions englobent des notions telles que la taille, la composition des bâtiments, la densité minimale, la population minimale, les frontières et la fonction économique, entre autres dimensions, dans le but de conceptualiser ce qu'est une ville (Baumont et al., 1996; Bourdeau-Lepage & Huriot, 2009). Face à cette complexité, la définition de la ville devient une étape essentielle dans l'étude de la circulation des richesses. Comprendre ce qui constitue une ville permet d'analyser comment les ressources économiques circulent à travers ses différentes composantes et de saisir les dynamiques de création, de distribution et de redistribution de la richesse au sein de cet environnement local.

### **1.3 LA VILLE COMME STRUCTURE DE COORDINATION POUR LE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE**

Pour représenter l'ensemble social local est couramment utilisé le terme « ville ». Par ce regard, la ville pour l'économie représente une dimension spatiale de l'agrégat économique. Pour mieux appréhender la ville dans ce texte, il est nécessaire de la considérer au-delà de sa simple dimension spatiale où l'offre et la demande s'équilibrent.

La conception de la ville adoptée pour ce texte va au-delà de cela. Le terme « *Cité* » désignait un groupe d'hommes libres formant une entité politique indépendante, dotée de son propre gouvernement, de ses lois, de sa religion et de ses coutumes. Les termes latins *civitas* et *urbs*, ainsi que le terme grec *polis*, convergent vers une définition de **la ville en tant que structure politique, sociale et économique utilisée par les êtres humains pour s'organiser**. C'est cette conception de la ville qui sera employée dans ce texte. En adoptant cette définition, nous disposons d'un point de départ pour aborder les questions liées à la vie quotidienne, aux arrangements productifs et à la circulation de la richesse au sein de cette structure urbaine. La ville devient un agent économique.

#### **1.3.1 Les frontières territoriales : dépendance, coordination et richesse à l'échelle locale**

La présence de frontières engendre la division de deux territoires distincts. Cependant, au sein du périmètre local, la productivité et l'efficacité reposent sur une coordination unifiée pour la création, l'accumulation et la distribution de la richesse. Il est donc primordial de saisir les limites de l'espace en tant qu'un processus de circulation de la richesse. Ces limites combinent à la fois centralité et proximité, créant ainsi une sorte de flou autour des frontières territoriales. L'opacité de la coordination de l'organisation productive par l'offre et la demande, ainsi que la confusion

entre l'expansion des frontières productives et les limites administratives des villes, entravent le développement économique local et la synchronisation de l'organisation productive. Pour approfondir cette discussion, il est nécessaire de bien comprendre les frontières qui délimitent les villes. Pour illustrer cette discussion je m'appuie sur la discussion de la suprématie agricole smithienne.

La dépendance territoriale des villes et le dogme de la suprématie agricole énoncé par Adam Smith

Le postulat de la suprématie agricole, formulé par Adam Smith (1776) et généralement accepté sans remise en question significative par les différentes écoles de pensée économique, établit l'agriculture comme un prérequis à l'émergence des villes. En partant du principe que l'agriculture est indispensable pour répondre aux besoins de subsistance d'une communauté, Smith affirme que la survie de la ville est étroitement liée à son territoire. Ce concept trouve des similitudes avec les idées exposées par Cantillon (1755). Outre la dimension de subsistance, selon le raisonnement de Smith, l'incapacité de produire tous les biens nécessaires et de consommer l'intégralité de la production conduit à considérer le commerce comme le seul moyen de coordonner l'organisation productive et de subvenir aux besoins de subsistance de la communauté.<sup>7</sup> D'après Smith, la spécialisation, l'exploitation territoriale et la transformation des matières premières représentent les facteurs clés de la création de richesse. De plus, Jean-Baptiste Say (1841), en accord avec Turgot (1766), souligne que les services jouent également un rôle générateur de richesse.

Ainsi, pour assurer leur fonction de subsistance et générer des richesses, les villes dépendent de leur territoire environnant, qu'il soit urbain, rural, maritime ou numérique, ainsi que de sa capacité à transformer les matières et développer des services pour engendrer des richesses. Dans cette

---

<sup>7</sup> Smith, dans son raisonnement révèle la formation du marché par l'offre de produits, et non l'inverse comme le proclame le livre I.

perspective, il convient de se poser des questions quant à la délimitation des frontières administratives. Faut-il maintenir une distinction entre le rural et l'urbain, ou les considérer comme faisant partie d'un même système productif ? Dans un contexte de transformations technologiques, où devrait-on établir la frontière numérique ? Dans les villes côtières, comment définir la frontière maritime ? Au regard de bassins-versants comment définir les frontières administratives ? De plus, comment sont déterminées les frontières sociales et la fragmentation territoriale ? À travers la notion de la ville en tant qu'organisation sociale et économique utilisée par les êtres humains pour s'organiser, l'analyse de l'attractivité territoriale met en évidence la dépendance de la ville à son territoire et les limites fixées par les différentes frontières. De l'incapacité à satisfaire la fonction de subsistance aux facteurs déclencheurs de la migration tels que les catastrophes naturelles, les privations économiques sévères, les persécutions et les conflits, l'instabilité sociale et économique ainsi que l'inégalité territoriale, de nombreuses pistes s'offrent à nous pour analyser les problèmes structurels de l'économie à partir des frontières.

### *Les différentes frontières dans les villes*

#### *Frontière géographique*

Dans la conception initiale des villes, l'accent était mis sur la création d'un point central favorisant la coordination de l'organisation productive, avec une attention particulière portée à la production et à la satisfaction des besoins de subsistance. Ce point central était entouré d'un territoire productif, sans frontière administrative clairement définie. Les obstacles naturels tels que les rivières et les chaînes de montagnes servaient de frontières géographiques entre les différents territoires. Ainsi, les frontières géographiques étaient davantage déterminées par les contraintes naturelles et les opportunités économiques que par des limites administratives

clairement définies. La priorité était accordée à l'optimisation des ressources disponibles pour soutenir la vie urbaine et la prospérité économique.

### ***Frontière maritime***

Dans un contexte plus large, certaines villes côtières intègrent également le territoire maritime dans leur processus de production. Les ressources marines, bien que souvent sous-exploitées, jouent un rôle crucial dans des activités telles que le transport, la pêche, le tourisme, ainsi que dans l'économie liée aux plages et à la production alimentaire. Ces villes côtières exploitent les avantages de leur position géographique pour tirer parti des ressources maritimes et développer des industries liées à la mer. Cela contribue non seulement à leur développement économique, mais également à leur rayonnement et à leur influence dans la région. Des exemples nombreux illustrent la puissance des frontières maritimes à travers des thalassocraties telles que la Grèce antique, Carthage, Venise et l'Empire britannique. Ces civilisations maritimes ont prospéré en tirant parti de leur domination des mers pour développer le commerce, exercer leur puissance militaire et étendre leur influence à travers le monde. La thalassocratie représente ainsi un concept lié au pouvoir maritime et à l'influence d'un État ou d'une civilisation qui tire sa force de sa suprématie en mer. Ainsi, les villes côtières contemporaines, en intégrant intelligemment leur territoire maritime dans leur processus de production et en valorisant les ressources marines, peuvent également renforcer leur position économique et leur influence dans le monde moderne.

### ***Frontière numérique***

Les frontières s'étendent lorsque les distances sont devenues proches. Une nouvelle frontière commence à se dessiner en raison du niveau élevé de connexion entre les différentes centralités. Outre que la frontière physique, la frontière numérique commence à intégrer les limites de la ville. Les relations, les influences et le cadre social et moral se transforment

rapidement. Sous l'effet de la mondialisation, et s'appuyant sur une plateforme technologique d'envergure mondiale, la fourniture de services individuels et locaux minimise l'impact de la distance physique. Grâce aux plateformes numériques, les services de mobilité, la location saisonnière, la vente et l'achat de produits et de services remodelent la structure des emplois et la configuration des villes. Un changement dans le *statu quo de l'économie mondiale*, dont les conséquences commencent à être observées. Les transformations des frontières des villes redéfinissent leur territoire, et pas nécessairement la taille des villes.

### ***Frontière productive***

En décrivant la définition des frontières à travers l'organisation productive des villes, on retrouve la proposition de l'organisation productive coordonnée par la logique de répliquabilité de la production de Turgot (1766), et on s'approche de la théorie des agglomérations de Marshall (1890). Ces deux théories expliquent les frontières productives. Le concept d'organisation productive orientée vers la frontière, peut-être observé dans les études territoriales de l'INSEE. La méthode MIRABELLE<sup>8</sup> permet d'agréger les villes en fonction de l'accès aux **équipements et services les plus courants**. Une agrégation qui relie, logement et emploi dans un territoire de proximité, nommé le bassin de vie. En synthèse, l'organisation productive par la logique

---

<sup>8</sup> MIRABELLE est une méthode d'analyse des territoires avant d'être une méthode de zonage. Celle-ci permet d'étudier dans leur complexité les relations qui se tissent entre les communes et les hiérarchies qui s'y dessinent. Dans certains cas, on pourra voir apparaître des " microzones " qui se regroupent en " bassins " se groupant eux-mêmes en ensembles régionaux plus vastes. Ailleurs, on verra apparaître un pôle dominant entouré ou non de zones satellites. L'organisation de l'espace, telle que la révèlent les flux entre communes n'est pas uniforme sur l'ensemble du territoire et MIRABELLE permet de l'analyser. Ensuite, en fonction de la problématique considérée, on jouera avec les paramètres proposés pour obtenir le zonage adéquat. La méthode d'analyse est apparentée à une Classification Ascendante Hiérarchique (CAH). Apparentée seulement car la notion de " distance " utilisée en CAH est remplacée ici par une notion de " lien " entre territoires. Ce " lien ", calculé à partir des flux, pourrait en première approximation être considéré comme l'inverse d'une distance. En fait, il n'en possède pas certaines propriétés essentielles comme la symétrie ou l'inégalité triangulaire. Tout au plus, peut-on construire, sur la base du " lien ", une ultra métrique inférieure maximale.

de la production permet de définir les frontières productives de la ville. Nous observons le même phénomène dans la chaîne d’approvisionnement globale, où la logique productive relie les régions physiquement éloignées mais productives à proximité.

### *Les frontières et le système social naturel*

En revisitant Bairoch (1985), on retrouve la similitude entre la ville, et le système social des abeilles. Le parallèle entre les deux systèmes sociaux est mis en évidence par les caractéristiques d’agglomération, de spécialisation et de centralité. L’agglomération est le résultat de l’instinct grégaire et de l’organisation productive. La spécialisation, conséquence de la division du travail, est donnée par les caractéristiques des individus. La centralité, dépeint l’échange et la coordination des moyens de production, mettant en évidence la dépendance territoriale. La coordination de l’organisation productive est orientée vers la production, visant des résultats globaux et la durabilité de la société. Nourrir, loger et produire constitue la fonction de subsistance dans les deux systèmes sociaux. Dans la production de miel, les abeilles pollinisent la flore locale, dans un processus d’exploitation durable et réciprocité avec leur territoire. En échange, les deux parties, abeilles et territoires, collaborent l’une avec l’autre pour produire dans une logique circulaire donnant-donnant. L’échange, et la collaboration, est une étape naturelle du processus de production. Dans cette organisation productive, lorsqu’une ruche atteint sa taille optimale, une division naturelle se produit, l’essaimage.<sup>9</sup> La division décrit ici divise la structure sociale en deux entités distinctes. C’est un processus naturel, autonome et autosuffisant, qui vise à optimiser l’organisation productive et à explorer de nouveaux territoires. Le

---

<sup>9</sup> L’essaimage est un processus naturel par lequel une colonie d’abeilles se divise en deux ou plusieurs groupes distincts. Cela se produit lorsque la population de la ruche devient trop importante, et une partie des abeilles, avec une nouvelle reine, quitte la ruche originale pour former une nouvelle colonie ailleurs. L’essaimage est un moyen pour les abeilles de se reproduire et de coloniser de nouvelles zones pour assurer leur survie.



polycentrisme de Fujita & Ogawa, (1982) où la ville de proximité de Moreno (2020), trouve son parallèle dans la nature. Un processus de production optimisé, et résilient, mettant en évidence la coordination de l'organisation productive par la logique de production dans la définition de la frontière productive. En revanche, le système humain a appuyé son organisation dans une logique de production linéaire et fragmente.

### ***Frontière sociale***

La fracture sociale et territoriale a attiré l'attention de la littérature depuis le début de la théorie économique, comme en témoigne Malthus (1798). Le processus de gentrification est souvent justifié par la théorie de la valeur et de l'allocation des ressources, qui considère le déséquilibre entre l'offre et la demande comme sa principale conséquence. Cependant, lorsqu'on analyse l'émergence des établissements informels dans les grands centres urbains, on observe que la proximité de ces établissements avec les installations leur permettant de se nourrir, se loger, se soigner et produire constitue des facteurs d'attraction essentiels. Ces facteurs d'attraction jouent également un rôle crucial dans l'urbanisation de la ville, et ne se résument pas uniquement au prix immobilier dicté par la logique de l'offre et de la demande. Se contenter des réponses limitées offertes par la théorie de la valeur exclut la possibilité de comprendre ce problème social dans sa globalité.

Lorsqu'on analyse les quartiers informels, marginalisés en périphérie, on se confronte à des problématiques de fragmentation des territoires de proximité. Ces territoires sont divisés par des frontières sociales, comme s'ils étaient des entités séparées. Le traitement séparé de ces territoires par la frontière sociale entrave le développement de solutions et crée ainsi deux territoires proches mais déconnectés. L'absence de coordination de l'organisation productive par la logique de la production empêche l'exploration de voies alternatives pour aborder ce problème.

La frontière sociale met en présence deux réalités distinctes. D'une part, la fragmentation territoriale entrave la production, mais d'autre part, un nouveau territoire indépendant émerge. Dans ce territoire, séparé par la frontière sociale, l'absence d'autorité publique laisse place à l'émergence d'un État parallèle, coordonné par la criminalité et les milices. Ce territoire établit sa propre coordination productive, ignorant ainsi l'autorité légale et laissant place à la loi du plus fort. L'incapacité territoriale à satisfaire les besoins de subsistance de l'économie traditionnelle conduit à l'émergence d'activités productives en dehors des limites légales. Outre les activités traditionnelles, l'économie informelle, le trafic de drogue et le pillage complètent les secteurs de cette économie locale. Le recrutement des jeunes par les groupes criminels révèle l'incapacité de l'organisation productive à générer des opportunités, reléguant ainsi une population économiquement active au second plan. L'économie informelle, comme on l'appelle, apparaît comme le seul moyen possible de survie pour ces individus. L'instabilité de la structure de l'emploi expose la population de ce territoire à une situation de fragilité sociale, confrontée quotidiennement à la précarité et à des privations économiques sévères. La myopie d'une organisation productive coordonnée par le marché cache la réalité des conflits territoriaux et l'approfondissement du fossé social. L'approche centrée sur les agrégats économiques et l'utilitarisme atteint ses limites, laissant la place à des approches alternatives qui ne perpétuent pas les inégalités territoriales et sociales.

En conclusion, les frontières dans les villes se manifestent à travers différentes dimensions : la frontière géographique, la frontière maritime, la frontière numérique, la frontière productive, les frontières et le système social naturel, ainsi que la frontière sociale. Chacune de ces frontières reflète la complexité et l'évolution des sociétés urbaines. Afin de favoriser un développement équitable et de réduire les inégalités, il est essentiel de remettre en question les approches traditionnelles de l'organisation productive et de prendre en compte les dimensions des différentes frontières.

Cela permettra de repenser la manière dont les villes sont conçues et gérées, en créant des environnements locaux inclusifs et prospères pour tous.

### **1.3.2 Production et proximité : l'activité économique et les villes à travers la théorie de la localisation**

Depuis le XIXe siècle, plusieurs économistes éminents tels que Ricardo, Thünen, Weber et Marshall ont mis en évidence l'influence des contraintes géographiques et économiques sur la localisation des activités économiques, notamment dans les secteurs de l'agriculture et de l'industrie. Ces théories ont démontré que la productivité, les coûts de transport et l'accès aux marchés jouent un rôle crucial dans les décisions de localisation des entreprises. Au fil du temps, la relation entre production et localisation a évolué, en particulier avec l'émergence du secteur tertiaire qui est devenu un moteur essentiel de l'économie. Dans cette perspective, cette sous-section (1.2.3) se penche sur la théorie de la localisation et ses cinq principaux thèmes : (i) la localisation des activités de production, (ii) la mobilité résidentielle et la localisation des ménages, (iii) la localisation des équipements publics, (iv) l'analyse de l'équilibre spatial et (v) la dynamique économique régionale (Berliant & ten Raa, 1994). Par ailleurs, cette évolution vers un secteur tertiaire axé sur les services et les connaissances a engendré des changements dans la structure urbaine, tels que l'expansion des centres commerciaux en périphérie et le développement du commerce en ligne. La notion de proximité, reléguée au deuxième plan la métrique de distance et adopté la relation « distance-temps » pour mesurer la proximité. Cette métrique joue un rôle crucial dans la centralité des villes et dans l'organisation spatiale des activités économiques.

Les transformations sociales entraînent également des conséquences sur les économies locales et la dynamique urbaine, créant ainsi des défis importants tels que la désertification des centres-villes et la ségrégation socio spatiale. Ainsi, il est essentiel de comprendre la proximité et la localisation

spatiale des activités économiques par la métrique « distance-temps » pour favoriser le développement économique et la planification urbaine de manière équilibrée et durable.

***La théorie de la localisation : comprendre l'organisation spatiale des activités économiques***

La théorie de la localisation se compose de cinq thèmes clés qui fournissent une perspective approfondie sur l'organisation spatiale des activités économiques. Ces thèmes explorent la localisation des activités de production, en examinant comment les entreprises choisissent les sites les plus avantageux. Ils étudient également la mobilité résidentielle et la localisation des ménages, en mettant en évidence les facteurs qui influencent les choix de résidence des individus. Par l'influence de Coase, la théorie analyse la localisation des équipements publics et son impact sur les dynamiques régionales est aussi considéré. Enfin, la théorie de la localisation se concentre sur l'analyse de l'équilibre spatial et la dynamique économique régionale, offrant ainsi des perspectives précieuses sur les processus de développement et de croissance.

La théorie de la localisation étudie la répartition géographique des activités de production. Les ménages, généralement fixés dans des localisations spécifiques avec des fonctions de demande, interagissent avec des entreprises mobiles utilisant différentes technologies. La décision d'implantation des entreprises est principalement guidée par les considérations liées au coût de la livraison (Berliant & ten Raa, 1994, p. 634).

- (i) Mobilité résidentielle et la localisation des ménages : La théorie de la localisation des ménages, qui repose sur des modèles de gravité, d'entropie, de choix discret et d'utilité aléatoire, s'intéresse à l'offre de logements sur le marché. La localisation des ménages est considérée comme étant fixée de manière exogène. Les prix, les revenus, l'utilité et

la proximité sont pris en compte de manière implicite et exogène dans cette approche. (*Ibid.*, p. 635). Traiter la localisation des ménages et des entreprises comme des équations simultanées a été présenté par Papageorgiou & Thisse (1985). Cependant, le prix de l'immobilier apparaît comme l'externalité pour éviter la proximité des points d'approvisionnement et non la localisation. La recherche d'alternatives peut être trouvée dans Berliant & Fujita (1992). Un modèle qui présente un cadre unifié est celui de Fujita & Thisse (1996).

- (ii) Localisation des équipements publics : En accord avec la théorie la localisation des équipements publics, les impacts économiques des aéroports, ports, autoroutes, gares, ne sont plus simplement liés seulement à des facteurs géographiques. Mais ils prennent également en considération les politiques publiques en matière d'aménagement du territoire. Évidemment, il est souvent intéressant d'être autour de ces installations, parce qu'il est nécessaire ou désirable d'en profiter (Thisse & Wildasin, 1992). L'absence de discussion sur les équipements publics, ou leur inclusion implicite par le biais des commodités ou de l'utilitarisme, jette un doute sur la capacité de l'économie urbaine ou régionale à contribuer intègrement à cette discussion.
- (iii) L'analyse de l'équilibre spatial : La simultanéité « location-allocation » est expliquée par la science régionale en tenant compte des géographies, telles que les distributions fixes de ressources ou les enjeux climatiques (Berliant & ten Raa, 1994). Cette approche diffère du « courant dominant » de l'économie régionale trouvée en Papageorgiou & Thisse (1985), fondés sur la prémisse où toutes les entreprises et

tous les ménages sont identiques, en faisant abstraction des géographies.

- (iv) Dynamique économique régionale : L'articulation des économies locales et régionales dans une économie de plus en plus intégrée au niveau international. Préoccupée par l'affaiblissement de la cohérence interne des espaces économiques nationaux, la recherche des vingt dernières années s'est attachée à comprendre le développement surprenant de certaines régions qui s'inscrivent dans une articulation entre le local et le global (Mollard et al., 2006).

Krugman (1991a) a introduit le terme « La nouvelle économie géographique » visant à expliquer la formation des agglomérations économiques dans l'espace géographique. Cependant, Krugman (1993c) restreint sa perspective,<sup>10</sup> en réduisant l'économie géographique à une simple extension de l'économie internationale.

L'économie géographique présente une limitation en se concentrant uniquement sur l'allocation des ressources, l'échange, la détermination des activités et la distribution des biens entre différents pays. Cette approche étroite ne prend pas en compte d'autres aspects importants de la géographie économique (Duranton, 1997). Cependant, cette comparaison néglige l'importance de l'économie de l'emplacement et de l'économie urbaine. Selon Duranton, la nouvelle économie géographique se situe dans une zone d'intersection entre l'économie urbaine, la théorie de la localisation, la théorie de la migration et l'économie internationale, créant ainsi un domaine interdisciplinaire riche en connaissances et qui reste à explorer (*Ibid.*, p. 2).

Mais où se situe la nouvelle économie géographique dans cette discussion ? Fujita & Mori (2005), résument l'approche commencée par

---

<sup>10</sup> Le lien qui unit l'économie urbaine à l'économie internationale n'est pas aussi nouveau comme on peut le constater dans Henderson (1982).

Krugman en quatre axes : (i) la modélisation de l'équilibre général d'une économie spatiale entière ; (ii) les indivisibilités au niveau des producteurs ou des usines individuelles, dérivant dans une structure de marché caractérisée par une concurrence imparfaite ; (iii) les coûts de transport et ; (iv) le mouvement de localisation des facteurs de production et des consommateurs comme condition préalable à l'agglomération. Ils distinguent ainsi quatre axes principaux de ce qu'ils considèrent comme la première génération de la nouvelle économie géographique (*Ibid.*, p. 380).

Si l'angle d'analyse se rapproche de l'étude des agglomérations en prenant en compte les rendements d'échelle croissants et les coûts de transport, cette littérature combine les concepts de la science régionale traditionnelle avec ceux de la théorie moderne du commerce. La nouvelle économie géographique aurait dû représenter une rupture avec la vision classique de l'économie géographique. Cependant, comme l'a souligné Duranton (1997), il n'existe aucune preuve de l'existence d'une « économie géographique classique » justifiant ainsi l'utilisation du terme « nouvelle » économie géographique. De plus, il n'y a pas de rupture avec les théories des agglomérations, de l'équilibre spatial et du commerce international. La nouvelle économie géographique cherche plutôt à offrir une perspective intégratrice du commerce interrégional et international. Cependant, la convergence théorique entre la science régionale, les économies régionales et l'économie urbaine peut justifier le terme forgé par Krugman.

En approfondissant cette perspective intégrative, on remarque également une convergence avec la théorie des migrations, l'approche microéconomique et temporelle de Marshall, ainsi que l'économie du commerce international, mettant en évidence les principaux axes de la nouvelle économie géographique qui restent à explorer. Par ailleurs, un autre point à souligner dans la science régionale est l'approche de la « location-allocation », qui suscite un intérêt similaire à celui de la nouvelle économie géographique. Jusqu'à présent, la nouvelle économie géographique demeure

le seul cadre d'équilibre général dans lequel l'emplacement des agglomérations est explicitement déterminé par un mécanisme microéconomique (Duranton & Puga, 2004; Fujita & Mori, 2005; Fujita & Thisse, 2013). L'approche microéconomique gagne en importance dans cette convergence. Les niveaux d'analyse peuvent varier entre villes, régions et sous-régions, mais la question de la dimension de l'analyse demeure à déterminer. Un autre point à souligner est l'absence de la ville en tant qu'acteur économique. Les acteurs se résument aux entreprises, aux ménages et aux individus. Le choix entre les ménages et les individus en tant qu'unité d'analyse est souvent effectué de manière aléatoire. Ces difficultés sont en partie expliquées par la fragmentation entre l'approche de la science régionale et l'économie urbaine.

### *L'évolution de la production et de la localisation des activités économiques*

Ricardo (1817) a mis en évidence, à travers sa théorie des rentes, la nécessité d'une vaste étendue de terres pour le développement de l'agriculture, ce qui rendait difficile son implantation traditionnelle en milieu urbain. Par la suite, Thünen (1826), économiste et géographe, a présenté une théorie similaire sur la formation des prix des terres. Plus tard, Marshall (1890) a renforcé l'explication du manque de zones agricoles au sein des villes. Ces références majeures de la théorie économique ont toutes démontré les contraintes géographiques et économiques qui limitent l'essor de l'agriculture dans les zones urbaines. La compréhension de cette relation étroite entre la « production » et la « localisation » a révélé les contraintes liées à la productivité, aux coûts de transport et à l'espace qui entravent le développement de l'agriculture dans les environnements urbains. Ces contraintes ont conduit à une séparation claire entre les lieux de production agricole et les zones résidentielles, avec une préférence marquée pour la proximité des terres fertiles afin de bénéficier d'une plus grande productivité. De plus, l'évolution des technologies de transport a joué un rôle essentiel en



améliorant l'accessibilité aux marchés, favorisant ainsi le développement de l'agriculture à proximité des terres fertiles et proches des zones urbaines. La métrique « distance-temps » prend sa place.

Weber (1909) a introduit le concept clé de la théorie de la localisation des industries, mettant en évidence l'importance de trouver une localisation optimale pour minimiser les coûts industriels. Ce concept a également été développé par Marshall (1920) dans sa théorie de l'agglomération industrielle. Tant Weber que Marshall ont défendu l'idée d'optimiser la relation entre les coûts de transport et de production. Le coût du capital humain et la proximité des marchés consommateurs ont joué un rôle déterminant dans la localisation des industries en milieu urbain, en raison des avantages qu'ils offrent. Cependant, en raison des nuisances potentielles liées à certaines industries, celles-ci ont également été établies en périphérie des villes. Les travaux de Weber et Marshall soulignent l'importance cruciale de minimiser les coûts industriels, de tirer parti de la proximité des marchés et des ressources, tout en tenant compte de l'évolution des technologies de transport lors de la prise de décision concernant la localisation des industries. Ces considérations ont été essentielles pour façonner la géographie économique des villes et des régions industrielles, et elles continuent de jouer un rôle significatif dans la localisation des activités économiques à l'heure actuelle. La localisation des industries a un impact significatif sur leur productivité, leur compétitivité et par conséquent sur le développement économique des régions.

Tout au long de l'histoire économique, la relation étroite entre la production et la proximité des villes a été fortement influencée par l'optimisation de la « production-localisation » en s'appuyant sur l'avancée de la technologie des transports « distance-temps ». Les entreprises ont comptabilisé divers facteurs tels que la disponibilité des matières premières, la proximité des marchés de consommation, la disponibilité de la main-d'œuvre qualifiée et les avancées technologiques dans les transports pour

déterminer où localiser leurs activités économiques. Cette quête d'efficacité et de rentabilité a fait de l'optimisation de la localisation un pilier central de la gestion économique.

Au cours du XXe siècle, le secteur tertiaire est devenu le moteur principal de l'économie. Il englobe un large éventail de services tels que la finance, les transports, le commerce de détail, l'éducation, la santé et les technologies de l'information. La croissance rapide de ce secteur est le fruit de l'évolution vers des économies axées sur les services et les connaissances. Les progrès technologiques et la demande croissante ont largement contribué à son expansion, faisant du secteur tertiaire le principal contributeur au PIB et à l'emploi dans de nombreuses économies développées.

La transition des secteurs primaires et secondaires vers le secteur tertiaire reflète les progrès technologiques, les changements sociaux et les demandes des consommateurs. Aujourd'hui, le secteur tertiaire prédomine dans de nombreuses économies. Grâce à la logique de « production-localisation », le secteur des services a positionné un groupe de villes au cœur de la croissance économique. La proximité offerte par l'environnement urbain a renforcé la capacité de connexion et d'échange dans les villes, favorisant ainsi le développement du secteur des services en leur sein. Ainsi, la production et la vie résidentielle se rapprochent, partageant le même espace urbain. La concentration de main-d'œuvre qualifiée, d'échanges commerciaux et de capitaux dans les villes a transformé ces dernières en moteurs essentiels de la croissance économique. Le secteur tertiaire a joué un rôle clé dans cette dynamique, stimulé par la concentration urbaine et la demande croissante des consommateurs. Les villes ont prospéré en tant que centres économiques en favorisant la synergie entre la production et la localisation des services, contribuant ainsi à renforcer leur attractivité économique et leur rayonnement sur la scène mondiale.

En complément du raisonnement sur la « production-localisation », la géographie économique, comme l'ont démontré les travaux de Christaller

(1933) apporte une perspective supplémentaire. Ce géographe a élaboré la théorie du lieu central, qui examine la taille et la répartition des lieux centraux au sein d'un système. La théorie du lieu central de Christaller analyse l'organisation spatiale des activités économiques ainsi que **la hiérarchie des lieux centraux**. Selon cette théorie, les lieux centraux ont des fonctions spécifiques dans la fourniture de biens et de services à leur zone d'influence économique. Ils sont organisés de manière hiérarchique, avec des centres supérieurs offrant des biens et services plus spécialisés que les centres inférieurs. La taille et la répartition des lieux centraux sont influencées par des facteurs tels que la population, la demande, la distance et la concurrence. Cette théorie met en évidence l'importance d'optimiser la fourniture de biens et de services tout en minimisant les coûts. Elle souligne également le raisonnement fondamental lié à l'organisation spatiale des activités économiques et des lieux centraux.

D'un point de vue économique, la ville, se réduit à l'équilibre spatial<sup>11</sup> basé sur les modèles d'Alonso-Muth-Mills. Si on va un peu plus loin, le modèle Rosen-Roback,<sup>12</sup> repose sur le même raisonnement, mais à la dimension métropolitaine (Glaeser, 2008, p. 6). Ces modèles explorent la relation « Revenu + Commodités - Coûts de logement - Coûts de transport », ce qui a exercé une influence considérable sur les discussions concernant le prix du m.<sup>2</sup> en ville. Cette analyse met en lumière l'organisation spatiale des activités économiques et la hiérarchie traditionnelle de l'offre spécialisée de services, telles que décrites par Christaller (1933). Ces facteurs jouent un rôle crucial dans la détermination de la valeur immobilière en milieu urbain, en tenant compte des coûts liés au logement et au transport, ainsi que des besoins et des attentes des consommateurs en termes de commodités.

---

<sup>11</sup> Pour plus de clarté, l'équilibre spatial est égal à : Revenu + Commodités - Coûts de logement - Coûts de transport (Alonso, 1964b).

<sup>12</sup> La nuance entre les deux modèles réside dans l'échelle de l'analyse. Alors que Alonso-Muth-Mills pose son regard sur la dimension de la ville, Rosen-Roback, aborde la dimension métropolitaine.

L'équilibre spatial de l'activité économique a connu des changements significatifs, marquant un abandon du centre-ville en tant que point de référence. Ce nouvel équilibre repose désormais sur la spécialisation des offres de services, qui est influencée par plusieurs facteurs tels que les évolutions dans les modes de consommation et les préférences des consommateurs, ainsi que l'expansion des centres commerciaux en périphérie des villes. Ces éléments ont entraîné un réaménagement de la géographie économique, transformant la façon dont les activités économiques se distribuent dans l'espace urbain et périurbain. Cette nouvelle configuration a conduit à une spécialisation des offres de services dans différents lieux, remettant en question le modèle traditionnel centré sur les villes monocentriques. Les activités économiques se sont diversifiées et réparties dans différents pôles spécialisés, où les consommateurs peuvent trouver des produits et des services correspondant à leurs besoins spécifiques. À partir de la croissance des agglomérations urbaines, le polycentrisme, c'est-à-dire la présence de plusieurs centres urbains distincts au sein d'une même région, a été mis en lumière par Fujita & Ogawa (1982). L'accès à l'offre spécialisée a donné naissance à des centralités distinctes au sein d'une même ville. De la même manière que l'émergence d'un regroupement de petites villes autour d'un centre commercial périphérique par rapport au centre urbain.

Au-delà du modèle « Revenu + Commodités - Coûts de logement - Coûts de transport » les modes de consommation et les préférences des consommateurs ont évolué. Les attentes en matière d'expérience d'achat ont changé, et de nombreux consommateurs recherchent désormais des espaces plus vastes, conviviaux et diversifiés pour leurs achats. Cela a favorisé l'expansion des centres commerciaux en périphérie des villes, qui offrent souvent une plus grande variété de magasins et de commodités, ainsi que des facilités de stationnement plus abondantes. Tout comme les secteurs primaire et secondaire, l'évolution des préférences de consommation a également incité le secteur tertiaire à adopter la même logique présentée par (Ricardo, 1847), Thünen, Weber et Marshall. Pour faire face à la demande croissante

de surfaces plus vastes, le secteur tertiaire s'est adapté en s'implantant à proximité des villes ou dans des zones densément peuplées, en privilégiant l'utilisation de structures commerciales telles que les centres commerciaux. Cette stratégie de localisation permet au secteur tertiaire de s'adapter aux changements des modes de consommation et de maximiser son potentiel économique en étant proche des zones densément peuplées et des centres urbains.

Il est crucial de prendre conscience que ces changements ne sont pas sans conséquences. L'expansion des centres commerciaux en périphérie, des galeries commerciales et la montée en puissance du commerce en ligne peuvent entraîner un dépeuplement du centre-ville, ayant un impact néfaste sur l'économie locale et la dynamique urbaine. De plus, cette évolution peut créer des disparités d'accès aux opportunités économiques et aux services pour certaines populations. Malgré la baisse des prix du loyer des surfaces commerciales en centre-ville, l'activité économique continue de perdre en dynamisme. Contrairement à l'équilibre espéré résultant de l'optimisation des actifs prévue par la théorie de l'allocation des ressources, la réalité met en évidence l'impossibilité de revitaliser l'activité économique, surtout dans les petites et moyennes villes. Au lieu d'atteindre un équilibre, cette situation conduit à la dévitalisation du centre-ville, entraînant ainsi le déclin progressif de la ville dans son ensemble. Cette dévitalisation est illustrée par un mouvement migratoire vers des centres plus attractifs, contribuant en partie à l'effet d'agglomération.

Les impacts sur les villes s'accroissent à mesure que l'évolution du comportement des consommateurs se transforme. L'émergence du commerce en ligne a radicalement modifié la manière dont les achats sont effectués. Les transactions en ligne offrent une commodité et une accessibilité accrues, permettant aux consommateurs de trouver une vaste gamme de produits et de services sans avoir à se rendre physiquement sur place. Cette transformation donne naissance à de nouveaux types d'activités économiques, axés sur la

« distribution-localisation » des biens et des services en ville. La relation « distribution-localisation » émerge, transformant la façon dont les activités économiques se répartissent dans l'espace urbain et périurbain. Parallèlement, l'évolution de l'emploi, les changements migratoires et le développement du télétravail influencent également la « distribution-localisation » en ville. Avec de plus en plus de personnes travaillant à distance, les habitudes de consommation évoluent, ce qui impacte la demande en produits et services dans les zones urbaines. Par conséquent, cela influence également la localisation de l'activité économique influencée par la métrique « distance-temps ». Dans cette perspective, la vitesse de la lumière des bytes rend le monde proche. Face à ces nouvelles réalités, les entreprises et les villes doivent désormais s'adapter à des flux de distribution plus complexes en proposant des solutions de production et de livraison rapide et flexible pour répondre aux besoins des consommateurs qui privilégient les achats en ligne. Effectivement, les changements migratoires vers les centres urbains et les villes environnantes peuvent engendrer une demande en biens et services accrue dans ces régions. Pour répondre à cette demande croissante, il est essentiel d'optimiser les chaînes d'approvisionnement, les réseaux de transport, les infrastructures et les réseaux de distribution. Cela garantira une accessibilité et une disponibilité adéquate des produits et services dans les zones urbaines et périurbaines densément peuplées.

La spatialisation de l'activité économique amène à redéfinir l'échelle de son champ d'analyse, où les villes et les frontières productives se confondent. Les entreprises ne sont plus limitées par les frontières administratives traditionnelles, et les interactions économiques se déploient à travers un espace plus vaste, ont la vitesse de la lumière, dépassant les frontières géographiques et administratives des villes et des régions. Cette transformation pose des défis mais offre également de nouvelles opportunités pour la planification et la gestion urbaine. Il devient crucial de développer une vision globale de l'aménagement du territoire, en partant de la ville et en prenant en compte les interactions complexes entre les différentes régions, les

habitudes d'achat des consommateurs, les flux de marchandises et de personnes, ainsi que les enjeux environnementaux. La coopération entre les différentes entités administratives devient essentielle pour créer des synergies et des solutions intégrées face aux problématiques communes telles que la mobilité, l'approvisionnement en ressources et la gestion des déchets. Cette évolution a un impact direct sur la localisation des activités économiques. Les entreprises et les villes doivent s'adapter rapidement pour répondre aux besoins changeants de la population urbaine en proposant leurs produits et services dans des endroits stratégiques. Les villes doivent également considérer cette dynamique et mettre en place des politiques urbaines favorisant l'aménagement et l'expansion des infrastructures nécessaires pour soutenir cette croissance.

Les entreprises et les villes doivent s'adapter à ces changements pour répondre à la demande croissante des consommateurs et optimiser leur activité économique. Les changements dans les modes de vie, les comportements des consommateurs et les attentes de la société, associés à l'évolution des technologies de transport, remettent en question les modèles économiques et spatiaux établis sur les raisonnements traditionnels de « production-localisation ». L'émergence de la relation « distribution-localisation » et « distance-temps », notamment avec l'avènement du commerce en ligne, a profondément transformé la manière dont les produits et services sont produits, distribués et consommés. Cette évolution a un impact direct sur la relation « Revenu + Commodités - Coûts de logement - Coûts de transport ». L'évolution sociale transforme les paramètres qui influencent la localisation des activités économiques. Les raisonnements traditionnels tels que « production-localisation », « distribution-localisation » et la relation « Revenu + Commodités - Coûts de logement - Coûts de transport » doivent être réexaminés et adaptés pour tenir compte des nouvelles réalités socio-économiques et démographiques. Une approche, à partir de la ville, plus flexible et intégrée est nécessaire pour répondre aux défis et aux opportunités découlant de ces changements, tout en assurant une gestion

durable de l'espace urbain et de l'activité économique. Il est essentiel d'adopter une perspective globale et collaborative impliquant les différentes parties prenantes, y compris les acteurs économiques, les gouvernements locaux, et les communautés, pour élaborer des stratégies et des politiques adaptées à cette nouvelle réalité. Cette approche permettra de favoriser une distribution équilibrée des activités économiques, de réduire les impacts environnementaux et de promouvoir le bien-être social dans les zones urbaines et périurbaines.

### *La perception de la proximité*

L'évolution des technologies de transport a ouvert la voie à une migration vers les zones périurbaines, rendant cette nouvelle frontière désormais viable. Cette évolution technologique a profondément modifié notre perception de la proximité, qui est désormais mesurée en termes de « distance-temps ». Grâce aux progrès technologiques, les distances physiques ne sont plus seulement évaluées par la distance géographique, mais aussi par le temps nécessaire pour se déplacer d'un endroit à un autre. Cela signifie que les lieux qui étaient autrefois considérés comme éloignés peuvent désormais être considérés comme plus proches en fonction du temps de trajet, ce qui a des implications majeures sur la façon dont nous choisissons de localiser les activités économiques et sociales. Cette nouvelle perspective a ouvert de nouvelles opportunités pour la localisation des industries et des entreprises, permettant une répartition plus équilibrée des activités économiques dans l'espace et contribuant ainsi à façonner les dynamiques urbaines et territoriales.

La théorie de Ricardo (1817) et Thünen (1826) sur la formation du prix des terres, expose le principe de centralité pour la théorie économique. La centralité est conceptualisée à partir d'un périmètre défini autour d'un point central. Le même concept est utilisé dans la théorie de la localisation des industries, qui met en évidence la localisation optimale et la minimisation des coûts industriels par Weber (1909). Ainsi que dans la théorie de



l'agglomération industrielle de Marshall (1890). Cependant, en quoi la centralité est-elle pertinente ? La caractéristique de la centralité est de faire converger la gouvernance, le capital accumulé, la coordination de la production et le commerce en un seul endroit, entouré d'un territoire productif. La proximité du centre de décision, la facilité des échanges, ajoutées aux caractéristiques géographiques, renforcent l'attractivité du point central. **La convergence des fonctions qui permettent la coordination de la production dans une centralité a la capacité de générer l'effet d'attraction.**

À l'origine des villes, les murs fortifiés délimitaient et protégeaient la population de la ville à partir du point central. La stabilité politique et l'évolution de la technique de guerre ont réduit la fonction protectrice des murs qui empêchaient l'extension de l'espace urbain, permettant l'extension du périmètre des villes à travers leur territoire. Par la suite, cette croissance a entraîné des zones métropolitaines et des zones interurbaines, donnant naissance aux villes, puis aux grandes villes. Avec la croissance, les villes ont évolué pour devenir une organisation de multiples centralités, interconnectées à travers les échanges en raison des besoins réciproques. Les besoins réciproques renforcent l'échange en tant qu'étape du processus productif et le commerce en tant que processus actif qui facilite l'échange. Le besoin réciproque de subsistance et de production est le point d'interconnexion entre les centralités. C'est dans cette interdépendance que l'objectif ultime de répondre aux besoins alimentaires, d'hébergement, de soins et de production favorise la formation de villes.

Les modifications apportées aux limites territoriales en raison de la proximité perçue ont transformé la structure de l'emploi et la chaîne de production. Le rapport entre le lieu de résidence, le style de vie et le travail remet en cause la relation « Revenu + Commodités - Coûts de logement - Coûts de transport ». La compréhension de cette relation est fondamentale pour le développement économique local. Il est primordial de souligner

l'évolution significative de la structure de l'emploi urbain due à la redéfinition de la notion de proximité, en particulier avec la montée en puissance du télétravail, même à temps partiel.<sup>13</sup> Cette situation a entraîné des changements profonds dans l'organisation de la production de services et a également impacté la configuration des emplois.<sup>14</sup> La réflexion sur le choix du lieu de résidence a été remise en question avec l'évolution de la perception de la proximité. Les conséquences de l'exode urbain vers les zones périurbaines ou les villes de taille moyenne commencent à se manifester et devraient faire l'objet d'études dans les années à venir. La notion de proximité a été redéfinie en tenant compte de la relation entre « distance-temps ».

La théorie systémique, ainsi que les concepts de centralité développés par Christaller (1933) et Lösch (1940), repose sur l'idée de la hiérarchie et de l'importance des *nodes*. De nos jours, la perception de la proximité, évaluée à travers le prisme du rapport « distance-temps », est devenue un élément essentiel de la vie quotidienne au sein de la société. Les avancées dans les moyens de transport des individus, des marchandises et des données ont entraîné un accroissement des distances parcourues et simultanément une réduction des temps de déplacement. Cette perception des distances a rapproché les espaces autrefois éloignés. Parallèlement, les évolutions dans les techniques de communication ont profondément modifié notre perception de la proximité, influençant de manière exponentielle la relation entre « distance-temps » (Bourdeau-Lepage & Huriot, 2009 ; (Duranton & Puga, 2020)).<sup>15</sup>

---

<sup>13</sup> Les répercussions du travail à distance durant la crise sanitaire liée à la COVID, ainsi que ses conséquences, commencent à se manifester dans la société.

<sup>14</sup> Des professions autrefois considérées comme conventionnelles sont en train d'évoluer, à l'instar de la télémédecine.

<sup>15</sup> L'importance de cet impact rend la spatialisation encore plus complexe. L'expansion de la frontière urbaine ouvre la voie à de futures recherches (Bourdeau-Lepage & Huriot, 2009 ; Duranton & Puga, 2020).

La complémentarité des interactions physiques et numériques accentue l'importance de la proximité, comme souligné par Gaspar & Glaeser (1998). Cependant, la crise sanitaire de la COVID-19 a accéléré un changement social en mettant en évidence l'émergence de la « proximité à distance ». Les progrès dans les domaines du transport et de la télécommunication (TIC) rendent la perception de la proximité de plus en plus complexe, la rendant parfois imprécise. Les villes éloignées, les villes polycentriques et les quartiers interdépendants, tous interconnectés entre eux, contribuent à l'étalement du territoire et redéfinissent les notions traditionnelles de proximité. L'étalement territorial fragmenté par des écarts sociaux, favorise la tolérance de la ségrégation sociale, limite le développement économique local. En conséquence, la raison d'être des villes, qui est la création et l'accès aux opportunités, devient inégale en raison de la ségrégation dans l'espace urbain (E. Glaeser, 2021). La ségrégation est accentuée par les disparités en matière d'accessibilité et de services comme défend Moreno (2020). Dans certains quartiers éloignés des services et d'accès, la mobilité urbaine est entravée par des embouteillages incessants, ce qui entraîne une détérioration de la qualité de vie et de la santé en milieu urbain. De récentes recherches ont mis en lumière les niveaux élevés de pollution dans les zones urbaines centrales par des « embouteillages de passage », mettant en évidence les effets néfastes de cette pollution sur les populations défavorisées, comme l'a montré l'étude de L'INSEE.<sup>16</sup>

Dans un contexte contradictoire, émerge le concept de la « ville du quart d'heure », mettant particulièrement l'accent sur la proximité, comme le propose Moreno (2020). Moreno accorde une importance particulière au concept d'option à proximité dans le cadre de sa vision de la « ville du quart d'heure ». Pour lui, la distribution spatiale des commerces et services du quotidien vise à offrir un accès à proximité pour tous, dans une perspective

---

<sup>16</sup> Nice Côte d'Azur – En 2018, une exposition de la population à la pollution de l'air dans la moyenne régionale | Insee. (n.d.). <https://www.insee.fr/fr/information/6679488>

de développement durable. Urbanisme de quart d'heure se confronte à la relation « Revenu + Commodités - Coûts de logement - Coûts de transport ». Cependant, cette approche pour le développement des villes se heurte à la réduction des opportunités et des échanges en raison de la ségrégation pointée par Glaeser (2021). Les concepts d'opportunités et de facilitation des échanges générés par le milieu urbain se confrontent à la potentielle ségrégation due à l'option de commerce et de services en proximité, dans la perspective d'un développement économique durable et résilient. Ces aspects suscitent des débats essentiels au cœur de la réflexion sur la croissance économique issue des villes, remettant ainsi en question la pertinence de la « ville du quart d'heure » en tant qu'organisation de l'activité économique en milieu urbain. Malgré tout, les fondements économiques censés éclairer ce débat demeurent imprécis en raison des bases fragmentées des théories d'agglomération, de localisation, ainsi que des théories de la croissance endogène et exogène.

#### **1.4 LA FRAGMENTATION THEORIQUE DE LA COMPREHENSION DES VILLES : UN REGARD CRITIQUE**

Le dynamisme du développement des villes et la pluralité des approches rendent sa compréhension difficile. La spécialisation dans le champ de la recherche a permis de grands progrès dans différents domaines. En revanche, le regard transversal reste en arrière-plan. Il est important de souligner que même en s'appuyant sur la transversalité, ce texte s'éloigne de cette discussion et se focalise sur la fragmentation théorique pour aborder les villes. Différente de la transversalité, la fragmentation démontre les lacunes de la théorie économique par rapport à la compréhension des villes. L'importance accordée à l'utilitarisme et au marginalisme relègue souvent au second plan l'approche microéconomique, comme en témoigne l'exemple de l'approche des coûts réels de production dans le texte de Marshall (1890).

Les limitations de la spatialisation de l'économie et des analyses basées sur l'agrégat économique, largement utilisées, normalisent les

disparités territoriales et empêchent l'exploration de voies alternatives pour faire face aux défis sociétaux. Différent de l'évolution sociale, le changement actuel exige la réorganisation de l'économie. Ce besoin de réorganisation est évident à travers les transitions accélérées après la crise du COVID-19. Dans le monde entier, la relance des principales économies est actuellement axée sur les transitions énergétiques, écologiques, des transports et numériques. Ces transitions reposent sur deux axes fondamentaux : la décarbonation de l'économie et sa circularité. Ces axes sont soutenus par la sobriété de la consommation et la décroissance économique et démographique. Ces changements fondamentaux remettent en cause les modèles de croissance économique et mise en évidence la fragmentation théorique.

La désynchronisation entre diverses théories économiques, le manque de modèles intégrant les dimensions locales, ainsi que la superficialité avec laquelle des sujets tels que les migrations et les externalités sont traitées, contribuent à la fragmentation théorique dans l'approche des défis contemporains. Dans ce contexte cette section a été découpée en cinq sous-sections.

La première commence par souligner les nuances et les parallèles entre la science régionale, l'économie régionale et l'économie urbaine. Les différences subtiles et les similarités entre ces domaines justifient le choix d'une approche plus pédagogique.

La deuxième sous-section met en lumière la théorie de l'agglomération et sa capacité à stimuler le développement économique local. Le concept de proximité et les parallèles avec les géographes dépassent les frontières disciplinaires et nous amènent à nous interroger sur la nécessité de mener des approches similaires par différentes écoles de pensée.

La troisième sous-section fait émerger les difficultés rencontrées autour des modèles économiques statiques face à une économie en constante évolution. Aussi la difficulté d'utiliser des hypothèses déjà mises en cause par l'école économique.

La quatrième sous-section se penche sur la migration. L'importance de ce thème nécessite d'aborder la migration selon différentes approches. Cette pluralité m'oblige à faire des choix et à prioriser les sujets les plus pertinents pour ce texte. Dans un premier temps, cette discussion se concentre sur les limites de la vision « push-pull ». Dans un second temps, la discussion se focalise sur les causes et les conséquences de la migration. Ce choix s'explique par le lien entre les économies d'origine et les économies de destination. Il s'agit d'un système économique unique, différent du concept d'économies dissociées liées par le commerce, l'utilitarisme et l'équilibre par l'optimisation des allocations de ressources, qui souligne l'équilibre instable du système économique.

La cinquième sous-section se focalise sur l'analyse des externalités et leur incorporation au sein des modèles économiques existants. Ce passage jette les bases pour des développements plus approfondis ultérieurs dans ce texte.

Enfin, ces éléments présents dans la section 1.3 soulignent l'importance d'aller au-delà des sciences régionales, de l'économie régionale et de l'économie urbaine pour comprendre les défis auxquels les villes sont confrontées. Aucune des théories présentées n'analyse l'approche de la ville en tant qu'agent économique, à l'exception de sa dimension spatiale et de son cadre réglementaire. De même, l'approche « push-pull » de la théorie des agglomérations aborde de manière périphérique le processus de migration. Il est donc essentiel d'approfondir notre compréhension du processus migratoire afin de compléter le cadre théorique nécessaire pour traiter les questions exposées dans la première section. Ainsi structurée, la section 1.3 se termine en mettant en évidence la fragmentation théorique à la compréhension des villes par la théorie économique.

### **1.4.1 Nuances et parallèles entre la science régionale, les économies régionales et l'économie urbaine**

Les sciences régionales, l'économie régionale et l'économie urbaine sont des disciplines complémentaires et interconnectées qui étudient les phénomènes spatiaux à travers la modélisation opérationnelle et la théorisation économique. La science régionale adopte une approche pluridisciplinaire et s'intéresse aux questions macroéconomiques, tandis que l'économie régionale se concentre sur l'économie d'une région spécifique, et l'économie urbaine se focalise sur l'analyse microéconomique des firmes et des ménages.

Pour mettre en évidence les nuances entre ces théories et en souligner leur subtilité, il est possible d'exposer un exemple. Dans le domaine des sciences régionales, le concept de « location-allocation » offre un exemple significatif de l'importance de l'espace géographique, exigeant l'utilisation d'une matrice de distances pour mener à bien l'analyse. L'économie régionale considère les problèmes d'allocation interrégionale liés aux inégalités économiques et géographiques entre les régions, ainsi que les problèmes de transport et de ressources naturelles. Les travaux de (Lösch, 1940) et (Papageorgiou & Thisse, 1985) sont cités comme exemples d'approches fondamentales de l'économie régionale. De son côté, l'économie urbaine se concentre sur l'équilibre spatial et l'économie d'agglomération, comme en témoignent les travaux de (Fujita & Mori, 1996; Fujita & Thisse, 1996, 2013). Ces chercheurs ont contribué au développement de théories et de modèles expliquant les phénomènes économiques dans les zones urbaines, en mettant l'accent sur les avantages de la concentration géographique des activités économiques.

La science régionale a une approche pluridisciplinaire et s'intéresse aux questions macroéconomiques. Telles que la détermination de la production et de l'emploi dans les régions (Berliant & ten Raa, 1994). L'économie régionale est centrée sur l'économie d'une région donnée et

l'économie urbaine se concentre à l'analyse microéconomique de firmes et ménages (*Ibid.*, p. 631). Ce qui nous amène à envisager les sciences régionales, l'économie régionale et l'économie urbaine comme des disciplines complémentaires et imbriquées, variant sous le niveau de généralité et d'abstraction (Duranton, 1997). Clarifier les nuances du positionnement de ces théories, nous permettra de nous appuyer sur ce cadre théorique pour aborder la ville et le développement économique au cours de ce texte. L'approche pédagogique est apparue comme étant adaptée dans cette perspective.

Dans le premier *Handbook of Regional and Urban Economics*, plus proche de la science régionale que de l'économie urbaine, conviennent de souligner la richesse de la géographie préservée, mais également les détails économiques (Berliant & ten Raa, 1994). La révision du *Handbook of Regional and Urban Economics*, a été concentré les travaux sur la localisation des agents économiques et des marchandises dans la modélisation de l'espace géographique (Nijkamp, 1987). Ainsi que l'évaluation de l'impact de la répartition des produits sur les activités de production et de consommation. Se trouve dans la contemporanéité de la science régionale l'importance des questions spatiales, par exemple, dans les théories des coûts comparatifs et le commerce international. Il convient également de souligner l'approche de la « location-allocation » qui révèle l'importance de l'espace géographique (Nijkamp & Mills, 1987). Contrairement à l'utilisation quantifiable et différenciée du sol telle que se l'approprie l'économie urbaine, la science régionale nécessite un ensemble d'indices de localités et éventuellement une matrice de distance entre localités pour l'analyse la « location-allocation » (Berliant & ten Raa, 1994).

La science régionale met en avant la tendance à privilégier l'approche de l'optimisation des entreprises au détriment de la microéconomie des villes. Toutefois, la « location-allocation » est un concept qui intègre la dimension spatiale de la ville en se concentrant sur la décision



d'un agent économique de choisir la localisation optimale de ses activités et la répartition de ses ressources. Cette décision est influencée par plusieurs facteurs tels que les coûts de production et de transport, la disponibilité de la main-d'œuvre qualifiée, l'accès aux matières premières, la proximité des clients et des fournisseurs, ainsi que les réglementations locales. Cependant, l'approche reste régionale.

Au-delà de science régionale, l'économie régionale, considère les problèmes d'allocation interrégionale. Les problèmes d'allocation interrégionale font référence aux défis économiques auxquels sont confrontées les différentes régions d'un pays dans la répartition des ressources et des investissements. Ces problèmes sont souvent liés à des inégalités économiques et géographiques entre les régions, qui peuvent entraîner des conséquences importantes sur le développement économique et social de ces régions. Le champ d'application défini par la théorie des études économiques régionales met en évidence les liens avec les problèmes économiques territoriaux, les problèmes de transport et les problèmes de ressources naturelles. Lorsque les caractéristiques de l'environnement renvoient à l'immobilité des caractéristiques territoriales comme élément de localisation des activités économiques, l'économie régionale trouve son périmètre. Cette immobilité est au cœur de l'avantage comparatif dont bénéficient les différentes régions sur le plan de la spécialisation de la production et du commerce. Dans sa justification de la théorie « *The Economics of Location* », (Lösch, 1940) définit l'immobilité, les économies de concentration spatiale et les coûts de transport comme les piliers fondamentaux de l'économie régionale. À partir des travaux de Papageorgiou & Thisse (1985), qui constituent le courant principal de l'économie régionale, on peut supposer une ligne de convergence entre l'économie régionale et l'économie urbaine étant donné la similitude des travaux que l'on retrouve dans les textes de Fujita & Mori (1996); Fujita & Ogawa (1982).

Lorsqu'on explore le domaine de l'économie urbaine, deux concepts majeurs émergent : l'économie d'agglomération et l'équilibre spatial. Ces notions jouent un rôle crucial dans la compréhension des dynamiques économiques des villes et de leur fonctionnement. En effet, les économies d'agglomération, s'intéressent aux avantages que les entreprises peuvent tirer de leur proximité géographique. De même, l'équilibre spatial s'intéresse à la répartition spatiale des activités économiques. Deux dimensions exercent une influence significative sur la croissance économique, la productivité et la compétitivité des villes. Comme évoqué par Myrdal (1957), la croissance locale provient des villes, ou agglomérations économiques. À leur tour, les villes sont considérées comme les principales institutions au sein desquelles se développent les innovations technologiques et sociales. Cette croissance économique géographiquement diversifiée se produit grâce aux interactions entre les agents économiques (Fujita & Thisse, 1996). Piliers centraux de l'économie urbaine, l'approche économique des villes s'appuie sur la théorie d'agglomération, et la théorie de l'équilibre spatial (Glaeser, 2008). Il existe désormais un consensus sur le fait que la croissance économique trouve son origine dans la création et la diffusion des connaissances favorisées par la proximité (Carrincazeaux & Lung, 2005, p. 7). Sur la base de cette conviction, la formation des villes se résume à des centres agglomérés qui favorisent cette interaction.

#### **1.4.2 Approche économique de la ville : concepts clés et les explorations des économies d'agglomération**

Le terme d'agglomération a été introduit dans la théorie de la localisation par Weber (1909, Chap. 1). Les regroupements économiques dans le milieu urbain jouent un rôle crucial dans la promotion des avancées technologiques et sociales. En effet, la croissance économique résultant de l'émergence et de la propagation des connaissances, encouragée par la proximité géographique soutient fermement cette idée (Carrincazeaux & Lung, 2005, p. 7). Sur la base de cette hypothèse, la formation des villes se

manifeste par la création de centres agglomérés qui encouragent ces interactions. Cette croissance économique, qui se diversifie géographiquement, entraîne l'étude de la théorie des agglomérations et de la théorie de l'équilibre spatial (Glaeser, 2008). L'étude des économies d'agglomération vise à comprendre les raisons pour lesquelles les activités économiques se concentrent dans un nombre restreint de localités (Fujita & Thisse, 1996). De plus, l'écart de productivité est analysé pour étudier l'inégalité territoriale (E. L. Glaeser, 2008).

Il est important de souligner que l'étude de la ville a également suscité l'intérêt de l'école géographique. Au commencement du XXe siècle, le géographe Vidal de la Blache a suggéré que les concentrations humaines étaient motivées par la recherche d'avantages découlant de la division du travail (Vidal de La Blache, 1918). Cependant, il a également identifié des défis qui restreignent l'afflux massif de personnes dans ces regroupements. La théorie économique n'a pas encore trouvé de solution à ce problème. Selon cette théorie, l'urbanisation et la croissance économique sont le résultat de la concentration des activités humaines. Cependant, le même corpus théorique soutient que l'effet d'agglomération est le résultat de la croissance de l'urbanisation. Cette circularité des arguments ne permet pas d'expliquer les raisons du facteur d'agglomération pour la croissance économique, renforçant ainsi l'hypothèse selon laquelle l'effet d'agglomération et l'urbanisation sont des variables mutuellement dépendantes. Dans cette spirale, la croissance économique engendrée par l'agglomération repose sur l'innovation comme l'unique explication acceptée.

Dans un second temps, l'évolution de cette discussion amène à raisonner sur l'équilibre général, en se basant sur la théorie de la valeur et de l'allocation des ressources. L'offre et la demande s'équilibrent par le prix, et les décisions liées à l'espace sont prises dans une approche utilitariste et marginaliste. Les problèmes du système sont transformés en externalités et attribués aux défaillances du marché. Dans cette approche, le rôle de la ville

est marginalisé et se résume au cadre réglementaire et fiscal pour les firmes et les individus. Cependant, en se rapprochant de la ville, en agrégeant les facteurs de production et par la consommation, l'économie urbaine se concentre à la spatialisation de l'équilibre général. Ce qui explique la vaste littérature sur le sujet l'équilibre spatial, comme les travaux approfondis de Glaeser, Fujita, Thisse, entre autres.

### **1.4.3 État et Marché face aux contradictions économiques : erreurs, rébellions et contradictions**

Les conséquences du modèle économique actuel, coordonné par l'ordre naturel du marché, se dissimulent à travers l'équilibre de prix entre l'offre et la demande et de l'allocation des ressources. Les erreurs de ce modèle économique sont révélées, une à une au fil du temps. L'apport de la théorie de la concurrence imparfaite par Spence (1976), tout comme celui de Dixit & Stiglitz (1977). Ainsi que celui d'Arrow (1962a, 1962b) lorsqu'il a reconnu les failles de l'allocation optimale des ressources dans le modèle de concurrence parfaite en prenant en compte le facteur d'innovation, illustre cette correction de trajectoire. Ces erreurs résultent en grande partie de l'asymétrie de l'information et de la présence de concurrence imparfaite.

Nous avons négligé l'avertissement de Marshall dans son exposé du dilemme causal entre « emploi-territoire », un dilemme marshallien qui aboutit à un modèle de déséquilibre constant (Alonso, 1964b). Alonso a montré que les économies d'échelle, les coûts de transport et d'autres facteurs peuvent entraîner une concentration spatiale des activités économiques dans certaines régions, ce qui entraîne un déséquilibre constant en termes d'emploi et de localisation. Le modèle de déséquilibre constant de Alonso suggère que certaines régions peuvent devenir des pôles économiques, attirant de plus en plus d'entreprises et de travailleurs en raison des avantages liés à la concentration des activités économiques (Alonso, 1964). Cela peut entraîner

des disparités régionales persistantes en termes d'emploi et de développement économique.

Par la rébellion du capital, qui fait fi de la théorie de l'allocation des ressources optimale, allant à l'encontre de ses principes initiaux comme l'a exposé Lucas (1990). Lucas aborde des questions relatives à l'allocation internationale des ressources, en se penchant sur les raisons pour lesquelles les capitaux ne semblent pas se déplacer des pays riches vers les pays pauvres de manière aussi importante que la théorie économique standard le prédirait.

Un modèle économique développé sur des concepts qui s'éloignent de la réalité. De théorie qui défie les principes de la physique par son équilibre général, étant donné que les variables d'entrée sont le résultat des sorties du système, les fondamentaux de la théorie du chaos. Nous sommes distraits par la croyance de la coordination de la production par le marché et enchantons par la beauté théorie des prix et les résultats immédiats. Il est cependant nécessaire de recentrer ces critiques sur la théorie de l'équilibre général afin de mettre en évidence la nature dynamique de l'économie réelle, marquée par des changements technologiques, des chocs externes, des incertitudes et des ajustements constants des prix et des quantités. Dans ce contexte, l'économie ne tend pas vers un état d'équilibre constant, mais est en perpétuelle évolution. Les modèles statiques d'équilibre général ne prennent pas pleinement en compte la complexité et la nature changeante des systèmes économiques réels.

#### **1.4.4 La théorie de la migration : une étude multidimensionnelle de l'utilitarisme, de la dynamique économique et de la désertification territoriale**

La réflexion sur la migration met en évidence la réalité des 244 millions d'individus vivant en dehors de leur pays d'origine en 2015, selon les données des Nations Unies. Ce débat souligne la complexité et les défis auxquels sont confrontées les personnes en quête d'une vie meilleure. Il décrit

également la situation des 79 millions de personnes (réfugiées) contraintes de fuir leur domicile en raison de persécutions, conflits, violences, violations des droits humains ou d'événements bouleversant gravement l'ordre public, comme le révèlent les statistiques du UNHCR. Ces 323 millions de migrants sont confrontés à des réalités variées, ce qui nous permet d'examiner les problèmes structurels aussi bien dans les pays d'origine que dans les pays d'accueil. L'inclusion de ces enjeux dans les agendas des discussions gouvernementales a un impact direct sur le développement économique.

Le parallélisme entre les économistes et les géographes se prolonge également dans le domaine des mouvements du capital humain à travers l'espace. La migration est une question qui affecte simultanément la ville d'origine et la ville de destination. L'approche néoclassique de la théorie de la migration se base sur une rationalité centrée sur l'utilitarisme, où les individus pèsent les coûts et les avantages pour optimiser leur bien-être lorsqu'ils décident de migrer. Cette décision peut comprendre une rationalité décisionnelle qui tient compte des intérêts familiaux. Ainsi, il devient essentiel d'approfondir notre compréhension de l'impact de la migration sur les villes, au-delà de la théorie d'agglomération où de l'approche « push-pull » néoclassique.

La notion de maximisation du revenu est un concept qui, en soi, ne requiert pas d'explication supplémentaire. En revanche, le développement économique, envisagé comme l'étude du bien-être, ou autrement dit, de la qualité de vie, nécessite un éclaircissement. Pour progresser dans cette discussion, il est pertinent d'élucider le concept de qualité de vie. Selon l'OCDE, cette idée n'a pas encore atteint un consensus dans la sphère académique (OCDE, 2013). Dans le cadre de ce texte, la définition de la qualité de vie s'appuiera sur trois éléments : (i) le mode de vie, (ii) le niveau de vie, et (iii) le statut social. Le mode de vie renvoie aux habitudes et interactions sociales, tandis que le niveau de vie est associé au revenu. Le

statut social, quant à lui, fait référence aux relations sociales, aux rapports avec le milieu familial et au réseau social et professionnel.

La théorie de la migration issue de la rationalité axée sur l'utilitarisme.

Selon Piguet (2013), le point de vue néoclassique sur la théorie de la migration issue de la rationalité axé sur l'utilitarisme. Une rationalité décisionnelle, floue entre les choix individuels et ceux des ménages, face au processus migratoire. L'analyse coût-bénéfice pour déclencher le processus de migration est associée au texte de (Sjaastad, 1962)<sup>17</sup>. Cette approche vise à établir le rendement de l'investissement de la migration plutôt qu'à lier les taux de migration aux écarts de revenus.

Selon le texte de Lee (1966), la migration est considérée comme une décision rationnelle de l'individu, influencée par des facteurs de répulsion (dans la région d'origine) et d'attraction (dans la région de destination). Les effets positifs de l'agglomération, résultant de la concentration géographique d'une chaîne d'approvisionnement spécialisée, d'une main-d'œuvre qualifiée et d'échanges de connaissances, engendrent ce qu'on appelle l'effet d'agglomération (Marshall, 1890). Sans grande difficulté, le sujet de la croissance économique endogène devient le point central de la discussion. (Lucas, 1988 ; Romer, 1994), soulignent l'attractivité de certains territoires au détriment d'autres comme la raison du processus d'agglomération. La croissance urbaine produite par les effets positifs de l'agglomération engendre des opportunités d'emploi qui encouragent les mouvements migratoires. Les changements dans la structure de l'emploi peuvent conduire à des flux migratoires, contribuant ainsi à la dynamique de développement des zones urbaines (Dyson, 2011). En revanche, la généralisation de la spécialisation du processus de transformation et l'intensification du

---

<sup>17</sup> Conformément Piché (2013), l'introduction du concept de capital humain dans la théorie des migrations constitue sans doute la contribution la plus notable de Sjaastad.

commerce international ont fait apparaître certains effets pervers. Un exemple de ces effets est la désindustrialisation et l'inefficacité du dispositif de production (Ethier, 2016). Comme l'a souligné Marshall, l'économie d'agglomération présente un paradoxe intéressant : bien que les entreprises recherchent initialement des lieux offrant des coûts inférieurs pour s'installer, le processus d'agglomération des entreprises peut finalement entraîner une hausse des coûts et des salaires dans ces zones. Cette augmentation des coûts peut conduire certaines entreprises à s'éloigner de ces zones pour chercher des alternatives plus économiques ailleurs. Ainsi, l'effet d'agglomération peut entraîner des répercussions contradictoires sur l'attrait et la viabilité économique des régions concernées. Dans ce scénario, la migration s'insère comme un processus dynamique et constant.

Les recherches de Sjaastad, Lee et Dyson soulignent l'importance de prendre en compte les disparités géographiques et les opportunités offertes par diverses régions pour analyser les décisions migratoires et économiques des individus. Ces éléments sont essentiels dans la quête individuelle de maximisation du bien-être. En tenant compte de ces écarts et inégalités entre les régions, on peut mieux appréhender la manière dont les individus pèsent les avantages et les désavantages de la migration, ainsi que leurs motivations pour rechercher de meilleures conditions de vie et opportunités économiques dans des zones plus propices.

Partant de l'hypothèse que la migration est un processus dynamique et constant, on peut analyser la période de la révolution industrielle de ce point de vue. La période de la révolution industrielle a coïncidé avec une hausse du rythme de croissance de la population urbaine. Cela montre potentiellement que changer la structure de l'emploi a pour effet d'augmenter la migration. En supposant la migration de la population active due (1) à la modification de la structure des emplois, (2) couplée à l'effet d'agglomération, nous arrivons à une explication partielle de l'effet de la surpopulation dans des zones spécifiques. Le processus migratoire et la structure de l'emploi sont



indissociables du développement et du sous-développement territorial. On peut donc les considérer comme des points clés dans la démarche de développement économique local.

***Les dimensions de l'analyse du processus migratoire : international, national et urbain***

Le solde migratoire, représentant les entrées et sorties de personnes d'un territoire donné, nous incite à examiner la migration à deux niveaux : (i) international, et (ii) domestique. En outre, le niveau domestique est divisé en deux sous niveaux : (a) la migration interne et (b) la mobilité à courte distance,<sup>18</sup> qui représente la migration quotidienne résultant des déplacements quotidiens (Long et al., 1988; Swanson & Siegel, 2004). En soulignant cette granularité possible du niveau d'analyse, on révèle la perception restreinte de l'immigration dans la théorie économique fondée sur l'utilitarisme et la maximisation d'une vision « push-pull ».

La théorie de l'immigration est coincée entre la subtilité et l'approche rigide de la théorie économique, ce qui restreint notre compréhension non seulement au niveau international, mais laisse aussi les migrations domestiques dans l'ombre. En ce qui concerne la question de la migration interne, nous nous satisfaisons souvent de l'explication simpliste basée sur la rationalité utilitariste de la maximisation du bien-être. L'approche « push-pull » suppose que la maximisation des revenus ou la recherche d'une meilleure qualité de vie sont des facteurs motivant la migration. Cette simplification ne prend pas en considération les aspects importants du processus d'immigration (de Haas, 2014). La vision « *push-pull* » ne détaille pas les raisons structurelles à l'origine et à la destination. Il ne tient pas compte des liens socio-économiques ainsi que de la motivation de

---

<sup>18</sup> La pandémie vécue avec COVID-19 ouvre le champ d'étude sur la migration intérieure et la mobilité à courte distance impactée par la nouvelle structure de l'emploi.

l'immigrant, considéré comme les raisons fondamentales de la migration (Massey, 1999).

L'absence d'une vision claire des politiques migratoires fait apparaître des positions contradictoires. Un processus de gouvernance pendulaire, où les politiques varient entre une vision optimiste et pessimiste (de Haas, 2012). La rationalité utilitariste axée sur la maximisation du bien-être tend à marginaliser les problèmes structurels entre le territoire d'origine et de destination. Des aspects tels que la structure de l'emploi, les liens sociaux et le contexte social et politique sont souvent relégués au second plan, occultant ainsi des éléments importants pour l'élaboration d'hypothèses. À partir de la perspective urbaine, l'impact sur la décision de migrer ou de rester ouvre de nouvelles pistes à explorer.

***L'équilibre migratoire : réflexions sur la maximisation du revenu, la qualité de vie, la théorie d'allocation et la désertification territoriale***

Le processus migratoire a accompagné le développement humain et peut être considéré comme inhérent à la nature humaine. La migration est vue dans l'optique de la théorie néoclassique, comme un moyen de maximiser le revenu et la qualité de vie. Selon l'approche néoclassique, on peut dire que la migration ne tend pas vers l'infini, parvenant à un équilibre en raison du revenu décroissant et d'allocation de ressources. Cependant, la coexistence de deux phénomènes contradictoires, à savoir la désertification de certaines régions géographiques et le surpeuplement de certaines villes, complique l'adhésion à cet argument. Ces deux réalités peinent à trouver un équilibre.

Un autre aspect soulevé concerne le concept d'équilibre en lien avec la répartition des actifs entre les lieux d'origine et de destination. Selon cette théorie, à un certain point, la distribution des actifs atteint un équilibre, suggérant ainsi que le processus de migration est temporaire (de Haas, 2010). Cependant, Lucas (1990), interroge pourquoi les investissements ne se concentrent pas exclusivement sur les économies en développement jusqu'à

ce que les rapports « capital-travail » soient équilibrés, mettant en évidence une réalité qui s'éloigne de la conviction théorique.

### ***Les facteurs qui freinent et influencent le processus de migration***

Les cinq problématiques exposées dans le premier chapitre sont intrinsèquement liées aux contextes migratoires. Ces éléments déclencheurs et leurs répercussions, qui ont façonné l'organisation productive locale, ont guidé la décision de débiter notre analyse par cet aspect. Ces cinq problématiques incarnent les cinq forces<sup>19</sup> définies par les Nations Unies comme influant sur le processus migratoire. En plus d'explorer ces cinq principaux facteurs d'influence, cette section se penche également sur les raisons pour lesquelles les individus choisissent de ne pas migrer. Il est essentiel de comprendre les liens sociaux, économiques et physiques qui retiennent la majorité des gens à leur lieu d'origine. Cette compréhension permet d'identifier les forces qui freinent et influencent le processus de migration (De Jong, 2000; Haberkorn, 1981; Hammar et al., 1997).

Le contexte actuel se caractérise par l'escalade de la violence urbaine attribuable à une fracture sociale profonde, les impacts croissants des phénomènes climatiques extrêmes découlant du réchauffement planétaire, les disparités sociales et le niveau de pauvreté engendrés par un modèle économique fragmenté, ainsi que l'instabilité sociale et économique issue de l'absence de politiques locales efficaces, engendrant un sentiment d'abandon par l'État et de désespoir. Par ailleurs, une perception défavorable d'une amélioration de la qualité de vie contribue également à cette situation. Ces éléments constituent des facteurs importants incitant à la migration. En revanche, la stabilité politique et juridique, la résilience face aux risques, le développement économique durable, ainsi que la stabilité sociale et

---

<sup>19</sup> Les cinq forces définies sont : (1) persécution et conflit, (2) catastrophes naturelles, (3) privations socio-économiques sévères, (4) instabilité sociale et économique, et (5) variation négative de la perception d'une meilleure qualité de vie.

économique, représentent autant de forces inhibitrices de la migration. De plus, une perception positive d'une amélioration de la qualité de vie joue un rôle crucial dans cet équilibre en dissuadant les mouvements massifs de migration.

***Les stratégies de développement économique, les enjeux environnementaux et les inégalités sociales et territoriales***

Lorsque nous examinons les stratégies de développement économique mises en place, telles que le programme européen *Horizon Europe*,<sup>20</sup> nous constatons un ciblage des efforts pour atteindre les objectifs de développement durable des Nations Unies. Cela signifie stimuler la compétitivité, la collaboration et la croissance économique au sein de l'Europe (*Horizon Europe*, s. d.). Il en est de même pour la stratégie économique de la France qui s'articule autour de trois axes principaux : écologie, compétitivité et cohésion sociale. (*Construire la France de demain | info.gouv.fr.*, s. d.) En juxtaposant la réalité exposée dans les agendas gouvernementaux avec les initiatives cherchant à résoudre les enjeux environnementaux et les inégalités sociales et territoriales, il apparaît clairement que la nécessité de trouver des alternatives à l'organisation productive actuelle s'est accentuée. Par conséquent, en appréhendant les forces contradictoires qui favorisent ou inhibent la migration, nous sommes en mesure d'identifier les problèmes structurels qui prévalent dans les villes d'origine et de destination. Ces problèmes structurels ont un impact direct sur le processus décisionnel des individus en ce qui concerne le choix entre rester ou migrer.

---

<sup>20</sup> Horizon Europe est le principal programme de financement de l'UE pour la recherche et l'innovation, avec un budget de 95,5 milliards d'euros. Elle s'attaque au changement climatique, contribue à la réalisation des objectifs de développement durable des Nations unies et stimule la compétitivité et la croissance de l'UE.

*Les stabilités et instabilités dans l'équilibre général : un regard approfondi du processus migratoire et de la variation de l'amélioration perçue de la qualité de vie*

L'équilibre général est un concept utilisé, par école économique néoclassique, pour décrire un état dans lequel les différentes parties d'un système économique interagissent de manière que l'offre, la demande, les prix et la production se stabilisent. Selon la perspective néoclassique, on suppose que les états de développement économique et de sous-développement, tant dans les zones d'origine que de destination, atteindront l'équilibre sans nécessiter d'intervention externe. Cependant, les principes de la physique nous apprennent que l'équilibre peut être soit stable soit instable. Cette distinction nous permet d'envisager l'équilibre économique sous un nouvel angle. L'idée d'un équilibre instable suggère qu'une fois qu'un système est déséquilibré, il ne revient pas à son état initial, même lorsqu'il atteint un nouveau point d'équilibre. Cette variante du concept d'équilibre offre une explication à l'accentuation du clivage socio-économique entre les territoires de départ et d'arrivée. La persistance évalue la capacité d'un écosystème à conserver un état constant malgré les variations et les perturbations. En revanche, la résilience désigne l'aptitude d'un écosystème à recouvrer son état d'équilibre suite à une perturbation, (Dauphiné & Provitolo, 2007). La migration, qu'elle soit internationale ou interne, a des répercussions économiques à la fois sur les lieux de départ et d'arrivée. Ces économies tendent à se développer et à ce sous-développé simultanément, engendrant ainsi un déséquilibre économique.

Pour simplifier la discussion, considérons les déséquilibres régionaux au sein d'un même pays. La discordance entre le développement économique régional et la capacité à ajuster les politiques de développement local, illustre les retombées positives et négatives observées dans les régions d'un même pays, exacerbant ainsi les disparités régionales (Iammarino et al., 2019). L'impact est la concentration démographique dans les régions les plus

attractives, et le dépeuplement de celles qui le sont moins. Ces déséquilibres engendrent un nouveau paysage régional. Sans changements dans l'organisation socio-économique, les processus de développement et de sous-développement persistent, exacerbant la situation de sous-développement des régions moins développées. L'incapacité à dynamiser l'économie des régions sous-développées, sans intervention de l'État, entraîne des conséquences graves sur l'économie locale et nationale.

Au sein des éléments impactant le processus de migration, on distingue une perception négative liée à l'espérance d'amélioration de la qualité de vie. Cette vision défavorable est intrinsèquement liée à des conditions de vie difficiles, à un sentiment d'insécurité et à un accès restreint aux services essentiels. L'analyse des problèmes structurels principaux affectant la migration permet d'appréhender les facteurs engendrant cette perception négative vis-à-vis de l'amélioration de la qualité de vie. Les persécutions, les conflits, les catastrophes naturelles, les privations économiques graves et l'instabilité sociale et économique façonnent tous la manière dont les individus perçoivent leur réalité. En se focalisant sur les facteurs qui entravent ou guident le processus migratoire, nous mettons en évidence les problèmes structurels locaux et les inégalités sociales et territoriales. En approfondissant le débat, nous révélons des facteurs structurels déterminants dans le processus migratoire. Ces réalités suggèrent par conséquent la nécessité de repenser le modèle actuel. Il est primordial d'aborder ces problématiques pour élaborer des solutions durables et équilibrées pour la société dans son intégralité. La vision de la migration, largement orientée sur les conséquences plutôt que sur les causes, met en lumière l'importance d'explorer de façon approfondie les multiples facettes des facteurs liés à la migration. Les forces qui inhibent et influencent le processus migratoire sont en opposition.

FACTEURS INFLUENÇANT LA MIGRATION	FACTEURS INHIBANT LA MIGRATION
Persécutions et conflits	Stabilité politique et juridique
Catastrophes naturelles	Résilience face au risque
Privation socio-économique sévère	Une croissance économique durable
Instabilité sociale et économique	Stabilité sociale et économique
Variation négative de la perception d'une amélioration de la qualité de vie	Variation positive de la perception d'une amélioration de la qualité de vie

En considérant à la fois les motivations qui poussent les gens à migrer et celles qui les retiennent, nous identifions les forces qui influencent le processus migratoire ( $F_{pm}$ ). En divisant ses forces en 2 groupes, les forces qui influencent la migration ( $F_{if}$ ) et les forces qui inhibent la migration ( $F_{ib}$ ) et en supposant que ses forces sont inverses et proportionnelles, on peut dire que  $F_{pm} = \sum F_{if} (\sum F_{ib})^{-1}$  produisant la matrice de l'immigration.

$$F_{pm} = \sum F_{if} (\sum F_{ib})^{-1}$$

		$\sum f(ib)$				
		5	4	3	2	1
$\sum f(if)$	1	5,00	4,00	3,00	2,00	1,00
	2	2,50	2,00	1,50	1,00	0,50
	3	1,67	1,33	1,00	0,67	0,33
	4	1,25	1,00	0,75	0,50	0,25
	5	1,00	0,80	0,60	0,40	0,20

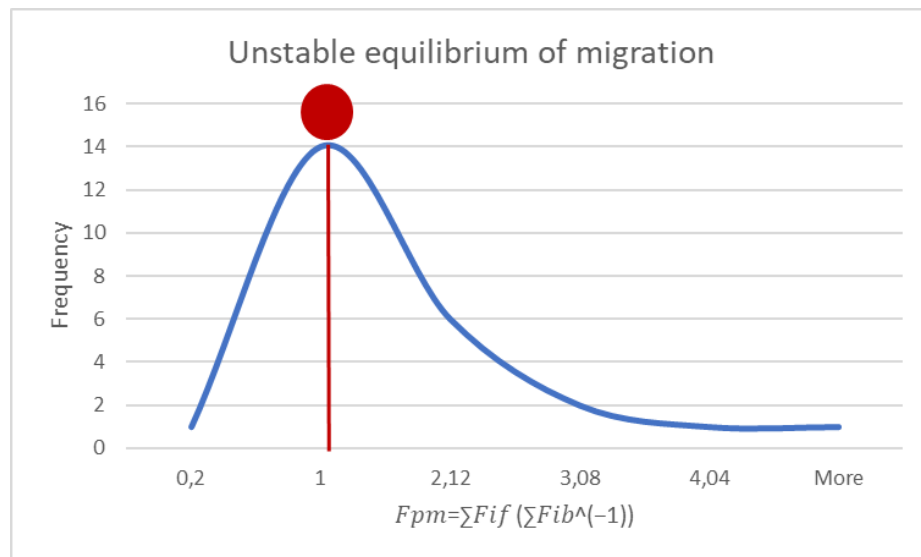
FIGURE 1 - MATRICE DE L'IMMIGRATION<sup>21</sup>

Il convient de souligner que l'utilisation généralisée du mot équilibre cache une nuance qu'il faut comprendre. L'état d'équilibre peut être stable ou instable. Dans le cas d'un équilibre stable, après de légères perturbations, le

---

<sup>21</sup> La matrice  $F_{F_{if}, F_{ib}}$  montre l'interdépendance entre  $(\sum F_{if})$  e  $(\sum F_{ib})$  présentant  $\det F = 0$ .

Le système reprend son état d'équilibre antérieur. Alors que dans le cas d'un équilibre instable, le système retrouve son équilibre, mais ne reprend pas son état antérieur. En supposant que la première réaction de l'être humain est de rester dans sa région d'origine. Lorsque la relation entre les  $(\sum F_{if})$  forces qui influencent, et  $(\sum F_{ib})$  les forces qui inhibent la migration est égale à 1. La tendance est que le processus migratoire se trouve dans un point d'équilibre instable. L'exemple du point représenté dans la moyenne de l'histogramme  $F_{pm}$ .<sup>22</sup>



**FIGURE 2 - ÉQUILIBRE INSTABLE DE LA MIGRATION**

Le processus d'immigration se déroule entre deux localités distinctes, chaque localité présentant sa propre matrice d'immigration. De cette façon, un territoire avec  $(F_{pm})$  supérieur à 1 est plus intéressant qu'un territoire avec  $(F_{pm})$  inférieur à 1. Dans ce cadre l'équilibre se produira. La région d'où émane le processus d'émigration dévoile un cycle de sous-développement socio-économique, incapable de revenir à son état antérieur. Par conséquent, il sera compliqué de rétablir l'équilibre des forces, d'inverser la tendance du sous-développement et de retrouver son attractivité.

---

<sup>22</sup>  $F_{pm} = \sum F_{if} (\sum F_{ib})^{-1}$



D'un autre côté, la région ayant le plus grand potentiel d'attraction nécessite une réorientation stratégique. Engagées dans une trajectoire de croissance, son infrastructure urbaine et son organisation productive locale doivent être modulées pour accueillir cet afflux croissant de personnes, contribuant ainsi à intensifier le développement économique par le biais de l'effet d'agglomération. Cependant, il est compliqué pour ces zones attractives d'ajuster leur capacité d'accueil face à la montée des flux migratoires sans mettre en péril les facteurs initiaux qui ont suscité leur attractivité. Par ailleurs, l'organisation productive, centrée sur les principes de consommation, entrave la génération de richesse et exacerbe la division au sein d'une société déjà fragmentée. L'affaiblissement des forces qui résistent à la migration territoriale commence à se faire sentir, comme l'indique la loi des rendements décroissants. Par ailleurs, l'absence de stratégies de développement économique local entrave l'émergence de zones capables de se montrer attractives pour cette population. L'absence de destinations séduisantes entrave le mouvement migratoire, provoquant une détérioration des zones qui étaient initialement attractives même sans mouvements migratoires, et créant une division sociale et territoriale au sein de la même région.

### *Les processus simultanés de croissance et de décroissance économique*

Le phénomène de développement et de sous-développement économique, ainsi que leur interdépendance, peut être examiné à différents niveaux : international, national, régional ou en ville. Les problématiques structurelles dans les zones d'origine et de destination mettent en lumière le déséquilibre territorial, dévoilant les forces qui régissent le processus migratoire. Le solde migratoire nous offre une vision des dynamiques d'interaction (attraction et répulsion) entre les villes et les populations, illustrant ainsi les processus de développement et de sous-développement à la source du déséquilibre territorial. Le débat concernant les processus de

développement et de sous-développement économiques, ainsi que leur interaction, se focalise sur l'utilitarisme et relègue les défis structurels de ce déséquilibre territorial. En cherchant à approfondir notre compréhension du déséquilibre territorial, nous aspirons à évaluer l'impact d'une organisation productive local, propice à une réorganisation socio-économique, sur les processus simultanés de développement et de sous-développement, dans l'optique d'une meilleure équité territoriale.

Par l'influence de Cobb-Douglas, le débat persiste à analyser la fonction de production  $Y = AK^\alpha L^{(1-\alpha)}$ , où l'accroissement « innovation-productivité » (A) est présenté comme la solution unique pour prévenir la stagnation ou la récession économique. Cette vision est intensément influencée par les habitudes de consommation et les modes de vie moderne. Des facteurs qui sont au cœur des prédictions malthusiennes contemporaines, elles-mêmes basées sur le paradoxe de Jevons,<sup>23</sup> qui les attribue comme des causes fondamentales des problématiques sociétales actuelles (Jevons, 1865). En considérant les facteurs conduisant à des situations de dégradation environnementale et d'inégalités sociales et territoriales comme des problèmes structurels interconnectés des régions d'origine et de destination - et non comme de simples externalités - nous pouvons envisager des alternatives plus durables. Il est donc crucial de comprendre les relations économiques locales, la croissance de la population et l'organisation de la production afin de mieux comprendre le développement économique.

Un autre point à noter est l'effet négatif du succès des régions les plus attractives, qui commencent à souffrir de la surpopulation. L'incapacité à intégrer de manière productive cet afflux démographique détériore les atouts qui rendaient ces régions attractives. À ce stade, la concurrence parfaite et les

---

<sup>23</sup> Le paradoxe de Jevons est une théorie économique selon laquelle l'amélioration de l'efficacité avec laquelle une ressource est utilisée entraîne une augmentation de la consommation de cette ressource, et non une diminution, comme on pourrait le supposer intuitivement. Cela est dû à l'effet de l'augmentation de la demande qui découle de la réduction du coût de l'utilisation de la ressource.

rendements décroissants devraient rééquilibrer le développement régional, mais la réalité devient l'exception à ces règles. L'absence des politiques publiques pour développer des options d'attractivité régionales limite la possibilité de migration interrégionale, aggravant la situation des régions attractives. Le même phénomène peut être observé à l'échelle de la ville. Le processus de migration intra-urbaine, c'est-à-dire au sein d'une même ville, suit le même schéma en termes de développement et de sous-développement, entraînant la gentrification de certains quartiers et la dégradation d'autres. Le fossé entre les économies locales de départ et d'arrivée est accentué par le manque de coordination de l'organisation productive. L'absence d'une approche territoriale, qui envisage de fournir les conditions nécessaires pour subvenir aux besoins fondamentaux (nourrir, loger, soigner et produire), expose un modèle qui trouve son équilibre dans la désertification territoriale et l'augmentation de la pauvreté. En conséquence, la fracture territoriale et sociale s'élargit.

Le phénomène migratoire actuel provoque une exacerbation de l'agglomération dans les zones à forte densité de population et attrayantes, parallèlement à un processus de dépeuplement dans les régions moins séduisantes, conduisant respectivement à des trajectoires de développement et de sous-développement. Cependant, l'actuelle organisation productive s'avère insuffisante pour répondre aux besoins alimentaires, de logement, de soins et de production de cette population excédentaire résultant de la concentration démographique. Les difficultés d'accès aux ressources vitales engendrent une prolifération d'activités informelles, en réponse à l'impératif de survie. Cet environnement met en lumière deux réalités divergentes : d'un côté, une société en lutte pour la satisfaction de ses besoins fondamentaux ; de l'autre, les difficultés d'intégration, tant sur le plan productif que culturel, d'une nouvelle population qui peine encore à répondre aux conditions minimales de subsistance. Cette superposition de réalités accentue les inégalités sociales, entraînant une érosion du système de l'État-providence.

D'après l'observation d'Adam Smith « la marque la plus décisive de la prospérité d'un pays est l'augmentation du nombre de ses habitants. » (Smith, 1776, I, p. 63). En nous appuyant sur la théorie de la croissance économique, la production, le travail, l'innovation et le capital accumulé stimulent la création, la répartition et l'accumulation de richesses, promouvant ainsi le développement économique. Le potentiel de création d'opportunités en guidant la productivité du travail est un facteur clé du développement. Dans ce contexte, la question qui se pose est : pourquoi la surpopulation est-elle considérée comme un problème pour les économies innovantes, guidées par la logique du marché et possédant un capital accumulé ?

Alors que notre société repose sur le paradigme de l'État-providence, l'incapacité de l'organisation productive à former, accumuler et distribuer la richesse se manifeste comme étant la source de l'absence persistante de solutions à ce problème complexe. Le premier défi à surmonter est cette défaillance à garantir les fonctions de subsistance et à générer la richesse par la création de valeur ajoutée. Pour relever ce défi, il est essentiel de transcender la vision réductrice de l'immigration en termes de facteurs « push-pull » et d'analyser la coexistence de la croissance et de la décroissance économique entre les territoires d'origine et de destination. Les mouvements migratoires, tels que l'exode rural, l'exode urbain, la gentrification et la désertification territoriale, sont intrinsèquement liés à des enjeux structurels inhérents à la fragmentation de l'organisation productive. En proposant des stratégies ciblant ces problèmes structurels, qui affectent les domaines essentiels de l'alimentation, du logement, des soins et de la production, nous avons le potentiel de remodeler les leviers qui conduisent au développement économique local. Cette démarche nécessite l'adoption d'une approche plus holistique et une réflexion profonde sur la manière de reconfigurer notre organisation productive pour répondre efficacement aux défis socio-économiques contemporains.

### *Un système économique unique*

Les économies interconnectées sont définies et limitées par leurs frontières, mais elles ne peuvent pas être considérées comme totalement indépendantes. En réalité, elles sont étroitement liées par des connexions sociales et économiques, formant ainsi un seul système économique. Cette interdépendance rend difficile la dissociation des économies insérées dans une chaîne productive, ce qui limite la pertinence de l'indicateur de production de richesse mesuré par le PIB individuel. En effet, le PIB exclut souvent des éléments essentiels tels que la dégradation de l'environnement et les inégalités sociales et territoriales entre des économies étroitement liées, ce qui peut fausser l'analyse de la croissance et du développement économique. Ainsi, il est primordial de comprendre la dynamique sociale et les résultats indirects qui découlent de cette interconnexion économique, et de les inclure dans les études sur la croissance et le développement économique.

La myopie du modèle actuel devient évidente lorsque l'on néglige de considérer la manière dont la croissance économique est produite et l'impact négligé des résultats indirects. En somme, parler de croissance économique sans aborder ces problèmes structurels majeurs apparaît incohérent. Il est essentiel de prendre en compte la réalité complexe des économies interconnectées et d'envisager une approche plus holistique qui inclut la durabilité environnementale, la justice sociale et territoriale dans les analyses économiques. Seulement ainsi, pourrons-nous mieux comprendre les véritables enjeux et tendances liés au développement économique.

### **1.4.5 Les externalités économiques : défis et responsabilités dans une économie résiliente**

Lorsqu'une économie prospère grâce à la production de biens et services, elle engendre inévitablement des retombées positives et négatives. L'enjeu réside dans la difficulté d'attribuer la responsabilité de ces conséquences, ce qui conduit à des débats sur la manière dont les coûts associés sont transférés à la société. Les externalités négatives posent des défis majeurs, comme la dégradation de l'environnement et l'accroissement des inégalités sociales et territoriales. Cette section vise à approfondir la discussion en identifiant l'origine des externalités tout au long du processus de production, et en examinant le modèle actuel de transfert des coûts sociaux et des responsabilités dans la gestion de ces conséquences.

#### ***Externalités et outputs indirects : un regard systémique sur la production***

« Dans la nature, rien ne se crée, rien ne se perd, tout se transforme ».

Antoine-Laurent de Lavoisier

La célèbre phrase de Lavoisier illustre la loi fondamentale de conservation des masses dans la nature. Néanmoins, l'approche systémique pousse les frontières de cette idée en considérant comme issue d'un processus de production tout ce qui est à la fois généré et consommé par un système donné. En biologie, les systèmes productifs perpétuent un cycle continu où les éléments produits s'intègrent de manière cruciale dans le rendement global du processus. Ce schéma circulaire de causalité est également transposé dans la théorie économique. Pigou (1920) introduit le concept d'externalités, révélant que tout produit devient intrinsèque aux résultats issus du processus de production.

Quand on aborde la production sous l'angle d'un système global, il devient impératif de considérer la totalité des résultats obtenus. C'est ainsi

qu'en distinguant les résultats du processus de production des externalités, on engendre deux catégories distinctes des outputs. D'un côté, se trouvent les outputs directs, intrinsèquement liés à la production elle-même. De l'autre, les outputs indirects, également nommés externalités selon la terminologie de Pigou, incarnent les répercussions des actions individuelles sur la société dans son ensemble. Pour éclaircir cette typologie, le texte évite l'emploi du terme « externalités » et divise les résultats du processus de production en deux ensembles : les outputs directs et les outputs indirects. Cette approche facilite l'identification du producteur des outputs indirects et simplifie l'attribution des responsabilités. Dans cette classification, les outputs directs font référence aux résultats directement engendrés par le processus de production, contribuant immédiatement à la création de richesse, conformément à la définition couramment admise dans la littérature économique. De l'autre côté, la seconde catégorie d'outputs, auparavant qualifiée d'externalités, est maintenant classifiée comme des outputs indirects<sup>24</sup>. Les outputs rassemblent les résultats issus du processus de production, ayant des effets sur la croissance et le développement économique à court et long terme. Cette approche permet de mieux appréhender les conséquences et les retombées économiques et sociales des activités productives, en mettant en lumière les effets indirects qui peuvent impacter l'économie à divers niveaux. En tenant compte de ces répercussions indirectes, il devient possible de saisir de manière plus précise l'ampleur des implications globales des activités productives.

---

<sup>24</sup> La Responsabilité Sociale des Entreprises (RSE) se présente comme un ensemble de principes et de pratiques adoptés par les entreprises pour intégrer des considérations sociales, environnementales et économiques dans leurs opérations et leurs interactions avec les parties prenantes. Ce concept dépasse la simple quête de rentabilité pour englober des engagements éthiques, une gestion environnementale responsable, des actions en faveur de la société et une transparence accrue. Les entreprises s'efforcent de répondre aux attentes de diverses parties prenantes, allant des employés aux communautés locales, tout en respectant les réglementations en vigueur. L'objectif sous-jacent est de créer de la valeur à long terme à la fois pour l'entreprise et pour la société dans son ensemble. Les initiatives spécifiques en matière de RSE varient en fonction des caractéristiques et des priorités propres à chaque entreprise, mais elles convergent vers une responsabilité sociale et environnementale globale.

Les caractéristiques distinctives des outputs indirects se révèlent à travers une dualité essentielle. En premier lieu, leur absence de droits de propriété clairement définis et, par la suite, la complexité inhérente à l'évaluation de leur valeur sur le marché. Ces traits particuliers engendrent une difficulté intrinsèque à leur intégration au sein du processus de création de richesse, conforme à la perspective néoclassique. Les approches fondées sur les concepts de marginalisme et d'utilitarisme, en se basant sur le principe d'élasticité-prix, se heurtent à des limitations lorsqu'il s'agit de résoudre les problèmes posés par les outputs indirects. Néanmoins, en dépit de ces particularités, les outputs indirects persistent. En opposition aux principes du libéralisme économique, l'absence de droits de propriété associée à l'impact social et environnemental des productions indirectes justifie sans équivoque l'intervention de l'État dans leur gestion, tel que l'avait suggéré Pigou (1920).

***Analyse des outputs indirects : l'impact à long terme et les défis de leur gestion dans un marché complexe***

Comme nous l'avons vu plus haut dans ce texte, les outputs indirects, pour la plupart, ont leur impact à long terme. Le fait de négliger cette catégorie de production ne fait pas disparaître le problème et sa production continue. Lorsqu'un output est produit mais demeure non consommée, un stock se forme, entraînant des conséquences à long terme. Cette combinaison de la production continue d'outputs indirects, couplée à la temporalité de leurs impacts, soulève l'idée que les problèmes actuels sont le résultat d'une accumulation progressive au fil du temps. Il devient donc impératif de comprendre comment traiter le stock de cette catégorie de production.

En abordant le problème depuis une perspective théorique basée sur la valeur, nous distinguons, d'un côté, l'offre de production des outputs indirects, et de l'autre, une demande inexistante. Étant donné que la production des outputs indirects est dépourvue d'intérêt et dénuée de valeur intrinsèque, leur prix est nul. Du point de vue de la production, la principale raison de produire les outputs indirects réside dans le fait qu'il y a une entité



prête à supporter leurs coûts. D'après Pigou (1920), le coût social marginal est calculé en soustrayant (i) l'ensemble des coûts de production, y compris les coûts supportés par la société, de (ii) l'ensemble des coûts de production. Le résultat de cette équation détermine le prix à payer par la société pour les outputs indirects. En effet, le coût associé à la production des outputs indirects est subventionné par la société, ce qui accroît le profit marginal et incite à la poursuite de la production de cette catégorie d'actifs en constante expansion. Cette situation expose une équation qui remet en question l'équilibre du prix. L'incohérence de ce modèle peut être attribuée aux externalités ou à la défiance du marché, qui excluent cette classe d'output du modèle traditionnel, laissant l'horizon de résolution du problème flou. La seule conclusion que l'on puisse tirer de cette analyse est que la production des outputs indirects génère un profit marginal. Ce profit marginal explique l'intérêt continu de poursuivre la production de ces outputs indirects. Une approche plus approfondie de cette problématique est nécessaire pour parvenir à des solutions durables et équilibrées.

Une question essentielle se pose alors : qui supporte ces coûts sociaux ? Dans le modèle actuel d'organisation de la production, ces coûts sont souvent pris en charge par la société, ce qui implique que c'est la société qui assume ces frais à long terme. J'appelle ce processus de paiement la « subvention sociale ». Cette idée soulève des inquiétudes quant à la durabilité de cette méthode et nous incite à reconsidérer notre modèle économique afin d'y intégrer de façon plus exhaustive les externalités environnementales et sociales.

En abordant le même problème par l'angle de la coordination de l'organisation productive par la logique de la production, la première prémisse est la formation du marché d'Young (Young, 1928). Le marché est formé par l'offre de produits. La production des outputs indirects est indéniable, et l'absence de demande directe pour ces produits est inexistante.

Cependant, c'est principalement grâce à la prise en charge des coûts sociaux par le biais de subventions que cette production perdure.

Effectivement, une sensibilisation accrue de la société concernant les impacts des outputs indirects a commencé à entraîner un transfert progressif de la responsabilité des coûts sociaux vers les producteurs. En transférant les coûts de production des outputs indirects au producteur, une nouvelle composition des coûts sera créée, augmentant le coût total du produit final. L'augmentation du coût de production réduit le bénéfice marginal. Cette augmentation du coût, au détriment de la suppression de la subvention sociale, a le potentiel d'inhiber la production des outputs indirects qui n'ont pas de valeur marchande. Puisque le profit est essentiel pour la reproductibilité du processus de production, en attribuant la propriété à l'output indirect, l'intérêt de le produire ou non est établi. Ce nouveau contexte s'inscrit dans le processus décisionnel de la production, fondé sur le rendement financier et la capacité à générer des bénéfices, ce qui favorise deux comportements distincts. La première est l'incitation à réduire la production d'output indirect qui ne génère pas de bénéfice, et la seconde est l'incitation à produire les outputs indirects qui génèrent des bénéfices. Traiter les outputs directs et indirects comme des sorties de production permet à l'innovation, et à la concurrence, d'optimiser les résultats de ces sorties. Par conséquent, elle génère la division du travail, les investissements dans la recherche, le développement de nouveaux marchés, l'accumulation de capital, ce qui entraîne le développement économique. Il convient de souligner le caractère temporel de la solution du problème, qui exige la participation de l'État à des lignes de financement spécifiques et la faisabilité d'instruments permettant le financement de ces initiatives.

### ***Repenser l'organisation productive avec les outputs indirects***

L'organisation productive, guidée par l'agrégation des facteurs de production et le court-termisme, adopte une vision fragmentée du processus productif. Cette approche, influencée par l'utilitarisme, tend fréquemment à

exclure les outputs indirects de l'analyse de la croissance économique. Le partage des coûts des outputs indirects avec la société entrave une résolution efficace de ce problème.

Pigou (1920) a souligné que le coût social marginal net peut avoir un impact positif ou négatif sur le revenu national brut. Cette influence suppose que la valeur marchande des coûts sociaux marginaux peut être mesurée en fonction de la quantité du facteur de production utilisé. Toutefois, l'attribution de la propriété et l'inclusion des outputs indirects dans la formation du prix posent un problème, restreignant l'étude des effets économiques de cette deuxième catégorie d'output. Il convient de mettre en évidence que l'internalisation des coûts indirects de production dépasse le court-termisme et la formation de prix centrée sur les outputs directs. Elle remet en cause l'organisation de la production régulée par la logique de marché, un point également abordé par (Coase, 1960).

Le débat en cours sur le coût de la transition écologique souligne une vérité fondamentale : l'importance d'intégrer les coûts des outputs indirects dans le prix. Néanmoins, des préoccupations émergent quant à la possibilité que cette intégration entraîne une augmentation des prix. Cette augmentation potentielle des prix pose une menace pour l'emploi, les revenus des entreprises et, de manière plus générale, pour la croissance économique. Cette perspective alarmante met en lumière la dépendance des modèles économiques contemporains à la subvention sociale, la consommation et à une vision à court terme. Cela révèle également l'incapacité à intégrer le concept de « destruction créatrice » de (Schumpeter, 1943). Cette myopie nous prive de la possibilité de susciter de nouvelles solutions et d'explorer de nouvelles industries. La génération de richesses est freinée par la protection d'une industrie figée dans un modèle dépassé, laissant peu d'espace à l'innovation. Les failles intrinsèques du modèle économique contemporain sont ainsi mises en lumière. Cependant, il est indiscutable que le coût social marginal existe, c'est-à-dire les effets indirects. La prévalence du court-

termisme, qui se manifeste par une perspective limitée dans le temps, entrave l'analyse complète du problème.

La quête de réduire le coût social marginal conduit à envisager la sobriété comme une solution possible. Cette idée soulève deux questions clés : d'abord, comment réconcilier l'antagonisme apparent entre un modèle de décroissance, qui promeut une consommation réfléchie et limitée, et l'objectif de la croissance économique ? Ensuite, comment attribuer des coûts sociaux marginaux qui pourraient influencer la consommation sans risquer de nuire à la croissance économique ? Ces interrogations nous poussent à chercher une solution viable à cette problématique complexe. Faut-il imputer le coût social marginal à ceux qui génèrent les outputs indirects et laisser le marché rectifier la situation jusqu'à trouver un équilibre, ou continuer avec le modèle actuel où les responsabilités sont transférées à l'État et les coûts à la société ?

En conservant le *statu quo* et en acceptant la gestion des outputs indirects par l'État, comme le suggère Pigou (1920), on rencontre une contradiction avec les principes du libéralisme économique et du marché libre. L'ambiguïté entre le libéralisme et l'intervention étatique omet donc de traiter les outputs indirects, une négligence soulignée par Coase (1960). Cette omission crée une lacune dans l'évaluation des effets économiques et sociaux de ces outputs indirects.

La suppression des coûts des effets indirects dans le calcul final du produit et le transfert de ces coûts vers la société faussent le prix en créant une subvention occulte non intégrée dans le modèle. Cette complication questionne la solidité de notre démarche actuelle, poussant à une réflexion sur une incorporation plus efficace des conséquences environnementales et sociales dans notre système économique. La recherche d'un équilibre entre les besoins économiques et les préoccupations sociales et écologiques est vitale pour établir un schéma de consommation à la fois responsable et pérenne. En étudiant un modèle où le coût marginal social est transféré à l'État, on peut passer à côté de la solution au problème. Par ailleurs, en donnant toute la

responsabilité à l'État dans les gestions des outputs indirects appuyer sur Pigou (1920), tout en promouvant l'économie libérale et le marché libre avec un rôle restreint de l'État, on risque aussi de bloquer une résolution efficace. Les opinions divergent, notamment entre Pigou (1920), proposant que l'État gère les effets indirects, et Coase (1960), recommandant que cette tâche revienne aux producteurs de ces effets. Ces discussions mettent en lumière des questions essentielles sur la façon dont nous devrions gérer les externalités pour atteindre un développement économique durable et juste.

Transférer la responsabilité du problème à l'État tout en limitant son action par le discours libéral équivaut finalement à éluder la résolution du problème. L'ambivalence entre libéralisme et intervention étatique complexifie davantage la situation. En effet, la difficulté de déterminer la valeur ou de fixer le prix des outputs indirects, combinée à l'absence de droits de propriété clairs pour cette catégorie d'outputs, rend infructueuse la tentative de résoudre le problème. Cette approche ne parvient pas à fournir une solution adéquate face aux coûts des outputs indirects du processus de production. Cela souligne la nécessité de revoir nos paradigmes économiques afin d'intégrer de manière plus efficace les externalités et les responsabilités sociales et environnementales dans notre modèle économique. La temporalité et le regard microéconomique marshallien émergent comme des voies à explorer.

Quand une tierce partie est la seule à jouir ou à souffrir des conséquences de la création d'effets indirects, cela ne crée pas de motivation à prévenir leur apparition. En persistant à fonder la coordination de l'organisation productive sur le court-termisme guidé par l'équilibre des prix, et en partant du principe que l'agent économique individualiste cherche avant tout à maximiser son utilité et son profit, nous entretenons le modèle en place. Cette réalité pose la question de savoir à quel moment les conséquences profondes de la génération d'effets indirects devraient être intégrées, une interrogation qui demeure sans réponse pour le moment. Elle souligne la

nécessité d'une alternative au modèle actuel. Il nous faut dépasser l'explication des distorsions dans les analyses comme étant simplement un échec du marché. En traitant continuellement le problème selon l'équilibre des prix et l'utilitarisme, nous restreignons notre compréhension des impacts des effets indirects.

Les inégalités territoriales et sociales, ainsi que les conséquences croissantes des phénomènes météorologiques extrêmes attribuées au réchauffement planétaire, menacent l'ensemble de l'organisation productive. Dans notre quête pour résoudre ces problèmes, nous aspirons à aligner l'organisation de production sur une vision d'un marché responsable, dépassant ainsi l'utilitarisme et le marginalisme néoclassique. Cette vision idéalisée d'un marché responsable peut être illustrée par la philosophie adoptée lors des programmes de redressement économique après la crise sanitaire<sup>25</sup>. Il est crucial de rétablir une chaîne de production qui répond aux besoins sociaux et environnementaux. Cette réflexion place au cœur du débat la question du coût de la transition écologique, l'économie de la fonctionnalité et l'économie circulaire. Ces approches exigent la réorganisation productive de l'ensemble des chaînes de valeur et la création de filières aujourd'hui désorganisées. Si nous persistons à appliquer le raisonnement actuel à la production et au traitement du coût social marginal, nous risquons de nous retrouver dans un chemin sans fin.

Le système de production mondial, ancré dans les principes du marché libre, contribue à aggraver les disparités territoriales, ce qui engendre des discordances avec les préceptes à l'allocation optimale des ressources (Lucas, 1990b). Un autre aspect crucial est la distribution mondiale des facteurs de production. En nous concentrant sur leur spécialisation ou une structure de coûts plus favorable, nous ignorons les coûts des effets indirects dans la détermination des prix, exacerbant ainsi les problèmes

---

<sup>25</sup> COVID-19

environnementaux et les inégalités territoriales et sociales. Il devient essentiel de remettre en question la nécessité sous-jacente de maintenir l'organisation productive guidée uniquement par le prix des outputs directs. En nous accrochant à une interprétation presque dogmatique de la formation de prix actuelle et du libéralisme économique par convenance, <sup>26</sup>nous nous écartons des alternatives requises pour surmonter ces défis. Une réflexion plus profonde sur des modèles différents est nécessaire pour adresser ces enjeux de manière plus équilibrée et durable.

*Vers une coordination de production responsable : réflexions sur les externalités et l'économie résiliente*

En optant pour une coordination productive guidée par les prix des outputs directs et indirects, et appuyer sur une chaîne mondiale de production devient singulier. Ce processus productif dépasse les frontières administratives, car il intègre des facteurs de production provenant de divers endroits. Au niveau microéconomique, lorsqu'un produit entraîne la production d'un résultat indirect, il est essentiel de répartir correctement les coûts de cette production dans la tarification du produit final.

Dans cette optique, les certifications des chaînes de production mondiales jouent un rôle crucial en visant à réduire l'empreinte carbone, illustrant ainsi les efforts déployés pour trouver de nouvelles voies de développement. Un exemple notable est la SNBC (Stratégie Nationale Bas-Carbone (SNBC), 2022).

L'introduction du marché du carbone, lancée par le protocole de Kyoto pour diminuer la pollution dans les pays industrialisés, a été perçue comme une stratégie ambitieuse et forte pour combattre le réchauffement climatique (Creti & Geoffron, 2022). Toutefois, dès son début, cette initiative

---

<sup>26</sup> Le libéralisme est souvent revendiqué de manière sélective, surtout lorsque cela convient. Pour la gestion des externalités indirectes, l'intervention de l'État ne semble pas susciter de problèmes majeurs.

a pris un tournant qui semble nous ramener au point de départ. La création du marché du carbone s'est fondée sur les principes de marché guidé par les prix, cherchant à commercialiser les émissions de carbone. Ce mécanisme s'appuie sur l'offre de crédits carbone issus de projets à faible émission, voire de projets produisant des émissions positives, opposés à une demande de crédits alimentée par des projets à haute émission. Ainsi, offre et demande sont équilibrées pour aboutir à une émission totale nulle. En d'autres mots, le marché du carbone a fixé un prix pour l'autorisation de continuer les pratiques polluantes. Cette méthode d'équilibrage des émissions a permis aux industries polluantes de poursuivre leurs activités comme auparavant, en adaptant simplement leurs structures de coûts, à la manière d'un cartel global approuvé par le marché. Toutefois, la logique du marché d'offre et de la demande entrave l'exploration d'une voie alternative, telle que celle envisagée par une organisation axée sur le progrès technique. Une telle approche utiliserait les ressources issues des certificats de crédit carbone pour transformer les modèles d'entreprise et initier un processus de décarbonisation de l'économie, allant au-delà de la simple égalisation des émissions. Ces ressources seraient alors investies dans des projets de recherche appliquée et de développement visant à éliminer les émissions. Dans cette perspective du progrès, ces ressources seraient employées pour résoudre le problème plutôt que de simplement permettre de poursuivre le *statu quo*. Cette approche mérite assurément d'être examinée de manière plus approfondie dans une étude spécifique. La proposition de Creti & Geoffron (2022) remet au premier plan la nécessité d'une analyse globale des impacts environnementaux. Cela inclut l'extraction des matières premières, la consommation d'énergie et la gestion des émissions liées aux projets compensatoires. Par leur regard sont également essentiels de prendre en compte les effets sociaux et économiques ainsi que les impacts sur la biodiversité. En adoptant cette approche holistique, nous pouvons élaborer des solutions plus durables et responsables pour le marché des crédits carbone. Cette vision globale permet d'identifier



des axes d'amélioration et de promouvoir des pratiques plus respectueuses de l'environnement.

Le besoin croissant d'assumer une organisation productive avec une coordination différente devient évident. Accepter le fait que le marché dicte les règles, et que la société est prête à payer plus cher pour un idéalisme socio environnemental, est en contradiction avec les principes de l'utilitarisme et du marginalisme néoclassique, ce qui fausse les fondamentaux économiques. En refusant d'envisager des alternatives, le négationnisme économique persiste dans son obsession du prix et l'équilibre entre l'offre et la demande, tout en continuant à négliger les conséquences qui en découlent (Mumford, 1938, p. 419).<sup>27</sup>

L'observation de l'ambiguïté résultant de l'influence du modèle de prix des outputs directs se révèle pertinente dans le contexte du débat sur l'utilisation de certains pesticides nocifs pour la santé dans la production agricole. L'intervention de l'État dans la gestion des effets indirects associés à l'utilisation de ces pesticides, en imposant des interdictions spécifiques aux agriculteurs européens, a eu pour conséquence une augmentation du coût de production. Parallèlement, le principe du marché libre autorise la commercialisation de produits importés contenant ces pesticides, permettant ainsi une production à moindre coût, tout en externalisant les conséquences sur la société. Dans le contexte de cette formation du marché, où les produits sont proposés en tant qu'équivalents en termes de qualité, seul l'indicateur de prix reste comme élément de comparaison. Cela favorise l'avantage concurrentiel des produits à moindre coût, même s'ils engendrent des effets négatifs pour la santé.

L'attribution de la gestion des outputs indirects à l'État fondée sur les prix des outputs directs engendrant une distorsion du marché. En revanche,

---

<sup>27</sup> « Si on pouvait réaliser plus de profit en cuisant des pierres qu'en cuisant du pain, les pierres seraient cuites, même si en fait les gens mouraient de faim. ».

en adoptant une approche basée sur l'intégration des coûts des outputs, les outputs indirects sont attribués au processus de production lui-même, et la subvention sociale est éliminée. Cela entraîne une augmentation naturelle du prix final des produits de qualité inférieure dus à l'utilisation de facteurs nuisibles pour la santé, ce qui favorise la concurrence sur des bases plus équitables. En confiant la responsabilité des outputs indirects à leurs producteurs, cette approche permet d'aligner les fondements entre le libéralisme et l'intervention de l'État, créant ainsi un contexte propice à la concurrence sans recours à des subventions sociales. Cette perspective revêt une importance académique dans le cadre de la recherche de mécanismes plus équitables et responsables pour réguler les externalités négatives engendrées par les activités productives et pour préserver la santé publique et l'environnement.

***Incitations à réduire les outputs indirects : les effets de la suppression des subventions sociales sur les outputs indirects***

Dans une perspective où les subventions sociales pour la production des outputs indirects sont supprimées, une réduction du profit marginal incite naturellement à ne pas les produire. Par exemple, considérons une usine produisant 10 outputs directs et 2 outputs indirects, totalisant ainsi 12 outputs produits. En l'absence de subventions sociales, et supposant que deux produits indirects n'ont pas de marché de consommation et ne génèrent donc pas de profit, la recherche d'efficacité dans le processus de production conduirait à l'élimination de la production de ces produits.

Prenons un autre exemple où l'organisation des équipes de travail crée des encombrements aux heures de pointe dans une région donnée. Lorsque le facteur productif, le travailleur, se déplace vers le site de production, la congestion et la pollution générées par ce déplacement entrent dans le compte des outputs indirects du processus de production. En répercutant le coût de la production indirecte sur les entreprises, cela incite à la recherche d'alternatives pour éliminer ce coût supplémentaire. Dans

certaines pays, tels que la France et le Brésil, le droit du travail considère déjà le trajet « domicile-travail » comme faisant partie de la journée de travail. L'intégration de ces coûts dans le processus de production n'entraîne aucune dissonance par rapport à la compréhension actuelle. Des solutions telles que des horaires de travail flexibles, des alternatives de transport, le travail à distance, ou même des initiatives pour améliorer les transports publics, pourraient être adoptées dans le but de réduire les coûts liés à ces outputs indirects.

Les actions décrites ici font déjà partie du quotidien des entreprises. Elles peuvent être observées dans le cadre des politiques de Responsabilité Sociétale des Entreprises (RSE), ainsi que des actions visant à améliorer la qualité de vie au travail. Ces politiques de RSE sont liées à un processus de prise de conscience collective et commencent à avoir un impact sur l'organisation productive. Cette transformation ouvre la voie à un modèle de bien commun, un modèle d'économie résiliente.

Une observation pertinente dans certains contextes urbains réside dans la mise en œuvre, encore à une échelle restreinte, d'actions spécifiques visant à attribuer les coûts liés à la production des outputs indirects. Un exemple probant de cette approche peut être observé dans la ville de Barcelone. Face à la constatation que la gestion du stationnement public pour répondre à la demande des voitures privées ne favorisait pas l'utilisation des transports publics, la municipalité a opté pour une mesure novatrice. Elle a transféré la responsabilité d'aménager une place de stationnement aux propriétaires de véhicules. Désormais, un propriétaire de voiture doit disposer d'un espace de stationnement privé dans le périmètre de la ville pour pouvoir posséder et utiliser un véhicule. Ce changement de politique a entraîné des conséquences significatives : l'utilisation des voitures privées a diminué, tandis que l'utilisation des transports publics a augmenté. Cette réorganisation de l'allocation des coûts a donc agi comme un levier pour encourager un comportement plus responsable et durable en matière de transport urbain. En

incitant les propriétaires de voitures à assumer la charge financière et logistique de trouver un espace de stationnement adéquat, la ville a pu promouvoir activement les transports publics, tout en limitant les conséquences négatives associées à la circulation automobile. Il convient de souligner que de telles initiatives illustrent l'intérêt croissant des municipalités pour l'attribution des coûts de production des outputs indirects à leurs producteurs, ce qui incite ces derniers à rechercher des alternatives plus respectueuses de l'environnement et à adopter des pratiques plus durables. Ces approches, bien que toujours expérimentales à petite échelle, suscitent un intérêt grandissant pour leur potentiel à favoriser une transition vers des modes de production et de consommation plus responsables sur le plan social et environnemental.

Un autre exemple illustrant cette tendance émergente est la mise en place d'une taxe prélevée sur la production d'ordures ménagères. Cette taxe a pour effet d'inciter les ménages à rechercher des alternatives visant à réduire cette charge fiscale en encourageant le recyclage et en limitant la production de déchets. Ce changement de comportement initial se traduit par une diminution observée dans la production de déchets domestiques. Toutefois, il va au-delà de ce simple aspect, entraînant un deuxième changement de comportement qui implique la recherche de méthodes et d'outils pour atteindre cet objectif de réduction des déchets. Ce nouveau besoin créé par l'incidence de la taxe génère de nouvelles opportunités de marché, attirant ainsi des entreprises souhaitant développer et proposer des solutions alternatives pour s'adapter à ces nouveaux scénarios et favoriser l'adoption d'une nouvelle habitude de consommation. L'innovation se manifeste dans la réadaptation des chaînes de production existantes et la création de nouvelles unités de production axées sur des pratiques plus durables et respectueuses de l'environnement. Les offres de produits et de services qui en résultent génèrent ainsi un nouveau marché de solutions destinées à aider les familles à satisfaire leurs besoins tout en adoptant des pratiques plus écologiques. Ce marché naissant incite les entreprises à réorienter leurs efforts vers la création

de produits différenciés, caractérisés par leur durabilité et leur contribution positive à la réduction des déchets. Cette nouvelle génération de produits écoresponsables favorise l'émergence d'un marché prometteur axé sur la consommation durable et la préservation de l'environnement. La répliquabilité de ce processus se traduit par la propagation et l'adoption à plus grande échelle de ces solutions durables, contribuant ainsi à la génération et à l'accumulation de richesses dans les économies concernées. En effet, la consommation accrue de ces produits et services novateurs permet non seulement de répondre aux besoins des consommateurs de manière plus respectueuse de l'environnement, mais également de dynamiser les activités économiques en créant de nouvelles opportunités commerciales et en stimulant l'innovation dans le secteur de la production et de la consommation durables.

Les exemples mentionnés permettent d'appréhender l'approche de l'organisation productive sous l'angle de la logique de la production. En favorisant un changement de comportement par l'attribution de la responsabilité des produits indirects à leur producteur, une réorganisation de la chaîne de production s'avère nécessaire, entraînant ainsi un cycle d'adaptation suivi d'un cycle de croissance économique. Cette approche alternative se présente comme une solution viable pour résoudre les problèmes engendrés par les outputs indirects.

Dans cette perspective, en attribuant aux producteurs la responsabilité des outputs indirects résultant de leurs activités, une incitation est créée pour qu'ils cherchent à minimiser ces effets négatifs. Cette attribution de responsabilité induit ainsi un réalignement des pratiques de production vers des modèles plus durables et respectueux de l'environnement, puisque les coûts liés à la production des outputs indirects leur sont imputés. La nécessité de cette réorganisation productive émerge de manière intrinsèque, puisque les entreprises devront adapter leurs processus de production pour minimiser l'impact des outputs indirects et ainsi réduire les

coûts associés. Cette adaptation progressive de la chaîne de production constitue un premier cycle de changements, accompagné d'innovations technologiques, de pratiques plus éthiques et de méthodes de production plus respectueuses de l'environnement. Conséquemment, l'orientation vers une approche alternative de l'organisation productive engendre un deuxième cycle de croissance économique. En effet, les ajustements opérés dans le processus de production, la création de nouvelles technologies et l'innovation générée par la résolution des problèmes liés aux outputs indirects conduisent à une amélioration globale de l'efficacité et de la productivité des entreprises. Par conséquent, cette dynamique de croissance économique se nourrit du désir d'optimiser la production et d'adopter des pratiques plus durables, contribuant ainsi à la prospérité économique. En somme, l'adoption d'une approche productive alternative, fondée sur la prise en compte des outputs indirects et la responsabilisation des producteurs, se révèle être une approche prometteuse pour résoudre les problèmes associés aux externalités négatives. Ce changement de paradigme nécessite une réorganisation de la chaîne de production et stimule l'innovation et l'efficacité, engendrant ainsi un cycle vertueux de croissance économique basé sur des pratiques plus durables et responsables.

S'attaquer aux outputs indirects, en se conformant au concept de défaillance du marché, en s'appuyant sur la subvention du coût social marginal et en déléguant leur gestion à l'État, révèle des problèmes structurels, soulignant la nécessité d'une analyse structurelle plus approfondie (Coase, 1960).

## 1.5 CONCLUSION – CHAPITRE 1

Le modèle économique contemporain se heurte à un ensemble complexe de défis sociaux essentiels qui compromettent la stabilité et la pérennité du système mondial. L'accroissement en fréquence et en intensité des phénomènes climatiques extrêmes, en partie lié à des décisions économiques non durables, illustre la connexion précaire existant entre l'environnement et l'économie. La persistance de la pauvreté, en dépit des avancées technologiques et économiques, met en lumière les faiblesses structurelles inhérentes au modèle défini pour la formation, l'accumulation et la distribution de la richesse. Les persécutions et les conflits, parallèlement à l'instabilité socio-économique, se manifestent comme le miroir des tensions latentes pouvant se transformer en actes de violence et en détresse sociale. L'inégalité territoriale expose les écarts considérables entre différentes régions et communautés, engendrant des entraves supplémentaires à la cohésion sociale et à la solidarité. Dans ce contexte, les villes émergentes apparaissent comme des points de départ pour édifier un avenir plus équitable et résilient. Une refonte substantielle du modèle économique pourrait s'avérer indispensable, en mettant la société et l'environnement au centre des préoccupations et en poursuivant des solutions à la fois inclusives et durables face à ces problématiques urgentes.

Ayant souligné l'importance des villes dans le processus de développement économique et les défis multifacettes et complexes auxquels elles se trouvent confrontées, ce texte ambitionné de plonger au cœur de l'interaction entre la ville et la croissance économique. Les villes, en tant que centres de commerce, d'innovation, et de culture, jouent un rôle crucial dans la stimulation de la croissance économique et la réalisation du bien-être social. De ce constat découle la nécessité d'une définition précise du concept de ville, qui revêt une importance capitale dans l'analyse du processus productif qui en découle. Bien que le terme « ville » soit largement utilisé à l'échelle mondiale, l'absence d'une définition claire dans la littérature

économique engendre une lacune qui entrave une compréhension approfondie des mécanismes économiques à l'œuvre. Pour appréhender de manière plus exhaustive le rôle des villes dans la circulation des richesses, il est indispensable de prendre en compte leurs multiples dimensions, telles que la taille, la composition des bâtiments, la densité, la population, les frontières et les fonctions économiques. Intégrer une définition claire de la ville dans l'analyse économique permet de saisir comment les ressources économiques s'articulent au sein de ses composantes, et de comprendre les dynamiques complexes de création, d'accumulation et de distribution de la richesse dans cet environnement urbain. En considérant la ville comme une entité politique, sociale et économique organisant la vie humaine, il devient possible de mieux cerner son rôle en tant que moteur économique. En effet, les villes attirent les ressources et les talents, stimulent l'innovation, favorisent la spécialisation économique et génèrent des opportunités d'emplois. Une compréhension approfondie de ces mécanismes est essentielle pour élaborer des politiques publiques adaptées, en vue de favoriser le développement économique et la prospérité des agglomérations urbaines.

Les différentes frontières territoriales dévoilent une relation complexe entre dépendance, coordination, et circulation de la richesse. Ces frontières ne se limitent pas à de simples démarcations géographiques ; elles incarnent également les divisions et les disparités profondes qui caractérisent la société. Agissant conjointement, ces frontières influencent l'accès aux opportunités, les relations socio-économiques, et la gouvernance. Cela appelle à une compréhension holistique de l'économie, transcendant les divisions traditionnelles et promouvant une croissance durable. Cette approche envisage la richesse sous ses multiples facettes, incluant les dimensions économiques, sociales, et environnementales. La complexité des interactions entre les divers aspects des frontières nécessite une collaboration étroite et coordonnée entre les décideurs, urbanistes, géographes, économistes, et autres experts. Ce travail conjoint est essentiel pour bâtir des villes résilientes, équitables, et florissantes, où la gestion des frontières est



effectuée de manière judicieuse et réfléchie. Reconnaître et répondre aux multiples facettes de la vie urbaine moderne est un impératif pour un développement économique équilibré et inclusif. La résilience économique de nos sociétés dépend de notre capacité à comprendre et à naviguer ces frontières complexes. Elle dépend aussi de notre habileté à élaborer des politiques qui reconnaissent et s'adaptent à leur nature interconnectée et dynamique. Dans ce contexte, la gestion de ces frontières devient non seulement un défi majeur mais aussi une opportunité unique, pavant la voie vers un avenir résilient.

La dynamique complexe entre « production-proximité » joue un rôle essentiel dans notre économie contemporaine, influencée non seulement par des facteurs économiques, sociaux et technologiques, mais aussi par une nuance de proximité qui incorpore la relation « distance-temps ». La notion de « production-proximité » transcende la simple mesure physique et embrasse une compréhension changeante et nuancée de comment les individus et les entreprises perçoivent et interagissent avec la proximité. La théorie de la localisation, en mettant l'accent sur les économies d'agglomération, illustre comment la concentration des industries et des compétences peut engendrer des avantages concurrentiels et propulser l'innovation, des composantes de la croissance contemporaine. Toutefois, les défis connexes, tels que les disparités spatiales et les enjeux environnementaux, requièrent une attention soutenue pour garantir un développement résilient. La poursuite de l'exploration et de l'intégration du concept de « production-proximité », ainsi que l'adaptation des théories existantes aux réalités en constante évolution, y compris la perception fluctuante de la proximité, sont des démarches cruciales. Mettre la perception de « production-proximité » au cœur de notre pensée économique est fondamental, car cela forme la base sur laquelle des villes résilientes peuvent être construites, favorisant ainsi l'innovation, la croissance et le bien-être. L'avenir de notre structure économique reposera largement sur notre habileté à comprendre et à manœuvrer ces dynamiques complexes, en reconnaissant

et en intégrant ces nuances de proximité dans la pensée économique à partir de la ville.

La fragmentation théorique dans l'étude de la croissance économique locale transparaît clairement à travers les nuances et le parallélisme de trois dimensions majeures : la science régionale, l'économie régionale, et l'économie urbaine. Bien que ces domaines opèrent de manière complémentaire, ils mettent en exergue les limites et imperfections du modèle économique actuel. Cette lacune est aussi évidente dans la simplification de la théorie de la migration, fréquemment confinée à une perspective simpliste « push-pull » et utilitariste. Une telle approche néglige les enjeux structurels des économies locales d'origine et de destination, et passe à côté de l'interaction et de la simultanéité entre ces deux systèmes économiques, omettant ainsi la dynamique des mouvements de population. De plus, la complexité inhérente à l'économie réelle est illustrée par le dilemme « emploi-territoire », introduit par Marshall et mis en relief par Alonso, qui alerte sur les dangers d'un modèle en déséquilibre permanent.<sup>28</sup> S'y ajoutent les contradictions pointées par Lucas entre théorie et réalité concernant l'allocation internationale des ressources, ainsi que les erreurs et asymétries relevées par des économistes tels que Spence, Dixit, Stiglitz et Arrow. Tous ces éléments pointent vers la nécessité d'une reconsidération continue et d'une convergence des diverses perspectives théoriques, y compris une analyse plus approfondie des éléments influençant la migration et les externalités.

L'exploration approfondie des externalités économiques et de leurs impacts a mis en évidence la complexité inhérente à la gestion des conséquences indirectes de nos activités économiques. L'économie prospère que nous cherchons à cultiver est intrinsèquement liée aux externalités, positives et négatives, qui se déploient à travers nos processus de production.

---

<sup>28</sup> Les critiques adressées à la théorie de l'équilibre général ajoutent une couche supplémentaire à cette complexité.

Cependant, l'attribution précise des responsabilités pour ces retombées demeure un défi constant, suscitant des débats persistants sur la manière de gérer les coûts sociaux associés. L'approche systémique adoptée pour distinguer entre les résultats directs et indirects de nos activités économiques a offert un éclairage nouveau sur la dynamique de ces retombées. Cette distinction clarifie le paysage en identifiant les retombées directes, directement engendrées par nos actions, ainsi que les retombées indirectes, générées par des actions individuelles ayant un impact global. Cette approche renforce la capacité d'assigner la responsabilité aux acteurs concernés et d'envisager des solutions plus ciblées. Cependant, il n'existe pas de solution universelle pour surmonter cette complexité. Les divergences entre les propositions de Pigou et de Coase reflètent les tensions persistantes entre l'intervention étatique et le fonctionnement du marché libre. Les problématiques environnementales grandissantes et les disparités sociales soulignent l'urgence de repenser notre modèle économique pour équilibrer les besoins économiques, sociaux et environnementaux. La transition vers une économie résiliente exige une profonde réévaluation de nos choix collectifs. Les modèles économiques alternatifs qui privilégient la durabilité tout en maintenant une croissance économique raisonnée nécessite une exploration minutieuse. La gestion des externalités économiques nécessite une approche holistique où la prise de responsabilité et la prise en compte des conséquences à long terme guident nos actions. La construction d'une économie résiliente repose sur notre capacité à traiter efficacement les externalités économiques. Cela requiert une réflexion profonde sur nos valeurs fondamentales et nos pratiques économiques actuelles. Forger un équilibre entre la création de richesse et la préservation de notre environnement et de notre société nécessitera un engagement continu et une collaboration entre les divers acteurs, au niveau local et mondial. C'est en travaillant de concert que nous pourrons façonner un avenir économique durable et équitable.

Cette fragmentation et cette marginalisation théorique vont au-delà de simples enjeux académiques, influençant directement comment sont

appréhendés les inégalités régionales, le développement économique, et les flux migratoires. Une vision plus intégrée et holistique, considérant toutes les dimensions et leurs interrelations, pourrait offrir une compréhension plus raffinée des défis complexes auxquels font face les économies locales. Finalement, cette perspective enrichie pourrait guider vers l'élaboration de politiques publiques plus robustes et adaptées, en phase avec la complexité et la variété des réalités économiques régionales.

## **Chapitre 2 - Les racines de l'économie et l'importance des villes : une analyse des concepts de richesse, de valeur et de développement économique**



La transition vers le deuxième chapitre offre une occasion d'explorer d'autres perspectives concernant la formation, l'accumulation et la distribution de la richesse. Cependant, malgré cette intention, une fragmentation théorique persiste dans l'organisation de ce chapitre. Lorsque j'ai entamé l'examen des problèmes liés à l'inégalité sociale et territoriale, j'ai découvert des pistes méritant d'être approfondies en appliquant les principes de la théorie de la croissance économique. Une divergence significative entre les concepts de croissance endogène et exogène s'est toutefois révélée être un défi majeur à surmonter.

En abordant la richesse, j'ai de nouveau rencontré les modèles basés sur les agrégats macroéconomiques sophistiqués, qui négligent la microéconomie liée aux villes. Dans cette perspective, j'ai choisi d'approfondir l'analyse en explorant des déterminants tels que les coûts de production, la technologie, et la gouvernance locale. Je considère les analyses du modèle marshallien, mettant l'accent sur la demande, l'offre et le prix pour atteindre un équilibre sur un marché spécifique. Je prévois également d'explorer de nouvelles voies en m'écartant du concept d'élasticité, qui mesure la réactivité de la demande et de l'offre aux variations de prix. Cela dit, je continue de reconnaître que l'utilité marginale diminue avec l'augmentation de la quantité consommée et que le coût marginal représente le coût supplémentaire engagé pour produire une unité supplémentaire. Cependant, je préfère m'appuyer sur l'importance de l'analyse microéconomique, tout en tenant compte des aspects macroéconomiques et des problèmes sociaux, comme l'a fait Marshall. En somme, mon approche se concentre sur l'analyse des décisions des consommateurs et des producteurs, en tenant compte de la gouvernance locale et de son influence sur les marchés. J'accorde une attention particulière aux déterminants de l'offre, tels que les coûts de production, la technologie, et les conditions du marché, tout en soulignant l'importance de la concurrence pour favoriser l'efficacité économique.

Dans cette optique, j'ai choisi d'aller au-delà du modèle marshallien pour explorer les influences de Smith et Ricardo, qui ont façonné la construction conceptuelle de Marshall. Mon objectif est d'aborder la question de manière plus approfondie. Au sein de la division entre les écoles classique et néoclassique, j'ai trouvé une nouvelle approche. Cette méthode, axée sur une approche productive et évolutive, donne au modèle économique un dynamisme et une temporalité essentielle pour appréhender l'évolution sociale. En soulignant la théorie de Marshall, je mets en avant son approche temporelle dans ses analyses. Sa logique, qui distingue la courte période (où certains facteurs sont fixes) de la longue période (permettant des ajustements), met en évidence l'adaptation progressive des individus et des entreprises. Ceux-ci ajustent leurs choix de production et investissent dans de nouvelles technologies afin de s'adapter à la longue période. Il s'agit d'une approche marshallien microéconomique qui a été reléguée au second plan par l'intérêt face aux modèles marginaliste.

Cantillon (1755) définissait la richesse comme étant essentiellement « *la nourriture, les commodités et les agréments de la vie* ». De cette définition découlent des divergences entre les idées de Smith et de Jean-Baptiste Say quant à la nature de la richesse. Pour Smith, la richesse se focalisait principalement sur les biens échangeables, alors que Jean-Baptiste Say étendait cette notion pour englober également les services. Quant à Marshall, il concevait la richesse comme englobant non seulement les biens et services tangibles mais aussi la satisfaction et l'utilité qu'ils procurent. Il plaçait également un accent particulier sur l'équilibre entre l'offre et la demande, visant à maximiser le bien-être collectif. Ainsi, en synthétisant les perspectives de Cantillon, Smith, Jean-Baptiste Say et Marshall, j'ai adopté une conception de la richesse plus holistique, mettant en évidence son lien profond avec le bien-être et la satisfaction globale de la société.

Illustrées par des éléments tels que l'inclusion du secteur manufacturier, la division du travail, et l'importance du profit dans le



financement de l'innovation, les auteurs classiques ont jeté les bases pour l'exploration d'un chemin alternatif. Dans ce deuxième chapitre, des sujets tels que la formation de la richesse, la relation entre la « valeur-travail », la « valeur ajoutée », et l'« entrepreneuriat », ainsi que le concept de profit et la théorie de l'épargne sont abordés. J'ai choisi de me distancer des tâtonnements du marché présentés par Walras (1874), qui ont négligé la notion d'évolution sociale en faveur de l'acceptation de la richesse sociale<sup>29</sup> et rareté scientifique.<sup>30</sup> Le prix comme coordinateur de l'économie. En conséquence, la courte période, guidée par le prix, prend les devants de la scène, et la longue période devient le résultat à atteindre pour parvenir à l'équilibre du marché. La coordination de la production était envisagée à travers l'ordre naturel, ignorant ainsi la répliquabilité progressiste. J'ai opté pour l'adoption de la notion évolutive de l'économie et du raisonnement microéconomique de Marshall, avec son approche temporelle. Cette perspective de la longue période, qui permet d'ajuster tous les facteurs de production en fonction des besoins et des conditions changeants, ouvre la voie à l'exploration de l'adaptation dans une société en constante évolution et un monde dynamique, tel que proposé par Turgot et Marshall.

La fragmentation de la théorie et les limites à aborder les problèmes à travers le prisme des villes sont déjà démontrées dans le premier chapitre. Les difficultés pour traiter les problèmes locaux par l'agrégation macroéconomique deviennent évidentes. En articulant la pensée de l'histoire économique avec la microéconomie marshallienne, une nouvelle voie à explorer se dessine. Grâce à la convergence théorique et à l'élargissement des frontières des théories existantes, une base solide se crée pour construire une voie alternative à explorer. C'est sur cette base à explorer que je m'appuie pour entamer le deuxième chapitre de ce texte.

---

<sup>29</sup> Richesse sociale, ensemble des choses rares, c'est-à-dire 1° utiles, et 2° limitées en quantité.

<sup>30</sup> Rareté scientifique. Les choses rares seules et toutes les choses rares sont : 1° appropriables, 2° valables et échangeables, 3° industriellement productibles ou multipliables.

La convergence théorique mise en avant dans le premier chapitre, associée aux concepts marginalisés de la théorie économique, ouvre une voie alternative, cette voie je nomme la « théorie des villes ». Loin de chercher à élaborer une nouvelle théorie, mon travail consiste à réorganiser les théories existantes et à trouver des références dans l'histoire de la pensée économique afin de simplifier la compréhension des problèmes actuels. En dépassant les limites traditionnelles de la théorie économique, j'ai incorporé des domaines tels que la géographie, la sociologie, et l'urbanisme. Bien que je sois influencé par d'autres champs de recherche, je maintiens le focus de mon travail sur la théorie économique. En m'appuyant sur la « théorie des villes », je cherche à montrer qu'il existe une autre voie à travers la microéconomie de la ville, ainsi que la notion évolutive de l'économie.

Les villes, en tant que moteurs d'innovation et de développement économique, occupent une position centrale dans le tissu urbain contemporain. Leur configuration et leur fonctionnement économiques mettent en lumière les dynamiques qui façonnent l'évolution et la résilience des milieux urbains, établissant des liens entre un héritage philosophique fondateur et les réalités modernes. Les contributions intellectuelles de penseurs éminents tels que Hobbes, Locke, Hume et Rousseau ont jeté les bases conceptuelles de notre appréhension des marchés et de l'économie, et leurs idées continuent de sous-tendre notre analyse économique contemporaine. Leurs réflexions sur l'ordre social et la nature humaine ont établi des ponts entre les domaines de la philosophie politique et de l'économie, offrant une perspective qui éclaire les convergences et les dissonances dans le contexte de l'économie moderne.

Dans un paysage mondial complexe et interconnecté, la compréhension des systèmes complexes revêt une importance capitale. L'étude des interactions dynamiques, des boucles de rétroaction et de la résilience au sein des systèmes sociaux et économiques offre un cadre d'analyse pour dévoiler des modèles fondamentaux et des structures

inhérentes. Ces analyses systémiques apportent des éclairages essentiels pour orienter des politiques effectives et durables qui considèrent les interdépendances sous-jacentes qui régissent nos sociétés.

Les contributions intellectuelles des penseurs du passé conservent leur pertinence en éclairant la manière dont les mécanismes d'ordre et de désordre s'entrecroisent dans un monde de plus en plus interconnecté. De plus, la convergence et l'interaction entre la nature, la technologie et la société, examinées à travers les prismes de la théorie des relations humaines et de ses mécanismes comportementaux, fournissent un cadre conceptuel pour appréhender la formation d'une dynamique complexe qui caractérise notre réalité actuelle. En entretenant ces domaines d'étude, nous établissons des connexions entre le passé et le présent, reliant la philosophie et la pensée économique aux contingences contemporaines de la dynamique urbaine, de l'ordre systémique et de la complexité qui sous-tend nos interactions sociales et économiques.

Dans cette exploration située au carrefour de la philosophie, de l'économie et de la société contemporaine, notre propos pour ce deuxième chapitre, dans sa première section consistera à plonger dans les concepts élaborés par des penseurs visionnaires du passé et à évaluer leur pertinence continue pour orienter notre compréhension de la complexité urbaine et de son impact sur le développement économique. En connectant ces idées au contexte actuel, nous aspirons à dévoiler les ramifications profondes de la philosophie dans le domaine économique et social actuel, tout en identifiant des voies vers une compréhension plus profonde et des actions plus éclairées en vue de façonner un avenir urbain durable et prospère.

Dans la deuxième section, je propose de revenir aux racines de l'économie en tant que science sociale. L'économie, définie par Smith comme une science de l'étude de la richesse, et par Marshall comme l'étude de l'homme dans les affaires ordinaires de la vie. À cet égard, j'analyse les villes et leur importance pour le développement économique. J'insiste sur

l'importance d'aborder quatre sujets dans ce chapitre : (i) la richesse et la valeur, (ii) la formation de la richesse, (iii) l'accumulation de capital, les impôts et les investissements, et (iv) la mesure de la richesse. De mon point de vue, il est nécessaire de traiter chaque thème dans une section indépendante pour une compréhension adéquate. Le concept de richesse et de valeur fait partie de mes premières préoccupations. La distinction entre la formation et l'accumulation de la richesse et la dissociation de la richesse de la théorie de la valeur permettent de clarifier ces concepts. Ensuite, je me concentre sur la formation de la richesse en prenant en compte l'échange et le travail. Dans cette analyse, la relation « valeur-travail » et « valeur ajoutée » seront examinées sous l'angle de la création de richesse. La troisième section se concentre sur la théorie de l'épargne de Turgot. L'accumulation de richesse prend les devants de la scène. La théorie de l'épargne met en lumière la divergence de Turgot avec la physiocratie et sa convergence vers la théorie classique, une théorie qui définissait la source de financement du progrès technique. Cette discussion se déroule autour de la temporalité marshallienne. Ainsi, je conclus cette discussion en abordant la manière de mesurer la richesse. De cette façon, je crois partager les influences qui traversent ce texte, une influence clé sur l'émergence de la « théorie des villes ».

## **2.1 DE LA PHILOSOPHIE POLITIQUE A LA VILLE : L'INFLUENCE PHILOSOPHIQUE DANS L'ECONOMIE**

Les villes, centres d'innovation et de croissance économique, jouent un rôle central dans la dynamique économique contemporaine. Leur organisation et leur fonctionnement économiques révèlent les forces qui façonnent le développement et la résilience, reflétant un héritage philosophique qui relie les idées historiques aux réalités modernes. Des penseurs tels que Hobbes, Locke, Hume et Rousseau ont établi les fondements de notre compréhension des marchés et de l'économie, et leurs réflexions continuent d'influencer notre analyse économique (Hobbes, 1651; Hume, 1740; Locke, 1690; Rousseau, 1762). Leurs travaux sur l'ordre social, ainsi que sur la nature de la société humaine, mettent en lumière les convergences et antagonismes au sein de l'économie moderne, tissant des liens entre la philosophie politique et l'économie.

Dans un monde en réseau de plus en plus complexe, la compréhension de l'ordre systémique est cruciale. L'étude de la dynamique, de la rétroaction et de la résilience dans les systèmes sociaux et économiques peut révéler des modèles et des structures qui informent des politiques efficaces et durables. Les idées de ces philosophes<sup>31</sup> restent pertinentes, éclairant la manière dont l'ordre et le désordre interagissent dans notre monde connecté. Enfin, l'influence et l'interaction entre la nature, la technologie et la société, explorées à travers la théorie des relations humaines et ses mécanismes de comportement, nous aident à saisir comment ces éléments forment une dynamique complexe qui façonne notre réalité. Ensemble, ces domaines d'étude convergent pour offrir une compréhension complète et interconnectée de la société, créant un lien entre le passé et le présent et unissant la philosophie et la pensée économique à la réalité contemporaine de

---

<sup>31</sup> Hobbes, Locke, Hume et Rousseau

la dynamique urbaine, de l'ordre systémique et de la complexité de nos interactions sociales et économiques.

### **2.1.1 Philosophie politique et économie : comment Hobbes, Locke, Hume et Rousseau informent notre compréhension du marché**

Dans la philosophie politique, la notion « d'état de nature » et le concept du « contrat social » sont centraux et ont été interprétés de manière diverse par différents penseurs. Hobbes envisage un état de nature brutal, tandis que Locke voit une version plus rationnelle et paisible. Hume et Rousseau ajoutent de nouvelles dimensions, soit en remettant en question la notion, soit en l'idéalisant. La gouvernance, dans le cadre de la philosophie politique, représente l'exercice de l'autorité dans la direction et la coordination des affaires sociales et économiques. Elle se manifeste dans la façon dont les règles, les normes et les actions sont structurées, soutenues, et régulées. Le concept du contrat social, offre des perspectives distinctes sur la gouvernance et la manière dont elle devrait fonctionner.

L'étude du marché, spécifiquement les dynamiques de l'offre et de la demande, trouve des parallèles dans les concepts d'état de nature et de contrat social tels qu'articulés par Hobbes, Locke, Hume, et Rousseau. Chacun de ces penseurs a élaboré des visions uniques de l'état de nature et du contrat social, formant une base conceptuelle qui peut enrichir notre compréhension des mécanismes économiques. En établissant des correspondances avec des univers parallèles philosophiques, l'état de nature hobbesien peut être perçu comme une dimension où règnent une compétition féroce et un instinct de survie constant. De façon similaire, cette représentation s'apparente à un environnement commercial où les forces non maîtrisées agissent comme les moteurs de l'offre et de la demande, impliquant ainsi la nécessité d'une régulation pour maintenir l'harmonie. En contraste, la perspective lockéenne se distingue par une approche plus optimiste, émergeant par la mise en prééminence des droits naturels. Cela évoque une image du marché où les

transactions sont guidées par des principes éthiques et juridiques, rappelant ainsi un équilibre commercial. Hume, avec sa posture sceptique face à une pure notion d'état de nature, établit des liens plus étroits entre les mécanismes du marché et les normes sociales ainsi que les conventions établies. D'autre part, Rousseau avance une réflexion concernant la liberté et l'égalité, ouvrant ainsi la voie à des analogies avec la notion de justice économique et à la manière d'ajuster le marché de façon qu'il puisse véhiculer les préceptes d'égalité et de liberté. Dans cette optique, son analyse peut être perçue comme une lentille à travers laquelle il est possible de saisir la dynamique du marché. La philosophie politique continue d'avoir une pertinence et une application dans l'analyse des enjeux économiques contemporains, en mettant en évidence les fondements philosophiques des systèmes économiques et en offrant des insights pour l'équilibre entre compétition et coopération, liberté et équité, dans l'organisation économique de nos sociétés.

*L'état de nature, le contrat social, et le parallèle avec le marché économique*

<b>Philosophes</b>	<b>État de Nature</b>	<b>Contrat Social</b>	<b>Parallèle avec le marché économique</b>
<b>Hobbes</b>	L'état de nature brutal où les hommes sont guidés par des instincts de survie et de pouvoir, conduisant à une « guerre de tous contre tous. » Sans contrôle social, la vie serait « solitaire, pauvre, méchante, brutale et courte. »	Les individus cèdent une partie de leur liberté à un souverain absolu pour échapper à l'état de nature, en échange de protection et de sécurité.	Marché chaotique et hautement compétitif ; réglementation gouvernementale comme contrat social.
<b>Locke</b>	L'état de nature pacifique, où les hommes vivent selon la raison et respectent les droits naturels à la vie, la liberté et la propriété. Le besoin d'un gouvernement n'émerge qu'en raison des insuffisances dans la protection de ces droits.	Gouvernement protecteur de ces droits. Si le gouvernement ne le fait pas, le peuple a le droit de le renverser.	Marché harmonieux ; contrat social garantissant échanges équitables et droits de propriété.
<b>Hume</b>	L'état de nature a été remis en question. La possibilité d'un tel état, suggérant que les règles de la coopération et de la société émergent naturellement des interactions humaines, sans besoin d'un contrat ou d'un état primitif.	Remets en question l'existence d'un contrat social, pense que le gouvernement et la société découlent de conventions sociales et de la coutume.	Marché guidé par conventions et normes acceptées ; contrat social implicite.
<b>Rousseau</b>	L'état de nature comme un état idéalisé de liberté et d'égalité, corrompu par la naissance de la propriété privée et de la civilisation. Il l'oppose à l'état de société, où les inégalités et la dépendance se développent.	Le véritable contrat social doit conduire à la volonté générale, où la liberté et l'égalité sont essentielles. Toute inégalité doit être légitimée par l'intérêt commun.	Critique du capitalisme moderne ; contrat social servant à réduire inégalités et assurer distribution équitable de la richesse.

**FIGURE 3 - L'ETAT DE NATURE, LE CONTRAT SOCIAL, ET LE PARALLELE AVEC LE MARCHE ECONOMIQUE.**



### **2.1.2 L'héritage philosophique dans l'économie moderne : convergences et antagonismes**

La pensée économique moderne, est profondément influencée par la philosophie politique. Les concepts clés tels que l'individualisme et la rationalité, les droits de propriété, l'ordre naturel, l'égalité et la justice, l'État et la régulation, ainsi que la méthodologie et l'épistémologie sont liés à des idées philosophiques antérieures. Des philosophes tels que Hobbes, Locke, Hume et Rousseau ont tous contribué à façonner cette théorie. La philosophie politique n'influence pas seulement le contenu de la théorie économique moderne, mais aussi sa méthodologie et son application, témoignant de la manière dont la pensée économique est enracinée dans une riche tradition intellectuelle qui aborde des questions fondamentales de l'humanité et de la société. Cependant, il est également possible d'identifier des antagonismes et des tensions entre ces concepts et les philosophes d'origine. Ces comparaisons détaillées mettent en évidence comment les concepts philosophiques, lorsqu'intégrés dans la théorie économique néoclassique, peuvent susciter des divergences et des tensions avec les visions originelles. Cela souligne la nécessité d'appréhender le contexte et les subtilités de ces idées lors de leur application aux domaines économiques. Des antagonismes entre les concepts des philosophes d'origine et la théorie économique néoclassique.

<b>Point de Comparaison</b>	<b>Perspective Philosophique</b>	<b>Théorie Économique Moderne</b>
1. Individualisme et Rationalité	Hobbes : L'individualisme accentue le risque de conflits ; nécessité d'un souverain fort pour la paix	Utilisation de l'individualisme méthodologique et de la rationalité pour expliquer la maximisation des avantages individuels sur le marché.  Théorie du choix rationnel considère que les individus agissent pour maximiser leur utilité personnelle.  Hypothèse de rationalité chez les agents économiques dans leurs décisions et leurs actions
2. Droits de Propriété	Locke : Les droits de propriété découlent de lois naturelles et morales	Interprétation utilitariste des droits de propriété pour promouvoir l'efficacité économique, dissociée des principes moraux ou naturels de Locke.  Considération des droits de propriété comme moyen d'allouer efficacement les ressources
3. Ordre Naturel	Hume : L'ordre émerge spontanément de l'interaction humaine sans besoin de plan central	Application du concept d'auto-organisation du marché par le biais des mécanismes de l'offre et de la demande, en simplifiant la complexité sociale.  Théorie de l'équilibre général postule que les marchés peuvent s'autoréguler sans intervention extérieure
4. Égalité et Justice	Rousseau : L'égalité et la justice sociale sont fondamentales dans la formation de la volonté générale	Concentration sur l'efficacité du marché, parfois aux dépens de l'équité et de la justice en compte dans sociale, créant un écart avec les idées de Rousseau.  L'équité n'est pas toujours prise les modèles néoclassiques, ce qui contraste avec la vision de Rousseau.
5. L'État et la Régulation	Hobbes : Un État fort est nécessaire pour éviter le chaos ; Locke : L'État a des droits limités ; Rousseau : L'État doit représenter la volonté générale	Interaction complexe entre les rôles de l'État et les modèles néoclassiques de régulation économique, selon les interprétations.  Économie politique examine le rôle de l'État dans la régulation économique et les effets sur le bien-être social.
6. Méthodologie et Épistémologie	Hume et Locke : Importance de la raison et de l'expérience	Préférence pour une méthodologie empirique et rationnelle, malgré les visions philosophiques plus nuancées de Hume et Locke.  Modélisation économique souvent basée sur des mathématiques et des données empiriques

**FIGURE 4 - DES ANTAGONISMES ENTRE LES CONCEPTS DES PHILOSOPHES D'ORIGINE ET LA THEORIE ECONOMIQUE NEOCLASSIQUE.**

Ces explications montrent comment la transformation de concepts philosophiques en outils économiques dans la théorie économique peut entraîner des divergences et des tensions avec les philosophies originales.

Cela souligne l'importance de comprendre le contexte et les nuances de ces idées lorsqu'on les applique à des domaines comme l'économie.

### **2.1.3 Les formations des villes à partir de l'héritage philosophique**

Par la définition de la ville comme une organisation sociale et économique créée par des individus, pour des individus, afin de coordonner l'organisation productive pour répondre à des besoins réciproques, on peut comprendre différents points de vue philosophiques.

À partir des idées de Hobbes, les villes peuvent être vues comme une nécessité pour échapper à l'état de nature brutal et anarchique où règne la « guerre de tous contre tous ». Les individus, cherchant à éviter une telle condition, choisissent volontairement de céder une partie de leur liberté à un souverain absolu. Cette souveraineté permet la création de structures sociales et économiques, offrant la protection et la sécurité nécessaires pour une vie en société. Les villes, alors, deviennent le théâtre de ce contrat social, où les règles sont édictées et appliquées par un pouvoir central incontestable.

En analysant par le regard de Locke, les villes émergent dans un contexte plus pacifique et rationnel. L'état de nature selon Locke comprend déjà des droits à la vie, à la liberté, et à la propriété. Les villes, en tant que structures organisées, sont conçues pour protéger ces droits. Si une structure urbaine ou un gouvernement ne parvient pas à le faire, les citoyens ont le droit de réformer ou même de renverser cette structure. La ville devient donc un espace où le consentement du gouverné est essentiel et où les droits individuels sont au cœur de la structure sociale.

Hume remet en question l'existence d'un état de nature distinct et suggère que les règles de coopération et de société émergent naturellement. Ainsi, les villes, selon la vision de Hume, ne sont pas une réponse à un état de nature hypothétique mais une évolution naturelle de conventions sociales et de coutumes. La structure sociale et économique de la ville découle de ces

conventions et n'exige pas un contrat social explicite et formel. La ville, dans la philosophie de Hume, est un produit organique de l'interaction humaine plutôt qu'un arrangement contractuel.

Selon le regard de Rousseau, l'état de nature est un état idéalisé de liberté et d'égalité, corrompu par la propriété privée et la civilisation. Les villes, en tant que centres de civilisation, peuvent être vues comme à la fois une manifestation de cette corruption et une tentative de retourner à une forme de contrat social basé sur la volonté générale. Pour Rousseau, la structure sociale et économique de la ville doit être conçue pour rétablir la liberté et l'égalité perdues dans l'état de nature. Les villes doivent être organisées de manière à refléter ces valeurs fondamentales, plaçant la volonté générale au centre de la vie urbaine.

La vision moderne de la ville résiliente, égalitaire, inclusive, optimale, sobre et fondée sur l'économie circulaire embrasse une conception complexe de l'urbanisme. Cette idée se confronte à la fois aux philosophies politiques, révélant des convergences et des antagonismes intéressants.

La ville résiliente reconnaît l'importance de l'adaptation et de la flexibilité dans un monde en constante évolution. Cependant, cela peut être en conflit avec des visions comme celle de Hobbes, où la souveraineté absolue et le contrôle rigide prévalent. La résilience encourage une réponse souple et réactive aux défis, tandis que la vision hobbesienne prône une autorité forte et inébranlable. L'égalité et l'inclusivité sont au cœur de la ville moderne, cherchant à garantir que tous les citoyens ont accès aux mêmes opportunités. Cela résonne avec les idéaux de Rousseau sur la liberté et l'égalité dans l'état de nature. Néanmoins, il peut y avoir une tension ici, car Rousseau voit également la civilisation comme une source de corruption, et la ville, en tant que centre de civilisation, peut donc être en contradiction avec son idéal d'état de nature pur. La notion de ville sobre et optimale aligne avec la pensée de Locke, qui prône un état de nature rationnel et la protection des droits individuels. Pourtant, la sobriété peut être en tension avec le respect de la

propriété privée, où l'accumulation et la consommation peuvent dominer. L'économie circulaire, où les ressources sont réutilisées et la collaboration sont essentielles, trouve un écho dans la vision naturelle de Hume sur la coopération humaine. Cependant, l'approche optimisée de la ville peut être en contradiction avec l'interaction humaine organique promue par Hume, qui prône une évolution plus naturelle plutôt qu'une conception artificielle.

La ville contemporaine, en cherchant à intégrer la résilience, l'égalité, l'inclusivité, l'optimisation, la sobriété et l'économie circulaire, se pose ainsi comme un lieu complexe de convergences et de contradictions. Elle tente d'harmoniser des idéaux parfois opposés et reflète une synthèse évolutive de la pensée humaine sur la société. Ce modèle urbain représente un défi pour la pensée moderne, cherchant à naviguer dans les complexités inhérentes à ces concepts tout en aspirant à une vision holistique de la vie urbaine.

La ville, en tant qu'entité sociale et économique, est perçue à travers des lentilles diverses, chacune révélant des aspects distincts de la nature humaine et de la société. Ces interprétations reflètent la richesse et la profondeur des idées sur l'état de nature et le contrat social parmi ces penseurs majeurs, montrant comment un concept apparemment simple peut avoir de multiples dimensions et significations.

#### **2.1.4 L'ordre social, l'ordre systémique : comprendre Hobbes, Locke, Hume et Rousseau dans un monde en réseau**

En examinant les philosophies de Hobbes, Locke, Hume, et Rousseau, on découvre des idées qui convergent et divergent autour du concept de contrat social. Les points de convergence résident principalement dans deux domaines. Premièrement, ces penseurs s'accordent sur l'importance du contrat social comme théorie explicative des origines et de la légitimité du gouvernement et de la société. Il s'agit d'un concept central pour comprendre

comment les individus s'organisent en communautés. Deuxièmement, ils conviennent tous que certaines formes d'ordre social, de gouvernance ou de structures sont nécessaires pour une coexistence pacifique. Il y a un consensus sur le besoin d'un système qui régit les relations entre les individus afin de maintenir la stabilité et la paix.

Cependant, leurs idées divergent sur plusieurs fronts. La vision de l'état de nature est l'un de ces points. Pour Hobbes, cet état est chaotique et dangereux, nécessitant un souverain fort pour maintenir l'ordre. Locke, en revanche, le voit plus pacifiquement, avec des droits inhérents, tandis que Rousseau se concentre sur la liberté et l'égalité. Le rôle du souverain est un autre point de divergence, Hobbes appelant à un pouvoir absolu, Locke à un gouvernement limité, et Rousseau à une volonté générale. L'existence même du contrat social est également en question, avec Hume remettant en cause l'idée qu'un tel contrat explicite ait jamais existé. Pour lui, la société et le gouvernement découlent de conventions sociales plutôt que d'un accord formel. Enfin, les objectifs du contrat social varient, avec Hobbes le voyant comme un moyen de sécurité, Locke comme une protection des droits, et Rousseau cherchant à réaliser la liberté et l'égalité. Bien que ces penseurs partagent certaines idées de base sur l'importance du contrat social et la nécessité d'un ordre social, leurs visions divergent considérablement en ce qui concerne la nature humaine, l'état de nature, le rôle du gouvernement, et les objectifs spécifiques du contrat social. Cette diversité de perspectives reflète les différentes compréhensions de la nature humaine et du rôle du gouvernement dans la société.

**L'ordre social** sert de fondement essentiel à la structure et à la stabilité de toute communauté humaine. Son rôle le plus vital est la prévention du chaos. En l'absence de règles et de lois claires, la société pourrait sombrer dans un état de désordre constant, marqué par des conflits incessants. Cela évoque la vision de Hobbes de la « guerre de tous contre tous, » un état où l'anarchie règne. Au-delà de la simple prévention du chaos, l'ordre social vise

également à protéger les droits individuels. Locke a souligné la nécessité pour l'État de préserver les droits fondamentaux à la vie, à la liberté, et à la propriété. Ce principe garantit un cadre où les individus peuvent vivre librement sans craindre une violation de leurs droits. En outre, un ordre social stable sous-tend les fonctions économiques et sociales. Il facilite les transactions commerciales, les échanges, et les accords contractuels, créant un environnement prévisible et sûr. Cette stabilité permet non seulement la coopération mais l'encouragement, nourrissant la cohésion sociale et l'effort collectif vers des buts communs. L'ordre social est aussi intimement lié à la justice et à l'équité. Il garantit que les lois sont appliquées équitablement et fournit des mécanismes pour résoudre les différends. Rousseau y voit un reflet de la volonté générale, où les besoins et les désirs de la communauté sont exprimés et respectés. La prévisibilité et la stabilité s'étendent au-delà de l'économie, touchant la vie quotidienne des individus. Ils permettent aux citoyens de planifier et de mener leurs vies sans la peur constante de l'incertitude et du bouleversement. L'ordre social joue aussi un rôle éducatif, guidant et socialisant les membres de la société, inculquant les valeurs et les normes nécessaires à la coexistence pacifique. Enfin, l'ordre social propose des moyens de résolution de conflits qui évitent la violence et la coercition. Il promeut la médiation et des solutions pacifiques, assurant que les différends sont réglés de manière constructive. L'ordre social est indispensable pour la prospérité et le bien-être d'une société. Il permet la paix, protège les droits, favorise la justice, et encourage la collaboration et la stabilité. C'est la pierre angulaire de la gouvernance, un élément vital pour le développement et le maintien d'une communauté humaine unie et florissante.

**L'ordre systémique** s'aligne avec l'ordre social. Au sein d'un système complexe, les différents niveaux organisationnels travaillent ensemble pour influencer le résultat global. Cette coordination s'étend aux interfaces et interrelations à tous les niveaux, et l'organisation peut passer de l'auto-organisation à une structure plus centralisée. Chaque niveau doit travailler dans une direction unifiée pour soutenir le résultat général. Ce

concept est également applicable aux processus de production, où une coordination entre tous les éléments est nécessaire pour atteindre un résultat global homogène. Caractérisant une organisation en réseau, l'ordre systémique fonctionne sans centralisation. Cette absence permet aux éléments individuels de prendre des décisions autonomes pour satisfaire leurs besoins. La différence avec l'approche smithienne est subtile et se trouve dans les objectifs du système. Tandis que l'ordre smithienne mise sur l'individualisme et la compétition, l'ordre systémique privilégie l'intérêt commun et la coopération pour le bon fonctionnement du système. Ce concept, évoqué par Hume, diverge de la simplification réductrice dans l'approche smithienne et illustre une nuance essentielle entre Smith et Hume.

Le développement technologique au fil du temps a accentué l'intérêt pour la facilitation des échanges entre les diverses centralités. La réduction des distances et l'augmentation de la connectivité, résultant d'innovations constantes dans les moyens de paiement, les réseaux de transport et de communication, illustrent cet intérêt grandissant. La connexion entre différentes centralités, où la distance n'est plus une barrière, renforce la base du développement d'une chaîne de production intégrée et décentralisée à travers de multiples centralités, soutenue par le fonctionnement en réseau. Cependant, cette chaîne de production mondiale, interconnectée par le commerce, est régie par la théorie de la valeur et la théorie de l'allocation, où le prix coordonne l'organisation productive. Cela tend vers un état de nature hobbesienne, et la coordination est influencée par des penseurs libéraux comme John Locke, qui ont prôné la limitation du pouvoir gouvernemental.

Cependant, le modèle économique utilitariste<sup>32</sup> et marginaliste se trouve en opposition avec le système de coordination de l'ordre systémique,

---

<sup>32</sup> L'utilitarisme du XIXe siècle, décrit pour Jeremy Bentham et John Stuart Mill, repose sur l'idée que la valeur morale d'une action dépend de son utilité ou de son bénéfice pour la majorité. Cette philosophie est principalement axée sur l'accumulation du bonheur ou



fondé sur l'objectif commun, et se rapproche de l'état de nature hobbesien qui demande une forte réglementation gouvernementale. Le système en réseau actuel, influencé par le marché, s'écarte de l'ordre systémique et adopte l'utilitarisme néoclassique dans son organisation. L'utilitarisme néoclassique, contrairement à son homologue classique, intègre des conceptions centrées sur l'individu. Tandis que l'utilitarisme classique vise le bien-être général, l'approche néoclassique tend à privilégier l'individualisme et la recherche de la maximisation de l'utilité au niveau de la personne.

Marshall (1890) a adopté l'approche de l'équilibre partiel, mettant en avant l'individualisme méthodologique où l'individu est l'unité de base de l'analyse économique. Cependant, Marshall n'a pas entièrement embrassé un individualisme strict. Il était préoccupé par l'éthique sociale et comprenait que l'interconnexion sociale et les valeurs partagées jouent un rôle important dans l'économie. Il croyait que les individus agissent dans le cadre de leurs communautés et de la société dans son ensemble, et que l'économie devrait contribuer au bien-être social. En revanche, l'utilitarisme néoclassique, souvent associé à cette période, met en avant l'individualisme et la recherche de la maximisation de l'utilité au niveau personnel.

L'évolution de l'organisation productive en réseau contredit le système ancré dans les frontières administratives. Dans la mise en réseau, la centralité est mise en relief par l'importance de la connectivité : en d'autres termes, le point ayant le plus de connexions devient un nouveau centre. Mais la mise en réseau va au-delà de la simple connectivité et parmi son dynamisme permettent plusieurs points d'interconnexion, ou plusieurs centralités, combinant la centralité avec la perception de la proximité. D'une part, la quête d'efficacité économique a mené à la création d'accords productifs reliant différentes localités. D'autre part, les gouvernements centralisés cherchent à

---

de l'utilité au profit de la société dans son ensemble. À l'inverse, l'utilitarisme néoclassique embrasse des conceptions individualistes. Contrairement à l'utilitarisme traditionnel, qui vise le bien-être global, l'utilitarisme néoclassique met souvent en avant l'individualisme et la recherche de la maximisation de l'utilité au niveau personnel (Mill & Bentham, 1863).

maintenir le contrôle dans des systèmes fermés. Cette divergence entre la multiplication des centralités, due à la mise en réseau, et les frontières administratives, crée des obstacles à la croissance économique. Les visions de l'état de nature chez Hume et Locke se trouvent en opposition avec la conception hobbesienne de la gouvernance. Le conflit se situe majoritairement dans la dichotomie entre l'individualisme, caractéristique de l'utilitarisme et du marginalisme, et l'absence d'une finalité collective, une particularité qui contraste avec l'approche systémique. La fragmentation de la coordination du système de production engendre des entraves à l'expansion économique.

### **2.1.5 L'ordre systémique et le système complexe : une exploration de la dynamique, de la rétroaction et de la résilience dans les systèmes sociaux et économiques**

L'ordre systémique s'oriente vers un modèle qui considère la production totale des résultats, à la fois directs et indirects, comme le résultat général du système. La théorie des systèmes offre une perspective permettant d'analyser les éléments et leurs relations. Elle met en avant la possibilité infinie de dispositions entre les éléments, ainsi que la reproductibilité du processus de production, soulignant ainsi le dynamisme du système. Ce dynamisme illustre la complexité des relations et leur influence évolutive dans le temps. Chaque modification de l'état d'un élément du système génère un effet circulaire, appelé rétroaction, qui peut avoir un impact positif ou négatif sur l'ensemble du système. Cette rétroaction reconfigure le système, générant ainsi des résultats différents.

Rosnay (1975), l'un des pionniers de l'approche systémique, a défini un système comme un ensemble d'éléments coordonnés entre eux pour atteindre un résultat spécifique. Une simple relation entre les éléments sans la coordination nécessaire pour atteindre l'objectif visé ne caractérise pas un système. On peut donc présumer que la principale caractéristique d'un

système est l'organisation qui permet d'obtenir les résultats attendus. Nous pouvons définir un système complexe :<sup>33</sup>

<b>Caractéristiques d'un Système Complexe</b>	
<b>Définition d'un système complexe</b>	<b>Ce qu'un Système Complexe n'est pas</b>
(i) Taille : De nombreux éléments auto-organisés à différentes échelles, agissant vers un but commun. (ii) Interdépendance et non-linéarité : Relations entre éléments non simplement la somme de leurs propriétés individuelles. Effet de synergie <sup>34</sup> souligné.	(i) Absence d'organisation : Ensemble d'éléments sans organisation nécessaire, réduits à leurs caractéristiques individuelles. (ii) Non-identique aux systèmes moins complexes : L'absence d'objectif commun ne suffit pas à caractériser un système selon la pensée systémique.

**FIGURE 5 - CARACTERISTIQUES D'UN SYSTEME COMPLEXE**

Ce tableau regroupe les caractéristiques d'un système complexe ainsi que les clarifications sur ce qu'un système complexe n'est pas, en mettant en évidence les différences avec des ensembles d'éléments non organisés ou des systèmes moins complexes. Selon la pensée systémique, l'absence d'un objectif commun ne suffit pas à caractériser un système. En faisant converger la définition de Rosnay avec le consensus concernant ce qui ne constitue pas un système complexe, deux caractéristiques principales émergent : (i) un système global produisant un résultat global, et (ii) la présence de nombreux systèmes et éléments ayant une autonomie de contrôle et s'auto-organisant pour atteindre l'objectif visé.

---

<sup>33</sup> En approfondissant l'étude de la théorie des systèmes, on identifie un manque de consensus dans la littérature sur la définition d'un système complexe (Cambien, 2019). Les divergences dans la définition d'un système peuvent conduire à une mauvaise utilisation du terme, à une approche incomplète, voire à des conclusions erronées. Pour éviter ce risque, nous recherchons la définition du système à son origine.

<sup>34</sup> La synergie se produit lorsque le résultat de la combinaison des éléments est supérieur à ce que l'élément peut produire seul. La synergie explique en partie l'effet d'agglomération.

Ces caractéristiques peuvent être illustrées à travers un exemple de système complexe tel que le corps humain. Dans ce système, tous les sous-systèmes fonctionnent pour l'ensemble. Un dysfonctionnement dans l'un des sous-systèmes peut compromettre le système dans son intégralité et, dans le pire des cas, conduire à un effondrement général. Sur la base de ce même raisonnement, les deux caractéristiques d'un système complexe peuvent être identifiées dans l'organisation productive. Tous les sous-systèmes travaillent pour le résultat global du système. Le mauvais fonctionnement d'un sous-système peut compromettre l'ensemble du système et, finalement, entraîner un effondrement général du système de production. L'ordre naturel utilitariste néoclassique, qui coordonne l'organisation productive par la logique du marché, peut également mettre en péril l'objectif commun, et le système peut s'effondrer. Cela peut être illustré par l'exemple de la crise pétrolière en 1970, la bulle Internet à la fin des années 90, les *subprimes* en 2008, la crise de l'immigration en 2019, et plus récemment, les problèmes liés la crise alimentaire et énergétique qui commence à s'aggraver avec le conflit entre l'Ukraine et la Russie.

La rétroaction dans un système implique l'utilisation de résultats passés comme entrées pour les étapes suivantes du processus. Cette boucle de répétition, basée sur les résultats passés, peut amplifier ou réduire les effets de manière exponentielle, conduisant à des changements rapides et significatifs. Ce phénomène est particulièrement prononcé dans les systèmes urbains, où chaque composant peut influencer le tout. Avec l'effet exponentiel de la rétroaction, de petites variations initiales peuvent engendrer des résultats considérables. Cette caractéristique, centrale à la théorie du chaos, rend les systèmes très sensibles aux conditions de départ, rendant l'équilibre difficile à atteindre.

Le modèle d'organisation d'un système complexe par l'ordre systémique repose sur la poursuite d'un objectif commun. Lorsqu'une perturbation survient dans le système, la présence d'un objectif commun

permet d'identifier, d'adapter ou de corriger les mécanismes productifs afin de les orienter vers le même but. Le processus productif, en s'appuyant sur le processus de rétroaction, autorise la réorganisation du système en réponse aux changements, contrôlant ainsi les impacts sur la production. Ces conditions constituent la fondation pour une exploration plus approfondie du concept de résilience économique.

### **2.1.6 Influence et interaction dans le triangle Nature-Technologie-Société : une exploration de la théorie des relations humaines et des mécanismes de comportements**

Les philosophes Locke, Hobbes, Hume et Rousseau ont apporté des contributions notables à la compréhension des relations humaines et des mécanismes de comportement. Pour Hobbes, la condition naturelle de l'homme est un état de guerre, où la vie serait « *solitaire, pauvre, désagréable, brutale et brève* » sans un contrat social. Ainsi, il justifie l'existence d'un pouvoir central fort pour maintenir l'ordre. À l'opposé, Locke perçoit les humains comme rationnels et capables de coopération ; selon lui, les droits naturels tels que la vie, la liberté et la propriété nécessitent la protection d'un gouvernement avec le consentement des gouvernés. Hume, de son côté, se concentre davantage sur l'influence des passions et des émotions sur le comportement humain, suggérant que la raison est l'esclave des passions. Rousseau, quant à lui, parle d'un état de nature idéalisé où les humains vivaient dans une innocence primitive et une liberté parfaite, mais l'avènement de la société et de la propriété a corrompu cette innocence. Selon Rousseau, un nouveau contrat social, fondé sur la volonté générale, pourrait rétablir l'harmonie sociale. Ensemble, ces penseurs présentent un éventail de perspectives sur la nature humaine, allant du cynisme profond à un optimisme mesuré, et leurs idées continuent à influencer notre compréhension des relations et des comportements humains.

Ricardo, Smith, Turgot et Marshall, bien que contemporains dans le domaine de l'économie, ont proposé différentes approches concernant les relations humaines et les mécanismes de comportement. Smith a introduit le concept de la « main invisible », suggérant que les individus agissant dans leur propre intérêt contribuent involontairement au bien-être de la société. Ricardo, connu pour sa théorie de l'avantage comparatif, a souligné comment la spécialisation et le commerce peuvent bénéficier à toutes les parties, reflétant une vision coopérative des relations économiques internationales. Turgot, précurseur du libéralisme économique, a mis l'accent sur la liberté économique et l'abolition des contraintes inutiles, soulignant l'importance de l'initiative individuelle et de l'entrepreneuriat. Marshall, pour sa part, a fusionné les principes économiques avec la psychologie, en explorant la façon dont les individus prennent des décisions basées sur des calculs rationnels d'utilité marginale. Cependant, il n'a pas entièrement adopté une approche strictement individualiste. Il était préoccupé par l'éthique sociale et comprenait que les liens et les valeurs partagés au sein de la communauté jouent un rôle important dans l'économie. Il croyait que les individus agissent non seulement en tant qu'entités isolées mais aussi dans le cadre de leurs communautés et de la société dans son ensemble, et il pensait que l'économie devrait contribuer au bien-être social. Ensemble, ces économistes ont fourni un éventail d'approches qui examinent les motivations humaines, l'interaction, la coopération, et la compétition dans le contexte économique, chacun contribuant à une compréhension plus riche de la façon dont les individus agissent et interagissent au sein des systèmes économiques.

L'étude des relations humaines et de l'influence réciproque entre l'individu et son environnement constitue un domaine complexe, englobant des aspects naturels, numériques et sociaux-moraux. À l'intersection de la psychologie, de la sociologie, de la technologie et de l'éthique, cette analyse explore comment l'environnement forme et est formé par les individus et les groupes, dans une dynamique en constante évolution. Dans le contexte de la théorie des relations humaines et de la modélisation mathématique, cette

exploration devient un outil précieux pour comprendre les multiples dimensions de l'influence et du comportement humain. L'environnement étant formé par le monde naturel, le monde numérique et le cadre social et moral, on peut dire que la nature, les interfaces technologiques et le cadre social et moral influencent l'individu ou le groupe d'individus, dans leur organisation productive. Un processus continu d'influence et d'être influencé.

La théorie des relations humaines, à travers une interprétation mathématique, illustre la mécanique sociale, permettant de modéliser les relations des individus. La prémisse de la théorie des relations humaines, résume la motivation de l'individu dans le « **désir d'agir** », **dû à des besoins et/ou des aspirations**. En présence d'un deuxième individu, le concept d'influence s'ajoute. L'influence agit sur l'individu à travers ses dimensions, morale, légale, religieuse, physique, etc. (Rashevsky, 1950). Cependant, en supposant l'influence entre les individus, on part du principe qu'en l'absence de tout autre individu, le comportement d'un individu est déterminé par son environnement immédiat, sa constitution psychophysique et son passé historique (*ibid.*, p. 3). De cette façon, l'environnement apparaît comme une dimension d'influence, était un déterminant du comportement d'un individu. Cependant, l'influence de l'environnement continue d'exister sous un groupe d'individus. Étant (A) l'influence de l'individu et (B) l'influence de l'environnement, il s'ensuit que  $A \subset B$ .

## **2.2 DES REGARDS CROISES SUR LA RICHESSE, LE TRAVAIL ET LA DEMOGRAPHIE DANS L'HISTOIRE DE LA PENSEE ECONOMIQUE : ORIGINES, THEORIES ET DEBATS**

Le processus de production et sa coordination constituent les éléments clés dans la création de la richesse. Cependant, pour comprendre la dynamique économique, il est important d'aller au-delà de cette vision et de prendre en compte des facteurs tels que la division du travail, le commerce international, la génération de valeur ajoutée et l'importance des villes dans la création de richesse. L'analyse de ces éléments offre une vue plus complète et nuancée de la manière dont la richesse est formée, mettant en lumière des interactions complexes qui influencent l'économie dans son ensemble.

### **2.2.1 Origine et théorie de la richesse et la théorie de la valeur**

La différence entre la richesse et la valeur doit être clarifiée afin d'éviter tout malentendu dans leur utilisation dans ce texte. En explorant l'origine de la richesse, ce texte cherche à identifier des pistes alternatives pour la croissance à partir des villes. Dans le discours économique, la richesse est le thème principal. Elle englobe sa formation, sa distribution et son accumulation, et toutes les théories économiques y sont liées. Ce n'est pas surprenant, puisque l'économie est l'étude de la circulation des richesses. À titre d'exemple, on peut citer le contexte marshallien de la vie quotidienne, où l'économie se concentre sur l'étude de la circulation des richesses. Analyser cette circulation permet de clarifier les distorsions dans la capacité de générer le développement économique local. En se demandant d'où provient la richesse, les relations entre la « valeur-travail » et la « valeur-échange » apparaissent comme la voie logique. Les choix faits dans ce texte pour mettre en avant la relation « valeur-travail » au détriment de « l'utilité marginale » dans la formation de la richesse seront également discutés dans



cette section. Ce choix met l'accent sur la « valeur-travail » comme élément clé du développement économique local.

### *L'origine de la richesse*

L'analyse de l'origine de la richesse ainsi que de la croissance économique constitue un champ d'étude complexe et multifactoriel. Elle nécessite une compréhension nuancée des composants interdépendants tels que les ressources naturelles, le capital humain, le capital financier, l'innovation, la technologie et les institutions fortes, qui sont généralement considérés comme des moteurs fondamentaux de la création de richesse et de la croissance économique. Remontant à l'Antiquité, la conception de la richesse a été enracinée dans la possession des facteurs de production et la coordination du cycle productif, éléments qui façonnent la formation de la richesse. Bien que le concept de richesse soit apparu durant l'époque mercantiliste, c'est à François Quesnay, que l'on attribue la première représentation visuelle de la circulation des richesses, avec la conception de la méthode du Tableau économique (Quesnay, 1759). En tant que figure de proue de la doctrine physiocratique, Quesnay s'est inspiré de l'analogie avec la physiologie humaine pour illustrer le principe de l'agriculture comme catalyseur de la production de richesse à travers sa circulation. Il a ainsi conceptualisé les agents économiques, les classifiant en deux catégories distinctes : la classe stérile et la classe productive. La classe stérile comprend les ouvriers et artisans, dont le rôle se limite à la transformation des produits de la nature, ainsi que les propriétaires terriens, qui subsistent grâce aux rendements de la terre. À l'opposé, la seule classe considérée comme productive de richesse est celle des laboureurs. L'élégance mathématique déployée pour décrire le modèle macroéconomique statique de Quesnay révèle une relation intrinsèque entre les secteurs agricoles, manufacturier et commercial, mettant en lumière les mécanismes sous-jacents de la création et de la distribution de la richesse dans l'économie.

La divergence entre les physiocrates et leurs dissidents a engendré l'école classique. L'influence des physiocrates sur la naissance de la pensée économique classique s'est cristallisée autour de trois prémisses fondamentales dans leur raisonnement : (i) la libre circulation des biens ; (ii) la dynamique de croissance liée au progrès technique plutôt qu'au monétarisme ; et (iii) la taxation de la source de la richesse axée sur l'efficacité des actifs. Toutefois, en mettant de côté le contexte social de l'époque et les distorsions causées par l'ingérence humaine, je souligne la pertinence de cette école de pensée économique pour analyser les problèmes contemporains. Pour l'école physiocrate, la richesse se concentre sur le produit net du cycle de production agricole, c'est-à-dire la récolte finale moins le coût de production. Il convient de préciser que le coût de production incluait les semences ainsi que la subsistance de l'entrepreneur durant le cycle de production. Jusqu'ici, l'origine de la richesse physiocratique repose sur la commercialisation du produit net et sur la promotion du libre-échange. La différence entre le produit net et le produit de la vente de la récolte se traduit par un surplus. En revanche, pour l'école classique, des éléments tels que l'industrialisation, les services et la relation « valeur-travail » viennent compléter la notion de surplus. Cette approche cherche à définir la valeur d'un bien ou d'un service. Les économistes classiques ont souvent soutenu que la valeur d'un bien est intrinsèquement liée à la quantité de travail nécessaire pour le produire.

Ainsi que Turgot, des économistes tels que Ricardo, Marshall et Keynes ont également étudié la question de la croissance économique à long terme. **Turgot** a souligné le rôle essentiel des entrepreneurs dans la société, reconnaissant que leur tendance à prendre des risques et leur aptitude à innover constituent des facteurs clés pour encourager la croissance économique. Il considérait le surplus généré par le secteur agricole comme un élément crucial pour augmenter la productivité globale, libérant ainsi des ressources qui pourraient être investies dans l'innovation dans d'autres secteurs économiques, notamment l'industrie manufacturière. **La pensée de**

**Ricardo** met en relief plusieurs éléments fondamentaux pour la croissance économique à long terme, notamment l'accumulation du capital, le progrès technique, la croissance démographique, les rendements décroissants et le commerce international. Pour lui, l'accumulation du capital est un facteur essentiel pour stimuler la croissance économique, tandis que le progrès technologique et l'innovation sont cruciaux pour l'amélioration de la productivité. Ricardo était fermement convaincu que les avancées technologiques permettraient aux économies de produire de manière plus efficace, engendrant des gains de productivité durables. Cependant, il exprimait aussi des préoccupations concernant la relation entre la population et la production. Il craignait que cette relation puisse entraver la croissance économique, notamment en raison de la diminution des terres fertiles disponibles et de l'augmentation des coûts de production agricole. De plus, Ricardo a souligné les lois des rendements décroissants, qui stipulent que le rendement marginal d'un facteur de production diminue à mesure que sa quantité augmente, tout en maintenant les autres facteurs constants. Enfin, il soulignait l'importance du commerce international en s'appuyant sur la théorie des avantages comparatifs. Cette théorie, étroitement liée à la croissance économique, soutient que le commerce international offre des opportunités d'échanges mutuellement bénéfiques. Ces échanges permettent de maximiser les avantages des ressources de chaque pays, favorisant ainsi une croissance économique plus robuste et durable. **Marshall** percevait la croissance économique comme étant étroitement liée à l'accumulation de capital et à l'investissement productif. À ses yeux, investir dans de nouvelles technologies, améliorer l'éducation, et développer le capital humain était des composants indispensables pour soutenir une croissance durable. Il mettait également en évidence l'importance de l'entrepreneuriat et de l'innovation dans le processus de croissance économique, arguant que les entrepreneurs, en prenant des risques pour introduire de nouvelles idées, produits et méthodes de production, pouvaient stimuler la croissance économique. Ils y parvenaient en créant de nouvelles opportunités commerciales et en

augmentant l'efficacité économique. En outre, Marshall insistait sur le rôle primordial des marchés concurrentiels dans la promotion de la croissance économique. Selon lui, un marché concurrentiel contribue à l'efficacité des ressources et à l'innovation, incitant ainsi les entreprises à se surpasser en améliorant leur productivité et en offrant des produits et services de meilleure qualité. **Keynes** a focalisé son attention sur la demande effective en tant que moteur de la richesse nationale, mettant en évidence l'importance de la consommation et de l'investissement. Il a préconisé une intervention de l'État pour réguler l'économie, particulièrement durant les périodes de récession, et a contesté le modèle économique classique.

Ces éléments jouent un rôle essentiel dans la compréhension de la dynamique de la croissance économique à long terme et de l'origine de la richesse, contribuant ainsi à enrichir la théorie économique en éclairant les mécanismes qui favorisent un développement économique soutenu. Ces contributions importantes mettent en évidence divers facteurs qui influencent la croissance économique à long terme, tels que l'accumulation du capital, le progrès technique, la croissance démographique, les rendements décroissants, le commerce international et l'importance d'institutions solides, de la demande effective et de l'investissement.

### *La théorie de la richesse*

Différente des mercantilistes français, la vision des physiocrates quant à la formation de la richesse provient des résultats de la production agricole et non de l'accumulation de métaux précieux. Cette divergence s'explique par leur croyance dans la dynamique de croissance liée au progrès technique, plutôt qu'au monétarisme.

Le désaccord de Smith avec le postulat physiocratique concernant l'hégémonie agricole marque un point de divergence entre la pensée économique classique et l'école physiocratique. Dans la construction de sa justification pour cette rupture avec le principe physiocratique, Smith

commence dès son Introduction et plan de travail de « La Richesse des Nations » à introduire une distinction entre l'agriculture et les autres industries, une distinction qu'il traite plus en détail dans le livre III. Dans son raisonnement, Smith met davantage l'accent sur l'économie des villes.<sup>35</sup> Il semble pertinent, dans cette division des industries, de souligner la séparation entre l'industrie des villes et l'industrie des campagnes.

Cependant, la véritable conviction de Smith était cachée. Le mot « richesse » prend un nouveau sens, comme le souligne Jean-Baptiste Say.<sup>36</sup> Selon Jean-Baptiste Say, Smith se concentre uniquement sur les produits ayant une valeur d'échange pouvant être maintenue, et qui sont capables de générer des richesses. Cette perspective révèle une inclination de Smith pour la production et le commerce en expansion comme sources de richesse. Dans la logique de Smith, tout élément possédant une valeur échangeable et pouvant être conservé est considéré comme constitutif de la richesse. Un aperçu partagé par Thomas Robert Malthus (1766-1834) et David Ricardo (1772-1823). Plus loin, c'est Jean-Baptiste Say qui a présenté le concept des produits immatériels. Cela signifie que, lorsque les valeurs qui sont consommées lors de leur production, entrent aussi dans la formation de la richesse (Say, 1841). Nous trouvons ainsi la version moderne de la création de la richesse d'une nation, où les produits et les services constituent la richesse produite (Ibid., Loc. 49-51). Pour Cantillon, la transformation des

---

<sup>35</sup> « La politique de quelques nations a donné un encouragement extraordinaire à l'industrie des campagnes ; celle de quelques autres, à l'industrie des villes. Il n'en est presque aucune qui ait traité tous les genres d'industrie avec égalité et avec impartialité. Depuis la chute de l'empire romain, la politique de l'Europe a été plus favorable aux arts, aux manufactures et au commerce, qui sont l'industrie des villes, qu'à l'agriculture, qui est celle des campagnes. » Toutes les citations et références qui suivent sont extraites de (Smith, 1776).

<sup>36</sup> « Smith refuse aux résultats de ces industries le nom de produits. Il donne au travail auquel elles se livrent le nom d'improductif, et c'est une conséquence du sens qu'il attache au mot richesse ; au lieu de donner ce nom à toutes les choses qui ont une valeur échangeable, il ne le donne qu'aux choses qui ont une valeur échangeable susceptible de se conserver, et par conséquent il le refuse aux produits dont la consommation a lieu à l'instant même de leur création. » (Say, 1841)

matières premières permet de créer de la richesse. Cependant, il convient d'attirer l'attention sur la théorie de la richesse de Cantillon. « ...*la Richesse en elle-même, n'est autre chose que la nourriture, les commodités & les agréments de la vie.* » (Cantillon, 1755). Ce même concept de richesse est partagé par Marshall qui accordait une grande importance au bien-être individuel en relation avec la richesse. Pour Marshall, la richesse ne se limitait pas simplement à la possession de biens matériels ou d'argent. Il considérait la richesse comme un concept multidimensionnel, incluant également les compétences, le capital humain, la santé, l'éducation et le bien-être des individus.

### ***La théorie de la valeur***

Afin d'éviter toute confusion entre les concepts de richesse et de valeur, il est essentiel de présenter les grandes lignes de la théorie de la valeur qui est au cœur de ce texte. On peut remonter à la Grèce antique pour trouver des traces de la théorie de la valeur dans la vie quotidienne. Aristote a formalisé le débat en distinguant entre l'usage naturel des choses (ou valeur d'usage) et l'usage non naturel, qui concerne la revente ou l'échange (Aristote, s. d.). L'intérêt de ce texte a guidé l'orientation de la discussion vers l'approche de la théorie de la valeur selon l'école économique. Dans ce contexte, la théorie de la valeur est essentiellement synthétisée à travers les perspectives de quatre auteurs principaux : Smith, Ricardo, Marx et Marshall.

Smith a distingué la valeur d'usage de la valeur d'échange, établissant les fondements de la compréhension économique de la valeur. Ricardo a ensuite enrichi cette compréhension en introduisant le concept de rareté et en définissant les sources de la valeur, liées à la rareté des biens et à la quantité de travail nécessaire pour les obtenir. Malgré leurs nuances respectives, Smith et Ricardo partagent la prémisse de la « valeur-travail ». Karl Marx a prolongé le raisonnement de Ricardo sur la valeur liée à la quantité de travail nécessaire à la production d'un bien, y compris le travail indirect lié aux moyens de production (Marx, 1867). Il a postulé que la valeur

d'un bien est déterminée uniquement par une fraction du travail total dépensé pour le produire, qu'il a appelée travail abstrait ou social. Malgré la cohérence de la « valeur-travail » entre ces trois auteurs, la théorie de la valeur a pris de l'ampleur après la révolution marginaliste, avec des contributions notables de Walras, Jevons, et Pareto. Alfred Marshall, un économiste marginaliste, a placé l'accent sur l'utilité marginale et le coût marginal pour expliquer la valeur des biens et services. Selon lui, la valeur dépend de l'équilibre entre l'offre et la demande sur le marché, et peut être influencée par des facteurs tels que la rareté des biens, les revenus des consommateurs, et les variations dans les préférences et les coûts. En somme, selon Marshall, la valeur d'échange d'un bien dépend de son utilité marginale.

Un autre point à souligner est que l'utilité marginale dépend du choix de l'agent économique. Ce concept, qui décrit comment la satisfaction tirée de la consommation d'un bien diminue avec l'augmentation des quantités consommées, est connu sous le nom de principe de l'utilité marginale décroissante. En outre, Pareto a conclu que « Le prix ou la valeur d'échange est déterminé en même temps que l'équilibre économique, et celui-ci naît de l'opposition entre les goûts et les obstacles. » (Pareto, 1906).

Entre la perspective objective de la valeur incarnée par les théoriciens économiques classiques et l'approche subjective proposée par les économistes néoclassiques, c'est Alfred Marshall qui a établi une voie de convergence. En conservant certains éléments du raisonnement marginaliste, Marshall a construit une théorie qui reconnaît que la reproductibilité du processus de production contraint la détermination des prix à dépasser les seules règles du marché. Cette perspective microéconomique articule la nécessité de couvrir les coûts de production afin d'assurer la continuité de la production, établissant ainsi un lien avec le concept physiocratique de produit net. D'un côté, l'objectivité des classiques, axée sur la formation des coûts, contraste avec la subjectivité des néoclassiques, centrée sur l'élasticité des prix, dans la détermination de la valeur d'un actif. Dans le contexte de ce

texte, l'approche choisie pour définir la valeur d'un actif s'inscrit dans une tradition à la fois classique et marshallienne. Tout en tenant compte de l'utilité marginale, cette perspective s'oppose à la coordination de l'organisation productive exclusivement guidée par le prix. Ce positionnement représente un concept en opposition à la reproductibilité du processus de production, affirmant une vision plus nuancée et intégrée de la détermination de la valeur.

## **2.2.2 Formation de la richesse dans la pensée économique : une analyse comparative de Smith, Turgot et Cantillon**

Introduite dans la pensée économique par Smith, la notion de suprématie agricole explore la connexion entre la croissance des villes et l'excédent produit par l'agriculture. Dans la théorie de la valeur formulée par Smith, la formation des villes repose sur l'agriculture, en raison de deux besoins fondamentaux : la subsistance et le commerce. Smith situe l'origine de la création de la richesse dans la capacité d'un individu à vendre l'excédent issu de son propre travail. Selon lui, c'est uniquement après avoir satisfait les besoins primaires de subsistance que d'autres activités économiques peuvent être poursuivies. Partant de cette idée, qui est au cœur du Livre I de « La Richesse des Nations », Smith identifie la division du travail et la spécialisation comme les moteurs essentiels de la création de richesse. Il en ressort une vision intégrée où l'agriculture joue un rôle central dans la dynamique économique globale, permettant le développement des villes et stimulant la croissance économique grâce à la commercialisation de produits excédentaires.<sup>37</sup> Cependant, Smith restreint le concept de surplus productif à ce qui est issu du travail et possède une valeur échangeable, pouvant être conservé après la satisfaction des besoins de subsistance. Ainsi, en s'éloignant de la suprématie agricole propre à l'école physiocratique, Smith considère que le surplus et la division du travail, notamment dans l'industrie

---

<sup>37</sup> « Et donc la certitude de pouvoir échanger toute cette partie excédentaire du produit de son propre travail... » (La richesse des nations, p. 8).



manufacturière, sont essentiels à la création de richesse. Cette perspective élargit la compréhension de la richesse au-delà de l'agriculture, incluant la production industrielle et manufacturière comme des composantes cruciales de la croissance économique.<sup>38</sup> De cette façon Smith introduit la division du travail comme générateur de richesse.

La suprématie agricole, en lien avec la subsistance des villes, et la division du travail étaient les moyens par lesquels Smith conciliait l'industrie des villes avec celle des campagnes. Afin de plaider pour l'inclusion du secteur manufacturier comme moteur de l'économie, il s'appuyait sur la division du travail pour justifier l'expansion de la production. Toutefois, selon Smith, c'est dans l'acte même d'échanger, c'est-à-dire dans le commerce, que réside la véritable source de création de richesse. Partant de ce principe, il envisage le commerce non comme un moyen, mais comme une fin en soi, tel qu'il le présente dans le Livre I de « La Richesse des Nations ». Ce n'est qu'avec l'appui de la société des commerçants que Smith a réussi à établir l'importance de la manufacture comme un élément central de l'économie.<sup>39</sup> Renforçant son argument, toujours dans le livre I, Smith détermine la limite de la division du travail à la taille du marché.<sup>40</sup> D'autre part, comme observé dans l'introduction du Livre II de « La Richesse des Nations », Smith met en avant la division du travail, tout en y incluant la productivité et l'accumulation de capital comme facteurs préalables à la création de richesses. Dans cette partie du texte, il privilégie l'expansion de la production comme moyen de

---

<sup>38</sup> « ...qui s'ajoute à sa propre consommation, pour les parties du produit du travail d'autrui dont il peut avoir l'occasion, encourage chaque homme à s'appliquer à une occupation particulière, et à cultiver et amener à la perfection le talent ou le génie qu'il peut posséder pour cette espèce particulière d'affaires. » (Ibid., p.8).

<sup>39</sup> « Ce n'est pas de la bienveillance du boucher, du brasseur ou du boulanger que nous attendons notre dîner, mais de l'attention qu'ils portent à leur propre intérêt. Nous nous adressons, non pas à leur humanité, mais à leur amour-propre, et nous ne leur parlons jamais de nos propres nécessités, mais de leurs avantages. » (Ibid., p.7-8).

<sup>40</sup> « Lorsque le marché est très petit, personne ne peut être encouragé à se consacrer entièrement à un seul emploi, faute de pouvoir échanger toute la partie excédentaire du produit de son propre travail, qui dépasse sa propre consommation, contre les parties du produit du travail des autres hommes dont il a l'occasion. » (Ibid., p. 10).

création de richesses, et non le commerce. La définition de Smith concernant l'origine de la richesse manque de clarté, en raison de l'ambiguïté entre l'expansion de la production et l'extension du marché. Des facteurs endogènes et exogènes se confondent dans son discours. De plus, Smith remet en question la spécialisation en tant que source de création de richesse, en évoquant la dépendance vis-à-vis de la taille du marché.<sup>41</sup>

En examinant la même problématique, mais cette fois à travers le prisme de Turgot, les questions relatives à la subsistance et à la circulation des richesses sont abordées avec la clarté caractéristique de son discours.<sup>42</sup> Dans le raisonnement de Turgot, la subsistance et la réciprocité, en fonction des besoins des individus, constituent le cadre de la formation de la richesse. Turgot explicite dès le début de son texte l'impossibilité pour un individu de tout produire, ainsi que l'existence d'autres besoins à satisfaire, soulignant ainsi la nécessité d'échanges et de coopération.<sup>43</sup> Pour Turgot, la création de richesse est liée à la satisfaction réciproque des besoins des individus et à la capacité de produire un surplus au-delà de la subsistance. Le commerce se manifeste comme un moyen d'échanger ce surplus, répondant aux besoins variés de la société. Si la production excédentaire fait défaut, le travail lui-même devient un bien échangeable, garantissant au moins la subsistance. À la différence de Smith, Turgot voit l'économie de façon holistique, sans restreindre la production de richesse au simple produit. La valeur ajoutée,

---

<sup>41</sup> « Dans les maisons isolées et les très petits villages qui sont éparpillés dans un pays aussi désertique que les Highlands d'Écosse, chaque fermier doit être boucher, boulanger et brasseur pour sa propre famille » (ibid., p. 10).

<sup>42</sup> « Le laboureur peut, absolument parlant, se passer du travail des autres ouvriers, mais aucun ouvrier ne peut travailler si le laboureur ne le fait vivre. Dans cette circulation, qui, par l'échange réciproque des besoins, rend les hommes nécessaires les uns aux autres et forme le lien de la société, c'est donc le travail du laboureur qui donne le premier mouvement. » (Réflexions sur la formation et la distribution des richesses, chap. V, loc. 62).

<sup>43</sup> « Quand cet état aurait pu exister, il n'aurait pu être durable : chacun ne tirant de son champ que sa subsistance, et n'ayant pas de quoi payer le travail des autres, ne pourrait subvenir à ses autres besoins, du logement, du vêtement, etc...., que par son propre travail ; ce qui serait à peu près impossible, toute terre ne produisant pas tout, à beaucoup près. » (Ibid., loc.14).

dans sa perspective, est le vrai moteur de la richesse, comme le démontrent sa compréhension du profit et sa théorie de l'épargne. Il pose ainsi les besoins réciproques et le produit net comme fondements de la division du travail, de l'épargne, et de l'évolution des sociétés.

Richard Cantillon, dans son œuvre précurseur de la théorie classique, *l'Essai sur la nature du commerce en général*, considère l'environnement comme la source fondamentale des matières premières, tandis que le travail de transformation agit comme le principal moteur de la création de richesse. En combinant ces deux éléments, Cantillon élabore un modèle qui explique comment les conditions de subsistance peuvent être satisfaites. Cette perspective met en avant la relation intrinsèque entre la nature et l'effort humain dans l'économie, soulignant l'importance de la transformation des ressources naturelles pour atteindre un niveau de vie suffisant.<sup>44</sup> Pour Cantillon, la richesse est engendrée par la transformation des matières premières, un processus qui donne une valeur ajoutée à ce qui est extrait de la nature. Contrairement à Smith, Cantillon définit la richesse non seulement en termes de valeur d'échange, mais aussi en relation avec le concept de « bien-être ». Dans cette perspective, la subsistance, c'est-à-dire la capacité à satisfaire les besoins fondamentaux de la vie, constitue une partie intégrante de la richesse. Cette conception élargit la notion de richesse au-delà de la simple production de biens échangeables, pour inclure les aspects essentiels de la qualité de la vie et du bien-être humain.<sup>45</sup> Lorsque Smith cite la théorie de la richesse de Cantillon, « ...les nécessités et les commodités de la vie... »<sup>46</sup>, il fait référence à la subsistance et à l'individualisme.

---

<sup>44</sup> « La Terre est la source ou la matière d'où l'on tire la Richesse ; le travail de l'Homme est la forme qui la produit... » (Essai Sur La Nature Du Commerce En Général).

<sup>45</sup> Il convient d'attirer l'attention sur la théorie de la richesse de Cantillon. « ...la Richesse en elle-même, n'est autre chose que la nourriture, les commodités & les agréments de la vie. » (Essai Sur La Nature Du Commerce En Général).

<sup>46</sup> La richesse des nations, p.9

### **2.2.3 Le travail comme source de richesse et de pauvreté : une étude des théories de Turgot, Marx et Proudhon**

Parmi les théoriciens de l'économie, la division du travail est considérée comme un élément essentiel dans la génération de la richesse. Turgot, quant à lui, met en évidence que la richesse créée par la création de valeur ne découle pas uniquement des salaires, mais également d'autres facteurs.<sup>47</sup>

En prenant le processus de production comme point de départ, et en reconnaissant que la fonction de subsistance doit être remplie pour créer de la richesse, il est logique d'examiner la structure de l'emploi comme un élément clé. La structure de l'emploi englobe toutes les formes de travail, allant de la gestion du capital économique et de l'entrepreneuriat à la mise à disposition du capital humain propre à chaque individu. Un changement dans cette structure peut affecter la capacité d'une région à créer et partager des richesses. D'une part, celui qui génère de la valeur ajoutée est récompensé pour sa capacité à coordonner, innover et garantir la reproductibilité du processus de production. D'autre part, ceux dont le travail est une marchandise négocient avec l'employeur la valeur juste de leur temps, et souvent, un travail aux compétences simplifiées est compensé par des salaires insuffisants pour satisfaire les besoins de subsistance minimums. Turgot distingue la capacité de production de valeur et la marchandisation du travail, et Karl Marx rejoint cette logique en attribuant la valeur du travail à trois conditions liées à la capacité productive : (i) la durée de la journée de travail, (ii) l'intensité normale du travail, et (iii) la productivité du travail (Turgot, 1766).<sup>48</sup> Allant plus loin, Marx confirme la nécessité de la productivité à

---

<sup>47</sup> « Il est donc l'unique source de toutes les richesses qui, par leur circulation, animent tous les travaux de la société, parce qu'il est le seul dont le travail produit au-delà du salaire du travail. » (Réflexions sur la formation et la distribution des richesses, ch. VII).

<sup>48</sup> « 1. La durée de la journée de travail, ou la grandeur du travail ; 2. l'intensité normale du travail, sa grandeur intensive, par laquelle une quantité donnée de travail est

génération de la plus-value pour valoriser le travail.<sup>49</sup> En revanche, Proudhon (1840), aborde la question de l'origine de la pauvreté en opposition à la génération de richesse.<sup>50</sup> Proudhon analyse la propriété privée comme le fondement de la future structure sociale, créant ainsi l'inégalité. En se basant sur l'idée que la richesse est formée par le travail et que la propriété privée en permet l'accumulation, il pose la question : « *Comment des richesses dont le travail n'est pas le module seraient-elles valables ? Et si c'est le travail qui crée la richesse et légitime la propriété, comment expliquer la consommation de l'oisif ?* » (Ibid., loc.903). Entre les prémisses de Marx et Proudhon, en excluant les éléments d'idéologie et l'antithèse sociale, un consensus peut être discerné quant à la valeur ajoutée par le travail comme source fondamentale de richesse. D'autre part, la pauvreté qui résulte de la marchandisation du travail illustre l'incapacité du salaire à catalyser la création de richesse. En l'absence d'une capacité à générer une plus-value ou à coordonner efficacement les activités de production, la marchandisation du travail demeure une problématique sociale prégnante, demeurant, jusqu'à présent, sans résolution adéquate.

#### **2.2.4 L'urbanisation et la dynamique de la production : un débat sur l'origine et l'évolution de la structure urbaine**

Dans la première section de son essai consacré au commerce, Cantillon (1755) explore les thèmes de la richesse, la société et l'urbanité. Il esquisse les fondements de la théorie des agglomérations en mettant l'accent

---

dépensée dans un temps donné ; 3. la productivité du travail, par laquelle la même quantité de travail produit, dans un temps donné, une quantité plus ou moins grande de produit, selon le degré de développement des conditions de production. » (Das Kapital, ch XVII)

<sup>49</sup> « ...la valeur de la force de travail ne peut baisser, et par conséquent la plus-value ne peut augmenter, sans une augmentation de la productivité du travail. » (Ibid., ch XVII).

<sup>50</sup> Il écrit : « ... de et cette inégalité, cette iniquité dans les échanges, est la plus puissante cause de misère que les socialistes aient dévoilée et que les économistes avouent tout bas, en attendant qu'un signe du maître leur permette de la reconnaître tout haut. Toute erreur dans la justice commutative est une immolation du travailleur, une transfusion du sang d'un homme dans le corps d'un autre homme... » (Proudhon, 1850).

sur la production et les transactions en milieu urbain. Smith (1776), quant à lui, s'engage à sensibiliser à la signification des villes dans la prospérité économique d'une nation, en s'appuyant sur une logique de commerce et de division du travail. Marshall (1920), met en lumière les avantages des clusters de compétitivité et la synergie accrue, à travers sa conceptualisation de l'agglomération industrielle. Krugman (1991a, 1991b) souligne l'importance du développement local en économie et son œuvre est devenue un pilier de l'économie géographique. La pertinence des villes se manifeste également dans la perspective microéconomique des villes, comme l'illustre l'ouvrage de Alonso (1964), ainsi que dans les études sur la formation des villes menées par (Fujita & Thisse, 2002) et (Fujita & Ogawa, 1982), parmi d'autres économistes. Néanmoins, l'utilisation du terme « ville » engendre une généralisation qui peut limiter l'analyse et minimiser le rôle spécifique des villes dans le développement économique.

***Des villes pas comme les autres : facteurs économiques, sociaux et climatiques dans la formation de la diversité territoriale***

Bien que le mot « ville » soit souvent utilisé de manière généralisée, chaque ville est en réalité unique. L'hétérogénéité territoriale découle de ses spécificités géographiques et de l'organisation de la production qui lui est propre. Les villes les plus attirantes marient habilement la capacité à subvenir aux besoins de base avec la formation et l'accumulation de richesses. Ces éléments sont les manifestations concrètes de cette diversité territoriale. En fonction de la mission et des complémentarités propres à chaque ville, l'organisation productive s'efforce de satisfaire les besoins en nourriture, logement, soins et production. La complémentarité dans les capacités productives entre les villes, renforcée par leur proximité, conduit à la mise en place de configurations productives spécialisées. La capacité de reproduire le processus de production, l'accumulation de capital et la division du travail contribue à la spécialisation de la chaîne de production, un phénomène déjà décrit par la théorie des agglomérations. Avec le temps, les villes ont évolué,

modélées par des facteurs économiques, sociaux et climatiques, mais cette évolution s'est opérée de manière inégale. Même si toutes les villes regroupent des acteurs économiques similaires et partagent les mêmes besoins pour assurer la subsistance et créer des richesses, les différents agencements productifs engendrent des résultats variés. Ces résultats soulignent et exacerbent l'hétérogénéité entre les villes.

***La fonction de subsistance d'une ville : besoin, production et commerce***

Bairoch (1985) établit l'agriculture comme une condition préalable à la viabilité des établissements humains. Duranton (1999), partageant la prémisse de Bairoch, souligne l'importance incontestable de l'agriculture pour satisfaire la fonction de subsistance des villes. Il défend l'idée de l'effet positif de la production agricole pour assurer la sécurité alimentaire de la population urbaine. Cependant, (Jacobs, 1970) a soulevé un débat sur la suprématie agricole en remettant en question le rôle de l'agriculture dans la formation des villes. Jane Jacobs a préconisé l'émergence de l'agriculture après les premiers établissements humains. Le questionnement de Jacobs nous permet de parcourir une voie peu explorée.

Qu'est-ce qui est venu en premier, l'agriculture ou la ville ? En considérant l'agriculture comme un processus productif et reproductible, je m'appuie sur les réflexions de Turgot pour éclairer ce débat. Selon la logique de Turgot, l'impossibilité de produire tout ce qui est nécessaire pour satisfaire la fonction de subsistance met en évidence les besoins réciproques entre les individus. Il s'agit de la relation entre des groupes de personnes qui se coordonnent pour produire et répondre à leurs besoins mutuels. Dans ce contexte, on peut trouver les conditions propices à la formation des premiers établissements urbains, antérieurs même à l'agriculture. Lorsque Turgot examine le cycle agricole et le processus de transformation des matières premières, il prend en compte le temps nécessaire au développement de la production agricole. Cette réflexion suggère donc que l'organisation sociale

et la collaboration nécessaire pour subvenir aux besoins de la communauté peuvent avoir précédé l'agriculture, jetant les bases des premières structures urbaines.<sup>51</sup> Il est important de mettre en lumière la temporalité du cycle de production agricole et la connaissance nécessaire pour cultiver la terre afin d'accepter la prémisse de Jacob. Cela implique la plantation, l'entretien des cultures, la compréhension de la maturation du produit, et finalement la récolte. Si l'on prend en compte le cycle agricole, la connaissance de la culture de la terre, ainsi que les équipements et la transformation de la matière première, l'organisation urbaine antérieure à l'agriculture s'impose comme une condition *sine qua non*. Pour aller encore plus loin, il était aussi nécessaire de développer et de transmettre les techniques qui ont rendu l'agriculture possible. Ces savoir-faire doivent nécessairement précéder la mise en œuvre du processus de production agricole.

Angus Maddison (2001) a mis en avant la nécessité de comprendre scientifiquement la nature pour stimuler la croissance économique. La convergence de ces éléments rend possible le développement des villes avant même la production agricole. Cependant, des facteurs tels que l'accumulation de capital, le développement technologique, la division du travail et la coordination en vue de la production semblent précéder l'agriculture, établissant ainsi un chemin clair pour un processus de production. Dans ces conditions, la capacité à reproduire le processus de production agricole a conduit à la sécurité alimentaire, permettant ainsi une permanence sur de plus longues périodes. Ce constat peut suggérer que le processus de production agricole a, en réalité, précédé les aménagements urbains, complexifiant la relation historique entre agriculture et urbanisation.

---

<sup>51</sup> « Les denrées que la terre produit pour satisfaire aux différents besoins de l'homme ne peuvent y servir, pour la plus grande partie, dans l'état où la nature les donne ; elles ont besoin de subir différents changements et d'être préparées par l'art.... ; Si le même homme qui fait produire à sa terre ces différentes choses, et qui les emploie à ses besoins, était obligé de leur faire subir toutes ces préparations intermédiaires, il est certain qu'il réussirait fort mal. » (Réflexions sur la formation et la distribution des richesses, chap. III).



Assurer la fonction de subsistance d'une ville est une condition essentielle à son existence. Toutefois, la compréhension de la manière dont une ville remplit cette fonction nous éclaire sur son organisation productive. Dans l'examen de la fonction de subsistance d'une ville, nous prenons en compte plusieurs éléments : la somme des besoins de subsistance de chaque individu, le territoire dans sa globalité, l'accumulation du capital, ainsi que le processus d'extraction et de transformation des matières premières. Ces aspects ensemble forment la base de la structure économique et sociale d'une ville, liant étroitement son développement à la capacité de satisfaire les besoins fondamentaux de sa population.

En supposant que la production et la consommation future sont conditionnées à la subsistance à présent, nous avons :

$$Y^{t+1,i} = f(N^t, T^t, K^t, L^t, A^t)^i$$

$$SB^{t+1,i} = g Y^{t,i}$$

Où : SB = moyens de subsistance, N = besoins, T = territoire naturel, K=capital, L=travail A=connaissance, Y=production, i=local t=période.

Selon le modèle présenté par Smith, lorsque la disponibilité des produits est inférieure aux besoins de subsistance ( $Y < SB$ ), en étant (Y) les seuls produits qui ont une valeur d'échange qui peut être maintenue, les conditions d'un scénario de privation économique sévère sont installées (Smith, 1776, Livre I, ch. 3, p.10). Cependant, l'absence de produit à échanger fait ressortir le travail intrinsèque à l'individu et/ou le produit ayant la plus grande valeur ajoutée, absent du raisonnement de Smith. Si ces conditions ne sont pas réunies, le processus de migration est enclenché, menaçant la capacité de la ville d'exister. Dans ces conditions, seul le commerce peut inverser la désertification et la disparition de la ville. Ainsi, la première condition d'émergence du commerce est définie, comme on peut le lire en Steuart (1767), Turgot (1776), et Smith (1776). En évaluant la même condition, ( $Y < SB$ ), mais cette fois en considérant l'approche de Turgot, le processus de transformation et de valeur ajoutée sont capable de compenser

le surplus produit avec les services (Turgot, 1766). Mais à travers la contribution de Jean-Baptiste Say, qui les produits immatériels, entre également dans la formation de la production (Say, 1841, ch. 13). Nous trouvons ainsi la version moderne de la richesse d'une nation, où les produits et les services constituent la production (Y). Cette version explique la continuité de la capacité d'existence des villes en produisant des services et en développant la connaissance.

### *La production et la taille du marché*

Dans le processus de réciprocité pour satisfaire les besoins mutuels, facilité par le commerce, est possible de satisfaire la fonction de subsistance. En supposant que (i) la fonction de subsistance doit être satisfaite, et (ii) les villes, par l'impossibilité de tout produire, pour répondre aux besoins de leur population recourent à la production extérieure, on peut dire :

$$SB^i < Y_{ij}$$

En étant  $\sum_1^n Y$  la taille du marché.

À partir de cette prémisse, deux points émergent dans la discussion : Premièrement, en définissant la taille du marché par le volume de la production, et le rendement croissante, je m'appuie sur le texte de (Young, 1928) en rejoignant la ligne théorique qui s'oppose à la formation du marché basée sur la demande, et sur le commerce, définie par Adam Smith (1776). Le même texte où Smith définit la société des commerçants. Secondement, l'entrepreneuriat. Selon Turgot, le salaire fournit au minimum la subsistance, mais le labourer est la source de toute richesse. Dans le raisonnement de Turgot, déjà au début de son texte, le labourer représente l'entrepreneur, coordinateur des facteurs de production qui forment la richesse à travers la valeur ajoutée. Les arrangements productifs, coordonnés par les entrepreneurs, dans le contexte unique de chaque territoire, définissent la capacité de production de la ville. Ces besoins réciproques définissent les

arrangements productifs qui permettent aux villes d'assurer leur subsistance et de générer des richesses.

### **2.2.5 Le scénario malthusien revisité : pénurie, dégradation du cadre de vie et décroissance démographique**

#### *La face cachée de la théorie malthusienne : vers une analyse élargie des enjeux socio-économiques et territoriaux*

L'exposé malthusien, souvent critiqué, recèle en réalité des thèmes d'une grande importance qui requièrent une analyse approfondie. Outre son argument en faveur d'une régulation de la population, Malthus avance des propositions visant à améliorer le niveau de vie des travailleurs tout en réduisant les déséquilibres territoriaux (Malthus, 1798). Son analyse met en évidence l'impact de la structure de l'emploi et des niveaux de rémunération sur le bien-être des individus. Il insiste sur l'importance de trouver un équilibre dans les mesures incitatives entre les secteurs agricoles et industriels pour assurer une harmonie territoriale. Par ailleurs, Malthus aborde la manière dont une organisation productive peut créer des opportunités d'emploi en dehors des centres urbains, en orientant le processus productif vers la subsistance.

De nos jours, ces questions demeurent d'actualité et trouvent des illustrations concrètes dans des problématiques telles que la désertification et la concentration des territoires, la souveraineté alimentaire, les circuits courts, la pauvreté et l'urbanisation. Le texte de Malthus contient également des réflexions concernant des mesures préventives et des contrôles positifs, proposant ainsi des approches diversifiées pour appréhender les défis démographiques.

Le processus de migration entre les milieux ruraux et urbains a eu un fort impact sur le taux de fécondité. La migration de la population en âge de procréer, attirée par les opportunités, par le mode de vie de l'environnement urbain, influence la réduction du taux de fécondité. Un autre fait important

est le lien social entre la société urbaine et rurale, qui explique le même comportement dans la tendance à la baisse de la croissance de la population dans les zones rurales, mettant en évidence l'influence entre ces deux groupes (Lerch, 2019). Je pense ici attirer l'attention sur l'**influence sociale entre le migrant et sa communauté d'origine**.

Malthus évoque notamment la vie en milieu urbain en la liant à des éléments tels que l'industrie, le luxe, la propagation des maladies épidémiques et les conflits. Selon lui, cette convergence d'éléments conduit inévitablement à la pauvreté et au vice. L'étude approfondie du texte malthusien a permis de saisir pleinement les idées qu'il véhiculait et d'élargir notre réflexion sur les enjeux socio-économiques et territoriaux contemporains qui trouvent une résonance pertinente avec ses écrits. Les conditions liées au déséquilibre social et les sources des problèmes ont été intégrées dans la discussion, enrichissant ainsi notre compréhension à travers ce chapitre.

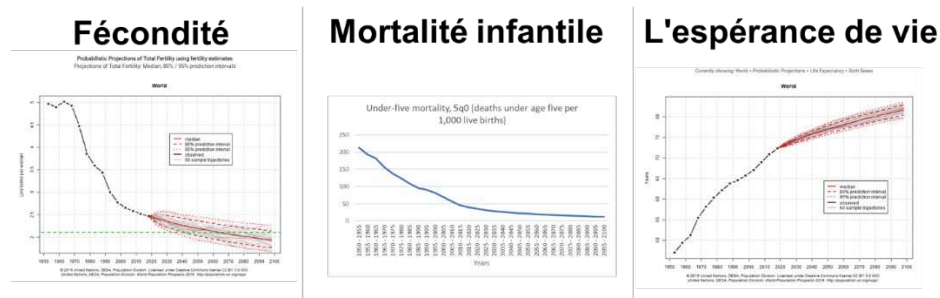
### *Dynamique démographique mondiale : un examen critique des tendances actuelles à la lumière des théories malthusiennes*

Le catastrophisme intrinsèque à l'être humain, et la curiosité suscitée par la fin du monde ont toujours motivé les discussions. Le scénario résultant des habitudes de consommation d'une population urbaine concentrée, et la dégradation constante de l'environnement dû à un processus de production fragmenté, nous ramène à la théorie malthusienne. La version moderne du scénario malthusien comprend toujours la détérioration environnementale.<sup>52</sup>

---

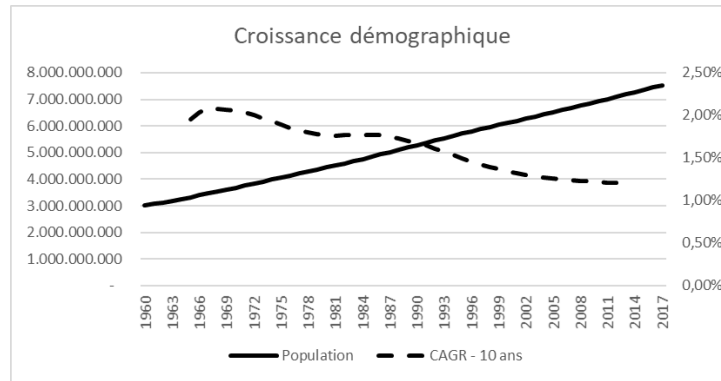
<sup>52</sup> « Nonobstant donc l'institution des lois sur les pauvres en Angleterre, je pense qu'il sera admis que, vu l'état des classes inférieures, tant dans les villes que dans les campagnes, les détresses qu'elles subissent par le manque de nourriture adéquate et suffisante, par les travaux pénibles et les habitations inutiles, agiront comme un contrôle constant sur la population naissante. À ces deux grands contrôles de la population, dans tous les pays occupés depuis longtemps, que j'ai appelés contrôles préventifs et positifs, on peut ajouter les coutumes vicieuses envers les femmes, les grandes villes, les manufactures nuisibles, le luxe, la peste et la guerre. » Malthus, 1798.

Malthus a décrit un scénario hostile qui pourrait agir comme un mécanisme naturel de contrôle de la fécondité, suscitant l'interrogation quant à sa similitude avec la réalité contemporaine, alors que la population mondiale s'apprête à atteindre le chiffre considérable de dix milliards d'individus, ce qui réintroduit la problématique de la surpopulation. L'examen attentif de la croissance démographique au cours des 60 dernières années, en se basant sur le taux de croissance annuel composé à intervalles décennaux (CAGR<sub>10</sub>),<sup>53</sup> a révélé une tendance opposée au discours alarmiste relatif à la surpopulation. En effet, il a été observé un ralentissement substantiel du taux de croissance de la population, principalement attribuable à l'influence prépondérante du vieillissement démographique, qui exerce un impact notable sur la dynamique du solde naturel. L'isolement de cet effet a mis en évidence une décroissance marquée du solde naturel, contribuant ainsi à la réduction globale du taux de croissance démographique. Une telle évolution soulève des interrogations d'importance capitale quant aux politiques démographiques et sociales à envisager pour faire face à ces mutations.



**FIGURE 6 – LES INDICATEURS DE LA CROISSANCE DEMOGRAPHIQUE**

<sup>53</sup> (CAGR) taux de croissance annuel composé



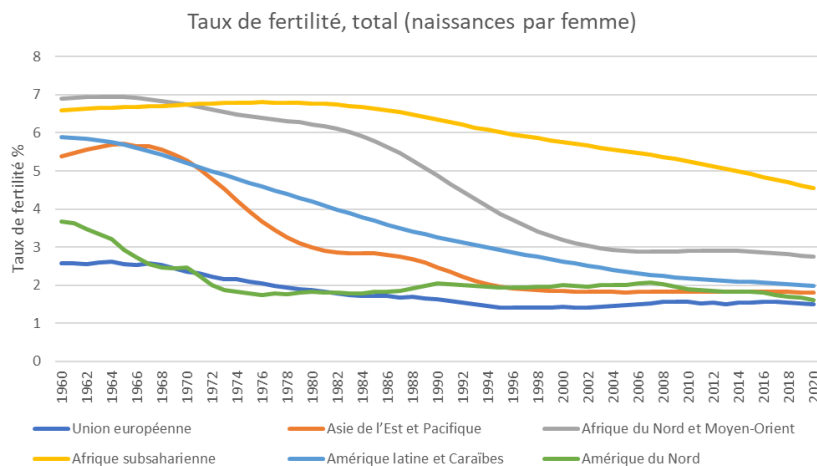
**FIGURE 7 - MOYENNE MOBILE DU CAGR (10 ANS)<sup>54</sup>**

Il convient dès lors de considérer avec la plus grande attention ces données dans la planification prospective, afin d’assurer un développement équilibré et durable. Les indicateurs prospectifs prédisent un tournant dans la trajectoire de la croissance démographique mondiale au cours des prochaines années, en raison notamment de la faible fécondité, conjuguée à la mortalité inhérente à la génération née entre 1920 et 1960. Cette observation suscite la question de savoir si les mécanismes de régulation préventifs et positifs évoqués par Malthus pourraient entraîner une décroissance démographique. Entre 1960 et 2020, une baisse du taux de natalité est observée à l’échelle planétaire, ce qui semble corroborer partiellement les postulats malthusiens sur les mécanismes de contrôle de la population. Face à cette réalité, il s’avère impératif de réfléchir avec diligence aux politiques et aux stratégies à adopter pour gérer cette dynamique démographique en perpétuelle évolution. En privilégiant des approches équilibrées et durables, il est possible d’aborder

<sup>54</sup> Source: World Bank staff estimates based on the United Nations Population Division's World.

Variable description Urban population refers to people living in urban areas as defined by national statistical offices. It is calculated using World Bank population estimates and urban ratios from the United Nations World Urbanization Prospects. Aggregation of urban and rural population may not add up to total population because of different country coverages. Variable description Rural population refers to people living in rural areas as defined by national statistical offices. It is calculated as the difference between total population and urban population. Aggregation of urban and rural population may not add up to total population because of different country coverages.<http://data.worldbank.org/data-catalog/world-development-indicators>

ces mutations de manière responsable et de préserver l'avenir de notre société mondiale.



**FIGURE 8 - TAUX DE FERTILITE<sup>55</sup>**

Les projections relatives au solde naturel révèlent un renversement de la courbe de croissance démographique, ce qui tend à écarter l'hypothèse d'une surpopulation mondiale. Cependant, l'accroissement du taux d'urbanisation, conjugué aux disparités territoriales et sociales, renforce la possibilité d'une surpopulation dans les principaux centres urbains, en grande partie expliquée par le solde migratoire. Ce phénomène démographique engendre des conséquences notables, notamment l'effet de désertification territoriale et l'absence de politiques adéquates pour faire face au déclin des zones urbaines. Ces thèmes commencent cependant à peine à être pris en considération dans les agendas politiques et méritent d'être exploré dans les recherches spécifiques.

<sup>55</sup> Source : (1) Division de la population des Nations Unies. 2009. World Population Prospects : The 2008 Revision (Perspectives relatives à la population mondiale : révision de 2008). New York, Nations Unies, Département des affaires économiques et sociales (tableaux excel avancés). Disponible à l'adresse : <http://esa.un.org/unpd/wpp2008/index.htm>. (2) Rapports de recensement et autres publications statistiques des bureaux nationaux de statistiques, (3) Eurostat : statistiques démographiques, (4) Secrétariat de la Communauté du Pacifique : programme de statistiques et de démographie et (5) Bureau du recensement américain : base de données internationale et (6) Enquêtes sur les ménages menées par les agences nationales, Macro International et les Centers for Disease Control and Prevention américains.

### **2.3 LA RICHESSE ACCUMULEE, LA RESILIENCE ET LA REDISTRIBUTION : LE ROLE DU CAPITAL DANS LE DEVELOPPEMENT DURABLE**

À la fin du cycle durable de production, la richesse se forme, engendrant une accumulation récurrente de surplus. Ce capital cumulé, source de financement de l'innovation et de la croissance, joue un rôle dans la détermination de l'avenir. Il est possible de décrire les éléments clés de cette accumulation, notamment son rôle en tant que source de financement et les conséquences sur la continuité du processus productif. Ces richesses, issues des actifs créés à travers le processus de production, sont transmises de génération en génération grâce à la protection de la propriété privée assurée par l'État. En revanche, cette concentration de richesse suscite fréquemment des critiques, étant perçue comme un signe d'inégalité sociale. Les fonds accumulés sont constamment taxés et vus comme un moyen de financer les mesures de redistribution.

Les impôts constituent une source essentielle de financement pour la structure sociale. En captant une part des revenus et des richesses créés au sein de l'économie, ils peuvent être redirigés pour soutenir des initiatives telles que des programmes sociaux, des infrastructures publiques, et des efforts destinés à diminuer les disparités et à augmenter le bien-être général de la société. Le cadre fiscal est souvent le reflet des valeurs et des objectifs socio-économiques d'une nation, agissant comme un levier influent pour orienter les comportements économiques et sociaux.

Une préoccupation croissante réside dans l'éloignement du capital accumulé du processus productif. À mesure que le marché boursier se complexifie et que les opportunités d'investissement spéculatives se multiplient, une portion du capital est redirigée vers des activités déconnectées de la création de valeur tangible. Cette tendance, qui détourne des fonds des secteurs productifs essentiels, peut conduire à un déséquilibre économique et à un déficit en investissements durables. Elle soulève des



questions sur la manière dont le capital est utilisé et l'impact à long terme de ces choix sur la santé économique générale.

Le capital accumulé peut également jouer un rôle clé dans la résilience économique. Lorsque les individus, les entreprises et les gouvernements disposent de réserves financières solides, ils sont mieux préparés pour faire face aux chocs économiques et aux périodes de difficultés. Ces réserves de capitaux peuvent être un levier puissant pour stimuler l'économie pendant les périodes de récession. Elles permettent d'aider les individus en difficulté et de soutenir le développement de projets stratégiques à long terme, agissant ainsi comme un filet de sécurité économique qui aide à maintenir la stabilité et la croissance, même dans des conditions économiques difficiles.

En conclusion, l'accumulation de capital, les impôts, et la manière dont ces éléments sont gérés et réinvestis dans l'économie, sont au cœur de nombreux aspects essentiels du développement économique et social. La formation, l'accumulation et la distribution de la richesse influencent non seulement l'innovation et la croissance, mais aussi la justice sociale et la résilience économique. Toutefois, il existe des défis importants à relever, notamment le risque que le capital soit détourné des investissements productifs, conduisant à des déséquilibres et des instabilités. Une gestion responsable et équilibrée du capital accumulé et des impôts est donc essentielle pour soutenir un développement économique durable et équitable. Elle doit être guidée par une vision claire des objectifs à long terme et par des politiques attentives à la réduction des inégalités et à la résilience de la société.

### **2.3.1 Source de financement du progrès technique**

Selon Turgot, pour s'adapter aux avancées technologiques, des investissements s'avèrent indispensables. Il va au-delà de la notion de simple bénéfice, et pense que le surplus, après déduction du coût de production et

des besoins de subsistance de l'entrepreneur, devrait être consacré au financement du progrès technique. Ainsi, l'achat de terres, l'octroi de prêts ou l'investissement dans la production sont pour lui les piliers de sa théorie de l'épargne, dans le but d'obtenir une rente stable. Il met en avant divers moyens de créer de la richesse, en plus de l'agriculture. Pour Turgot, l'émergence de l'industrie manufacturière constitue un facteur de production de richesse, au même titre que l'agriculture.<sup>56</sup> Entre les différentes options d'utilisation du surplus produit, il estime que l'investissement dans la production est le moyen qui répond le mieux aux besoins pour encourager le progrès technologique. Ce texte souligne deux points essentiels dans son raisonnement. Premièrement, selon sa théorie de l'épargne, l'accumulation de capital crée de nouvelles opportunités pour générer de la richesse. Deuxièmement, investir dans le progrès technique peut conduire à la création de richesse, marquant une étape significative dans l'évolution sociale comme un moteur de la création de richesse.

Un autre élément crucial dans l'accumulation du capital concerne la coordination des capacités entrepreneuriales dans le domaine de la production. Parmi d'autres penseurs, Turgot souligne ce concept, consolidant ainsi l'idée que l'accumulation de capital est une condition *sine qua non* pour le développement et l'expansion des activités productives. Au-delà de mettre en évidence l'importance de l'accumulation du capital et de la coordination, Turgot insiste sur le fait que la véritable source de richesse émane de l'entrepreneuriat et non des salaires.<sup>57</sup> En complément, l'accumulation de

---

<sup>56</sup> C'est cette différenciation qui le sépare de l'école physiocrate, faisant de lui un pionnier de la théorie classique.

<sup>57</sup> « Dès que le travail du laboureur produit au-delà de ses besoins, il peut, avec ce superflu que la nature lui accorde en pur don au-delà du salaire de ses peines, acheter le travail des autres membres de la société. Ceux-ci, en le lui vendant, ne gagnent que leur vie ; mais le laboureur recueille, outre sa subsistance, une richesse indépendante et disponible, qu'il n'a point achetée et qu'il vend. Il est donc l'unique source de toutes les richesses qui, par leur circulation, animent tous les travaux de la société, parce qu'il est le seul dont le travail produit au-delà du salaire du travail. » (Réflexions sur la formation et la distribution des richesses, ch.7).

capital ne se limite pas à la seule logique de bénéfice telle qu'exposée par Turgot. Elle englobe également les connaissances territoriales accumulées, la capacité de coordination du processus de production pour favoriser la reproductibilité, ainsi que la source de financement du progrès technique, issue de l'épargne du produit net. L'accumulation de capital joue donc un rôle fondamental en définissant la base de la production de richesse.

Ainsi, pour qu'il y ait croissance économique, il est nécessaire de satisfaire la condition  $\Delta Y > 0$ , Y en étant le total produit.

Supposition la complémentarité de deux fonctions :

La fonction factorielle,

$$n! = \prod_{i=1}^n i$$

Et la fonction linéaire de la production globale,

$$Y = ALK$$

Y est la production totale, A est un paramètre d'efficacité, L est la main-d'œuvre et K est le capital utilisé.

Et en acceptant les hypothèses du modèle de Harrod-Domar

$$Y = f(K) ; f(0) = 0$$

Nous concluons que, pour qu'il y ait la croissance économique, il est nécessaire (i) satisfaire la condition  $\Delta Y > 0$  ; (ii) la répliquabilité de l'arrangement productif autour de la production agrégée  $Y = ALK$  ; et (iii) l'accumulation du capital  $Y = f(K)$ , en étant  $f(0) = 0$ . Cette conclusion, nous ramène à la prémisse présentée par Smith et Turgot sur la nécessité du capital et de son accumulation progressive par l'intermédiaire de la division du travail et de l'épargne du produit net.<sup>58</sup> On observe la même approche dans le

---

<sup>58</sup> Il est important de noter que pour Smith, la division du travail est à l'origine de la raison de l'augmentation de la production.

texte d'Young (1928), qui, influencé par la « demande réciproque » de Marshall, définit la taille du marché comme une fonction du volume de production ( $Y$ ). Young soutient que la reproductibilité du cycle de production et la division du travail permettent d'augmenter le revenu, en convergence avec Turgot. En synthèse, l'accumulation du capital, l'entrepreneuriat, et la division du travail jouent un rôle central dans la formation de la richesse.

La reproductibilité incite à un processus de découverte, basé sur les succès et les échecs, qui repose sur la recherche de solutions aux problèmes du processus de production (Krafft, 2007). Sans la coordination pour la reproductibilité de l'arrangement productif  $Y = ALK$ , et l'accumulation du capital  $Y = f(K)$ , l'existence de la ville s'avère non viable. En conséquence, la formation d'une société sans l'organisation productive devient abstraite. Comme la vision d'une société de commerçants envisagée par Smith (1776). Ainsi, nous pouvons conclure que la multiplicité des combinaisons productives possibles et la reproductibilité de ces arrangements ouvrent la voie à la production de divers groupes de produits et à l'accumulation de capital. Cette aptitude à générer des revenus en expansion permet aux villes de se distinguer les unes des autres. La compétence dans l'organisation des mécanismes productifs, alliée à l'accumulation du capital et à l'investissement des économies dans l'infrastructure productive et le progrès technique, est cruciale pour comprendre la disparité entre les villes et leur poids économique. Ces éléments jouent un rôle majeur dans la création des différences économiques entre les différentes zones urbaines.

### **2.3.2 Source de financement d'une politique distributive**

Dans la tentative de surmonter les freins liés à la croissance économique fondée sur une politique distributive, les libéraux, pro marché

s'appuient sur le discours du libéralisme de convenance<sup>59</sup> et du libre-échange prônant l'éloignement de l'État de l'économie. En l'absence de réponses aux problèmes fondamentaux, le marché insiste pour dénoncer le lourd fardeau fiscal, qui freine la croissance économique, ainsi que l'inefficacité de l'État. En revanche, l'organisation productive coordonnée par le marché transfère le coût social marginal à la société, exigeant de l'État des réponses au problème. Une dichotomie, représentée par **l'exclusion des coûts des outputs indirects du prix final des produits, créant une subvention sociale par le transfert de ces coûts à la société**. Dans une spirale sans fin, on continue à discuter de la fonction de production, représentée par :

$$Y = AK^\alpha L^{(1-\alpha)}$$

Où la croissance de l'innovation et de la productivité (A) est la seule voie possible vers la croissance économique.

La convergence des différentes écoles de pensée économique sur le rôle central de l'accumulation du capital dans la génération de valeur ajoutée est incontestable. Néanmoins, les désaccords s'exacerbent lorsqu'il s'agit de l'inégalité sociale et de la distribution des richesses. En défendant le rôle de la propriété privée dans la croissance économique, je souhaite explorer la question complexe de la répartition des richesses à travers d'autres angles.

Une approche souvent évoquée pour aborder la question de la répartition des richesses est l'effet « Robin des bois ». Cette approche impliquerait de « voler » ou plutôt de taxer le capital accumulé, dans un processus d'expropriation qui peut sembler illégal. Une fois que l'État aurait effectué ce « pillage » avec le soutien de la société, le butin serait utilisé pour financer un système de protection sociale distributive. Tout cela aurait pour

---

<sup>59</sup> Le libéralisme de convenance repose sur une intervention étatique sélective, intervenant uniquement lorsque cela sert les intérêts particuliers. Cette approche contredit l'idéal libéral authentique qui prône une intervention minimale de l'État dans l'économie et les affaires, indépendamment des intérêts particuliers. En conséquence, certains critiques considèrent que cette approche opportuniste érode les principes fondamentaux du libéralisme.

noble intention de réduire les inégalités sociales. Cependant, cette approche soulève des problèmes. Elle pénaliserait les entrepreneurs qui, sans aucun soutien, ont réussi à accumuler du capital, créer des emplois et favoriser le progrès technique grâce à leur travail et leur coordination productive. Ces entrepreneurs devraient alors payer pour les échecs de coordination de l'organisation productive résultant de la logique du marché. Cela ne traiterait que les symptômes et non les causes profondes des inégalités. De plus, un tel processus de taxation pourrait fonctionner pendant un certain temps, mais il finirait par montrer ses limites. Les fortunes disponibles diminueraient rapidement face au grand nombre de personnes ayant besoin d'aide. Dans ce scénario, les avocats fiscalistes pourraient tirer profit de leur capacité à naviguer dans les méandres de la loi pour échapper aux impôts grâce à des structures juridiques complexes, et le modèle des paradis fiscaux régis par le marché persisterait. En conséquence, un tel modèle finirait par s'effondrer, laissant des conséquences imprévues et potentiellement néfastes pour l'économie et la société dans son ensemble.

Actuellement, certains plaident en faveur d'une lutte contre les détenteurs du capital accumulé, critiquant particulièrement le processus de succession. Selon cette logique, des impôts importants devraient être imposés au moment de la succession pour réduire les inégalités sociales. Cependant, cette approche est controversée car elle peut être perçue comme une usurpation de propriété privée, étant donné que le capital accumulé a déjà été soumis à l'imposition lors de sa formation. L'objectif affiché est de financer le système de protection sociale distributive, mais certaines voix critiquent cette approche en la qualifiant de démagogique et inefficace pour résoudre le problème des inégalités. Ils considèrent que cela revient à piller le capital accumulé en faveur de l'État-providence, ce qui encourage l'expansion des paradis fiscaux et de structures juridiques qui protègent le capital accumulé, le détournant de son rôle principal dans l'économie qui est de financer le progrès technique et la production.

Cette approche creuse des tensions sociales entre différentes strates de la société qui coexistent sur un territoire inégal et injuste. Elle est nourrie par un sentiment d'injustice chez la majorité des travailleurs salariés qui voient d'un mauvais œil la lutte quotidienne pour leur subsistance, perçue comme injuste par rapport aux générateurs de richesse. Il est important de prendre du recul et de ne pas se laisser emporter par des discours dogmatiques basés sur des interprétations simplifiées et partiales de textes complexes tels que ceux de Marx et Proudhon. Une approche équilibrée et basée sur une analyse rigoureuse est nécessaire pour trouver des solutions durables aux problèmes de répartition des richesses et d'inégalités sociales. Pour aborder efficacement la question de la répartition des richesses, il est essentiel de considérer une approche plus nuancée et globale, appuyée sur la coordination vers un système productif. Les suggestions d'approches à explorer seront développées plus en détail dans le troisième chapitre de ce texte.

### **2.3.3 Capital accumulé et éloignement du processus productif**

L'écart entre le marché libre et le libéralisme économique d'une part, et le modèle consistant à usurper la propriété privée d'autre part, ne semble pas être la voie de compromis pour réduire le fossé social. Toutefois, il est important de noter que l'organisation productive coordonnée par le marché peut converger avec une absence de solution. Pour comprendre pourquoi le capital accumulé s'est éloigné du processus productif, il convient d'examiner la logique de la production et d'analyser comment la richesse est formée.

Le capital accumulé devrait être investi dans le progrès technique et social, garantissant ainsi un revenu stable et réduisant le besoin d'un État-providence. Malheureusement, la dissociation entre le capital accumulé et le processus productif est devenue la norme, entravant ainsi la création de valeur. Les banques, traditionnellement gardiennes du capital financier accumulé et responsables de la circulation des richesses, se sont détournées

du processus de production et ont privilégié l'allocation du capital, se spécialisant dans la gestion des risques.

L'allocation des ressources dans l'économie contemporaine est un processus complexe, visant le point de convergence entre la minimisation des risques et la maximisation des rendements. Cette approche tend à optimiser l'utilisation des ressources disponibles, reflétant un principe fondamental de la gestion économique moderne. Comme nous l'avons décrit précédemment, la création de la richesse provient moins des salaires fixes que de l'entrepreneuriat et de l'innovation. Dans ce contexte, le salaire d'un employé est souvent un reflet restreint de sa capacité à créer de la valeur, pouvant être limitée par des facteurs tels que l'éducation, l'expérience, et le contexte économique général. Toutefois, même lorsque les salaires sont limités, le cadre juridique existant garantit un flux salarial constant, contribuant ainsi à réduire les risques liés à l'allocation du capital et favorisant le système de crédit. Le rôle de l'État-providence dans ce système est également crucial. En assurant un flux de salaires en cas de perte d'emploi, il renforce la stabilité de la circulation des capitaux et facilite le remboursement des crédits. Ceci est encore accentué par des mécanismes de répartition des risques, qui sont intégrés dans les coûts des crédits sous forme d'assurances contractées lors de leur concession. Ces mécanismes créent une sécurité supplémentaire, consolidant la confiance dans le système financier et réduisant davantage les risques. Néanmoins, ces mesures ne sont pas infaillibles. La classe salariée, souvent en difficulté pour accumuler du capital, dépend du crédit pour satisfaire ses besoins quotidiens et atteindre une meilleure qualité de vie. Cette situation peut entraîner un cercle vicieux de dettes et d'obligations financières, restreignant leur capacité d'entreprendre et de générer de la valeur de façon indépendante. L'incapacité d'accéder au capital accumulé affaiblit non seulement leur potentiel de création de valeur, mais constitue également un obstacle majeur à la distribution équitable de la richesse. L'optimisation de l'allocation des ressources et la création de richesse sont des processus complexes et interdépendants, nécessitant une analyse



profonde et nuancée des dynamiques économiques. Ceci inclut la compréhension de la relation entre l'entrepreneuriat, les salaires, le crédit, et le rôle de l'État-providence.

Il est crucial de reconnaître que la distribution de la richesse doit prioriser la promotion de la création de valeur, plutôt que de simplement redistribuer la richesse déjà accumulée. Cette approche va au-delà d'un simple partage et encourage une économie dynamique où les individus et les entreprises sont incités à innover et à contribuer à la croissance économique. Le groupe de travailleurs marginalisés se retrouve dans une situation difficile, avec des salaires insuffisants pour couvrir leurs besoins de subsistance. Ces individus, souvent coincés dans des emplois mal rémunérés et sans accès aux opportunités d'entrepreneuriat, dépendent considérablement des programmes de redistribution des richesses. Bien que ces programmes soient essentiels pour répondre à leurs besoins immédiats, ils ne doivent pas être considérés comme une solution à long terme. Une voie plus judicieuse serait d'adopter une approche plus holistique, visant à intégrer ces travailleurs dans un système économique où ils peuvent réaliser leur potentiel et contribuer de manière significative à la création de valeur. Cette voie représente une solution plus durable et équitable vers une prospérité véritablement partagée.

Dans l'économie contemporaine, une tension complexe se dessine entre les emprunteurs, dépendant de leurs futurs flux de salaires, et les petits investisseurs qui épargnent grâce à une gestion frugale de leurs finances. Ces derniers forment le capital qui sert à financer les emprunteurs, créant une relation interdépendante. Ce système, en apparence efficace, cache néanmoins plusieurs défis. De nombreux petits épargnants sont exclus des opportunités d'investissement rentables, et leur manque de connaissance du marché financier ou leur profil conservateur les orientent vers des investissements dans l'immobilier ou les obligations de l'État. Ces placements sûrs mais moins dynamiques immobilisent leur capital, limitant la création de valeur dans l'économie productive. Un tel modèle génère des

revenus pour les détenteurs de biens immobiliers, mais il entraîne également la désindustrialisation de l'économie, la marchandisation du travail et l'incapacité à créer de la valeur. En réalité, un bien immobilier qui contribue au développement productif se distingue d'un simple subterfuge visant à protéger le capital accumulé en l'absence d'autres options. De plus, les politiques qui inhibent les revenus locatifs liés à l'investissement immobilier aboutissent à des actifs qui sont littéralement figés et qui n'apportent pas de dynamisme économique. Il est essentiel de trouver des solutions permettant aux petits investisseurs d'accéder à des opportunités d'investissement plus diversifiées et productives, afin de stimuler l'économie, de créer de la valeur et d'encourager un développement économique durable. Le problème réside non pas tant dans le manque d'éducation financière, mais plutôt dans l'absence de produits financiers appropriés, liés au développement de l'économie productive. Ce manque de produits financiers adaptés entraîne des répercussions sur l'économie dans son ensemble, ralentissant la croissance et restreignant la distribution équitable de la richesse.

Pour remédier à cette situation, une solution plus profonde est nécessaire. Il ne suffit pas d'éduquer les petits épargnants sur les mécanismes financiers, mais plutôt de créer et promouvoir des produits financiers spécifiquement liés au développement de l'économie productive. Ces produits devraient être conçus pour être accessibles et attrayants pour les petits investisseurs, leur permettant d'investir dans des secteurs qui stimulent directement la croissance économique et la création de valeur. La création de tels produits pourrait impliquer une collaboration entre les gouvernements, les institutions financières, et les organismes de régulation. Il pourrait s'agir de fonds d'investissement dédiés à l'infrastructure, à l'innovation technologique, à l'industrie manufacturière, ou à d'autres secteurs clés de l'économie productive. Cette approche permettrait non seulement de canaliser les économies des petits investisseurs vers des investissements plus productifs, mais aussi de créer une synergie entre l'investissement privé et les objectifs de développement économique plus larges. Elle contribuerait ainsi

à une croissance plus robuste et à une distribution de la richesse plus équitable. En fin de compte, cette transformation nécessite une vision et une volonté politiques, ainsi qu'une collaboration entre différents acteurs de l'économie. Elle représente une opportunité de repenser la manière dont le capital est investi et de travailler ensemble pour créer un système économique qui favorise non seulement la croissance, mais aussi l'inclusion et la résilience économique.

L'entrepreneur, en tant que créateur de valeur, ne jouit pas de la sécurité qu'offre un flux de salaire constant. Sa subsistance dépend de la valeur qu'il génère en coordonnant les facteurs de production. Malheureusement, les entrepreneurs sont exclus des programmes de protection sociale, les exposant ainsi aux risques inhérents à l'activité entrepreneuriale. En cas d'échec de leur entreprise, ils ne bénéficient d'aucune couverture sociale, d'assurance chômage ni d'un accompagnement pour les soutenir jusqu'à ce que leur projet puisse répondre à leurs besoins essentiels. Ce manque d'assistance de la part de l'État met en évidence le défaut de politiques visant à encourager la création de valeur.

Du fait de l'absence d'un flux de salaire constant, les entrepreneurs se retrouvent également exclus du marché du crédit traditionnel. Le capital accumulé joue un rôle essentiel dans la création de valeur, mais d'où provient ce capital destiné à soutenir l'entrepreneuriat ? Plusieurs hypothèses peuvent être avancées : premièrement, il peut découler d'un capital accumulé dans le passé et transmis par succession. Deuxièmement, il peut provenir d'une épargne constituée à partir d'un surplus salarial. Enfin, l'entrepreneur peut également compter sur des contributions financières informelles, provenant d'amis et de parents. Dans certains cas, les banques traditionnelles peuvent fournir ce capital sous la forme de prêts à taux élevés et exigeant des garanties importantes, ce qui accroît encore davantage le risque pour l'entrepreneur. Malheureusement, les taux élevés ne rémunèrent pas suffisamment le petit investisseur, car les banques préfèrent conserver ces profits dans leurs

trésoreries. Bien que de manière timide, les banques de développement tentent de stimuler la création de valeur, mais elles ont encore tendance à s'écarter de leur véritable vocation. Prises dans une vision à court terme de l'allocation des ressources, du risque et du rendement, elles négligent souvent la perspective à long terme et le développement des projets entrepreneuriaux. Pour encourager l'entrepreneuriat et la création de valeur, il est essentiel que les politiques et les institutions financières se concentrent davantage sur le soutien à long terme des projets et sur le développement économique durable.

Un autre aspect à souligner est l'augmentation croissante au sein de la société d'une majorité qui lutte quotidiennement contre la privation économique sévère. Une classe de travailleurs se trouvant en marge du système de crédit traditionnel, qui se voit empêchée de concrétiser ses aspirations et d'accumuler du capital en vue de générer de la valeur. Une société captive du système de redistribution de richesse propre à l'État-providence. Une société prise au piège, contrainte de mettre à disposition sa main-d'œuvre banalisée pour une organisation productive en déclin.

### **2.3.4 Mesure de la richesse : croissance ou développement économique ?**

La distinction entre croissance économique et développement économique nécessite une clarification afin de mettre en évidence les différences entre ces deux termes souvent confondus. La croissance économique se réfère à l'augmentation globale de la richesse produite par une économie. Elle est basée sur les principes de la richesse smithienne plus les services. Le développement économique, quant à lui, trouve ses origines dans le concept de richesse évoqué par Cantillon, et plus tard par Marshall, qui a été un précurseur des idées liées au bien-être. Ces penseurs ont posé les bases d'une vision économique plus élargie, prenant en compte les aspects sociaux et humains du progrès économique. Leur influence a contribué à façonner des approches économiques plus inclusives, cherchant à améliorer la qualité de

vie de la société dans son ensemble. Après cette clarification, il est important de se demander quelle richesse doit être mesurée.

Dans le cadre contemporain, la pauvreté, en tant qu'antithèse de la richesse, a connu une réduction à l'échelle mondiale au cours des décennies récentes. Le capitalisme, le commerce international et le libéralisme économique ont été considérés comme les lauréats de cette réussite. Il est essentiel de noter que la réduction de la pauvreté est étroitement liée aux programmes de redistribution des richesses et aux mesures prises par l'État pour soutenir le bien-être social. En d'autres termes, c'est l'intervention de l'État, et non seulement la création de richesses attribuée au capitalisme, qui joue un rôle déterminant dans cette amélioration. Cependant, cette perception de l'évolution sociale est remise en question par la réalité vécue par les 89% de la population mondiale vivant dans des conditions de subsistance minimales, ainsi que par la dégradation de l'environnement. Ces aspects remettent en cause la validité du modèle économique actuel. La politique de redistribution des richesses, bien qu'essentielle pour maintenir un niveau de vie minimum, ne favorise pas nécessairement la création de la valeur.

Le besoin de changement commence donc par la manière dont la formation de richesses et le développement économique sont mesurés. Il ne suffit pas de se concentrer uniquement sur la croissance économique globale, mais il est crucial de prendre en compte les dimensions sociales, environnementales et humaines de cette évolution. Mesurer le succès d'un modèle économique devrait inclure des indicateurs de bien-être, de durabilité environnementale et d'équité sociale, afin de garantir un progrès véritablement durable et équitable pour l'ensemble de la société. Parmi les principales mesures économiques, le PIB, suivi ultérieurement des indices de GINI, IDH et de THEIL, joue un rôle central. Le PIB représente la production de richesse, et reflète l'augmentation globale de la production mondiale. Cependant, il est essentiel de reconnaître que la mesure de la seule croissance économique ne suffit pas à capturer l'ensemble de la dynamique économique.

En effet, cette mesure ne prend pas en compte les rendements décroissants, l'allocation efficiente des ressources ni l'équilibre du système économique. Mesurer la croissance économique d'un pays de manière simpliste limite notre capacité à évaluer les déséquilibres causés par des problèmes structurels tels que l'aggravation des fractures sociales, des inégalités territoriales et des dégradations environnementales. La mesure du PIB se concentre uniquement sur le résultat de la production de biens et de services dans un pays, mais elle ne prend pas en compte les processus sous-jacents de formation, d'accumulation et de distribution de la richesse. En généralisant cette mesure, on risque de masquer d'éventuels problèmes structurels. Cette approche générale ne tient pas compte de la division du travail, de l'accumulation du capital, de l'augmentation de la productivité due aux progrès techniques, ni de l'environnement social coordonné par la reproductibilité du cycle de production. En se concentrant uniquement sur la richesse générée, on peut négliger la situation de la population qui survit avec des salaires insuffisants pour assurer un niveau minimum de subsistance et qui a besoin d'une aide complémentaire pour atteindre un niveau de dignité décent. En effet, la mesure de la richesse basée sur la valeur ajoutée laisse de côté les inégalités de revenus et ne prend pas en compte les disparités sociales qui peuvent persister dans un pays en dépit de la croissance économique apparente. Pour une vision plus holistique et éclairée, il est nécessaire d'adopter des approches qui intègrent des indicateurs plus complets, tels que l'indice de développement humain (IDH) qui prend en compte des facteurs tels que l'espérance de vie, l'accès à l'éducation et le niveau de vie. De cette manière, nous pouvons mieux évaluer le véritable bien-être de la population et orienter les politiques économiques et sociales de manière à combler les disparités et à promouvoir un développement plus équilibré et durable pour tous.

La Banque mondiale décrit deux approches pour mesurer le PIB. La première s'appuie sur l'argent dépensé dans l'économie d'un pays, y compris les exportations et importations. La seconde considère le revenu généré par les biens et services produits, y compris le revenu étranger net. Le PIB

représente la richesse totale générée par une économie. Il est calculé en additionnant la valeur totale des produits, moins les intrants intermédiaires et la consommation de capital fixe. Cette mesure assume que le cycle de production répliquable génère la richesse. Cependant, le PIB présente des limites. Il ne prend en compte que la production des externalités et exclut les coûts fixes, le capital accumulé, le progrès technique, et la spécialisation. Il traite également les dépenses publiques de manière uniforme, sans distinction entre gouvernements efficaces et inefficaces. Les gouvernements inefficaces peuvent créer un environnement défavorable à la production de richesse par des dépenses populistes et inefficaces, la corruption et la négligence de l'éducation et du progrès technique. La Banque mondiale souligne également que le calcul du PIB peut être biaisé en raison de la difficulté de définir la production dans l'industrie des services, de l'exclusion de l'informalité et de l'illégalité, et du risque de sous-estimation de la croissance ou de surestimation de l'inflation. Le PIB est une unité de mesure de la productivité de l'économie, mais il a ses limites. S'appuyer uniquement sur le PIB peut déformer la réalité de la formation de richesses et négliger certains aspects de la croissance économique.

À l'époque de la Grande Dépression, la nécessité de comprendre les effets économiques a conduit à l'introduction du produit national brut (PNB). En 1993, il a été renommé revenu national brut (RNB), un concept qui prend en compte la valeur marchande des produits, les taxes sur la production et le revenu net de la population native, y compris à l'étranger. L'économiste Kuznets a souligné que le calcul du RNB devrait considérer l'accumulation de capital et éviter les fluctuations artificielles des prix. Il a également insisté sur la valeur des stocks basée sur le coût d'acquisition et non sur la valeur de marché. Ces principes permettaient une évaluation plus réaliste de l'accumulation de capital. Bien que le PIB et le RNB soient les méthodes les plus courantes pour mesurer la performance économique, elles ont leurs limites. Kuznets a montré que la productivité et la capacité à générer des revenus ne suffisent pas à évaluer pleinement une économie. Il a souligné

l'importance d'autres facteurs tels que le progrès technique, la croissance démographique et la répartition des revenus. Le contexte de la Grande Dépression a également influencé la discussion sur la création d'un État-providence, car ni le PIB ni le RNB ne pouvaient mesurer efficacement la distribution des revenus, un élément vital pour soutenir la croissance. L'analyse ne doit pas seulement se concentrer sur la quantité produite, mais aussi sur sa composition et ses conséquences sociales et environnementales. Ces aspects sont essentiels pour une évaluation précise de la croissance économique et soulignent l'importance de considérer les éléments durables dans toute activité économique.

L'indice de GINI est un outil répandu pour mesurer la disparité entre les inégalités de revenus et de richesse. Gini (1909) critique la théorie de Malthus de 1798, en utilisant des arguments de Sadler (1830) et Doubleday (1853), pour souligner l'impact de meilleures conditions de vie sur la réduction de la fécondité. Cela contredit le problème malthusien de la surpopulation. Gini voulait analyser si les classes inférieures de la population croissent plus que les classes supérieures. Il a découvert que les classes défavorisées ont des taux de natalité et de mortalité plus élevés. Il en conclut que la différence entre la répartition des revenus et de la richesse n'est pas due à la démographie, mais plutôt à l'accumulation de capital. **Selon Gini, le vrai problème n'est pas la concentration des revenus, mais l'incapacité des populations défavorisées à générer des revenus.** Il observe également que la concentration de la richesse a un impact social moindre grâce à l'augmentation du revenu moyen de la population.

L'Indice de Développement Humain (IDH) mesure le développement global d'un pays en intégrant trois dimensions essentielles : la santé (représentée par l'espérance de vie à la naissance), l'éducation (basée sur le niveau d'éducation moyen) et le niveau de vie (calculé à partir du PIB réel par habitant). Créé en 1990 par le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), l'IDH vise à offrir une compréhension plus complète



et nuancée du développement, allant au-delà des indicateurs économiques traditionnels comme le PIB par habitant.

## 2.4 CONCLUSION – CHAPITRE 2

La société est stimulée dans son évolution par les besoins de ces individus et par la reproductibilité des processus de production. Dans la nature individualiste de l'être humain, les actions et le raisonnement dans la manière d'agir sont directement liés aux stimuli auxquels cet individu est exposé. Le monde naturel, le monde numérique et le cadre social et moral, façonne l'environnement capable de créer les stimuli facilitants ou entravant le développement économique. Cependant, les stimuli transforment l'attitude, pas la nature humaine (Mill, 1836a). On peut donc dire que les besoins et les aspirations de l'individu motivent le « désir d'agir », et que pour produire, l'individu ou le groupe d'individus ont besoin de la coordination de l'organisation productive. Le besoin de coordination a fait émerger les villes comme moyen d'organisation sociale et économique.

Les villes, en tant que centres d'innovation et de croissance économique, incarnent une complexité qui englobe l'histoire, la philosophie, l'économie et la dynamique urbaine moderne. Les fondements posés par des penseurs comme Hobbes, Locke, Hume et Rousseau persistent dans notre compréhension des mécanismes sociaux et économiques actuels. Ces idées philosophiques, combinées à une exploration rigoureuse de l'ordre systémique et des relations entre nature, technologie et société, tissent une toile de compréhension interconnectée. Cela nous permet de reconnaître et de naviguer dans la complexité inhérente à notre monde en réseau, en guidant la création de politiques efficaces et durables. La convergence de ces domaines d'étude illustre comment la pensée ancienne continue de résonner et d'influencer notre monde contemporain, soulignant l'importance d'une approche holistique dans l'analyse et l'interprétation de la dynamique urbaine et économique d'aujourd'hui.

La pensée économique moderne, avec ses racines profondes dans la philosophie politique, représente une source complexe d'idées et de théories

qui ont évolué à travers les siècles. Des concepts tels que l'individualisme, la rationalité, les droits de propriété, l'ordre naturel, l'égalité et la justice ont été explorés et débattus par des philosophes tels que Hobbes, Locke, Hume et Rousseau. Leur travail a jeté les bases d'une compréhension de l'homme comme un être rationnel et autonome, agissant dans son propre intérêt, tout en vivant au sein d'une société qui nécessite ordre, régulation et équité. Cependant, l'intégration de ces concepts philosophiques dans la théorie économique moderne n'est pas sans contradictions. Les visions originales de ces philosophes étaient souvent plus nuancées et contextuelles que leur représentation dans la théorie économique néoclassique. Par exemple, l'insistance sur la rationalité et l'individualisme peut parfois entrer en conflit avec les valeurs de communauté, de coopération et de responsabilité sociale. De plus, la méthodologie et l'épistémologie de la pensée économique moderne, influencées par ces philosophes, soulignent l'importance de l'analyse rigoureuse et de la recherche empirique. Cela peut parfois créer des divergences avec les visions originelles, qui étaient souvent plus axées sur la réflexion morale et éthique. La pensée économique néoclassique est une construction complexe et multicouche, façonnée par des idées philosophiques profondes et souvent contradictoires. La compréhension et l'appréciation de ces racines philosophiques sont essentielles pour une application nuancée et efficace de la théorie économique. Cela requiert une étude attentive et une réflexion critique, permettant d'équilibrer la tradition intellectuelle avec les exigences et les réalités de l'économie contemporaine.

L'entrelacement des principes philosophiques de Hobbes, Hume, Locke et Rousseau forge la toile de fond de la génération de richesse. Ces philosophes ont jeté les bases d'une compréhension profonde de la manière dont la richesse est créée et distribuée. La combinaison de leurs principes met en évidence la complexité de la coordination efficace des facteurs de production tels que le capital et le travail, la gouvernance, le progrès technologique, et l'orientation fiscale. Leurs idées persistent comme une boussole, guidant la manière dont la richesse peut être générée de manière

éthique et efficace, en intégrant à la fois les aspects monétaires et sociaux. En reconnaissant et en respectant ces racines philosophiques, nous pouvons espérer construire une économie qui équilibre les impératifs de la croissance avec les valeurs humanistes qui sont au cœur de notre héritage intellectuel.

La génération de richesse est intrinsèquement liée à la coordination efficace des facteurs de production, tels que le capital et le travail. Cette coordination doit également être soutenue par la libre circulation des biens, une gouvernance efficace, le progrès technologique, une orientation vers l'efficacité des actifs dans le système fiscal, plutôt que par une focalisation sur le monétarisme. Dans le contexte de la finance du progrès technologique et de la production, le capital accumulé surgit comme une source primordiale, constituant un élément central de la croissance économique.

L'évolution du processus de production permet la manipulation ou l'augmentation d'un surplus, indispensable à la constitution d'une épargne, qui à son tour, alimente le financement de la croissance économique. Toutefois, il convient de reconsidérer la voie par laquelle le capital accumulé est acheminé vers le secteur productif. L'absence de politiques publiques propices à la création de valeur entrave le processus de génération de richesse. L'incapacité à générer de la richesse par la création de valeur ajoutée entraîne une dépendance accrue envers l'État-providence, alimentant un cercle vicieux de taxation du capital accumulé dans l'objectif de redistribuer et de réduire les inégalités sociales. En conséquence, le capital accumulé est détourné du secteur productif, les ressources étant employées pour pallier le symptôme plutôt que la cause du problème.

Un autre aspect à mettre en évidence concerne la manière dont la richesse est mesurée. Les mesures actuelles, bien que limitées, doivent servir de référence. La compréhension de ces limites ouvre une perspective pour percevoir les économies comme des systèmes interconnectés, où tout ce qui est produit, directement et indirectement, doit être considéré. La prise de conscience que la richesse va au-delà de sa simple création, mais inclut aussi

la façon dont elle est produite, ouvre la voie à l'exploration de solutions aux problèmes structurels.

Enfin, il est crucial de souligner le rapport « salaire-valeur ». La richesse est dérivée de la valeur ajoutée et de la productivité de la coordination des facteurs de production, tandis que le salaire doit, à tout le moins, subvenir aux besoins de base. En l'absence de génération de valeur, la valeur intrinsèque du travail peut donner naissance à deux sociétés distinctes : l'une valorisée pour sa capacité à générer de la valeur et l'autre marginalisée et invisible. Cette dichotomie accentue la fracture sociale et les inégalités territoriales. En explorant la théorie de la richesse à travers ses diverses dimensions, notamment la formation, l'accumulation et la distribution, on pose un jalon essentiel dans l'approche de la « théorie des villes ». Cette perspective enrichie permettra d'aborder le sujet de la croissance économique dans le troisième chapitre.



## **Conclusion de la première partie**





Le début de cette première partie met en lumière les défis majeurs auxquels font face les sociétés. Le modèle économique contemporain se confronte à une mosaïque complexe de défis sociaux cruciaux qui menacent la stabilité et la viabilité du système mondial. Une augmentation de l'intensité et de la fréquence des phénomènes climatiques extrêmes, attribuable à des choix économiques non durables, révèle la relation fragile et interdépendante entre l'économie et l'environnement. La persistance de la pauvreté, malgré les progrès technologiques et économiques, met en lumière les failles structurelles du modèle actuel de génération, accumulation, et distribution de la richesse. Les tensions, conflits, et instabilités socio-économiques servent de révélateurs aux problèmes latents susceptibles de dégénérer en violence et en misère sociales. L'inégalité territoriale expose de surcroît d'importantes disparités entre différents territoires, créant des obstacles supplémentaires à la cohésion sociale. Dans ce contexte, les villes apparaissent comme des points d'ancrage pour édifier un futur plus équitable et résilient. Nonobstant, une refonte du modèle économique devient nécessaire, privilégiant une économie orientée vers la sobriété, la circularité, l'optimisation et flexibilisation des infrastructures, le partage et la résilience, où la société et l'environnement occupent une place centrale, et où les solutions inclusives et durables sont recherchées pour répondre à ces problèmes pressants.

L'évolution de la société, influencée par les besoins individuels et la répétition des processus de production, est en lien étroit avec l'environnement naturel, numérique, moral, et social, qui crée les stimuli guidant les actions et décisions humaines. Cette interrelation coordonnée par l'organisation productive facilite ou entrave le développement économique. Les villes ont émergé comme des moyens d'organisation sociale et économique, mettant en évidence l'importance de la coordination des efforts individuels. Cette première partie a ambitionné d'explorer l'interaction complexe entre la ville et la croissance économique. Les villes, en tant que centres du commerce, de l'innovation, et de la culture, sont vitales pour stimuler la croissance économique et le

bien-être social. Une définition précise du concept de ville permet de saisir l'interaction des ressources économiques en son sein et de comprendre les dynamiques complexes dans cet environnement urbain. Dans un ensemble de définition, **la ville, en tant que structure politique, sociale et économique utilisée par les êtres humains pour s'organiser**, a été choisie.

En plus de la définition de la ville, il est crucial d'explorer ses frontières. Ces limites vont bien au-delà de la simple perception de la proximité et mettent en évidence la relation « distance-temps ». De plus, d'autres frontières, comme les frontières numériques et sociales, sont en train de redéfinir les contours des villes. Les frontières territoriales symbolisent une relation compliquée entre « production-localisation » et « localisation-proximité » pour la création de la valeur. Plus que de simples lignes géographiques, elles illustrent les divisions productives et sociétales. La compréhension de ces frontières complexes est essentielle à la résilience économique. Cette perspective sur la ville, avec sa coordination de l'organisation productive et ses diverses frontières, ouvre de nouveaux horizons, notamment en ce qui concerne différents types de migrations tels que la migration quotidienne, la migration intra-urbaine, la migration numérique et l'exode urbain.

La fragmentation théorique manifeste dans l'étude de la croissance économique locale, mise en évidence à travers la science régionale, l'économie régionale, et l'économie urbaine, représente un défi important dans la compréhension contemporaine du développement économique. Les limitations dans la compréhension de la théorie de la migration, les contradictions inhérentes au dilemme « emploi-territoire », et les asymétries dans l'allocation des ressources illustrent la complexité et les imperfections du modèle économique actuel. Cette complexité appelle à une reconsidération continue et une convergence des perspectives théoriques. Elle exige une vision plus intégrée et holistique qui embrasse toutes les dimensions et leurs interrelations, permettant ainsi une compréhension plus raffinée des défis complexes auxquels font face les économies locales. Au-delà des enjeux académiques, cette

fragmentation influence directement la perception et la gestion des inégalités régionales, du développement économique, et des flux migratoires. L'élaboration de politiques publiques robustes et adaptées nécessite une approche enrichie, en phase avec la complexité et la variété des réalités économiques régionales. Le défi, et en même temps l'opportunité, réside dans la capacité à transformer cette compréhension théorique en actions concrètes, promouvant un développement économique équilibré et durable qui reflète la richesse et la complexité du paysage économique moderne. Une telle démarche pourrait guider la voie vers un avenir plus résilient et équitable, aligné avec les besoins et les aspirations diversifiés des communautés locales et régionales.

La fragmentation théorique se poursuit lorsqu'on aborde la question de la croissance économique. La croissance économique, un sujet dense et complexe, est souvent confrontée à une fragmentation théorique. Cette fragmentation est illustrée dans les divergences entre les perspectives exogène et endogène, ainsi que dans l'accent mis sur les théories de l'agglomération et de l'équilibre spatial dans l'économie urbaine, mettant la création de richesse à l'arrière-plan. Pour réunir ces éléments dispersés, il est essentiel de se tourner vers la théorie de la richesse, qui puise dans des principes classiques et marshallien. Cette théorie dépasse le concept de *laissez-faire* et embrasse six dimensions clés qui abordent divers aspects de la richesse : (i) La nature multifacette de la richesse<sup>60</sup> ; (ii) La formation, accumulation et distribution de la richesse ; (iii) Un gouvernement basé sur la compétence et le mérite à partir des villes ; (iv) La dynamique de croissance liée au progrès technique plutôt qu'au monétarisme ; (v) Le rôle de l'entrepreneuriat et ; (vi) La taxation de la richesse accumulée et axée sur l'efficacité des actifs est une source de financement du système productif.

---

<sup>60</sup> Comme décrit Marshall, la richesse ne se limitait pas simplement à la possession de biens matériels ou d'argent. Il considérait la richesse comme un concept multidimensionnel, incluant également les compétences, le capital humain, la santé, l'éducation et le bien-être des individus.

En explorant ces axes tout en respectant l'utilité marginale, j'intègre la notion d'équilibre instable à la discussion. Je m'oppose à la coordination de l'organisation productive par le prix centre sur la période courte. Plutôt que de mettre l'accent sur la période courte monétariste, je privilégie la reproductibilité du processus, rejoignant ainsi le concept de produit net. Je centre la discussion à partir de la microéconomie et de l'influence du temps marshallien.<sup>61</sup> La spécialisation et la division du travail ont également émergé dans ce texte et « valeur-travail » prend la place de « l'utilité ». Par l'influence de Turgot, je mets en lumière la théorie de l'épargne. Cette théorie m'a conduit à converger vers la conclusion suivante : (i) le capital accumulé cesse d'être un indicateur d'inégalité sociale, mais devient la source de financement de la formation et de la distribution des richesses. (ii) La richesse est générée par la valeur ajoutée, la productivité et le progrès technique. **Cette perspective souligne l'importance de favoriser une relation plus étroite entre le capital et le secteur productif, plutôt que de taxer le capital accumulé pour financer des politiques sociales insuffisantes.**

En réexaminant le concept de coût social marginal, je me suis détaché du jargon spécialisé et souvent hermétique qui caractérise le discours économique traditionnel concernant les externalités. Les externalités, généralement considérées comme des effets indirects ou des conséquences inattendues du processus de production, sont souvent reléguées à un statut secondaire dans l'analyse économique

---

<sup>61</sup> **Courte période vs longue période** : Marshall distinguait entre la courte période et la longue période dans ses études économiques. La courte période représentait un laps de temps où certains facteurs de production étaient fixes et ne pouvaient être rapidement modifiés. En revanche, la longue période permettait d'ajuster tous les facteurs de production en fonction des besoins et des conditions changeantes. Cette distinction lui a permis d'analyser les comportements économiques à court terme et à long terme, en prenant en compte les réactions différentes des acteurs économiques dans ces deux cadres temporels. **Adaptation à la longue période** : Il considérait que les entreprises et les individus s'adaptaient progressivement à la longue période. Il croyait que les entreprises avaient la capacité de s'ajuster aux changements économiques au fil du temps, en modifiant leurs choix de production, en investissant dans de nouvelles technologies ou en ajustant leurs échelles de production. Cette perspective dynamique permettait de mieux comprendre comment les acteurs économiques réagissent et s'adaptent aux évolutions du marché dans le temps.

conventionnelle. Cependant, en adoptant une perspective plus large et en percevant ces externalités comme des conséquences indirectes mais intrinsèques du processus de production, une réalité plus nuancée émerge. J'ai discerné que le coût social marginal, qui représente le coût supplémentaire imposé à la société pour chaque unité supplémentaire de bien ou de service produit, est en réalité subventionné par l'ensemble de la société. Cette réalisation remet en question certaines des hypothèses fondamentales de l'économie traditionnelle et ouvre la voie à une nouvelle compréhension de la manière dont l'économie fonctionne dans un système complexe et interconnecté. Elle souligne l'importance d'une économie circulaire, où les ressources sont réutilisées, recyclées, et réintégrées dans le cycle de production, minimisant ainsi les déchets et les outputs indirects. Dans cette optique, l'économie circulaire ne devient pas simplement un concept à la mode ou une alternative marginale, mais plutôt une composante essentielle et centrale du cycle de production. Elle s'impose comme un modèle économique viable qui prend en compte la réalité des coûts sociaux marginaux et cherche à créer un système où les ressources sont utilisées de manière plus efficace et responsable. Cette réflexion sur le coût social marginal et l'économie circulaire éclaire une voie pour une économie plus durable et équitable, où les décisions de production et de consommation sont prises en tenant compte non seulement des coûts et des avantages immédiats, mais aussi des impacts à long terme sur la société et l'environnement. C'est une vision qui demande une transformation profonde de notre façon de penser l'économie, et qui met en avant la nécessité d'une intégration plus étroite de l'éthique, de la durabilité, et de la responsabilité sociale dans notre manière de produire et de consommer. La défense intransigeante du libéralisme économique moderne, qui prône un rôle réduit de l'État, engendre un cercle vicieux. Ce cercle entrave la résolution des problèmes associés aux effets indirects de la production, conduisant à une détérioration continue de l'environnement et à la persistance d'inégalités. Cette situation favorise la production d'effets indirects dont les coûts sont assumés par la société. Pour aborder ces problèmes structurels, il est impératif d'explorer une coordination

alternative. Celle-ci devrait être guidée par une logique de production qui met l'accent sur la circularité et la résilience urbaine, deux éléments cruciaux pour un système économique durable et équilibré.

Cette exploration révèle que la création de richesse n'est pas une entité isolée, mais est profondément enracinée dans la coordination des facteurs de production, nécessitant la libre circulation des biens, une gouvernance solide et un progrès technologique constant. Cela souligne également les défis rencontrés, tels que le manque de politiques publiques adaptées pour orienter efficacement le capital accumulé vers des secteurs productifs, et les contraintes inhérentes à la mesure actuelle de la richesse, qui appellent à une vision plus large et intégrative. Le rapport « salaire et richesse » se pose comme un élément essentiel, mettant en lumière la relation interdépendante entre la valeur ajoutée, la productivité et la nécessité de rémunérations répondant aux besoins fondamentaux des individus. Cette complexité, lorsqu'elle est mal gérée ou négligée, peut mener à une dichotomie sociale prononcée, engendrant des divisions palpables au sein de la société et exacerbant les inégalités régionales et territoriales.

Cette perspective holistique jette des bases solides pour aborder de manière plus approfondie la question de la croissance économique dans la deuxième partie de ce texte, offrant une vue d'ensemble plus intégrée et pertinente de la dynamique économique actuelle. Un modèle de résilience urbaine construit sur les bases de la « théorie des villes ».

Récapitulons ces conclusions :

1. Le cadre théorique pour aborder la ville est fragmenté entre différentes théories et branches des sciences sociales, rendant la discussion pertinente mais incomplète pour répondre aux problèmes urbains contemporains.
2. La marginalisation du modèle microéconomique et temporel de Marshall a réduit les possibilités d'explorer des pistes pour répondre aux enjeux cruciaux auxquels les sociétés sont confrontées.

3. **L'hétérogénéité des villes** façonne l'organisation productive locale. Les caractéristiques géographiques et les frontières territoriales déterminent les modes de production capables de répondre aux besoins de subsistance, ainsi que la formation, l'accumulation et la distribution des richesses.
4. La définition de la ville comme une structure politique, sociale et économique utilisée par les êtres humains pour s'organiser permet un regard progressiste et évolutionniste centré sur les mêmes objectifs.
5. Le capital accumulé cesse d'être un indicateur d'inégalité sociale, mais devient la source de financement de la formation et de la distribution des richesses.
6. La richesse est générée par la valeur ajoutée, la productivité et le progrès technique, soulignant l'importance d'une relation plus étroite entre le capital et le secteur productif.
7. Les externalités sont considérées comme des résultats indirects du processus de production, et le coût social marginal est subventionné par la société.
8. L'économie circulaire émerge comme la ligne directrice de la « théorie des villes ».
9. Une coordination alternative guidée par la logique de production, favorisant la résilience urbaine, doit être explorée. Un modèle de résilience urbaine construit sur les bases susmentionnées.

Cet ensemble de conclusions forme la base du développement de la deuxième partie de ce texte, où nous explorons comment les villes peuvent générer un développement économique local par de nouvelles voies à explorer. La nature contributive de cette première partie permet une discussion renouvelée sur la manière dont les villes peuvent influencer le développement économique grâce à la coordination de l'organisation productive. Bien que certaines théories et perspectives aient pu être omises en raison de la fragmentation théorique, cette tentative vise à ouvrir de nouvelles explorations en se concentrant sur les théories de pointe pour aborder la question de la façon dont les villes peuvent influencer le développement économique.





## **DEUXIEME PARTIE**

**Dynamique urbaine, développement  
économique et résilience : les clés  
d'une prospérité durable face aux  
défis sociétaux**



La compréhension et la modélisation des dynamiques urbaines ont longtemps été confrontées à un défi majeur dû à la fragmentation théorique. Face à différentes méthodes et à la complexité des phénomènes examinés, il est essentiel d'organiser les idées de manière convergente. Dans ce contexte, je propose une approche transdisciplinaire des ensembles de concepts autour de la dimension de la ville, offrant ainsi une plateforme unifiée pour soutenir le raisonnement dans ce domaine. Cette convergence transdisciplinaire est ce que j'appelle la « théorie de la ville ». La décision d'articuler ces concepts ne fut pas seulement un choix académique, mais une réponse à une demande croissante pour une théorie transversale intégrée capable de saisir la multiplicité des facteurs en jeu. La deuxième partie de ce texte explore la manière dont l'articulation autour de la « théorie des villes » peut être étudiée en vue du développement économique, établissant ainsi les fondements d'une compréhension approfondie des mécanismes qui sous-tendent les dynamiques urbaines contemporaines.

La deuxième partie de ce texte a été soigneusement structurée en deux chapitres distincts : le troisième chapitre et le quatrième chapitre. Cette subdivision a été conçue dans le but précis de mieux appréhender et intégrer l'approche alternative que nous souhaitons explorer. Malgré les défis de convergence que peut présenter la diversité des théories et des champs de recherche, elle offre une richesse d'idées et de perspectives pour des décisions éclairées. La promotion de cette diversité dans le cadre de la « théorie de la ville » facilitera la découverte de solutions claires et ciblées, conduisant à des résultats concrets. À partir de cette vision élargie, on peut formuler les idées et les bases d'un modèle économique mieux adapté à une croissance des inquiétudes concernant la pertinence pratique de la théorie économique. Cependant, malgré les nouvelles perspectives potentielles qui émergent de cette discussion, elle se révèle encore incomplète pour résoudre les problèmes urbains contemporains, laissant place à une évolution future.

Pour poser les bases de cette discussion, je commence par dévoiler une approche progressive, systémique et résiliente qui ouvre de

nouvelles perspectives pour appréhender les défis actuels des environnements urbains. Cette voie vise à surmonter la fragmentation théorique et les approches lacunaires, en proposant une complémentarité théorique à partir de l'urbanité elle-même. En explorant des voies alternatives pour relever les défis sociétaux, je mets en avant la dynamique urbaine.

En plongeant dans les principes fondamentaux de la dynamique urbaine, nous déployons un éclairage novateur sur la manière dont nous pouvons aborder les problèmes complexes qui émergent dans nos environnements urbains en perpétuelle transformation. L'approche systémique se révèle indispensable dans l'étude des villes. Ainsi, je soutiens l'intégration de la vision systémique dans cette analyse. L'ingénierie offre une compréhension approfondie des systèmes complexes, justifiant mon choix d'adopter une approche systémique et une organisation en réseau dans cette réflexion, en lien avec l'approche économique et géographique. La théorie des systèmes constitue la base de cette réflexion, ouvrant de nouvelles perspectives, notamment en ce qui concerne l'organisation de la production.

La convergence des différentes perspectives au sein de la « théorie de la ville » permettrait d'apporter un éclairage plus complet et cohérent sur les enjeux complexes qui caractérisent les villes d'aujourd'hui. Cette démarche vise à favoriser une meilleure compréhension des mécanismes socio-économiques et politiques qui façonnent les espaces urbains, et ainsi proposer des solutions novatrices pour relever les défis majeurs auxquels nos sociétés urbaines sont confrontées. En consolidant les connaissances issues de multiples domaines pour conceptualiser « la théorie de la ville », nous pourrions élaborer des politiques et des pratiques urbaines plus efficaces et adaptées, visant à promouvoir la durabilité, la résilience et l'amélioration de la qualité de vie pour l'ensemble des citoyens. Cette convergence des approches constitue donc une voie prometteuse à explorer pour répondre aux problématiques complexes et pressantes qui façonnent l'avenir de nos villes et de nos sociétés dans leur ensemble. Elle offre une opportunité de

repenser les villes de manière holistique, en prenant en compte leur interconnexion avec les enjeux globaux et locaux, environnementaux, économiques et sociaux.

Les villes émergent comme une réponse à « l'état de nature », servant de structure sociale et économique créée par des individus pour coordonner des actions productives afin de répondre à des besoins. En essence, la ville représente un « contrat social ». Pour évoquer ces deux concepts complexes, « l'état de nature » et « le contrat social », une clarification du thème m'a semblé pertinente. Sans l'ambition de m'immerger dans le débat central de la philosophie politique, dans le deuxième chapitre j'ai pris de la hauteur et j'ai revisité les différentes approches de l'état de nature et du contrat social. Ces regards variés sur l'état de nature et le contrat social continuent d'influencer les débats contemporains sur la nature humaine et le rôle du gouvernement. Qu'il s'agisse de l'absolutisme de Hobbes, de l'humanisme de Locke, du scepticisme de Hume ou de l'idéalisme de Rousseau, chacun apporte sa propre compréhension de la nature humaine et du rôle du gouvernement, contribuant ainsi à un riche panorama de pensées et de perspectives pour le rôle de la ville.

De l'état de nature au contrat social, l'évolution de la gouvernance au sein de la dynamique urbaine expose le rôle de l'État, matérialisé par la ville elle-même. Cependant, l'interprétation néoclassique du libéralisme économique a progressivement éloigné l'État de son implication dans les sphères économiques. C'est au sein de cette discussion que nous nous engagerons dans une investigation approfondie des différentes facettes de l'État, incluant son rôle en tant qu'administrateur, prestataire de services, régulateur, garant du bien-être, ainsi que son orientation entrepreneuriale. À travers cette analyse, l'essence même de la ville et son rôle au sein de l'économie confèrent ainsi une nouvelle dimension.

L'étude des dynamiques urbaines et des mécanismes sous-jacents qui régissent les interactions au sein des villes contemporaines est devenue un champ d'investigation actuel. Dans ce contexte, la deuxième partie de ce texte met la lumière sur l'analyse des connexions entre les individus,

les lieux et l'environnement. Ce regard vers l'hétérogénéité des relations offre un cadre de compréhension à la fois riche et nuancé, qui permet de décrypter les processus complexes contribuant à façonner nos espaces urbains. Dans un contexte marqué par des mutations économiques et environnementales constantes, l'exploration des voies alternatives de la création de richesse émerge en réponse aux deux facettes distinctes de la ville, qui agit à la fois comme un moteur de développement et une source des inégalités.

En observant les interactions complexes entre la valeur ajoutée provenant de l'entrepreneuriat et les salaires de subsistance, une compréhension plus subtile de cette dualité se dessine. Cette exploration gagne en profondeur prône vers une analyse temporelle, envisagée à la fois à court et à long terme, à travers le prisme conceptuel de Marshall. Cette approche nous permet de saisir les mécanismes d'accumulation de richesse, mettant progressivement en lumière les sources de financement de la croissance économique et leur rôle central dans la préservation de la vitalité économique. Cependant, la question de l'accumulation de richesse ne se limite pas à sa dimension purement économique. Elle tisse également des liens étroits avec la résilience économique. Cette interaction complexe nous invite à envisager l'accumulation de richesse comme un pilier fondamental de la stabilité économique et du développement durable.

Par ailleurs, un changement de paradigme économique significatif s'opère. Le contexte contemporain propose une transition de la surconsommation à la sobriété ancre sur l'économie de la fonctionnalité et de la circularité. Ce changement de perspective reflète la nécessité croissante de repenser notre approche économique afin de concilier prospérité et durabilité en dépit de la croissance basée sur la consommation. Cette transformation appelle à une gestion réfléchie des ressources et à la recherche de solutions novatrices pour un avenir viable.

De la microéconomie à la vision macroscopique de la ville, cette évolution conceptuelle trouve sa matérialisation dans la construction d'une ville économiquement résiliente et tournée vers l'avenir. Le modèle

circulaire et fonctionnel, ancré dans la durabilité, renforce l'idée que la ville peut jouer un rôle clé dans la transition vers une économie équilibrée et respectueuse de l'environnement. Cette exploration des alternatives pour générer de la richesse éclaire la manière dont nous pourrions structurer nos fondements économiques. Elle nous exhorte à considérer les interactions complexes entre les dynamiques économiques, l'accumulation de richesse et la durabilité, avec la ville comme acteur central de cette transformation.

Avant d'aller vers la conclusion de ce texte je m'inspire sur les dynamiques urbaines résultant d'un maillage complexe d'interactions entre les individus, les connexions, les lieux et l'environnement pour consolider cette voie alternative. Ces interdépendances ne façonnent pas seulement l'économie et la société, mais elles reflètent aussi les perspectives de Locke, Hume, Rousseau et Marshall. La « théorie de la ville », ancrée dans la réflexion contemporaine sur l'urbanisme et le développement économique, envisage les villes comme des épicentres vibrants d'interactions économiques, sociales et environnementales. Elle nous guide vers une compréhension de la façon dont les villes peuvent opérer en tant qu'écosystèmes adaptatifs et intégrés, plaçant le développement urbain durable au cœur des initiatives.

Les villes jouent un rôle pivot dans la dynamique entre l'État et l'individu. Elle est le reflet tangible de la présence étatique au niveau local, promouvant activement une prospérité économique durable. Elle doit, par conséquent, opérer en harmonie avec les principes du libéralisme économique, tout en modelant un environnement propice à l'innovation, à la prospérité économique et à la justice sociale. La création de richesse est intrinsèquement complexe, dépendant d'une coordination entre divers éléments : le capital accumulé, qui alimente l'innovation ; la main-d'œuvre, avec ses compétences et son expertise ; l'environnement qui englobe le contexte sociojuridique et naturel ; et l'investissement à long terme qui renforce la « prospérité » économique. La synergie entre ces composants requiert une orchestration efficace, soutenue par des politiques publiques innovantes. La notion de temporalité économique,

guidant la planification urbaine, est redéfinie par les modèles économiques circulaires. L'approche de Marshall, distinguant le court et le long terme, apporte une nuance à cette vision, éclairant les dynamiques économiques et les cycles de vie des produits dans l'espace urbain. En outre, en tirant des analogies avec les processus biologiques, nous pouvons dégager une nouvelle vision des villes axée sur la durabilité. Cette perspective met en avant la primauté de l'utilisation efficace et durable des biens plutôt que leur simple possession. Elle promeut des modèles de consommation innovants qui répondent aux défis contemporains de la société. Le prisme de la théorie des systèmes complexes nous permet de décortiquer la mécanique des villes. Cette vision s'aligne avec des théoriciens comme Christaller et Fujita & Mori, et nous donne les outils pour cartographier l'évolution des infrastructures urbaines. Par cet angle je prône ma vision de la croissance économique vers la prospérité économique. Cette distinction évite le piège de limiter le développement économique seulement sur la croissance et ouvre la voie pour l'économie de la fonctionnalité et circulaire base sur la valeur ajoutée.

Pour aller au-delà de la théorie et dans le but de vérifier l'approche alternative proposée dans ce texte, je vais mettre en lumière les applications concrètes de la « théorie de la ville ». Cette validation est structurée en deux phases distinctes : Au cours de la première phase, je me concentre sur la période bouleversante de la pandémie de COVID-19. Cet épisode sans précédent dans l'histoire a grandement amplifié nos réflexions concernant le rôle et l'importance des villes au sein de nos sociétés. Face à cette crise majeure, les villes ont été catapultées au centre des débats, des inquiétudes et des défis à surmonter. Bien au-delà d'une simple crise sanitaire, la pandémie a révélé la nécessité d'une coopération robuste et d'une stratégie de développement coordonnée, apte à franchir les barrières et à satisfaire les besoins pressants de la population. La coordination des systèmes productifs, la spatialisation de l'économie et les évolutions sociales sont également au cœur de cette discussion.

Dans une seconde phase, en réponse à la nécessité de stimuler l'économie après les secousses de la pandémie, la « théorie des villes » a



trouvé une application pratique et pertinente. Elle est devenue le fondement de la conception d'un dossier pour répondre à l'appel à projets intitulé « Réseau national de démonstrateurs de la ville durable ». Cet appel, parfaitement aligné avec le Programme d'Investissements d'Avenir, se présente comme une réponse réfléchie aux défis postpandémiques. Avec des piliers centraux tels que la sobriété et l'inclusion sociale, cette initiative ambitionne de guider les villes vers une transformation qui soit à la fois durable et résilient, garantissant ainsi un avenir urbain en harmonie avec les attentes et les défis contemporains. Ces deux temps sont une exploration des dynamiques urbaines dans un monde postpandémique, soulignant l'importance du partenariat entre les secteurs public et privé, et du rôle primordial des villes comme moteurs de changement. Il propose une vision pour des villes évoluant vers un avenir plus durable et prospère. En suivant cette démarche, nous tracions la voie d'un développement économique local harmonieux en réponse aux enjeux actuels.

**Chapitre 3 - La dynamique des villes  
contemporaines : analyse  
systémique et multidisciplinaire  
pour une économie circulaire et  
fonctionnelle**



Le troisième chapitre propose une analyse systémique des villes, s'appuyant sur une approche multidisciplinaire et les principes marshalliens. Il ambitionne de révéler les interactions et interdépendances qui façonnent la complexité des villes contemporaines, tout en approfondissant la réflexion sur l'économie circulaire et l'économie de la fonctionnalité dans le contexte urbain. Le texte reconnaît qu'un changement socio-économique majeur est en cours. Ce changement implique de passer d'une économie de surconsommation à une économie sobre basée sur la circularité et le fonctionnement économique. L'approche adoptée est progressive, systémique vers la résilience urbaine, visant à transcender la fragmentation théorique en convergeant diverses perspectives. Le texte met en exergue l'essence des dynamiques urbaines et propose un nouvel éclairage sur la manière d'aborder les problèmes complexes des environnements urbains en évolution. Le texte expose comment les villes ont surgi en réponse aux besoins de la société, devenant des entités sociales et économiques qui organisent des activités productives. Il aborde les concepts d'état de nature, de contrat social et examine le rôle de l'État dans la dynamique urbaine. Ce texte se focalise sur l'analyse des relations entre les personnes, les endroits et l'environnement dans le cadre de l'étude des dynamiques urbaines et des mécanismes qui régissent les interactions au sein des villes contemporaines, et examine des options pour générer de la prospérité. Pour passer d'une économie axée sur la surconsommation à une économie circulaire et fonctionnelle, il faut gérer les ressources avec prudence et trouver des solutions innovantes pour garantir un avenir durable. Cette transition souligne l'importance fondamentale des villes dans ce processus de transformation.

Le troisième chapitre va plus loin dans cette analyse en explorant les multiples dimensions des villes et de leurs dynamiques à travers les prismes des théories économiques, sociologiques et environnementales, tout en s'appuyant sur les principes marshalliens. À travers une analyse systémique, ce texte aspire à dévoiler les interactions et les interdépendances qui constituent la structure complexe des villes

d'aujourd'hui, et à contribuer à une réflexion plus profonde sur l'économie circulaire et l'économie de la fonctionnalité à partir du contexte urbain. Les sections suivantes développeront ces thèmes en détail, offrant une perspective intégrée sur les défis et les opportunités qui caractérisent l'évolution urbaine contemporaine.

Le chapitre commence par une approche progressive, systémique et résiliente qui élargit les horizons pour appréhender les défis actuels des environnements urbains. Cette méthode vise à dépasser la division des théories et des approches lacunaires en cherchant à unir les différentes perspectives, directement à partir de la dynamique urbaine elle-même. En explorant des alternatives pour relever les défis sociétaux, ce texte met en avant l'essence même des dynamiques urbaines. En explorant les bases de cette dynamique, je suggère une nouvelle perspective sur la façon dont nous pourrions traiter les problèmes complexes qui surgissent dans nos milieux urbains en évolution constante. La convergence des différentes perspectives au sein de la « théorie de la ville » éclaire de manière plus complète et cohérente les enjeux complexes qui définissent les cités contemporaines. Cette démarche vise à améliorer la compréhension des mécanismes socio-économiques et politiques qui influencent les villes, afin de proposer des solutions nouvelles pour relever les défis auxquels nos sociétés urbaines sont confrontées. Dans ma démarche de synthèse des connaissances issues de divers domaines, j'ai ressenti le besoin d'un cadre théorique que j'ai appelé la « théorie de la ville ». En dehors de l'ambition et de l'expertise requises pour élaborer une nouvelle théorie, cette approche vise à ouvrir de nouvelles pistes exploratoires en vue de concevoir des politiques publiques plus pertinentes et adaptées. L'objectif est de promouvoir la durabilité, la résilience et l'amélioration de la qualité de vie pour l'ensemble des citoyens. Cette convergence transdisciplinaire vers la « théorie de la ville » se révèle donc comme une voie à explorer pour répondre aux problématiques complexes et urgentes qui orientent l'avenir de nos villes et de nos sociétés dans leur globalité. Elle offre l'opportunité de repenser et de réinventer nos espaces urbains de manière

globale, en prenant en compte leur interconnexion avec les enjeux, environnementaux, économiques et sociaux.

Dans le déroulé de la discussion je décris comment les villes ont émergé comme une réponse à l'état de nature, agissant en tant que structures sociales et économiques conçues par des individus pour coordonner des actions productives en réponse à des besoins. Fondamentalement, la ville représente un « contrat social ». Le deuxième chapitre éclaire le sujet et appuie l'exploration de cette affirmation. Les différentes perspectives sur l'état de nature et le contrat social continuent d'influencer les débats actuels sur la nature humaine et le rôle du gouvernement, sans nécessairement aborder le cœur du débat central en philosophie politique. Des perspectives allant de l'absolutisme de Hobbes à l'humanisme de Locke, en passant par le scepticisme de Hume et l'idéalisme de Rousseau, contribuent à un riche panorama de réflexions et de perspectives concernant le rôle de la ville aujourd'hui. De l'état de nature au contrat social, l'évolution de la gouvernance au sein de la dynamique urbaine expose le rôle de l'État, incarné par la ville elle-même.

Malgré cela, l'interprétation du libéralisme économique a progressivement éloigné l'État de son implication dans les sphères économiques. C'est dans cette optique que nous plongerons dans une investigation approfondie des diverses facettes de l'État, comprenant son rôle en tant qu'administrateur, fournisseur de services, régulateur, garant du bien-être, et même son orientation entrepreneuriale. À travers cette analyse, l'essence même de la ville et son rôle au sein de l'économie se révèlent, offrant une nouvelle perspective pour concevoir des modèles économiques plus adaptés. Il est important de souligner que la discussion sur le libéralisme économique est maintenue périphérique afin que le sujet central reste l'organisation productive à partir de la dimension de la ville. Cette décision n'est pas fondée sur le manque d'importance du libéralisme économique, bien au contraire. Étant donné son importance, l'espace consacré à cette discussion dans ce texte serait limité. Cela laisse donc la possibilité de traiter le sujet séparément à posteriori. Ainsi, je me

concentre sur le rôle central de la ville dans l'économie et son impact sur l'organisation productive.

L'étude des dynamiques urbaines et des mécanismes sous-jacents qui guident les interactions au sein des villes contemporaines est un domaine d'investigation actif comme a été démontré dans le premier chapitre de ce texte. Dans l'étude de la dynamique urbaine je me concentre sur l'analyse des connexions entre individus, lieux et environnement. Cette approche propose un cadre de compréhension à la fois riche et nuancé, permettant de décrypter les processus complexes qui contribuent à la formation de nos environnements urbains. Dans un contexte caractérisé par des changements économiques et environnementaux constants, l'exploration d'alternatives pour générer de la richesse émerge en réponse aux deux facettes distinctes de la ville, à la fois motrice de développement et source d'inégalités. En observant les interactions complexes entre la valeur ajoutée issue de l'entrepreneuriat et les salaires de subsistance, une compréhension plus subtile de cette dualité se dessine. Cette exploration prend une dimension temporelle, envisagée à la fois à court et à long terme, en utilisant le prisme conceptuel de Marshall comme point de départ. Cette approche nous permet de saisir les mécanismes d'accumulation de richesse, révélant progressivement les sources de financement de la croissance économique et leur rôle central dans la préservation de la vitalité économique. Cependant, la question de l'accumulation de richesse ne se limite pas au débat de l'inégalité. Elle tisse également des liens étroits avec la résilience économique, invitant à envisager l'accumulation de richesse et sa connexion vers le système productif comme un pilier fondamental de la stabilité économique et du développement durable.

C'est irréfutable qu'un changement de paradigme économique significatif est en cours. La transition de l'économie de la surconsommation à la sobriété de l'économie circulaire et de la fonctionnalité. Cette nouvelle perspective reflète la nécessité croissante de réimaginer notre approche économique afin d'harmoniser croissance et durabilité. Cette transformation exige une gestion réfléchie des ressources

et la recherche de solutions innovantes pour un avenir viable. De la microéconomie à une vision macroscopique de la ville, cette évolution conceptuelle se concrétise dans la perpétuation des villes résilientes, orientées vers l'avenir. Ancré dans la durabilité, ce modèle circulaire et fonctionnel renforce l'idée que la ville peut jouer un rôle pivot dans la transition vers une économie équilibrée et respectueuse de l'environnement. L'exploration des alternatives pour générer de la richesse jette un nouvel éclairage sur la manière dont nous pourrions réinventer et restructurer nos fondations économiques. Elle nous pousse à considérer les interactions complexes entre les dynamiques économiques, l'accumulation de richesse et la durabilité, avec la ville comme acteur central de cette transformation.

### **3.1 L'ORGANISATION PRODUCTIVE ET LA DYNAMIQUE URBAINE : L'ORDRE NATUREL ET L'ORDRE SYSTEMIQUE**

La dissonance entre les résultats de l'organisation productive ancrée sur l'équilibre des prix et de l'optimisation dans l'allocation des ressources, et les résultats attendus d'un avenir résilient et durable, incite à rechercher des modèles économiques alternatifs pour le développement durable. On constate des problèmes structurels profonds, comme l'augmentation de la fréquence et de l'intensité des catastrophes naturelles attribuées au dérèglement climatique, la grande partie de la population mondiale confrontée à des difficultés économiques sévères, les persécutions et les conflits, l'instabilité sociale et économique et les inégalités territoriales. Les lacunes dans les modèles proposés limitent le développement économique durable. Le moment présent appelle à un **modèle de prospérité économique** et social, capable de former, d'accumuler et de distribuer des richesses. Un modèle qui peut réduire les problèmes structurels et répondre aux besoins sociaux et environnementaux.

La présente section s'attache à l'analyse de la dynamique urbaine en mettant l'accent sur les interactions de la vie quotidienne et l'influence des villes sur l'organisation productive. Le raisonnement portant sur la



structure et l'origine de cette dynamique permet de considérer la ville comme un moteur essentiel de la croissance économique. En assumant la définition de « **la ville comme une structure politique, sociale et économique utilisée par les êtres humains pour s'organiser** », j'amène l'organisation productive et la dynamique urbaine au cœur de la discussion.

À travers de l'approche systémique, l'organisation productive de la ville s'appuie sur les fondements énoncés dans la première partie de ce texte. Ce choix permet d'établir des liens entre la subsistance, la détérioration du cadre de vie, la migration, la formation de marchés et la croissance économique, des facteurs essentiels pour assurer la résilience territoriale. Sans aborder ces questions, la notion de résilience urbaine demeure abstraite.

### **3.1.1 Dynamique urbaine et arrangement productif : vers une nouvelle voie d'analyse économique centrée sur l'organisation productive des villes**

#### *Les éléments de la ville*

Dans l'analyse de la dynamique urbaine selon une approche systémique, on constate que cette dynamique est issue des organisations productives mises en place par les éléments suivants.

<b>L'individu</b>	<b>La connexion</b>	<b>Le lieu</b>	<b>L'environnement</b>
L'individu se caractérise par un instinct grégaire, ainsi que par des besoins et des ambitions qui alimentent le processus décisionnel en vue d'une action. Il est influencé à la fois par l'environnement qui l'entoure et par d'autres individus ou groupes d'individus. Cette interaction avec son environnement et avec d'autres personnes façonne ses choix et ses comportements, mettant en évidence la nature complexe et interconnectée de la condition humaine.	La connexion, incarnée par les moyens qui facilitent la convergence des éléments, est essentielle pour établir des relations. Caractérisée par la notion de transition, la connexion se manifeste à travers diverses infrastructures, telles que les rues, les réseaux d'eau et d'énergie, les systèmes de communication, l'espace aérien, le réseau web et les chaussées. Ces structures et systèmes permettent une interaction et un flux constants, reliant les différents aspects de notre monde de manière tangible et intangible.	Le lieu symbolise l'endroit où les relations se déroulent, qu'il s'agisse d'un bâtiment physique, d'une place publique, d'un site web ou d'une application mobile. Il sert de cadre pour les interactions, permettant aux individus de se connecter et d'échanger dans divers contextes et environnements.	L'environnement, unique en son genre dans ce groupe, se compose de trois parties distinctes : le monde naturel, symbolisant l'ensemble de la nature ; le monde numérique, illustrant les interactions via les interfaces technologiques ; et l'environnement social, représentant la société dans son ensemble. Ces trois éléments forment un cycle d'influence caractéristique, un processus continu où l'acte d'influencer et d'être influencé se produit constamment en raison des relations interconnectées avec les autres éléments. Ce cycle souligne la complexité et l'interaction constante entre ces trois dimensions de l'environnement.

Les éléments, chacun ayant ses propres caractéristiques, interfaces et relations, peuvent, lorsqu'ils sont coordonnés, produire des résultats. Bien qu'ils soient indépendants, c'est la combinaison productive de ces éléments qui génère la dynamique urbaine. Un ensemble d'éléments sans organisation se résume à l'addition de leurs caractéristiques individuelles, tandis qu'un groupe d'éléments coordonnés pour atteindre un résultat particulier définit un système. Les villes, s'organisant pour satisfaire leurs fonctions de subsistance et produire la richesse, peuvent ainsi être classées comme un système productif. L'union d'un environnement propice et d'une organisation productive synchronisée facilite l'emploi judicieux des ressources, permettant à la ville d'assurer ses fonctions de subsistance et de production. L'examen des dynamiques urbaines à travers le prisme de la pensée systémique met en évidence cette organisation en faveur d'un but collectif, révélant que dans l'agencement productif des composantes, il y a des mécanismes coordonnés et liés qui façonnent la structure et la fonction globales (Mill, J. 1836).

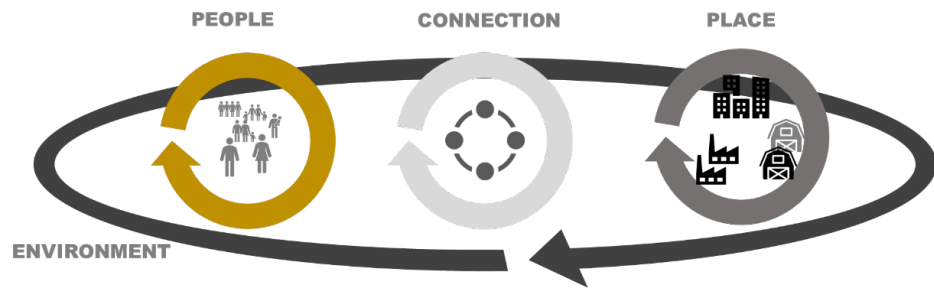


FIGURE 9 - INTERRELATIONS ENTRE LES ELEMENTS DE LA VILLE

Et en assumant ce rôle :

$$f(x) = \begin{bmatrix} x_1 \\ \vdots \\ x_n \end{bmatrix}^\alpha$$

Chaque individu  $ID^t$  est lié aux autres ou au lieu  $LP^t$  par des connexions  $CN^t$

$$ID = \begin{bmatrix} id_1 \\ \vdots \\ id_n \end{bmatrix}^t ; LP = \begin{bmatrix} lp_1 \\ \vdots \\ lp_n \end{bmatrix}^t ; CN = \begin{bmatrix} it_1 \\ \vdots \\ it_n \end{bmatrix}^t$$

Où l'environnement influence et est influencé  $f: EV \rightarrow EV$

Il est conclu que :

$$EV^{t+1} = f(ID^t, CN^t, LP^t)$$

$$Ud^{t+1} = g(EV^t)$$

EV = environnement, id = individu, cn = connexion, lp = lieu, t = temps et Ud = dynamique urbaine.

L'environnement au temps (t+1) découle de la dynamique urbaine au temps (t), et réciproquement, la dynamique urbaine au temps (t+1) résulte de l'environnement au temps (t). Cette circularité illustre le cycle d'influence et l'organisation du processus productif, engendrant une dynamique urbaine constante et interdépendante. Cela met en évidence la nature cyclique et réciproque de la relation entre l'environnement et la dynamique urbaine, où chacun influe et est influencé par l'autre dans un processus continu d'interaction et de transformation.

### **3.1.2 Interconnexions et complexité urbaine : environnement, technologie et éthique dans la structuration et la gestion des villes modernes**

L'environnement joue un rôle crucial dans la dynamique urbaine, et une compréhension approfondie de son influence est essentielle. Il a un impact constant sur les besoins et les aspirations, réorganisant sans cesse le processus de production. Les villes réussissent à faciliter la création, la concentration et le partage des richesses dans un environnement en constante évolution grâce à une coordination productive et efficace de leurs actions. Cette relation complexe entre l'environnement et la dynamique urbaine souligne l'importance d'une planification et d'une gestion efficaces pour assurer une croissance durable et équilibrée.

#### ***Le monde naturel***

Étant donné que la nature est partie intégrante d'un système extrêmement complexe, les transformations des éléments qui la composent affectent également la nature elle-même (Rosnay, 1975). La coexistence entre l'individu et la nature est un fait indéniable. Dans son effort constant pour satisfaire ses besoins, l'homme s'est toujours appuyé sur la nature. Comme le souligne la littérature, l'évolution des relations entre l'individu et la nature a eu un impact économique et social considérable. L'agriculture, à travers la domestication des animaux et la culture des plantes, a permis à des populations autrefois nomades de se sédentariser, jetant ainsi les bases des établissements urbains (Haudricourt, 1962). L'influence du climat sur l'économie et la société est indiscutable. De l'agriculture aux phénomènes climatiques extrêmes, la nature a la capacité de modifier le comportement des individus et de redéfinir leurs besoins. Ces besoins, qui sont à l'origine de la relation entre l'individu et la nature, favorisent le progrès et l'innovation, créant un lien complexe et dynamique qui continue d'influencer notre monde.

### ***Le monde numérique***

Au sein de la ville, les interactions et les connexions se rejoignent pour intégrer les flux de personnes, d'informations, de produits et de services, fusionnant production et consommation dans un même système (Rosnay, 1975). Cette connexion, un processus actif de relations et d'interfaces, symbolise la relation sociale à un lieu d'échange culturel, social et économique (Mumford, L., 1938). L'évolution technologique nous oblige à réexaminer ces connexions, particulièrement en ce qui concerne la transformation des limites urbaines. En intégrant la dimension numérique, notre perception de la proximité est modifiée, donnant naissance à un espace numérique qui redéfinit les frontières de la ville, rendant l'espace urbain plus complexe. Ce nouveau mode de relation établit l'espace numérique comme une nouvelle délimitation, créant de nouvelles relations telles que les relations entre individus et machines (H2M) et les relations entre machines (M2M), au-delà des relations humaines traditionnelles (H2H). Ces relations basées sur des interfaces technologiques nécessitent une nouvelle organisation productive, car elles sont capables de générer des résultats inédits. L'interface avec l'espace a également évolué, et l'émergence de cette nouvelle frontière numérique s'aligne avec le concept d'expansion des limites urbaines lié au processus productif. En conséquence, notre perception de la proximité est transformée, reflétant la complexité croissante de la ville dans un monde de plus en plus interconnecté et technologiquement avancé.

### ***Du cadre social et moral à la gouvernance des villes***

Les notions d'éthique, les lois, et les us et coutumes familiales forment ensemble le cadre moral et social (CMS). Ce groupe de valeurs guide les décisions individuelles et celles de l'organisation productive. La complexité croissante des relations et des processus productifs dans l'évolution sociale et économique des villes a renforcé la nécessité d'une telle organisation, rendant évidente l'importance du CMS. La coordination de l'organisation économique et sociale constitue le point de départ de l'étude du CMS, dont la complexité permet une approche à différents

niveaux : (i) l'organisation familiale et sociale ; (ii) les arrangements productifs et ; (iii) la gouvernance publique.

**Le premier niveau** concerne l'organisation familiale et sociale. Dès notre naissance, la première relation établie est celle avec nos parents. Au sein de cette relation, se forment les premiers groupes de valeurs et les normes de conduite qui régissent le comportement de l'individu. Ces valeurs et normes, transmises de génération en génération, constituent les fondements du cadre qui guide nos actions et interactions au sein de la société (Rousseau, 1762). Au cours de l'évolution de l'individu, la société locale dans laquelle il est inséré vient compléter les lignes directrices qui influenceront sa conduite morale. La philosophie morale d'Aristote décrit des notions telles que le bonheur, la vertu, l'amitié et la justice, tout enracinés dans la société locale. Selon Aristote, l'éthique guide la façon dont l'individu et le groupe d'individus doivent agir, avec des relations basées sur les concepts de bonne entente et de collaboration. La vertu, la religion et la politique deviennent alors des voies naturelles qui encouragent l'apprentissage de l'expérience sociale de la raison. Ce comportement vise non pas à maximiser l'utilité ou le gain, mais à agir comme il se doit. La coexistence de différentes nuances dans la formation de ce premier niveau influence le comportement des individus, conduisant à des jugements différents sur les mêmes questions. Ces nuances créent, à partir de ce niveau d'organisation, un lien social et moral fort et difficile à dissocier, et elles influencent les relations entre les individus ou les groupes d'individus. De plus, ce lien persiste même après le processus de migration, reliant ainsi l'origine et la destination, et mettant en évidence l'importance de la société locale dans la formation du cadre moral de l'individu.

**Le deuxième niveau** de gouvernance concerne les accords commerciaux et productifs. Que ce soit de manière informelle ou formelle, des activités telles que la production, le transport et la commercialisation sont coordonnées au sein de l'organisation productive. Partout dans le monde, indépendamment de la culture, du modèle économique, de la structure sociale ou du niveau de développement, cette organisation

productive dans les villes constitue un dénominateur commun. La ville émerge alors comme un lieu essentiel de l'organisation économique. Ce phénomène est similaire dans tous les types de civilisations, des tribus aux mégalofoles, manifestant une organisation clairement observable dédiée à la subsistance et à la création de la valeur. La capacité à coordonner ces éléments est une caractéristique universelle des centres urbains, soulignant leur rôle central dans la structuration des processus économiques.

**Le troisième niveau** de gouvernance concerne le rôle du gouvernement dans l'organisation sociale. À travers l'évolution de la coordination de l'organisation productive des villes, il y a eu une convergence avec les us et coutumes locaux ainsi qu'avec les règles imposées par les autorités gouvernantes. Cette connexion étroite entre l'organisation productive et le gouvernement mène à une association immédiate avec le terme « gestion publique ». Ainsi, l'organisation productive et l'aspect administratif de la ville fusionnent, constituant une fonction intrinsèque de la structure urbaine (J. M. Huriot, 2009).

### **3.1.3 Réseaux et centralité : une exploration de la dynamique urbaine et de l'organisation productive**

Le degré élevé de connexion entre les composants caractérise la complexité d'un système. À mesure que le niveau de connexion augmente, l'interconnexion dépasse la relation isolée entre deux agents et commence à fonctionner comme un réseau. Ces connexions accrues amplifient de manière exponentielle la sensibilité aux modifications apportées au système. Le réseautage représente l'approche géométrique d'un système complexe, et il défie notre compréhension euclidienne traditionnelle. Que ce soit dans la dynamique urbaine ou la chaîne d'approvisionnement mondiale, la complexité des interfaces d'un système en réseau aide à identifier les traits caractéristiques de l'organisation productive. Au sein du système en réseau, le degré de connectivité d'un élément illustre son importance. Ceci explique en partie l'effet d'agglomération observé dans les villes, où la centralité crée un effet autorenforçant de la connectivité.

Les villes, les centres commerciaux, les hubs logistiques, et les clusters d'entreprises servent d'exemples de points centraux dans un système en réseau. Ils sont caractérisés par l'interconnexion et la convergence des éléments, formant une structure complexe et intégrée.

Le polycentrisme peut être observé dans la chaîne de production, ainsi que dans l'organisation des villes. En quête d'efficacité, la chaîne de production et le commerce mondial ont privilégié la mise en réseau, reléguant les frontières administratives à l'arrière-plan (Krugman, 1991c). Cette même approche globale a été déclinée dans l'organisation urbaine. La croissance urbaine, soutenue par la mise en réseau, a ouvert la voie à l'émergence de villes polycentriques, expliquant la présence de plusieurs villes à l'intérieur d'une même ville (Fujita & Ogawa, 1982). La structuration en réseau favorise la création de connaissances en intensifiant les échanges, selon (Glaeser & Saiz, 2011). La structure en réseaux relie ces centralités.

On observe le même effet de centralisation multiple dans le domaine numérique. Les « nœuds », terme désignant les points de connexion d'un réseau, peuvent avoir de multiples connexions. Selon la capacité de convergence et le nombre de connexions, ces nœuds deviennent des points centraux. Ces points d'ancrage génèrent un mouvement d'attraction et peuvent inclure des sites spécifiques tels que Google, Amazon, Facebook, Apple et Microsoft. En plus des entreprises, les individus capables de générer un grand nombre de connexions peuvent également devenir des centres d'attention dans le réseau. La numérisation du réseau a exponentiellement augmenté la connectivité, amplifiant la capacité de connexion et les opportunités de développement économique local. La combinaison de cette connectivité accrue avec la coordination de la production explique l'effet d'attraction de la centralité dans le monde numérique et moderne.



La vision systémique de la ville, telle que décrite par Rosnay (1975),<sup>62</sup> illustre les interactions quotidiennes dans la ville entre différents acteurs économiques. On peut également percevoir l'approche biologiste de Rosnay dans le texte, avec des références à la consommation d'énergie, la production de déchets, l'identification d'une fonction spécifique pour chaque agent et le concept du « métabolisme des villes » pour expliquer l'activité urbaine. Cette perspective systémique de l'organisation productive, mise en avant par Rosnay, sert à illustrer l'évolution des villes et la structure de leur fonctionnement en réseau. Dans ce contexte, la ville apparaît comme une forme de coordination de l'organisation productive, renforçant ainsi le concept de ville productive.

***Les villes au cœur de l'organisation productive : vers une nouvelle approche à partir de la dynamique urbaine***

Ainsi, l'analyse des dynamiques urbaines à travers la convergence théorique offre une perspective renouvelée pour orienter le débat économique. Selon la précision d'Alfred Marshall,<sup>63</sup> qui voit l'économie comme l'étude de l'homme dans les affaires ordinaires de la vie, il existe un lien profond entre les villes et la croissance économique. La vie quotidienne dans une ville reflète l'organisation productive de la société, facilitant ou entravant le développement économique local. Dans ce contexte, la ville devient le théâtre de la croissance économique.

---

<sup>62</sup> " Les principales fonctions du système urbain sont les suivantes : " utilisation de l'énergie et élimination des déchets ; production, consommation et administration ; culture et loisirs, information ; communications et transports ; protection et sécurité ". Cette organisation fonctionnelle conduit à une organisation structurelle différenciée, chaque élément matérialisant une fonction : habitat, entreprises et commerces, communications et transports, organisations administratives et financières, systèmes de distribution d'énergie et d'élimination des déchets, dont il dit qu'ils sont organisés par quartier. Enfin, il décrit le "métabolisme des villes" conçu comme un ensemble de mouvements et d'échanges d'énergie, de matériaux, de travailleurs, de population, etc. "

<sup>63</sup> « La politique économique ou l'économie est l'étude de l'homme dans les affaires ordinaires de la vie ; elle examine la partie de l'action individuelle et sociale qui est le plus étroitement liée à l'obtention et à l'utilisation des conditions matérielles du bien-être. Il s'agit donc, d'une part, d'une étude de la richesse et, d'autre part, et surtout, de l'étude de l'homme. Le caractère de l'homme a été façonné par son travail quotidien et par les ressources matérielles qu'il recherche, plus que par toute autre influence, à moins que ce ne soit celle de ses idéaux religieux. »

Suivant la logique de répliquabilité de la production énoncée par Turgot (1766), l'efficacité de l'organisation productive coordonnée, combinée à l'accumulation de capital et à la structure des emplois, constitue les facteurs endogènes de la croissance économique urbaine (Krugman, 1991b). Envisager la croissance économique à partir de l'angle des villes permet de comprendre la dynamique urbaine comme le résultat des arrangements productifs existants au sein de ces centres urbains. La ville, plus qu'une simple dimension spatiale, révèle son rôle intrinsèque dans l'organisation productive. Le cœur de l'étude repose sur l'organisation productive des villes, ce qui nous permet d'identifier et de comprendre la formation, l'accumulation, et la distribution de la richesse générée dans l'environnement urbain.

Basée sur une économie axée sur les services et la consommation, la compréhension des impacts directs et indirects offre le potentiel de fournir des solutions aux problèmes majeurs auxquels notre société est confrontée. Parmi ces défis figurent l'inégalité, l'inefficacité de la production et la dégradation de l'environnement. Les caractéristiques, les comportements, et les relations jouent un rôle clé dans l'analyse de l'organisation productive d'une ville. Les interfaces et les divers niveaux d'interaction entre les agents économiques influencent la production de résultats directs et indirects. Des configurations productives différentes engendrent des résultats différents. La dynamique urbaine découle des relations entre les éléments productifs qui composent la ville, et comprendre ces relations est essentiel pour les études futures. La fragmentation théorique, manifestée par les différences entre la science régionale, les économies régionales, l'économie urbaine, et d'autres branches des sciences sociales, peut entraver cette réflexion. Par conséquent, la convergence de ces prémisses vers la « théorie de la ville » unifiée émerge comme une voie prometteuse et mérite d'être explorée.

### ***Progrès urbain : les villes au cœur de la transition économique***

La ville joue un rôle essentiel dans l'émergence de la circularité économique, car elle offre une opportunité unique de repenser et de

refonder le modèle économique actuel. De la conception des produits jusqu'à leur fin de vie en tant que déchets, il est crucial que l'approche économique de l'offre et de la demande intègre la décroissance, la sobriété et l'usage. Cette transformation vise à réévaluer la notion de richesse et à la mesurer différemment. La circularité économique s'inscrit dans une approche plus résiliente et durable, qui nécessite d'aligner nos actions sur nos discours. Cela signifie repenser nos modes de production et de consommation pour minimiser le gaspillage des ressources et promouvoir la réutilisation, le recyclage et la régénération. La définition du déchet doit être revue.<sup>64</sup> Dans cette vision, les villes deviennent les plateformes d'innovation où de nouvelles pratiques économiques émergent, favorisant l'économie circulaire. Les entreprises adoptent des modèles d'affaires axés sur les services plutôt que sur la simple vente de biens. Les produits sont conçus pour être durables, réparables et faciles à désassembler en fin de vie, afin de récupérer et de réintégrer les matériaux dans de nouveaux cycles de production. L'économie de la fonctionnalité<sup>65</sup> prend sa place (Reday-Mulvey, 1977; W. R. Stahel, 2006; W. R. Stahel & Giarini, 1989; W. Stahel & Reday-Mulvey, 1981). Les citoyens sont encouragés à devenir des acteurs actifs de l'économie circulaire en choisissant des modes de vie plus durables, en optant pour la location ou le partage de biens plutôt que leur possession permanente, et en favorisant les produits locaux et responsables.

---

<sup>64</sup> La définition actuelle d'un déchet, selon l'article L. 541-1-1 du code de l'environnement, est « Toute substance ou tout objet, ou plus généralement tout bien meuble, dont le détenteur se défait ou dont il a l'intention ou l'obligation de se défaire » Article L541-1-1 - Code de l'environnement - Légifrance. (2023, October 9). [https://www.legifrance.gouv.fr/codes/article\\_lc/LEGIARTI000042176087/2023-10-09](https://www.legifrance.gouv.fr/codes/article_lc/LEGIARTI000042176087/2023-10-09)

<sup>65</sup> L'économie de la fonctionnalité est un modèle économique alternatif qui propose une approche différente de la consommation et de la création de valeur. Contrairement au modèle économique traditionnel basé sur la vente de biens et de services, l'économie de la fonctionnalité se concentre sur la vente de résultats et de services liés à l'usage ou à la performance des biens plutôt que sur la simple possession de ces biens. Le concept a été développé par Walter R. Stahel et Geneviève Reday-Mulvey dans les années 1970, et il est devenu plus populaire au cours des dernières décennies avec la prise de conscience croissante des problèmes environnementaux et de l'importance de la durabilité. Stahel, Walter & Reday-Mulvey, Geneviève. (1981). *Jobs for tomorrow: the potential for substituting manpower for energy.*

En adoptant cette approche circulaire, les villes peuvent devenir des moteurs de changement positif, en contribuant à réduire notre empreinte environnementale, à préserver les ressources naturelles et à créer des emplois durables. Il est primordial que les décideurs politiques, les entreprises et les citoyens collaborent étroitement pour mettre en œuvre cette transition vers une économie circulaire. Cela nécessitera des politiques publiques favorables, des investissements dans l'innovation et l'éducation, ainsi qu'une sensibilisation accrue sur les avantages de cette nouvelle approche économique. En alignant nos actions sur nos valeurs de durabilité et de résilience, nous pouvons créer des villes plus prospères, plus équitables et plus respectueuses de l'environnement pour les générations futures.

Source d'innovation, les villes qui nous fascinent et sa théorie nous incite à nous interroger sur la manière dont cette richesse se forme, s'accumule et se distribue.

### **3.2 COORDINATION DE L'ORGANISATION PRODUCTIVE : REDEFINITION DU ROLE DE L'ÉTAT DANS L'ORGANISATION PRODUCTIVE**

L'articulation entre la ville et l'État est cruciale dans la structuration de l'économie. En soulignant le rôle prépondérant de l'État dans l'agencement productif, on reconnaît l'importance de chaque entité dans la stimulation du développement économique par le biais de la coordination productive. Ainsi, cette section se concentre sur l'interaction entre la coordination urbaine et l'organisation productive. La fonction de la ville en tant que médiateur dans le processus de production renforce le fondement des débats à venir. En considérant la ville comme une structure politique, sociale et économique à travers laquelle les êtres humains s'organisent, on remet en question le rôle minimaliste de l'État dans l'organisation productive. Celui-ci agit non seulement en tant qu'agent économique au sein de cette organisation, mais il occupe également la fonction d'administrateur public, mandaté par la société pour intervenir dans ses activités sociales. Toutefois, ce rôle de l'État se heurte à l'ambiguïté inhérente à la conception du *laissez-faire*. Autrement dit, le

marché, qualifié de chaotique et extrêmement compétitif selon la description de Hobbes, est influencé par des conventions et des normes acceptées dans un contrat social implicite, comme Hume l'a souligné. Cette ambiguïté, associée à une organisation productive enracinée dans la théorie de la valeur et l'allocation des ressources, et influencée par un libéralisme économique opportuniste, aboutissent à un modèle anarchique de formation, d'accumulation et de distribution de la richesse. Par conséquent, il devient essentiel de repenser les mécanismes qui régissent cette organisation afin de promouvoir un système économique plus équilibré et inclusif pour l'ensemble de la société.

### **3.2.1 Repenser le rôle de l'État dans l'économie : les enjeux du libéralisme, de l'interventionnisme et leurs ambiguïtés**

Dans le contexte économique et politique des physiocrates, il est impératif de ne pas sous-estimer le modèle mercantiliste qui prévalait à l'époque. Les restrictions imposées par l'État sous forme de lois et de subventions ciblées ont entravé la croissance économique, favorisant ainsi l'inégalité sociale et appauvrissant les masses. Dans ce contexte l'école physiocrate a conceptualisé le libéralisme économique à travers la philosophie du *laissez-faire*. Cette approche, attribuée à Vincent de Gournay, plaide en faveur d'un rôle de régulateur de l'État et s'oppose aux politiques interventionnistes dans l'économie, comme l'a exprimé Turgot (1759). Une philosophie synthétisée par Smith dans le concept de la « main invisible » a marqué les débuts du libéralisme économique moderne. Depuis les physiocrates, l'évolution du libéralisme économique et du libre-échange a progressivement écarté l'État des sphères économiques. Cette forme de libéralisme économique a émergé de manière hégémonique, jetant les bases des modèles économiques néoclassiques. En tant que pilier des principales économies mondiales, le libéralisme économique repose sur les principes du libéralisme néoclassique, avec le concept du laissez-faire en toile de fond.

Au sein du débat idéologique qui oppose le libéralisme, le socialisme et le communisme, la théorie économique a été mobilisée pour étayer des discours dogmatiques et politiques. Malheureusement, le thème du rôle de l'État dans la promotion d'une organisation productive capable de répondre aux besoins de la société est souvent entouré de démagogie. Cette incertitude complique la définition d'une approche claire et efficace pour l'action du gouvernement dans cette situation. Dans la perspective du libéralisme économique moderne, le retrait de l'État du processus de production est préconisé. Lors de la critique du socialisme, on met en avant l'incapacité de l'État à mener à bien les activités productives, en soulignant les implications financières et l'inefficacité associées à son intervention. Dans le contexte du communisme, l'ingérence de l'État entrave le fonctionnement global de l'organisation, étouffant ainsi le dynamisme économique. Cependant, lorsqu'on examine le développement économique, le rôle de l'État se révèle être d'une importance cruciale. Par conséquent, une réévaluation du libéralisme économique moderne devient nécessaire pour redéfinir le rôle de l'État et explorer des alternatives pour une organisation productive, en évitant le « libéralisme de convenance ».

Le rôle de l'État dans la coordination de l'organisation productive progressive peut conduire à une mauvaise compréhension de l'interprétation du libéralisme économique. Dans le texte, « *Lettres sur la famine du Limousin.* », la position de Turgot à l'égard du rôle de l'État se révèle explicitement. Selon Turgot, pour que l'État comme coordinateur de l'organisation productive puisse efficacement lutter contre l'inflation, il est impératif de lui accorder du temps. Les propos de Turgot laissent transparaître la clarté de sa conviction libérale quant à la définition du rôle de l'État. Dans la gestion de la crise inflationniste, l'intervention de l'État se concentre sur la viabilité de l'appareil de production plutôt que sur la régulation des prix (Poirier, 1999). Une approche structurelle et non monétariste.

Les principes énoncés par Cantillon, Gournay, Quesnay et Turgot portent sur la création de marchés à travers la production de biens et de services. Ils conçoivent l'économie comme un système régulé, orienté par

une logique de production et de génération de richesse, se démarquant d'une organisation naturelle telle que conceptualisée par Hume. En approfondissant cette analyse, l'idée d'un modèle progressif et incrémental, centré sur la capacité à reproduire le processus de production tel qu'expliqué par Turgot, diffère de la notion d'ordre naturel associée à Smith et à son concept de la « main invisible ». Lorsqu'on étudie le livre III de Smith, il est manifeste la présentation d'une organisation naturelle, fortement influencée par les idées de Hume. En tant que défenseur du marché libre, Smith réduit la coordination de l'organisation productive à la notion libérale symbolisée par la « main invisible ». Cependant, en l'absence de complexité sociale, le fonctionnement de l'économie s'éloigne de l'autorégulation sociale préconisée par Hume ainsi que des principes physiocrates du *laissez-faire*, constituant ainsi les fondements du libéralisme économique moderne. Cette divergence semble faire référence à une compréhension de Smith plus confinée et simplifiée des principes formulés par Hume. La philosophie du *laissez-faire* est un thème récurrent dans l'œuvre de Smith, contrairement à la « main invisible », qui symbolise la coordination par l'ordre naturel et qui n'est mentionnée qu'une seule fois dans son texte. En réalité, la « main invisible » semble davantage évoquer la définition de l'économie selon l'état de nature de Hobbes et l'interprétation de la gouvernance basée sur les principes de Hume. Le *laissez-faire* de la « main invisible » selon Smith décrit un marché hobbesien autorégulé par les mécanismes de marché, à la manière de Hume.<sup>66</sup>

Le libéralisme économique, pilier central du discours de l'école classique, est toujours présent dans la pensée économique. Cependant, le libéralisme économique ne peut être considéré comme l'absence de l'État dans le processus productif. Turgot (1776), (Mill, 1863), Keynes (1936, p. 226) et Friedman (1951) défendent la participation de l'État dans l'organisation du processus productif. La convergence de ces auteurs réside dans la définition du rôle de l'État dans l'élimination des obstacles

---

<sup>66</sup> Marché guidé par conventions et normes acceptées ; contrat social implicite.

à la croissance économique. Friedman (1951) souligne l'importance de la concurrence comme moyen de corriger les distorsions potentielles du système économique, et il décrit le rôle de l'État comme régulateur. Il rejette le principe de l'organisation naturelle de Hume et fait référence à l'état de nature et au contrat social influencé par Hobbes.

La discussion autour des concepts d'« état de nature » et de « contrat social » se présente comme une prémisse essentielle pour justifier la restauration du rôle de l'État dans l'économie. En analysant la philosophie politique dans le contexte de son application au rôle de l'État dans l'économie et au processus de gouvernance du marché, nous pouvons dissiper les confusions qui peuvent polluer la compréhension. Par l'état de nature de Hobbes, l'intervention de l'État émerge comme solution face au marché chaotique et hautement compétitif. En adoptant l'état de nature de Locke et Rousseau, l'État régulateur et garant du droit de propriété prend forme. Selon Hume, dans l'état de nature pacifique où les hommes vivent selon la raison et respectent les droits naturels à la vie, la liberté et la propriété, le besoin d'un gouvernement n'émerge qu'en raison des insuffisances dans la protection de ces droits. Toutefois, une mauvaise communication des principes peut suggérer une direction incorrecte.

Cependant, le dogme du libéralisme économique moderne justifie l'absence de discussion sur le rôle de l'État dans l'organisation productive. Dans l'essence du libéralisme, la création de richesses par la production est le point déterminant, et l'État doit faire le nécessaire pour éliminer les obstacles qui entravent la croissance économique (Turgot, 1759). L'idée d'un État minimaliste, fréquemment associée au libéralisme économique moderne, doit être connectée à la notion d'état de nature. Autrement, cela risque de donner une compréhension partielle de la pensée libérale et de la dynamique sous-jacente entre l'état de nature et le contrat social, même si cette relation est implicite. À l'origine du libéralisme, le rôle de l'État dans l'économie doit se concentrer sur l'élimination des obstacles à la croissance, la protection des droits naturels à la vie, la liberté et la propriété, et la promotion du développement économique. Un autre point de vue concernant le rôle du gouvernement



dans l'économie est celui de la participation des institutions publiques en tant qu'agents économiques agissant pour le bien de l'économie, et non contre elle. Envisager le gouvernement comme une partie de la solution, plutôt que comme un obstacle, peut conduire à des résultats différents (Mill, 1848). Tant Turgot que John Stuart Mill défendent le libéralisme. Leur consensus repose sur la conviction que l'État devrait favoriser la création de richesse, plutôt que d'adopter un rôle passif ou simplement régulateur dans l'économie.

### *L'État et l'économie au XXe siècle : interventions, crises et débat entre le modèle keynésien et le libéralisme*

La première moitié du XXe siècle a commencé quelques années avant la Première Guerre mondiale, suivie de la Grande dépression de 1930 et s'est terminée juste après la Seconde Guerre mondiale, en 1945. Il s'agit incontestablement d'une période troublée. La désorganisation de l'ordre social et de l'appareil productif mondial a renforcé le rôle d'un État interventionniste dans cette période de crise. Schumpeter, (1954) a proclamé la théorie des cycles économiques, prédisant qu'à long terme, l'économie reprendrait sa croissance. Mais son discours a eu peu de répercussion dans une société insurgée par la dépression économique. Pendant cette période socialement critique et l'effondrement de l'économie mondiale, un modèle mixte de gouvernance économique, caractérisé par la perspective keynésienne, s'est ouvert en raison de l'incapacité des modèles économiques de l'époque à expliquer l'effondrement de l'économie mondiale ou à ajuster les politiques publiques pour relancer l'économie. Un point à souligner du modèle keynésien était le choix d'aborder le problème immédiat, laissant l'explication des cycles économiques en arrière-plan. Le modèle keynésien était fondé sur la réanimation de l'économie par la stimulation de la demande, c'est-à-dire que la dépense d'un agent économique est égale à la recette ou au revenu d'un autre agent, ce qui favorise le cycle de croissance économique et la réanimation de l'économie. Ce cycle, influencé par les dépenses de l'État, exerce à son tour une pression sur les

budgets publics, ce qui conduit à une politique monétariste incontrôlée et à un scénario inflationniste. Keynes, économiste classique, a envisagé le problème sous un autre angle, et contrairement à l'image socialiste qui lui est attachée, ses actions visaient à sauver le capitalisme et le marché libre et non l'inverse (Krugman, 2018). Parmi les critiques à l'égard de Keynes se distingue l'opposition au capitalisme, alors qu'en fait, le modèle keynésien a divergé du libéralisme minimaliste pour sortir de ce moment de crise, rendant claire la confusion dans le rôle de l'État.

### *La doctrine néoclassique et le refus de la théorie keynésienne*

Dans une tentative de redynamiser l'économie, Keynes (1936), a préconisé l'augmentation de la demande par le biais des dépenses gouvernementales, menant à une situation d'inflation. Il a ainsi redéfini le rôle de l'État dans le système économique et proposé une alternative viable pour réorganiser l'économie. Les résultats de la politique keynésienne, combinés aux tensions de la guerre froide, ont éloigné l'État de la coordination productive basée sur les principes du marché. Friedman s'est alors employé à cibler les faiblesses de la théorie keynésienne tout en défendant le capitalisme et l'économie de marché, soutenu par un groupe d'économistes influencés par la théorie néoclassique. Ce dogmatisme a contribué à éliminer une alternative possible à l'orthodoxie du marché autorégulé (Krugman, 2007). Dans le contexte de l'influence néoclassique, l'adoption du modèle keynésien peut être débattue. Toutefois, l'implication de l'État dans l'économie semblait être la direction appropriée à prendre. Au lieu de suivre la voie de la stimulation de la demande, Turgot a choisi d'utiliser l'intervention de l'État pour augmenter la productivité.<sup>67</sup> Bien que fortement remis en question par les néoclassiques, le modèle keynésien persiste et demeure pertinent. Les concepts de Keynes, qui ont remis en question l'ordre naturel, ont proposé des solutions à des questions

---

<sup>67</sup> Cela s'est manifesté à travers les subventions en Limousin, où il a élaboré une stratégie sociale unique basée sur deux institutions principales : les bureaux de charité et les ateliers de charité. Il l'a fait en s'assurant de ne pas rivaliser avec les entreprises locales.

non résolues concernant la Grande Dépression. Ce modèle continue d'être appliqué à notre époque, comme en témoignent les interventions gouvernementales soutenues par le marché lors des crises des *subprimes* et de la COVID-19. Plus récemment, le débat autour du rôle de l'État en tant que refuge pour les assureurs et les réassureurs face à l'augmentation de l'intensité et de la fréquence des événements climatiques extrêmes suscite des discussions pour trouver les solutions nécessaires en vue d'établir un nouvel ordre économique mondial.

***Crise et résilience : les défis du libéralisme dans l'ère du COVID-19, des subprimes et des événements climatiques extrêmes***

Malgré le mantra du libéralisme économique diffusé par le marché et les institutions, lors des dernières crises mondiales, *Subprimes*, COVID-19, et des événements climatiques extrêmes, une forte intervention des états dans le monde a été observée, mettant de côté le dogme du libéralisme économique moderne. Cette posture de retour à l'économie keynésienne vise à éviter un effondrement global de l'économie. Un mouvement qui suscite des débats concernant les principes fondamentaux du libéralisme économique moderne qui gouvernent le modèle économique actuel à l'échelle mondiale.

D'autres problématiques telles que la régulation du marché, la restriction des frontières et la souveraineté de la chaîne d'approvisionnement vitale et stratégique émergent dans le débat actuel.<sup>68</sup> Même en connaissant les erreurs dérivées du modèle keynésien, un nouveau modèle d'État interventionniste, attribué à tort à Keynes, flirte avec les ambitions politiques et sociales à court terme. Ajouté à ces ambitions, le besoin latent de relance de l'économie, où les plans de relance visent à stimuler la demande, complète le groupe de facteurs nécessaires à un scénario inflationniste, protectionniste et inefficace.

---

<sup>68</sup> Un exemple de ce comportement peut être cité dans la discussion sur la rupture des brevets de médicaments, infligeant un changement profond des cadres juridiques, attaquant le fondement des droits de propriété privée.

Cependant, la force du libéralisme économique moderne, enracinée dans les institutions qui régissent le marché, influence les décisions des États dans le sens d'un contrôle budgétaire restreint, et de l'aliénation du rôle de l'État en tant qu'agent économique. La politique contradictoire entre la promotion économique et l'austérité des dépenses publiques adoptée par les grandes nations contribue à la détérioration de la situation sociale à court terme, au détriment de la stabilité et de la durabilité du potentiel de développement économique à long terme. Une décision qui entraîne des troubles sociaux et l'aggravation de la crise économique. Pour compléter ce cadre d'indécision sur le rôle de l'État, la myopie économique nationaliste et populiste gagne du terrain dans le discours politique, menaçant le système économique en vigueur. L'absence de définition claire du rôle de l'État en tant qu'acteur économique entraîne une fluctuation entre une intervention justifiée du libéralisme de convenance et une absence d'intervention de l'État. Le caractère interventionniste du modèle keynésien se distingue fondamentalement du modèle de libéralisme économique moderne, mais cette réticence envers l'implication de l'État et l'incertitude entourant la délimitation de son action ont freiné l'efficacité de la structure sociale.

Dans un système démocratique représentatif, l'État est mandaté par la société pour organiser les questions socio-économiques et faciliter le développement économique. Cependant, le concept obscur du libéralisme économique moderne a guidé les politiques publiques et les résultats de l'organisation productive actuelle, se montrant incapable de résoudre les défis auxquels la société est confrontée.

### *Une coordination menée par l'État à partir des villes*

L'État, en coordonnant les actions à différents niveaux, y compris dans les villes, souligne l'importance de l'orientation vers une économie résiliente et circulaire pour répondre aux problèmes actuels. Le programme de relance économique le plus important au monde, doté de plus de 3 000 milliards d'euros alloués par les autorités publiques européennes, témoigne d'une volonté d'explorer des solutions durables et

de reconnaître l'importance centrale de l'État dans l'économie. Dans cette optique, l'approche microéconomique marshallienne et la transformation du rôle de l'État en acteur économique, facilitateur et entrepreneur, mettent en lumière la nécessité de passer à une économie qui minimise les déchets et utilise efficacement les ressources. L'objectif est de créer un système économique qui soit non seulement résilient face aux chocs futurs, mais aussi engagé dans un cycle de réutilisation, de recyclage et de régénération des ressources. Pour concrétiser cette vision, il est essentiel de revenir aux principes fondamentaux du libéralisme, en évitant les écueils d'une politique populiste et en rejetant l'inefficacité de l'État. Il s'agit de mettre en lumière l'innovation, la responsabilité et une régulation éclairée pour favoriser une économie où la croissance et la durabilité sont étroitement liées. En résumé, la gouvernance étatique met l'accent sur la résilience, l'économie circulaire et fonctionnelle, dans le but de promouvoir une économie conciliant croissance, bien-être social et préservation de l'environnement. La voie à suivre exige une combinaison habile d'incitations, de régulations et d'éducation, pour construire une économie qui est à la fois forte et alignée avec les principes de durabilité.

### ***L'anarchie et l'organisation productive***

Comment pouvons-nous concevoir un État-providence régissant deux sociétés distinctes en termes de disparité sociale, tout en respectant les principes capitalistes ? La première étape consiste à reconsidérer la notion de libéralisme. En revisitant les fondements du libéralisme du laissez-faire, nous pouvons repérer l'idée d'un État qui collabore au développement économique en facilitant les processus de production, de création de valeur et de distribution. Dans ce contexte, l'intervention de l'État dans l'économie est perçue positivement, comme un moyen d'établir un environnement favorable au développement local, de réduire les disparités sociales et territoriales, et de permettre aux régions de répondre aux besoins et aux aspirations de leur population. Cela implique une politique publique adaptée à la réalité locale, capable de briser le cycle du sous-développement, et un État-providence dynamique, agissant

activement conformément à la « théorie de la ville ». La deuxième étape est de comprendre le capitalisme comme système économique basé sur la génération de profits grâce au libre-échange, à la canalisation du capital accumulé vers l'économie productive, à la création de valeur par l'entrepreneuriat, et à la protection de la propriété privée.

Les fondements du capitalisme sont en désaccord avec les points de vue socialistes et communistes en raison d'écarts idéologiques. L'interprétation sélective de la théorie marxiste passe sous silence les aspects du capital en ce qui concerne la formation et l'accumulation de la richesse, cependant, les débats se focalisent souvent sur la rémunération liée à la création de valeur. Marx n'était pas tant en opposition avec le capitalisme lui-même, mais plutôt avec la distribution de la richesse. En explorant plus en profondeur, il dépeint l'impact de la dévalorisation de la marchandisation du travail, confirmant ainsi l'idée que la richesse émane de la valeur ajoutée. Cependant, cette analyse est souvent mise de côté en raison de la préférence à imputer la misère du prolétariat aux détenteurs de capital. Cela conduit à un dogmatisme qui se concentre sur un État régulant à la fois le capital et les moyens de production, établissant ainsi les fondements du communisme. La proposition de Marx met clairement en évidence le contraste entre le communisme et le libéralisme économique. En d'autres termes, c'est la manière dont la gouvernance de l'organisation productive (formation, accumulation et distribution de la richesse) est gérée qui pose un problème pour Marx. L'interprétation idéologique de Marx met en avant le conflit entre le prolétariat et la bourgeoisie, exacerbés par les inégalités et un sentiment d'injustice, mais elle occulte l'objectif réel d'un État communiste, appuyer sur le capitalisme, capable de tout faire pour le bien-être de la société. C'est à travers les idées de Hobbes que l'on peut retrouver les fondements du concept présenté par Marx, qui s'appuie sur l'écart social. Cependant, c'est dans les écrits de Pierre-Joseph Proudhon, pionnier de l'anarchie, que l'on trouve l'antithèse de la propriété, notamment de la propriété non productive. Le débat incité par Proudhon sur le capitalisme comporte une critique du droit de propriété privée, accusé de voler la valeur ajoutée à

celui qui la crée (Proudhon, 1840). Cependant, c'est en réalité la déconnexion entre le capital accumulé et le système productif entrepreneurial qui engendre ce débat.

La plume de Proudhon nous offre une perspective plus radicale du libéralisme économique, préconisant la suppression complète de l'État. Fervent opposant à l'existence de l'État, Proudhon envisage une autogestion de la société, gouvernée par son propre système économique (Proudhon, 1872). Il établit les fondements de la valorisation du capital productif, de la non-sacralisation de la propriété privée et d'un système auto-régulé. Les principes anarchistes de Proudhon s'alignent davantage sur l'état de nature de Hobbes, mais sans l'intervention de l'État, à la manière proposée par Hume. Ces principes masquent les erreurs dans la coordination de l'organisation productive par la logique du marché, en pointant du doigt le capitalisme.

### **3.2.2 L'État dans l'organisation de la production**

Le rôle de l'État au sein de l'organisation productive découle de l'état de nature. Cependant, l'approche de l'état de nature adoptée par l'utilitarisme néoclassique diffère du processus par lequel les individus acceptent ce que l'on appelle le contrat social, théorisé par Locke et Rousseau. La conception du rôle de l'État, telle qu'exposée dans ce texte, résulte d'une combinaison des principes du contrat social de Locke et Rousseau, influencée par la pensée de Hume, où la société émerge des conventions sociales et des traditions. De plus, un État qui joue un rôle de facilitateur, de moteur et de régulateur dans l'organisation productive pour promouvoir la croissance économique, comme l'a suggéré Turgot (1759) et Mill, J. (1836). Par conséquent, cette approche argumente contre les politiques interventionnistes excessives (Turgot, 1759). Dans un contexte où l'État participe au processus de production en tant que facilitateur et promoteur, son rôle en tant qu'agent économique est solidement établi. Cependant, si l'on considère le libéralisme économique moderne comme étant en opposition à l'intervention de l'État, ce rôle dans l'organisation productive devient alors limité. Une fois le rôle de l'État en tant qu'agent

économique établi, il est nécessaire de clarifier ses fonctions en tant qu'administrateur, entrepreneur et État-providence.

### ***L'État et l'administration publique***

Le rôle de l'État en tant qu'administrateur découle d'une relation directe entre l'administration et le pouvoir. Au fil de son évolution, l'État a subi des transformations. Dans sa phase initiale, il agissait sur la base de règles, de taxes et de lois, visant à promouvoir la prospérité des cités-États. Cependant, avec la croissance des villes, il est devenu nécessaire d'ajouter une dimension supplémentaire à cette organisation, à savoir l'administration publique.

Dans la phase de l'administration publique, la nécessité de réaliser des activités d'organisation et de construction des villes a exigé la création d'une structure capable de gérer les cycles opérationnels de l'administration (Robson, 1928; Wilson, 1887). Dans la transformation du processus de gouvernance publique, il est possible d'observer l'inclusion de divers éléments tels que la gestion du budget et la conception de l'État en tant que fournisseur de services. L'État, dans son rôle d'organisateur et d'opérateur de l'administration publique, intervient sur trois fronts distincts mais interconnectés : l'intégration des politiques publiques, les services publics considérés comme des éléments de la chaîne productive, et la structure même du service public (Osborne, 2006). En se référant aux bases du libéralisme et en redéfinissant le rôle de l'État en tant qu'élément essentiel de l'organisation productive, agissant en tant que facilitateur, promoteur et régulateur, l'accent est mis sur la suppression des entraves à la croissance et la stimulation du développement économique. Cette perspective revêt alors une implication en faveur du rôle de l'administration publique, harmonisant les objectifs de l'État avec les principes du libéralisme économique.

### ***L'État-providence***

Après la fin de la Seconde Guerre mondiale, l'établissement de l'État-providence a esquissé les contours de la nouvelle société. Dans cette



société, l'abandon des régions sous-développées et des populations incapables de subvenir à leurs besoins fondamentaux est devenu inacceptable. Cela a conduit à l'instauration de politiques de redistribution des revenus et à la création de postes surdimensionnés dans le secteur public pour compenser l'incapacité de l'organisation productive à générer des emplois. Ces mesures visaient à réduire les fractures sociales et territoriales (Iammarino et al., 2017), agissant comme un mécanisme étatique pour corriger les distorsions engendrées par la coordination de l'organisation productive, basée sur la théorie de la valeur et l'allocation des ressources.

L'État-providence joue un rôle crucial dans la garantie des besoins fondamentaux de la population. Dans cette perspective, il devrait se concentrer sur des fonctions essentielles qui englobent la fourniture de nourriture, le logement adéquat et l'accès aux soins de santé. Ces éléments constituent les piliers d'une société équilibrée et inclusive, où chaque individu peut mener une vie décente et digne. En se concentrant sur ces fonctions essentielles, l'État-providence remplit son rôle crucial dans la création d'une société équitable et solidaire. Nourrir, loger et soigner les citoyens n'est pas seulement des objectifs en soi, mais également des moyens de garantir que chacun puisse participer pleinement à la vie de la société et de réaliser son potentiel. Un État-providence qui s'engage résolument dans ces fonctions essentielles contribue à édifier un avenir où la dignité humaine et le bien-être sont au cœur de la politique publique.

Cependant, cette nouvelle approche de l'État-providence peut sembler renvoyer la responsabilité de résoudre les problèmes sociaux à la société elle-même. L'État-providence doit se concentrer sur les fonctions essentielles telles que nourrir, loger, soigner et « faire produire ». Cette relation entre le besoin de bien-être à court terme et l'inclusion productive à moyen et long terme sert de pont entre le besoin immédiat de subsistance et l'inclusion sociale. La stimulation de la création de valeurs, soutenue par l'État-providence, possède le potentiel de changer l'attitude de la main-d'œuvre. Combiner la production à l'éthique protestante et à l'esprit capitaliste révèle que produire s'aligne avec une logique de bien-être (M.

Weber, 1905).<sup>69</sup> En explorant l'éthique protestante pour justifier la valeur du travail et la dignité de l'âme, l'importance d'inclure « la production » comme un pilier de l'État-providence devient claire. Cela constitue le chaînon manquant pour assurer la résilience économique. Convertir la force de travail en une marchandise ne produit pas intrinsèquement une valeur ajoutée. Par conséquent, encourager la production crée de la valeur et pave la voie à la génération et à la distribution de la richesse. Le manque d'une structure de soutien à l'entrepreneuriat et à la création de richesse à travers l'État-providence découle d'une perspective à court terme de l'organisation productive, ce qui entrave l'inclusion productive.

Pendant la période keynésienne, de 1945 à 1970, période connue comme l'âge d'or du capitalisme, on peut observer l'évolution du niveau de productivité globale, et le progrès du développement économique. Le développement économique de cette ère se caractérise par un faible taux de chômage constant, un équilibre dans les relations entre employeurs et employés, et une combinaison de sécurité et de confiance apportée par l'État-providence (Marglin & Schor, 1992). La confiance accordée à l'État-providence peut libérer la main-d'œuvre salariée et stimuler la création de valeurs, encourageant ainsi l'entrepreneuriat. La vision à court terme du marché, qui se réduit à la coordination par le biais des prix, néglige la perspective à long terme, entravant ainsi la génération de valeur. L'intervention de l'État dans l'économie, plus en accord avec le modèle de Turgot qu'avec le modèle néoclassique du libéralisme opportuniste, contredit la notion d'un rôle minimaliste de l'État. Cela facilite le processus d'accumulation du capital, la division du travail, l'innovation, et la gestion temporelle des cycles productifs, qui forment le socle du développement économique.

---

<sup>69</sup> Max Weber illustre cela en citant : « La phrase de saint Paul « Celui qui ne veut pas travailler ne mangera pas' est valable sans condition pour tous. La réticence à travailler est symptomatique du manque de grâce. » (Weber, 1905, p. 104). De plus, même le capital accumulé joue un rôle dans la production : « *Même les riches ne doivent pas manger sans travailler [...]* » (ibid., p. 105).

Les stimuli peuvent transformer l'attitude, mais non la nature humaine, comme l'a souligné (Mill, 1836b). La rapidité avec laquelle les villes établissent une coordination productive impacte le développement économique local, mettant en évidence l'importance de la culture entrepreneuriale. Le rôle de l'État, représenté par l'administration locale, peut encourager ou inhiber la croissance économique. En revisitant le rôle de L'État-providence, l'accent est mis sur la participation de l'État dans le processus productif, et non son retrait, contrairement au discours libéral néoclassique. La confusion persiste dans le rôle de l'État sous forme d'intervention autorisée par un libéralisme de convenance, concernant le bien-être et la gestion du coût social marginal, ce qui peut entraver la capacité des villes à encourager la culture entrepreneuriale et l'inclusion productive.

Il s'agit d'accepter la ville comme une organisation sociale et économique créée par et pour les individus. Cela inclut le concept du libéralisme, où le rôle de l'État dans l'économie doit se concentrer sur l'élimination des obstacles à la croissance, la protection des droits naturels à la vie, la liberté et la propriété, et la promotion du développement économique. Produire et générer de la valeur sont les objectifs de la société pour former et distribuer la richesse.

### *L'État-entrepreneur*

Le rôle de l'État dans l'investissement en recherche et développement revêt une importance capitale dans la stimulation du progrès scientifique. Par le biais de politiques et de financements appropriés, l'investissement public sert à combler les lacunes potentielles du marché, en raison du fait que certains domaines de la recherche ne sont pas susceptibles d'être rentables à court terme pour le secteur privé. Les projets de recherche à long terme ou à risque, qui ont le potentiel de transformer des industries entières, peuvent nécessiter un financement initial substantiel que seules les institutions publiques sont en mesure de fournir. Cela crée un environnement propice à l'exploration et à l'innovation, sans être contraint par les impératifs de rentabilité

immédiate. De plus, l'État peut orienter ses investissements vers des domaines spécifiques qui ont un impact stratégique sur le développement national. Il peut soutenir la recherche fondamentale dans des domaines clés tels que les technologies de pointe, la santé, l'énergie propre et l'agriculture durable. En collaborant avec des universités, des instituts de recherche et des entreprises, l'État peut établir des partenariats efficaces pour favoriser la découverte de nouvelles connaissances et leur application concrète.

L'investissement de l'État en R&D peut également jouer un rôle dans l'attraction et la rétention de talents au sein du pays. Les chercheurs et les innovateurs sont attirés par des environnements où leurs travaux sont soutenus et reconnus. Cela renforce la compétitivité nationale en contribuant au développement d'une main-d'œuvre hautement qualifiée et en encourageant l'instauration d'une culture de l'innovation.

Cependant, pour que l'investissement de l'État en R&D soit fructueux, il doit être assorti d'une gouvernance solide et d'une utilisation judicieuse des ressources. Une planification stratégique, une distribution équitable des fonds et une évaluation régulière des résultats s'avèrent essentielles pour maximiser les avantages de ces investissements. Néanmoins, il convient de noter que les investissements de l'État devraient également générer un rendement. Actuellement, le rendement sur ces investissements ne respecte pas toujours la logique d'optimisation de l'allocation du capital. Lorsque l'État assume les risques des investissements à long terme, il est impératif que la valorisation de ces investissements se traduise par des retours dans les coffres publics. L'État, au-delà de sa vision générale, devrait pouvoir bénéficier de ses investissements. Cette même logique peut être étendue au contexte du débat portant sur le rôle de l'État en tant que garant des investissements productifs et en tant que réassureur en cas de catastrophes majeures. Dans cette perspective visant à circonscrire les risques, il est tout aussi impératif que l'État puisse convertir ces risques en bénéfices.

Le concept de socialisation des pertes et de privatisation des profits suscite une profonde réflexion quant à ses implications sur le rôle

de l'État en tant qu'acteur économique. Au cœur de cette dynamique, l'État peut tirer profit de cette configuration pour endosser à la fois le rôle d'entrepreneur et celui d'acteur capitaliste, en faveur d'initiatives à long terme de nature structurelle et stratégique. Une facette centrale de cette logique réside dans la capacité de l'État à entreprendre des projets d'ampleur, tels que d'ambitieuses infrastructures, des innovations technologiques de pointe ou des programmes de développement régional. En prenant en charge une part des risques initiaux et en mobilisant des ressources financières substantielles, l'État peut jouer un rôle déterminant dans la concrétisation de projets susceptibles d'offrir des retours sur investissement potentiellement élevés, tout en présentant des incertitudes et des risques considérables. Cette implication de l'État en tant qu'entrepreneur peut catalyser la croissance économique à long terme et susciter l'émergence de secteurs novateurs.

Concomitamment, cette dynamique offre à l'État la possibilité de s'impliquer activement sur le marché en qualité d'investisseur stratégique. En identifiant des opportunités commerciales prometteuses et en prenant des parts dans des entreprises privées, l'État peut non seulement appuyer des initiatives rentables, mais aussi orienter l'essor économique dans des directions alignées sur des objectifs nationaux et sociaux spécifiques.<sup>70</sup> Cette implication capitaliste de l'État peut contribuer à atténuer les conséquences négatives et à optimiser les retombées positives pour l'ensemble de la société. En remplaçant le concept de socialisation des pertes et de privatisation des profits par la possibilité pour l'État d'assumer des rôles entrepreneuriaux et capitalistes, favorisant ainsi le développement de projets à caractère structurel et stratégique, une nouvelle voie se présente.

---

<sup>70</sup> Toutefois, il est impératif de souligner que cette approche exige une gestion soigneuse et une gouvernance transparente. Les risques inhérents à l'investissement et à l'entrepreneuriat doivent être rigoureusement évalués, tandis que les décisions doivent être guidées par des considérations de responsabilité, d'efficacité et d'efficience. Par ailleurs, les mécanismes de partage des profits et des coûts doivent être équitables et équilibrés afin de prévenir tout déséquilibre ou iniquité.

## *L'État-actionnaire*

Dans un monde en constante évolution, où les défis et les opportunités se multiplient, le rôle de l'État en tant qu'acteur économique ne peut être simplement cantonné à celui d'un régulateur. Son potentiel dépasse largement cette fonction de surveillance. En adoptant la posture d'État actionnaire, il devient un acteur dynamique, jouant un rôle pivot dans la conception et la réalisation de projets stratégiques qui sculpteront l'avenir d'une nation. Le concept d'État actionnaire se traduit par la prise de participations au sein d'entreprises stratégiques, principalement dans des secteurs cruciaux tels que l'énergie, les infrastructures, les technologies de pointe et les industries de base. Cette implication directe dans l'économie lui confère le pouvoir de diriger des ressources substantielles vers des initiatives dont l'objectif dépasse la simple quête de profits à court terme. L'accent est mis sur la création de retombées positives durables pour l'ensemble de la société.

En tant qu'investisseur engagé dans des projets stratégiques, l'État peut prendre des décisions audacieuses que le secteur privé pourrait hésiter à adopter en raison des risques à long terme ou de l'absence de gains immédiats. Il peut stimuler des projets ambitieux de recherche et développement, catalyser l'innovation et favoriser l'éclosion de nouvelles technologies. Ainsi, il pave la voie à une croissance économique durable et cultive la compétitivité pour les générations à venir. La contribution de l'État actionnaire ne se limite pas à l'économie seulement. Il joue également un rôle essentiel dans la planification à long terme. En anticipant les besoins futurs de la société, il peut initier des projets d'infrastructures majeurs, tels que les réseaux de transport modernes et les systèmes d'énergie propre. Ces investissements ne font pas que rehausser la qualité de vie des citoyens, ils renforcent également la stature économique et géopolitique de la nation sur la scène mondiale. Toutefois, il est crucial de reconnaître que le rôle d'État actionnaire doit être géré avec rigueur et transparence. Les décisions d'investissement doivent être orientées par des considérations économiques, sociales et environnementales, dépourvues d'influences politiques à court terme.

L'intégrité dans la gouvernance des entreprises où l'État détient des parts est indispensable pour éviter les conflits d'intérêts et maintenir la confiance des citoyens et des marchés.

En définitive, l'État actionnaire peut se révéler un catalyseur puissant de progrès économique et social. À travers son investissement dans des projets stratégiques, il érige les fondations d'un avenir prospère pour la nation. Toutefois, l'équilibre entre les intérêts à court et à long terme, en conjonction avec une gestion transparente, demeure une clé maîtresse pour garantir que cette approche bénéficie à l'ensemble de la société.

### **Entre marché et État : la crise d'identité de la Banque Mondiale et l'émergence de nouvelles voies de développement économique**

Pour illustrer la tension entre l'organisation de la production guidée par le marché et la perspective de l'État en tant qu'entrepreneur et acteur développementiste, la « crise d'identité de la Banque mondiale » au début des années 1980 offre un exemple éclairant. Cette crise s'est alignée avec l'ascension de la théorie néoclassique et son intégration dans les stratégies de la Banque. Délaissant le défi à long terme du développement économique, la Banque mondiale a réorienté ses priorités, mettant de côté son rôle de soutien au développement structurel et à la stimulation de la productivité. Elle s'est plutôt transformée en une banque classique, axée sur l'allocation de capital et la gestion des risques. Cette modification stratégique, privilégiant des mesures à court terme pour stabiliser la balance des paiements plutôt que d'affronter les défis du développement économique à long terme, symbolise la transformation radicale de l'orientation de la Banque mondiale pendant cette période (Bresser Pereira, 1995).

La déviation du rôle initial de la Banque mondiale a été influencée par la pression résultant du déclin de ce que l'on pourrait appeler les années d'or du capitalisme. Cette période a été marquée par les bouleversements liés aux chocs pétroliers et exacerbée par la mauvaise

performance de la banque face à la crise de la dette extérieure mondiale qui sévissait à l'époque (ibid., p. 2). Il est important de souligner que la perception du marché a amplifié la crise pétrolière. En fonctionnant selon la coordination productive organisée par le marché, un scénario pessimiste s'est dessiné, conduisant à une rétraction des investissements et de la production, et par conséquent, à une diminution des revenus. Les fluctuations artificielles des prix et des taux de change ont exacerbé cette crise. Ainsi, si la crise d'identité de la Banque mondiale témoigne de l'influence du marché, il est également apparu, en parallèle, des plans de développement économique ancrés dans le concept d'une organisation productive coordonnée selon la logique de la production plutôt que par le marché lui-même.

Le programme Pro-Alcool au Brésil illustre un exemple pertinent. Ce plan visait à trouver une alternative afin de diminuer la dépendance de la matrice énergétique nationale vis-à-vis du pétrole. La stratégie déployée a encouragé la chaîne de production à se concentrer sur le développement et l'adoption de technologies fondées sur des énergies alternatives, comme l'éthanol. En lien avec la vision de développement économique, l'effort a soutenu financièrement les producteurs de canne à sucre et l'industrie automobile, stimulant l'innovation dans le but de réduire la dépendance aux combustibles fossiles. Ces investissements ont favorisé l'évolution de la chaîne de production. Cependant, cette avancée a été contrée par la manipulation des prix du baril de pétrole par l'OPEP,<sup>71</sup> mettant en lumière la complexité des interactions entre les initiatives de développement durable et les dynamiques du marché mondial. L'OPEP, en établissant le prix du baril de pétrole à 34,08 dollars US<sup>72</sup> au milieu des années 80, a mis en péril la continuité du programme brésilien visant à réduire la dépendance aux énergies fossiles. Toutefois, une nouvelle période d'augmentation artificielle des prix entre 1980 et 1990 a revitalisé

---

<sup>71</sup> Organisation des pays exportateurs de pétrole

<sup>72</sup> [https://data.nasdaq.com/data/BP/CRUDE\\_OIL\\_PRICES-crude-oil-prices-from-1861](https://data.nasdaq.com/data/BP/CRUDE_OIL_PRICES-crude-oil-prices-from-1861), consulté le 27/01/2022, Prix en dollars US 2020



l'initiative. L'engagement du Brésil à s'endetter pour investir dans le développement économique à long terme a stimulé la création de connaissances, la recherche et l'emploi, positionnant le pays à l'avant-garde de la transition écologique et de la production alimentaire. Le succès du programme se manifeste dans la flotte de véhicules « *flex* »<sup>73</sup> du pays, qui représentait 88,6% du total en 2017. De plus, la productivité accrue a transformé le Brésil en principal producteur de canne à sucre, faisant passer sa part de marché de 15% avant le programme à 38,6%. (Pedersen et al., 2021).

Le « Manifeste pour décarboner la route »<sup>74</sup> s'inscrit dans cette même logique. La décarbonation des autoroutes, en tant qu'élément central du réseau de transport, revêt une importance cruciale en raison de ses caractéristiques incontournables, urgentes et multidimensionnelles. En plus de sa contribution à la réduction des émissions, elle répond également à des impératifs sociaux, territoriaux et industriels. À ce stade, il est essentiel d'engager les autoroutes dans une nouvelle phase, celle de la décarbonation et de la transition écologique. Cette transformation requiert un effort massif d'investissement, et l'État joue un rôle clé dans cette démarche vers la décarbonation et la transition écologique.

### **Coordination productive et dilemmes urbains : une exploration de la plateforme Airbnb et des effets économiques locaux**

Un autre aspect qui souligne la logique progressive est l'interaction entre le capital accumulé et le processus productif, observable à travers des plateformes mondiales telles que Airbnb. Ici, les opérateurs, les investisseurs et les entrepreneurs se coordonnent pour agir dans une logique de production, mettant en relation des acteurs économiques distants. Les besoins générés par cette mise en relation ouvrent un champ

---

<sup>73</sup> Un véhicule à carburant flexible ou un véhicule bicarburant est un véhicule à carburant alternatif doté d'un moteur à combustion interne conçu pour fonctionner avec plus d'un carburant, généralement de l'essence mélangée à de l'éthanol ou du méthanol, et les deux carburants sont stockés dans le même réservoir commun. [https://en.wikipedia.org/wiki/Flexible-fuel\\_vehicle](https://en.wikipedia.org/wiki/Flexible-fuel_vehicle) récupéré le 27/01/2022

<sup>74</sup> Annexe 10

pour l'innovation et l'accumulation de capital, permettant la spécialisation et la création de richesse. Toutefois, cette croissance économique se heurte à des obstacles, éloignant le développement territorial de l'approche néoclassique classique des rendements décroissants et des externalités négatives. Prenons l'exemple d'Airbnb : l'absence d'une vision claire de la causalité productive réduit l'impact de l'innovation aux effets de la hausse des prix de l'immobilier et des revenus non déclarés. Ce processus, au lieu de favoriser le développement économique, peut conduire à des incohérences et des problèmes structurels. Par exemple, l'augmentation des prix de l'immobilier dans certaines zones rénovées crée une attraction, mais aussi une spéculation immobilière incompatible avec les besoins de la population locale. La gentrification et la migration urbaine, les premiers effets observés, génèrent une pression sur les prix dans d'autres quartiers. Contrairement aux simples externalités, ces transformations empêchent de répondre aux besoins fondamentaux tels que nourrir, loger, soigner et produire. D'un côté, des opportunités de revenus sont créées, mais de l'autre, l'incapacité locale à en tirer parti révèle un problème plus profond. L'analyse incomplète offerte par la théorie de la valeur, qui se concentre trop sur le prix, peut mener à des politiques publiques néfastes. L'État régulateur peut alors devenir un obstacle au développement économique, avec des conséquences comme l'augmentation du coût de la vie, la dégradation de l'environnement et la surcharge des infrastructures urbaines. Cela peut même atteindre la limite de la « tourismophobie », rendant le territoire hostile à sa population locale. Ce problème structurel entrave le développement économique et empêche la ville de fournir les conditions nécessaires pour répondre aux besoins fondamentaux de la population, générant migration et appauvrissement. La combinaison de ces deux effets influence d'autres secteurs de l'économie locale, comme l'augmentation du coût de la vie et la pression à la baisse sur les salaires. En somme, ces effets complexifient la création de valeurs et réduisent la compétitivité du territoire. La coordination de l'organisation productive par la logique du marché, avec son accent sur les prix et les taxes, ne parvient pas à saisir l'ensemble du problème. Une vision plus large et plus

intégrée est nécessaire pour comprendre et résoudre ces défis interconnectés et favoriser un développement économique authentique et durable.

### **3.3 LA VOIE ALTERNATIVE DE LA FORMATION DE RICHESSE**

La création de richesse dépasse la notion d'un phénomène isolé ou d'un processus spontané. Elle relève plutôt de la synergie et de la coordination délibérée de trois composantes fondamentales : le capital, la main-d'œuvre, et l'environnement. Cette interaction harmonieuse entre ces éléments a pour but suprême de générer un surplus économique, devenant ainsi la pierre angulaire de la croissance et du développement économique.

#### **3.3.1 Les deux faces de la ville : la valeur ajoutée entre l'entrepreneuriat et les salaires de subsistance**

Depuis le berceau des civilisations humaines, les transformations sociales sont représentées par la richesse et le progrès technique. En partant de la définition de la « ville comme structure politique, sociale et économique utilisée par les êtres humains pour s'organiser », nous façonnerions des voies alternatives pour aborder les questions économiques de la vie quotidienne et des arrangements productifs. Toujours soulignant la nécessité de faire converger la fonction de subsistance et l'organisation pour produire.

Depuis le point central de la ville, on a pu observer l'expansion de ses frontières. Une expansion soutenue par l'évolution des techniques de transport des personnes, des biens et des données, afin de satisfaire des besoins réciproques et des liens humains, comme l'a décrit Turgot.<sup>75</sup> Pour satisfaire les besoins réciproques, les villes sont devenues un lieu d'échanges, de savoir et de pouvoir, représentant la richesse et le progrès.

---

<sup>75</sup> « Dans cette circulation, qui, par l'échange réciproque des besoins, rend les hommes nécessaires les uns aux autres et forme le lien de la société, c'est donc le travail du laboureur qui donne le premier mouvement » (Réflexions sur la formation et la répartition des richesses, ch. V).

Centre d'échange, les villes nous amènent à penser que le commerce est la source de la richesse, tout comme Smith. Cependant, lorsque nous paraphrasons Piaget, en disant que le commerce n'est pas le résultat, mais un processus actif qui produit ce résultat ; le commerce devient un moyen et non la fin.

Comme a proclamé Turgot dans son approche progressiste. Les liens sociaux et commerciaux ont stimulé la transformation des frontières. La « proximité à distance » démontre l'évolution sociale de la perception entre le proche et le lointain. D'une part, le développement d'une chaîne de production mondiale rapproche des régions éloignées. D'autre part, la frontière sociale a creusé l'abîme entre des territoires voisins, accentuant les inégalités sociales et créant deux réalités pour une même société.

« Toute ville, si petite soit-elle, est divisée au moins en deux, l'une la ville des pauvres, l'autre celle des riches ; celles-ci sont hostiles l'une à l'autre. »

Platon.

Dans cette dynamique urbaine, les villes ont évolué vers deux sociétés distinctes. La première est une société éduquée, consumériste, basée sur une économie de services. Où la valeur ajoutée est reconnue et rémunérée par des salaires élevés et par la participation à des organisations commerciales. Un modèle où la richesse, issue de l'organisation des facteurs de production, rencontre le concept d'entrepreneuriat forgé par Cantillon, Turgot, Jean-Baptiste Say, Ricardo et Marshall. Et une deuxième société, celle-ci à son tour périphérique, incapable de maintenir les conditions de vie minimales, même en travaillant à temps plein. Une société périphérique qui dépend d'une économie industrielle et agricole local en décadence, ou d'emplois urbains peu qualifiés. Une réalité qui valide le modèle de génération d'emplois, rémunérés par des salaires de

subsistance, comme l'a élucidé Turgot.<sup>76</sup> Étant plus tard, ses conditions salariales deviennent le sujet central dans les textes dogmatiques de Marx et de Proudhon.

Les philosophies économiques de Marx et Proudhon convergent vers une compréhension commune de la valeur ajoutée par le travail comme source fondamentale de richesse. Tous deux critiquent la marchandisation du travail et reconnaissent les défis sociaux que cela entraîne, notamment l'inaptitude du salaire à catalyser véritablement la création de richesse. Cette problématique, demeurant sans résolution adéquate jusqu'à présent, souligne l'importance de continuer à explorer et à aborder ces questions. Elle rappelle également l'urgence de trouver des moyens justes et équitables de valoriser le travail dans notre économie, afin de construire une société où la richesse est distribuée de manière plus équitable et où la pauvreté et l'inégalité sont minimisées. Comme Turgot l'a décrit, l'emploi peut fournir un minimum de moyens de subsistance, de sorte que la formation, l'accumulation et la distribution de la richesse sont fondées sur l'entrepreneuriat.

L'entrepreneuriat, positionné au cœur de l'économie moderne, est un processus complexe qui exige une compréhension nuancée et une gestion adroite de ces trois composantes. C'est l'entrepreneur qui orchestre cette coordination, déterminant à la fois la réussite de l'entreprise individuelle et sa contribution au développement économique et social global. En somme, la compréhension et la maîtrise de cette coordination sont des éléments cruciaux pour la création et le maintien d'une entreprise prospère et résiliente dans le paysage économique contemporain. La formation de la richesse, par conséquent, n'est pas un acte accidentel, mais le résultat d'une gestion éclairée et d'une vision stratégique, incarnées par l'entrepreneur.

---

<sup>76</sup> « Celui-ci le paye le moins cher qu'il peut ; comme il a le choix entre un grand nombre d'ouvriers, il préfère celui qui travaille au meilleur marché. Les ouvriers sont donc obligés de baisser le prix à l'envi les uns des autres. En tout genre de travail, il doit arriver et il arrive, en effet, que le salaire de l'ouvrier se porte à ce qui lui est nécessaire pour lui procurer sa subsistance. » (Réflexions sur la formation et la distribution des richesses, ch. V).

### 3.3.2 La temporalité économique et la ville

La perspective à long terme s'impose comme un élément incontournable pour la continuité et la pérennité économique. Elle nécessite des investissements stratégiques dans des domaines tels que l'éducation, la recherche, et le développement durable. Ces investissements garantissent que la croissance présente ne compromet pas les besoins futurs et contribuent à la construction d'une économie résiliente. Une telle économie est alors apte à s'adapter et à prospérer dans un monde caractérisé par un changement incessant et une évolution rapide. La temporalité économique constitue une lentille à travers laquelle l'évolution des villes, depuis leur genèse jusqu'à leur développement continu, peut être observée. Les concepts élaborés par des économistes tels qu'Alfred Marshall, John Maynard Keynes, Joseph Schumpeter et Joan Robinson apportent des perspectives éclairantes sur la manière dont la dynamique temporelle peut façonner la croissance urbaine, l'équité sociale et la résilience environnementale.

Marshall a jeté les bases conceptuelles pour appréhender la distinction entre le court terme et le long terme. Dans le contexte urbain, cette distinction revêt une importance fondamentale. Les investissements dans l'innovation et l'infrastructure nécessitent une perspective à long terme pour garantir la fonctionnalité et la durabilité des villes. Marshall nous rappelle que les choix effectués aujourd'hui entraîneront des répercussions sur les générations à venir, soulignant ainsi l'importance d'une planification urbaine rigoureuse. Schumpeter, au moyen du concept d'innovation et de destruction créatrice, recentre la perspective pour mieux appréhender l'évolution temporelle des villes. Les villes qui encouragent l'innovation, l'entrepreneuriat et l'adaptation aux mutations technologiques sont enclines à prospérer. Par conséquent, les politiques urbaines devraient viser à établir des écosystèmes favorables à l'innovation tout en gérant les défis sociaux qui peuvent découler de cette dynamique. La révision de la pensée de Keynes dans un contexte urbain souligne le rôle primordial de l'État (Ville) dans la stimulation de la

croissance et de l'emploi. Son application dans les villes signifie que les autorités municipales doivent être préparées à intervenir pour atténuer les chocs économiques locaux, préservant ainsi la stabilité et la vigueur économiques. Les effets de la migration s'intègrent à cette vision. La mise en évidence par Robinson des imperfections du marché et des inégalités économiques offre des perspectives pour la planification urbaine. Les villes doivent aborder de manière proactive les questions liées à un accès équitable au logement, aux services publics et aux opportunités économiques. En incorporant les idées de Robinson, les villes peuvent œuvrer à réduire les disparités tout en créant des environnements urbains dynamiques et inclusifs.

La temporalité économique joue un rôle central dans la croissance et la transformation des villes. Les contributions de la théorie économique fournissent des perspectives essentielles pour orienter la prise de décision dans la planification urbaine, en équilibrant les besoins immédiats avec une vision à long terme, en stimulant l'innovation et en garantissant l'équité sociale.

### **3.3.3 Les sources de financement de la croissance économique : le rapprochement de l'épargne vers le système productif**

Le rapprochement de l'épargne vers le système productif est un élément clé de la croissance économique. Il s'agit de la manière dont l'argent économisé par les individus peut être utilisé pour aider les entreprises à croître et à se développer. Les véhicules d'investissement sont des moyens qui permettent à l'épargne de rejoindre le système productif. Les gouvernements et les banques peuvent encourager les gens à épargner et à investir en offrant des avantages tels que des réductions d'impôts ou des de nouveaux produits financiers orientés vers l'économie locale. Les banques jouent un rôle central dans ce processus. Elles collectent les économies et les dirigent vers des investissements qui peuvent aider à créer de nouvelles entreprises, dynamiser le commerce local, développer des technologies, ou étendre des entreprises existantes,

stimulant ainsi la croissance économique. Cependant, le processus de rapprochement de l'épargne vers le système productif comporte des risques, notamment ceux liés à de mauvaises décisions d'investissement ou à des problèmes économiques plus larges. Pour cette raison, une régulation solide et une gestion prudente sont indispensables. Le rapprochement de l'épargne avec le système productif n'est pas simplement un mécanisme financier ; il représente une stratégie pour utiliser l'argent économisé afin de stimuler la croissance économique. Cela implique une série d'investissements variés et nécessite un alignement des objectifs entre les banques et les gouvernements. Si cette démarche est menée correctement, elle peut contribuer à construire une économie plus forte et plus résiliente. Néanmoins, elle demande une attention constante, une régulation adéquate et une gestion réfléchie pour fonctionner de manière efficace et durable.

Dans cette logique, la subsistance « salaire-subsidation » ouvre l'espace vers la création de la valeur. Les investissements réussis créent un effet boule de neige, où l'argent gagné est réinvesti, générant encore plus de croissance.

### **3.3.4 La richesse accumulée et la résilience économique**

Un modèle durable se caractérise par sa capacité à perdurer dans le temps. De même, un système économique résilient est capable de se rétablir plus rapidement et plus vigoureusement après un événement perturbateur, (Holling, 2001). Cependant, le modèle d'État-providence actuel, financé par les charges fiscales imposées au secteur productif et à la richesse accumulée, ne peut être considéré comme durable. Afin d'assurer la pérennité de notre économie, les économistes recommandent de taxer le capital accumulé tout en préservant une juste répartition du bien-être. Malheureusement, il est évident que la richesse mondiale actuelle ne serait pas suffisante pour maintenir ce système à long terme.

Selon la théorie économique, la richesse découle de la génération de valeur. Pour cela, il est essentiel de coordonner le capital accumulé,



l'innovation et le travail. Un modèle qui facilite l'accès à la création de valeur aura la capacité de générer et de répartir la richesse de manière équitable. Les politiques publiques et les systèmes fiscaux jouent un rôle crucial dans la promotion de la création de valeur et dans l'alignement du capital accumulé avec le secteur productif. Par exemple, en encourageant l'investissement du capital accumulé à travers des véhicules d'investissement bénéficiant de taxes réduites par rapport aux investissements traditionnels, ou en exonérant certains investissements de charges fiscales, nous pouvons offrir un avantage compétitif à ceux qui maintiennent leur capital dans le processus productif.

À l'origine, le marché boursier avait pour objectif de financer le secteur productif. Depuis les missions commerciales de la cité-État de Venise jusqu'au financement des projets d'infrastructure contemporains, son rôle principal est demeuré celui de rassembler les capitaux nécessaires au développement du secteur productif. Cependant, avec l'évolution et la sophistication du marché boursier secondaire, un secteur déconnecté et spéculatif a émergé. Il ressemble désormais davantage à un casino mondial où les paris quotidiens prévalent sur l'objectif de financer le secteur productif. Ce marché se concentre sur le court terme et crée lui-même des distorsions. Les horizons temporels se sont raccourcis au point que le long terme est désormais mesuré en trimestres plutôt qu'en années. Cette orientation vers le court terme sacrifie la prise en compte du profit et de la viabilité économique du processus de production au profit de spéculations sur des gains potentiels futurs. Nous pouvons observer des exemples d'entreprises déficitaires et de projets à haut risque qui sont financés par des fonds mandatés pour améliorer les performances des investisseurs, sans se soucier de la faisabilité de la rentabilité escomptée. Des entreprises choisissent de financer leur croissance en utilisant des liquidités générées par la fragmentation de l'entreprise, plutôt qu'en se basant sur leur propre capacité à générer des bénéfices. Ce modèle de financement constant, basé sur la recherche de gains immédiats, met en péril l'économie réelle dans son ensemble. Malgré les secousses causées par des crises telles que celles de l'internet et des *subprimes*, ce modèle

n'a pas encore montré de signes de fin imminente. Cependant, il est crucial de reconnaître les problèmes posés par cette approche spéculative et déconnectée du secteur productif. Afin de restaurer la fonction initiale du marché boursier en tant que moyen de financer le développement du secteur productif, il est essentiel de repenser certaines pratiques et politiques. Une approche plus responsable et axée sur le long terme, en tenant compte de la viabilité économique des entreprises et des projets, est nécessaire pour assurer un fonctionnement durable du marché boursier et sa contribution positive à l'économie réelle.

La résilience économique repose sur la capacité d'un modèle à perdurer dans le temps et à se rétablir après des perturbations, (Holling, 1973, 2001). Le constat évoqué ici souligne la nécessité de revoir nos modèles d'État-providence et de marché financier pour garantir une prospérité à long terme. Les approches actuelles de financement et de gestion de la richesse doivent évoluer vers des stratégies plus durables et équilibrées. Privilégier la promotion de la création de valeur plutôt que d'instaurer une taxation du capital accumulé en vue d'assurer une répartition équitable, encourager cette création de valeur par le biais de politiques publiques et fiscales appropriées, ainsi que réorienter le marché boursier vers son rôle initial de financement productif, constituent autant de mesures impératives pour établir une économie résiliente et durable. En intégrant une perspective de long terme, où la viabilité économique prime sur les gains immédiats, nous pouvons forger un avenir économique plus stable et équitable, où la richesse est générée de manière durable et distribuée de manière équilibrée.

### **3.3.5 De la sobriété de consommation à l'économie de la fonctionnalité : repenser notre approche économique pour un avenir durable**

En adoptant une approche microéconomique, la transition de la sobriété de la consommation vers l'économie de la fonctionnalité acquiert une nouvelle profondeur dans notre compréhension économique. Cette transformation engendre un changement de fond dans notre

comportement, passant d'une focalisation sur l'acquisition de biens matériels à une orientation axée sur la fourniture de services et de solutions fonctionnelles. Ce virage s'appuie sur les principes fondamentaux de la microéconomie et trouve des parallèles dans les concepts d'ajustements à court terme et à long terme élaborés par Alfred Marshall. Dans une perspective microéconomique, la sobriété de la consommation prend forme en réduisant de manière éclairée et stratégique les acquisitions et les usages de biens matériels. Cette approche inclut des pratiques telles que la réutilisation, le recyclage et la sélection de produits durables et essentiels. L'objectif sous-jacent consiste à minimiser les impacts négatifs sur l'environnement et à réduire la production de déchets, en adéquation avec les principes de rationalité et d'optimisation des choix individuels de la microéconomie.

D'un autre côté, l'économie de la fonctionnalité, qui émerge de cette transformation, s'aligne étroitement avec les mécanismes de marché microéconomiques. Les entreprises se tournent vers la prestation de services et de résultats plutôt que vers la seule vente de produits. Les consommateurs, quant à eux, paient pour l'usage, la performance ou la solution qu'ils reçoivent, un concept intrinsèque à la maximisation de l'utilité individuelle dans la microéconomie utilitariste. Par exemple, au lieu d'acheter un bien en tant qu'entité distincte, les consommateurs peuvent souscrire à un service de lavage qui répond à leur besoin pratique.

La transition de la sobriété de la consommation vers l'économie de la fonctionnalité gagne en profondeur, évoquant des notions de relations sociales, de propriété et d'interactions humaines. Cette transformation opère un changement radical dans notre compréhension économique, en passant d'une focalisation sur l'acquisition de biens matériels à une orientation ancrée dans la prestation de services et de solutions fonctionnelles. Cette évolution s'inscrit dans un contexte philosophique où les penseurs tels que Rousseau, Locke et Hume explorent la nature humaine, la propriété et la coopération sociale. Les avantages substantiels portés par cette transition résonnent avec les analyses coûts-avantages de la microéconomie, tout en trouvant

également des échos dans les considérations philosophiques de ces penseurs. Elle favorise la durabilité en réduisant la production de biens non essentiels et en encourageant la réutilisation, une approche qui rappelle la préoccupation pour l'utilisation responsable des ressources naturelles influencée par Rousseau. Parallèlement, l'innovation est stimulée, les entreprises étant incitées à créer des produits plus durables et performants, ce qui peut être lié à la notion de propriété et d'amélioration des biens influencée par Locke. Cette approche peut également contribuer à résoudre des problèmes sociaux en mettant l'accent sur l'accès aux services, une perspective qui entre en résonance avec les réflexions de Hume sur la société et la coopération entre individus.

En embrassant la transition vers l'économie de la fonctionnalité, en concordance avec les principes philosophiques des penseurs cités, nous construisons une économie qui reflète une vision plus profonde des relations humaines, de la propriété et de l'interaction sociale. Cette transformation s'aligne avec l'idée d'un contrat social implicite où les individus coopèrent pour le bien commun tout en préservant la nature et en améliorant leur propre condition. En somme, la transition trouve un équilibre entre les analyses économiques et les considérations philosophiques, offrant un aperçu plus holistique de la construction d'une économie durable et socialement équitable.

Cependant, la transition nécessite une révision profonde des modèles économiques traditionnels, alignée avec les ajustements microéconomiques en réponse à des changements de circonstances. L'adoption de nouvelles pratiques commerciales et de consommation repose sur la rationalité des choix individuels et l'interaction des acteurs sur le marché, tout en tenant compte des contraintes et des incitations. Cette transformation exige la collaboration entre les entreprises, les gouvernements, les consommateurs et la société civile, en concordance avec les interactions complexes observées dans l'économie microéconomique. En définitive, la transition vers l'économie de la fonctionnalité, vue à travers la lentille microéconomique, incarne un changement systémique qui embrasse la rationalité, l'optimisation et les

incitations au sein des interactions économiques. Ce changement peut contribuer à bâtir une économie résiliente, durable et équitable, en accord avec les principes fondamentaux de la microéconomie.

### **3.3.6 De la microéconomie marshallienne à la ville résiliente : l'économie circulaire en action pour un avenir durable**

L'économie circulaire émerge comme un modèle novateur, opérant une liaison entre les fondements de la microéconomie marshallienne et les impératifs de la résilience urbaine. Cette démarche génère un modèle complexe qui s'articule autour d'éléments essentiels tels que l'environnement, la conception, la production, l'usage et le recyclage. Par le biais de cette convergence, l'économie circulaire synthétise les concepts économiques et les considérations citadines, transcendant les limites des analyses conventionnelles et générant une dynamique novatrice. La microéconomie de Marshall se dresse comme le socle conceptuel de cette transition. Les ajustements temporels à court et à long terme, conjugués à la recherche de la maximisation de l'utilité individuelle, occupent une place centrale dans l'économie circulaire. En s'éloignant du paradigme conventionnel centré sur l'accumulation de biens matériels, cette approche résonne en harmonie avec les principes de sobriété de la consommation et de prise en compte des externalités, attributs inhérents aux analyses coûts-avantages. De la sorte, l'économie circulaire transcende la simple dimension de la consommation pour englober la gestion holistique des ressources, une perspective intrinsèquement liée aux notions de gestion de la rareté et d'efficacité allocative.

De manière concomitante, l'économie circulaire trouve écho dans le contexte de la ville résiliente. Les schémas conceptuels de conception et de production urbaines se redéfinissent afin de s'harmoniser avec les impératifs de durabilité et de gestion écoresponsable des ressources. Les préceptes sous-tendant une utilisation efficiente et une réutilisation judicieuse se matérialisent à travers des infrastructures urbaines conçues

pour anticiper les perturbations futures. Parallèlement, les villes résilientes intègrent avec rigueur les dimensions sociales, garantissant une distribution équitable de l'accès aux services et aux opportunités économiques. Cette orientation résonne en écho aux réflexions de Robinson sur les inégalités économiques, conférant une dimension éthique à cette symbiose. Cependant, l'élément déterminant dans cette transition réside en la pratique du recyclage, une phase centrale dans le paradigme de l'économie circulaire. À cet égard, le consommateur se transforme en un acteur proactif, contribuant à la collecte des matières premières recyclables. Dans cette démarche, se dessine une réalisation concrète des préceptes philosophiques de Rousseau, Locke et Hume, où les individus s'investissent activement dans la sauvegarde de l'environnement et la promotion d'une coopération sociale inhérente à la notion de contrat social implicite.

En conclusion, l'économie circulaire orchestre une fusion ingénieuse entre la microéconomie de Marshall et la perspective de la résilience de Holling (1973), engendrant un panorama complexe. En assimilant les préceptes économiques fondamentaux tout en cernant les enjeux actuels en termes environnementaux et sociaux, elle élève cette transformation à une dimension nouvelle. L'intégration harmonieuse des processus de conception, de production, d'usage et de recyclage dessine un horizon prometteur, susceptible d'éclairer les villes dans leur quête d'une prospérité durable et d'une résilience amplifiée.

### **3.3.7 L'État, l'entrepreneur et l'économie : construire un futur productif à travers l'innovation et l'investissement**

Dans le contexte d'une économie dynamique, ce qui la caractérise n'est autre que sa capacité à reproduire le succès et à réintégrer le capital cumulé dans le cycle productif. Cette réplique ne doit pas être confondue avec une fin en soi. Au contraire, elle sert de catalyseur à l'innovation, un moyen essentiel d'atteindre une croissance durable et robuste. L'innovation, en promouvant l'adoption de technologies et de

méthodes nouvelles, optimise l'efficacité de la production tout en s'alignant avec les besoins évolutifs de la société. La source principale de financement dans cette démarche reste le capital cumulé, qui sert à nourrir et à perpétuer ces avancées.

Comment peut-on innover en étant prisonnier d'un marché du crédit axé sur l'optimisation de l'allocation des ressources à court terme ? Ce modèle éloigne le capital accumulé des activités productives et atrophie la création de valeur, favorisant l'expansion d'une société de consommation. Une telle société, à l'instar de Rome, pourrait décliner avec la fin de son ère d'expansion. Cependant, une nouvelle voie commence à être explorée, en dévoilant comment une région peut se différencier de manière endogène. En optimisant les économies d'échelle et en minimisant les coûts de transport, cette approche peut ouvrir la porte à une croissance économique plus durable et équilibrée. Krugman (1991) démontre que la production et le développement local sont capables de générer des richesses locales. Aussi quand Krugman (1998) renforce l'importance de la localité, en soulignant l'importance des villes dans le processus de production. Cependant, en s'éloignant du marginalisme et de l'utilitarisme, cela a ouvert la voie à la microéconomie et à l'influence du temps marshallien pour revenir dans le discours contemporain. En revisitant le point de divergence entre l'école physiocratique et la théorie classique, un chemin alternatif se dessine. Il commence par le concept que la richesse dérive du travail, comme l'a souligné (Cantillon, 1755),<sup>77</sup> et s'enrichit avec les clarifications de Turgot sur la nécessité de subsistance, les besoins réciproques, la formation de la richesse par la valeur ajoutée et sa théorie de l'épargne. Cette voie alternative prend forme autour de l'idée que la création de richesses provient de la coordination des facteurs de production par l'entrepreneur, avec un financement basé sur l'épargne. Cela offre une perspective nouvelle et peut-être plus viable pour comprendre et guider l'économie.

---

<sup>77</sup> « La Terre est la source ou la matière d'où l'on tire la richesse ; le travail de l'Homme est la forme qui la produit... ».

En redéfinissant le rôle de l'État à la fois comme providence et entrepreneur, nous traçons le chemin vers une voie alternative. L'État-providence, chargé de construire un pont entre l'aide sociale d'urgence (nourrir, loger et soigner) et l'inclusion productive (faire produire), a le potentiel de focaliser sur la formation de la richesse. De même, l'État-entrepreneur, en favorisant la création de valeurs et en étant le moteur des investissements structurels, peut guider l'initiative privée. Cette approche offre un nouveau départ basé sur les notions de progrès et d'évolution du processus productif, en tenant compte des besoins réciproques. Il ouvre la voie à une compréhension et à une gestion économique plus nuancées et adaptées aux réalités complexes de la société moderne.

« ...Le vrai créateur est la nécessité, qui est la mère de notre invention. »

Platon

En reconnaissant la coordination progressive de l'organisation productive mise en avant par des économistes tels que Turgot (1766), Marshall (1920), Young (1928), Keynes (1936) et Kaldor (1972), et en mettant l'accent sur l'importance du territoire, de l'accumulation du capital, de la division du travail et de l'esprit d'entrepreneur dans la production de richesse, une nouvelle compréhension se dessine. En réévaluant la temporalité du processus productif, où les décisions à court et à long terme marshallien sont harmonisées, cela permet à la production et au marché de reprendre leurs fonctions naturelles. Cette perspective rétablit le prix en tant qu'indicateur de la valeur, libérant l'organisation productive pour être coordonnée par la logique progressive de la production en convergence entre Locke, Hume et Rousseau. Elle souligne également l'importance de la structure de l'emploi pour le développement économique local, où le capital accumulé est la condition préalable à la division du travail, entraînant la spécialisation et l'entrepreneuriat. Cette structure d'emploi, fondée sur l'hétérogénéité territoriale, la notion cumulative de progrès et les besoins réciproques, sert de base à l'accumulation des connaissances et du capital. Elle reconnaît que l'origine de la division du travail découle de l'accumulation du capital, de la



coordination des facteurs de production, de la spécialisation, et finalement de l'augmentation de la productivité. Une telle perspective offre une voie alternative et robuste pour comprendre et gérer l'économie moderne.

Kuznets (1930) met en avant l'importance de l'innovation, de la croissance démographique et de la répartition des revenus comme éléments clés de la croissance économique. Cette perspective, combinée à la notion cumulative de progrès, identifie un cycle de découverte dans la reproductibilité du processus productif. Ce cycle de découverte, nourri par les succès et les échecs, devient le point de départ pour chercher des solutions aux défis inhérents au processus de production (Krafft, 2007). Dans le processus de résolution des problèmes, l'accroissement de la productivité et des connaissances émerge comme le résultat d'un processus d'innovation, parallèlement à la division du travail. Reconnaissant que la valeur ajoutée n'est générée qu'une fois que l'innovation est intégrée dans le processus de production, nous en venons à conclure que l'essence de la formation du marché réside dans la capacité à identifier les besoins et à appliquer de nouvelles méthodes de production (Kirzner, 1973). L'entrepreneur est le catalyseur de cette productivité. En abandonnant l'ordre naturel smithienne, au détriment de l'organisation productive par l'ordre systémique, il est possible de revisiter la relation antagoniste entre l'individualisme et les objectifs communs de la société (Mill, 1863), mettant en évidence l'inefficacité de la gestion du bien commun (Ostrom, 2015).

La reconnaissance de la ville comme une organisation productive, coordonnée en vue de produire, offre la possibilité de définir un objectif social commun, élément nécessaire à la caractérisation d'un système. La fusion des deux sociétés vers un modèle entrepreneurial axé sur la création de richesses implique une redéfinition du rôle de l'État, en écho aux propositions de Turgot dans ses textes « Lettres sur la famine du Limousin » et « Réflexions sur la formation et la distribution des richesses ». En acceptant que la distribution des revenus se réalise par la création de valeurs et non par l'assistanat distributif de l'État-providence ni par une régulation des salaires de subsistance, il devient possible d'orienter les

politiques publiques vers la génération de valeurs ajoutées. Cela suppose également une compréhension que ce sont les incitations qui modifient l'attitude, et non la nature humaine elle-même (Mill, 1836a).

On peut affirmer que les besoins et les aspirations de l'individu engendrent le « désir d'agir », et que pour produire, l'individu ou le groupe d'individus requiert la coordination de l'organisation productive, réfutant ainsi l'ordre naturel de la société selon Smith. Le rôle de l'entrepreneur, en tant que coordinateur des facteurs de production et catalyseur d'innovation, est le seul à même de générer de la valeur ajoutée. Cette prémisse conduit à la transformation potentielle de l'État-providence par l'ajout d'un quatrième pilier à l'économie résiliente pour l'aide sociale. Au-delà de la simple subsistance, de l'alimentation, du logement et des soins, la production intègre désormais cette combinaison. En allant plus loin, en attribuant le coût marginal social, tel que présenté par Pigou (1920), à sa chaîne de production comme le propose Coase (1960), la voie est ouverte à la fin des subventions sociales.

Par cette voie, les prémisses décrites par le modèle de croissance économique de Kaldor (1957) indiquent un chemin alternatif. Ses prémisses sont-elles (i) que le total des biens et services produits est lié à la quantité de ressources disponibles au lieu d'être lié à la demande ; (ii) que l'investissement dans le processus productif génère des revenus et des économies et non l'inverse ; (iii) que l'innovation et la productivité sont liées à la capacité du processus productif d'absorber et de mettre en pratique de nouvelles méthodes et de nouveaux différentiels productifs. En choisissant cette voie alternative, elle nous éloigne de l'organisation productive de la théorie néoclassique. De cette façon, on définit un point de départ pour la formation, de l'accumulation et de la distribution de la richesse.

En développant ces idées, j'ai esquissé la voie que je souhaite suivre pour répondre à la question centrale de ce texte : « Comment les villes peuvent-elles influencer le développement économique par la coordination de l'organisation productive ? » Pour approfondir, je

considère que le développement économique est un facteur crucial de la résilience économique.

### **3.4 CONCLUSION – CHAPITRE 3**

Les dynamiques urbaines ont des origines complexes et évoluent grâce à des interactions compliquées entre divers éléments, comme le révèle l'analyse systémique. Ces éléments clés - l'individu, la connexion, le lieu et l'environnement - tissent une trame inhérente qui façonne le tissu socio-économique et environnemental des villes contemporaines. La notion cruciale de connexion émerge comme pivot de cette compréhension. Elle transcende les interactions isolées pour créer un réseau complexe et dynamique, où la centralité se profile comme un attribut vital. Les nœuds centraux opèrent en tant que foyers d'attraction et de convergence pour les activités économiques et sociales. Cette centralité à double sens se manifeste non seulement dans les systèmes de production et d'organisation urbaine, mais s'étend aussi au contexte numérique, soulignant ainsi la pertinence transversale de ce phénomène. Le concept de hiérarchie de Christaller et le modèle polycentrique de Fujita & Mori se déployant au sein d'une structure en réseau.

En adoptant une perspective systémique des villes, que l'on peut analogiquement rapprocher du métabolisme biologique, nous sommes à même de dévoiler comment les acteurs économiques entrent en interaction et exercent leur emprise sur les mécanismes économiques et sociaux. Cette approche éclaire sur la complexité souvent mésestimée qui sous-tend l'organisation et l'évolution des villes, mettant en lumière des interactions enchevêtrées qui évoquent les processus biologiques. Cette analogie systémique nous invite également à explorer comment ces interactions peuvent être repensées à la lumière des concepts d'économie circulaire et d'économie de la fonctionnalité. Les villes, en tant que moteurs économiques et sociaux, jouent un rôle essentiel dans la croissance économique. L'approche ancrée dans les services et la consommation ouvre des portes pour relever des défis sociétaux pressants, comme l'inégalité et les problèmes environnementaux. L'analyse des relations et

des interactions entre les éléments productifs urbains se révèle être un cadre fondamental pour éclairer les futures recherches, transcendant les limites théoriques préexistantes.

Dans cette optique, il est opportun de réexaminer les points de vue des penseurs qui ont influencé ce texte, à savoir Locke, Hume, Rousseau et Marshall, dans le contexte qui nous occupe. Locke, insistant sur les droits naturels individuels à la propriété et à la liberté, trouverait écho dans les dynamiques urbaines contemporaines qui offrent une plateforme pour la réalisation de ces droits. Les interactions complexes entre les éléments urbains reflètent les associations d'idées de Hume, illustrant comment ces associations influencent les choix et les comportements au sein de la cité. La vision rousseauiste du contrat social prend un nouvel éclairage avec les dynamiques urbaines. L'émergence organique de la volonté générale, fruit des interactions complexes entre les citoyens dans un environnement urbain, rappelle le modèle de participation citoyenne promu par Rousseau. Enfin, les concepts marshalliens de l'individu et de la centralité se reflètent dans la manière dont les dynamiques urbaines accordent une importance aux individus, à leurs interactions et à l'importance des centres névralgiques, en gardent le bien-être social.

Une analyse systémique approfondie des dynamiques urbaines expose la complexité sous-jacente à ces environnements en constante évolution. Les villes, en tant que moteurs économiques et sociaux, mettent en lumière leur rôle clé dans la création de richesse et d'innovation. Cette compréhension sophistiquée ouvre des avenues stratégiques pour façonner des villes durables et résilientes, tout en contribuant à la transition globale vers une économie circulaire. Dans cet environnement, les pensées de Locke, Hume, Rousseau et Marshall s'entremêlent de manière révélatrice, offrant une perspective enrichie sur les fondements et les enjeux des villes modernes.

L'analyse approfondie du rôle de l'État au sein du contexte de l'organisation productive révèle une dynamique complexe et nuancée, transcendant les paramètres des paradigmes économiques conventionnels.

À travers cette investigation, il s'avère manifeste que la fonction de l'État ne se limite pas à celle d'un intervenant externe exerçant une régulation du marché, mais revêt plutôt la qualité d'un acteur intrinsèque, assumant le rôle tant de facilitateur que de catalyseur dans le processus de développement économique. Les conceptions orthodoxes de l'État de nature hobbesienne, les fondements utilitaristes néoclassiques et les préceptes du contrat social ont été soumis à une réévaluation critique sous le prisme de la coordination progressive inhérente à l'entrelacs de l'organisation productive.

L'analyse souligne la nécessité évidente d'une synergie entre les principes du libéralisme économique et l'interventionnisme étatique, révélant ainsi l'État-providence et l'État-entrepreneur comme des acteurs complémentaires. Leur rôle ne se limite pas seulement à la garantie des besoins essentiels de la société, mais s'étend également à la fomentation d'une prospérité économique durable. Cette quête de développement, particulièrement manifeste dans les centres urbains, requiert la mise en place proactive d'une coordination orchestrée par l'État. Celle-ci vise à créer un environnement propice à l'émergence, à l'esprit entrepreneurial et à la résilience. Cependant, il est crucial de reconnaître que la promotion d'une coordination productive ne peut se reposer exclusivement sur les incitations intrinsèques du marché. Elle doit impérativement découler d'une compréhension approfondie des besoins mutuels de la société et de l'accumulation des ressources financières. L'État joue un rôle central dans l'amorçage de l'innovation et des investissements, en collaborant étroitement avec les acteurs du secteur privé. Cette collaboration a pour objectif de favoriser une croissance économique soutenue et équilibrée, en phase avec les dynamiques changeantes de l'économie contemporaine. La matérialisation réussie de cette démarche exige une administration sagace des politiques publiques, en contournant les écueils inhérents au populisme et à l'interventionnisme excessif de l'État. L'objectif consiste à concilier les impératifs du marché avec les mesures régulatrices de l'État, tout en demeurant attentif aux impératifs évolutifs de la société et de l'environnement. La coordination progressive de l'organisation

productive, sous la houlette d'un État actif et orienté vers la génération d'une richesse durable, esquisse une perspective prometteuse pour l'essor économique. Les pôles urbains, agissants en tant que foyers d'innovation et de croissance, se destinent à jouer un rôle central dans l'opérationnalisation de cette approche. Il convient cependant d'entreprendre cette mutation de manière réfléchie et intégrée, tout en prenant en considération les défis complexes auxquels notre société est actuellement confrontée. En embrassant cette trajectoire, il advient que la construction d'un avenir productif et prospère, en harmonie avec les impératifs et les aspirations collectives, demeure une entreprise envisageable.

La création de richesse transcende les limites d'un simple phénomène isolé pour devenir le fruit d'une synergie orchestrée entre le capital, la main-d'œuvre et l'environnement. Cette interaction harmonieuse vise à engendrer un surplus économique, établissant ainsi les fondations de la croissance et du développement économique. À travers la lentille de la ville, cette convergence prend forme en examinant les dynamiques économiques, sociales et politiques qui façonnent nos sociétés urbaines. Deux facettes distinctes de la ville émergent : l'une mettant en lumière la valeur ajoutée par l'entrepreneuriat et la création de richesse, et l'autre illustrant les défis liés aux salaires de subsistance et à la polarisation sociale. L'évolution historique des villes démontre leur transformation en centres d'échanges, de connaissances et de pouvoir. Le commerce, tout en générant la richesse, s'avère être un moyen pour atteindre un objectif plus vaste : la création de valeur. Les théories économiques de penseurs tels que Cantillon, Turgot, Smith, Ricardo et Marshall convergent pour affirmer que la richesse découle de l'entrepreneuriat, de l'innovation et de la coordination des facteurs de production. Toutefois, cette richesse accumulée ne peut être envisagée de manière isolée, mais doit être canalisée vers des investissements productifs pour assurer une croissance économique durable.

La mobilisation de l'épargne vers le système productif émerge comme un élément clé de la croissance économique. Les investissements

stratégiques financés par l'épargne contribuent à la création d'une économie résiliente et dynamique. Les mécanismes d'investissement, orchestrés par les gouvernements, les banques et les entrepreneurs, déterminent la manière dont l'argent économisé est canalisé vers des projets à fort potentiel de création de valeur. Cependant, la richesse accumulée ne peut être considérée comme une fin en soi. Pour assurer une résilience économique à long terme, il est crucial de reconsidérer les modèles d'État-providence et de marché financier. L'alignement entre la création de valeur, la fiscalité, les politiques publiques et les pratiques de financement détermine la stabilité et la pérennité d'une économie. Le marché boursier, originellement conçu pour financer le secteur productif, doit retrouver son rôle initial en favorisant l'investissement à long terme plutôt que de favoriser les gains monétaristes immédiats. En fin de compte, la richesse accumulée, lorsqu'elle est gérée avec une perspective temporelle éclairée et alignée sur la création de valeur, peut catalyser la résilience économique. La coordination des facteurs de production, l'entrepreneuriat, l'innovation, la gestion prudente de l'épargne et la réorientation des marchés financiers vers des pratiques durables se combinent pour créer un avenir économique stable et équitable. Cette démarche s'inscrit dans une vision holistique de la création de richesse, où les composantes économiques, sociales et environnementales convergent pour bâtir des villes prospères, dynamiques et résilientes, tout en veillant à la juste distribution des bénéfices économiques et à la pérennité des générations futures.

La temporalité économique se révèle essentielle dans la dynamique urbaine. Les concepts de court terme et de long terme, initiés par Marshall et développés par Keynes, Schumpeter et Robinson, façonnent la manière dont les villes évoluent. La prise en compte de ces perspectives temporelles guide la planification urbaine, encourageant l'innovation, l'adaptation aux changements technologiques et la réduction des inégalités.

L'économie circulaire et l'économie de la fonctionnalité émergent comme des contours fondateurs qui redéfinissent notre approche de la

croissance économique. Ces deux modèles transcendent les paradigmes traditionnels en intégrant des principes novateurs axés sur la préservation des ressources, l'efficacité et la création de valeur. L'économie circulaire, en promouvant la réutilisation et le recyclage, révolutionne la manière dont nous concevons les matériaux et les produits, tandis que l'économie de la fonctionnalité met l'accent sur la prestation de services répondant aux besoins des utilisateurs. Au cœur de ces approches se trouve l'idée que l'économie peut être à la fois prospère et respectueuse de l'environnement. La réduction des déchets, la régénération des ressources et la maximisation de l'efficacité économique sont autant d'objectifs qui se conjuguent pour offrir une vision renouvelée de la croissance économique. De plus, ces modèles s'inscrivent dans un contexte d'économie durable, où l'épargne est mobilisée pour financer des investissements futurs et où l'entrepreneuriat local est encouragé pour renforcer les tissus économiques régionaux. L'économie circulaire et l'économie de la fonctionnalité vont au-delà des concepts économiques traditionnels pour s'ancrer dans une réalité où la durabilité, la responsabilité et l'innovation sont au premier plan. En somme, ces approches ouvrent la voie à un avenir où l'économie peut être un moteur de progrès tant sur le plan économique que sur celui de la préservation de notre planète. Elles illustrent ainsi une transformation fondamentale de la manière dont nous envisageons la croissance économique, en harmonisant les impératifs économiques avec les enjeux environnementaux et sociaux de notre époque.





## **Chapitre 4 - La résilience économique face au risque et la « théorie de la ville »**



Dans un monde de plus en plus urbanisé, les dynamiques urbaines sont façonnées par un réseau complexe et interdépendant d'interactions entre les individus, les connexions, les lieux et l'environnement. Ces interactions ont un impact profond sur l'économie et la société, reflétant les influences de Locke, Hume, Rousseau et Marshall. Le chemin à explorer dans ce texte, dénommé « théorie de la ville », a le potentiel de devenir le cœur des réflexions actuelles sur l'urbanisme et le développement économique. Cette approche met l'accent sur la convergence des approches, c'est-à-dire la transdisciplinarité, et reconnaît les villes comme des lieux dynamiques où les interactions économiques, sociales et environnementales se rencontrent et s'entrelacent. En cherchant à comprendre ces connexions complexes, cette approche met en lumière comment les villes étant la structure de gouvernance locale peuvent fonctionner comme des écosystèmes intégrés et adaptatifs, orientant les efforts vers un développement urbain plus durable et équilibré. Dans ce contexte, l'exploration et l'application de la transdisciplinarité deviennent essentielles pour façonner l'avenir de nos communautés urbaines. Le texte suivant explore en détail les concepts à développer ultérieurement, tels que les dynamiques et interactions, en mettant l'accent sur le rôle de l'État dans l'organisation productive, la création de richesse et la coordination de l'économie. Il aborde également la temporalité économique, les nouveaux paradigmes de croissance, les analogies biologiques et l'économie, ainsi que les théories des systèmes complexes, le circuit court et le nouveau rôle du « prosommateur »(Toffler, 1989).

Tout au long de ce texte, les chapitres précédents ont abordé divers sujets qui méritent d'être synthétisés pour faciliter la compréhension de ce chapitre.

1. Rôle de l'État dans l'Organisation Productive : La ville agit comme la première interface entre l'État et l'individu, jouant un rôle plus complexe que de simple régulateur du marché. En tant que

manifestation concrète de l'État au niveau local, la ville s'engage activement à faciliter et catalyser la prospérité économique durable. Ce rôle central va au-delà de la régulation et de la gouvernance, et doit être exercé en harmonie avec les principes du libéralisme économique. À travers ses politiques et ses interventions, la ville peut modeler un environnement qui favorise l'innovation, la croissance, et la liberté économique, tout en garantissant l'équité et la responsabilité sociale. Ainsi, la ville incarne un équilibre entre les ambitions de l'État et les besoins et désirs de ses citoyens, offrant une connexion vitale et directe qui reflète la complexité des interactions étatiques dans la vie quotidienne.

2. Création de Richesse et Coordination de l'Économie : La richesse dans une économie n'est pas un phénomène isolé, mais résulte d'une interaction complexe et coordonnée entre différents éléments clés. La création de richesse est un processus complexe qui nécessite l'interaction et la coordination de multiples éléments. Le capital accumulé joue un rôle vital en alimentant l'innovation, l'entrepreneuriat et l'investissement à long terme, conduisant à une croissance économique durable et à une prospérité partagée.
  - a. Capital Accumulé : Le capital accumulé provient des épargnes, de l'héritage, des investissements antérieurs et de la rétention des profits. Il comprend non seulement le capital financier, mais aussi le capital humain et social. Ce capital est une source essentielle de financement pour l'innovation et l'entrepreneuriat, servant de base pour la création de nouvelles entreprises et le développement de technologies.
  - b. Main-d'œuvre : La main-d'œuvre représente le capital humain disponible pour produire des biens et des services. Elle inclut les compétences, les connaissances et

l'expérience de la population active, qui sont essentielles pour transformer les idées en réalité économique. La synergie entre la main-d'œuvre et le capital financier accumulé peut stimuler la croissance et la compétitivité.

- c. Environnement : L'environnement comprend le contexte juridique, économique, social et naturel dans lequel les agents économiques opèrent. Une régulation saine, un système éducatif solide, une infrastructure adéquate et un écosystème naturel préservé contribuent à créer un environnement propice à la création de richesse.
  - d. Investissement à Long Terme : Le capital accumulé promeut également l'investissement à long terme. En investissant dans des actifs à long terme, les entreprises et les individus peuvent générer des rendements qui alimentent la croissance et la stabilité économiques.
  - e. Coordination Économique : La synergie entre ces éléments nécessite une coordination efficace au sein de l'économie. Cela inclut des politiques gouvernementales qui soutiennent l'innovation, l'entrepreneuriat et l'investissement, ainsi que des mécanismes de marché qui facilitent l'allocation efficace des ressources.
3. Temporalité Économique, Croissance et Décroissance : La temporalité dans l'économie est un élément central qui guide la planification urbaine et la stratégie économique. Les modèles économiques circulaires et fonctionnels redéfinissent la croissance en mettant l'accent sur la conservation, l'efficacité et la création de valeur. L'approche de Marshall ajoute une nuance importante à cette compréhension. Dans la perspective de Marshall, la période courte se concentre sur l'ajustement des variables qui peuvent être changées rapidement, comme la quantité de main-d'œuvre, tandis que la période longue considère les ajustements qui nécessitent

plus de temps, comme les changements dans les capacités de production et les infrastructures. Cette distinction entre court et long terme offre une vision plus nuancée de la croissance, permettant une meilleure appréhension des dynamiques économiques et des cycles de vie des produits et services dans l'environnement urbain.

4. Analogies Biologiques et Économie circulaire : En étudiant la complexité des interactions en milieu urbain à travers l'optique des processus biologiques, on peut parvenir à une meilleure compréhension de ces interactions. Les principes de l'économie circulaire et de l'économie de la fonctionnalité se dessinent comme des orientations naturelles pour l'avenir, en proposant une nouvelle perspective des villes axée sur la durabilité. L'exploration de la complexité à travers les analogies biologiques, l'économie circulaire et l'économie de la fonctionnalité, révèle une transformation profonde dans notre compréhension de la propriété privée et de l'usage. La notion traditionnelle de possession est remplacée par une concentration sur l'utilisation responsable, efficace et durable des biens. L'accent n'est plus mis sur l'acquisition de la propriété, mais sur l'accès à des services, favorisant des modèles de consommation tels que le partage, la location et la réparation. Cette évolution peut être vue comme une réponse aux défis environnementaux et sociaux contemporains, promouvant une société où la consommation est alignée avec les principes de durabilité. Cela nous invite à réfléchir plus profondément sur nos relations avec les biens et les services, et à envisager des modèles économiques qui encouragent une coexistence harmonieuse avec notre environnement.
5. Théories des Systèmes Complexes : Elle fournit un cadre pour décortiquer les interactions entre les différentes composantes d'une ville, en examinant comment le capital accumulé est investi ou

comment la spatialisation impacte la distribution des ressources. Les villes sont des systèmes complexes, dont la dynamique rappelle le métabolisme biologique. Les théories de Christaller et Fujita & Mori y trouvent une résonance pratique, où les nœuds centraux se manifestent comme des foyers d'attraction, et où la centralité est considérée comme un attribut vital. Les villes sont en constante évolution. La spatialisation dynamique permet de cartographier ces changements et interactions, offrant des clés pour comprendre l'organisation des infrastructures, l'évolution des zones résidentielles et commerciales.

Après avoir résumé les principes fondamentaux de ce texte, nous aborderons maintenant la structure du chapitre qui est divisé en deux parties, chacune se concentrant sur l'émergence de la « théorie de la ville » à travers des événements contemporains.

La première section examine l'évolution sociétale engendrée par les modifications des habitudes et des pratiques durant la période de confinement. Elle analyse en particulier la généralisation du télétravail et ses implications, la promotion de l'économie locale, ainsi que l'essor des services numériques. De plus, cette section met en lumière la nécessité d'une réorganisation du modèle productif. Les effets de la mondialisation, tels que la fragmentation de la production et son externalisation, ont été révélés dans leur fragilité, notamment à travers la crise du COVID-19 comme contexte sous-jacent. La pandémie de COVID-19 a agi comme un catalyseur, incitant à une réflexion profonde sur la dynamique complexe et les interactions dans nos centres urbains. La ville, véritable point de rencontre entre les personnes, l'économie et la culture, s'est retrouvée au cœur de la crise. Autrefois perçue comme un simple point de rassemblement, la ville s'est avérée être un exemple concret de l'engagement de l'État au niveau local, jouant un rôle actif dans la promotion d'une prospérité économique durable. Ce changement a mis en lumière la nécessité de repenser notre rapport avec la ville, le modèle



économique en vigueur, la propriété privée et l'environnement, et a souligné l'importance d'une coordination pour la création de la prospérité économique.

La deuxième partie expose ensuite les mesures à prendre pour revitaliser l'économie locale. Face à ces défis, la France a lancé une initiative stratégique ambitieuse : l'appel à projets « Réseau national de démonstrateurs de la ville durable ». Alignée avec le Programme d'Investissements d'Avenir (PIA4), cette initiative vise à promouvoir la transformation des espaces urbains, la résilience climatique, et une gestion prudente des ressources. Elle se base sur quatre axes majeurs, y compris la sobriété dans l'utilisation des ressources et l'inclusion sociale. Cet appel à projets « Réseau national de démonstrateurs de la ville durable » a permis de valider l'approche transdisciplinaire et de poser les bases d'une politique de développement économique local basée sur la « théorie de la ville ». Le texte à venir explorera les dynamiques et les interactions, en mettant l'accent sur le rôle de la ville dans l'organisation productive, la génération de richesse et la coordination économique. Il abordera également la temporalité économique, la discussion entre croissance et décroissance, les analogies biologiques et l'économie circulaire, ainsi que les théories des systèmes complexes, le concept de circuit court et le nouveau rôle du « prosomateur ».

Ce texte propose d'explorer ces dynamiques complexes, offrant une nouvelle perspective sur le développement urbain dans un monde postpandémique. Il examine l'importance de la collaboration entre les secteurs public et privé, le rôle crucial de la ville comme catalyseur de transformation, et la manière dont nos villes peuvent évoluer vers un avenir plus durable et prospère. En adoptant cette approche réfléchie, nous espérons guider la voie vers un urbanisme plus équilibré et harmonieux, en réponse aux défis contemporains.

#### **4.1 LA RESILIENCE ECONOMIQUE : LA « THEORIE DE LA VILLE » ET LA FRAGILITE DU SYSTEME PRODUCTIF REVELEE PENDANT LA CRISE DU COVID-19**

En réponse à l'une des crises sanitaires les plus importantes de l'histoire, la résilience économique et urbaine est devenue un enjeu mondial majeur. Une situation sanitaire inédite a entraîné un ralentissement du processus de production et a permis de porter un nouveau regard sur le système actuel. Cette situation, impensable à l'échelle mondiale, a conduit à une réévaluation des besoins face aux problèmes contemporains de la société. Dans le cadre de la reprise du processus productif, une nouvelle organisation commence à prendre forme. Le dogmatisme du modèle néoclassique repose sur une forte incertitude concernant la simplification des hypothèses et la généralisation des propositions dans le cadre théorique de l'équilibre général et de l'optimisation de l'allocation des ressources. La crise du COVID-19 a bouleversé le modèle économique en place, ouvrant la voie à une période de transition et offrant ainsi de nouvelles opportunités pour explorer des alternatives.

Pour appréhender cette période unique de l'histoire contemporaine à travers le prisme de la « théorie de la ville », cette section a été subdivisée en trois sous-sections distinctes. La première sous-section aborde la fragilité du système productif, en mettant en lumière les industries essentielles et prioritaires, tout en soulignant les problèmes résultant de la coordination de l'organisation productive par le marché. Dans la deuxième sous-section, nous mettons en avant l'organisation de la production orchestrée par la logique de production dans l'une des réalisations majeures de l'histoire moderne : le développement du vaccin et le processus de vaccination mondiale contre le virus COVID-19. La troisième sous-section se penche sur le processus de reprise économique et de réorganisation productive qui a suivi le ralentissement du système productif mondial. Cette partie éclaire les voies

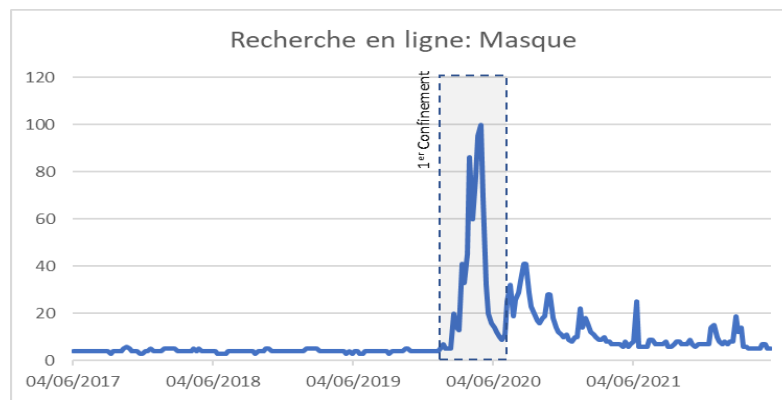
empruntées ainsi que les objectifs visés. Toutes ces sections convergent vers les fondements de la « théorie de la ville ».

#### **4.1.1 Le défaut de coordination du système de production**

Le 12 mars 2020, à 20h30, en France, près de 25 millions de citoyens ont assisté au discours du président Emmanuel Macron, marqué par une tonalité de gravité. Il y proclama : « Nous sommes en guerre. En guerre contre un ennemi invisible : le virus COVID-19. » Un mois plus tard, en avril 2020, plus de la moitié de la population mondiale se retrouva soumise à des mesures de confinement, conséquence de la crise sanitaire liée au COVID-19 (Sandford, 2020). Dans les villes, s'est déroulé un scénario jusqu'alors digne de la science-fiction. Les rues se sont vidées, et le silence assourdissant a révélé aux créatures sauvages un univers urbain et minéral édifié par l'humanité. Sur les rivages méditerranéens, les dauphins ont savouré une nouvelle liberté, s'amusant sous le regard éloigné de ceux qui tentaient de s'adapter à cette nouvelle réalité. À travers un communiqué de presse, l'OMS (*La pénurie d'équipements de protection individuelle met en danger le personnel soignant dans le monde entier*, 2020) a également annoncé la situation précaire de la santé mondiale. Le communiqué de presse a mis en évidence les défis rencontrés concernant la disponibilité des équipements de protection individuelle (EPI) et des respirateurs. En raison du manque de matériel, les médecins, les infirmières et les autres professionnels de la santé en première ligne se sont retrouvés dangereusement sous-équipés pour prendre en charge les patients atteints de la COVID-19. La pénurie d'équipements, en raison de l'accès limité aux gants, aux masques médicaux, aux respirateurs, aux lunettes de protection, aux écrans faciaux, aux blouses et aux autres articles similaires, a mis en évidence à la fois la désindustrialisation et la complexité de la chaîne d'approvisionnement mondiale. Ces deux réalités ont été exposées au monde, illustrant une

organisation productive dépourvue de résilience industrielle locale à long terme. (Chen et al., 2021).

Face à l'indécision et à l'inertie provoquées par les événements, les citoyens ont cherché à se renseigner pour mieux comprendre la situation. Les briefings quotidiens des gouvernements du monde entier ont énoncé que le port de masques était désormais obligatoire. Dans leur quête de renseignements plus approfondis, la recherche du terme « Masque » est rapidement devenue une tendance prédominante sur Internet.



**FIGURE 10 - LA RECHERCHE EN LIGNE - MOT MASQUE<sup>78</sup>**

Dans une tentative de répondre à des besoins cruciaux à travers un système industriel local fragile et une chaîne d'approvisionnement désorganisée, l'achat de masques est devenu un enjeu central sur l'agenda politique. La coordination de l'offre et de la demande par le biais du mécanisme des prix s'est avérée incompatible avec la gravité de la situation. En temps réel, les principes sous-tendant la théorie de la valeur et la maximisation du profit ont été remis en question à l'échelle mondiale. La coordination de l'offre et de la demande basée sur les prix a exposé des millions de vies à un danger mortel.

---

<sup>78</sup> Les nombres représentent l'intérêt de la recherche par rapport au point le plus élevé du graphique pour la région et le moment donnés. Une valeur de 100 correspond au niveau de popularité du terme. Une valeur de 50 signifie que le terme est moitié moins populaire. Une valeur de 0 signifie qu'il n'y avait pas assez de données pour le terme.

« La commande avec le paiement a été réalisée, c'est-à-dire que les masques sont fabriqués et en attente en Chine, assurait l'élus. La difficulté que nous rencontrons c'est l'acheminement. [...] Ce matin sur le tarmac [de l'aéroport], en Chine, une commande française a été achetée par les Américains cash, et l'avion qui devait venir en France est parti directement aux États-Unis. Devant ces problèmes, je suis en train de sécuriser la marchandise de façon à ce [...] qu'elle ne soit pas saisie ou achetée par d'autres. »<sup>79</sup>

L'absence de « *fair play* » a mis en retrait le libéralisme économique et le libre marché, sans subir une réelle remise en question. Face à des augmentations de prix pouvant atteindre jusqu'à 300 %, les gouvernements ont réagi en restreignant l'exportation des masques et autres dispositifs médicaux, tout en régulant leurs prix. Ces mesures se sont ajoutées aux nombreuses instances de contournement et de non-respect des règles du commerce international constatées au sein de la crise sanitaire. En parallèle à ces violations des règles du commerce international, la crise sanitaire mondiale, imprévisible et sans précédent, a mis en lumière la fragilité de l'organisation productive orchestrée par la logique du marché.

La production locale commence à se concrétiser à la recherche d'autres options. Des solutions de remplacement apparaissent, telles que la fabrication de masques chirurgicaux en tissu réutilisables ou jetables, ainsi que des masques artisanaux. Face à une multitude de citoyens ordinaires se convertissant en experts en masques anti-COVID, la coordination de l'organisation productive par la logique de la production a permis une adaptation du tissu économique local. Cela a engendré l'essor de la production locale comme une option viable. La nécessité a contraint une réorganisation

---

<sup>79</sup> Président de la région Paca et de l'Association des régions de France, Renaud Muselier [https://www.liberation.fr/france/2020/04/01/une-commande-francaise-de-masques-detournee-vers-les-etats-unis-sur-un-tarmac-chinois\\_1783805/](https://www.liberation.fr/france/2020/04/01/une-commande-francaise-de-masques-detournee-vers-les-etats-unis-sur-un-tarmac-chinois_1783805/) récupéré le 05/04/2020

de la production, en laissant de côté la logique du marché au profit de la logique de la production. Une nouvelle voie a ainsi été tracée.

« ...le vrai créateur est la nécessité, qui est la mère de notre invention. »

Platon

#### 4.1.2 La localisation du capital humain et les changements de comportements

Restez chez vous ! Des balcons aux fenêtres, aux notes de la Marseillaise, les citoyens français de tous horizons ont exprimé leur hommage aux professionnels qui ont fait face en première ligne. Confrontés à une demande en hausse, à des achats impulsifs et à des accumulations inutiles, ces professionnels ont été salués pour les combats qu'ils livrent au quotidien. Malgré les efforts déployés à travers le globe, le COVID-19 a coûté la vie à plus de 6 millions de personnes. Une crise qui demeure inachevée.

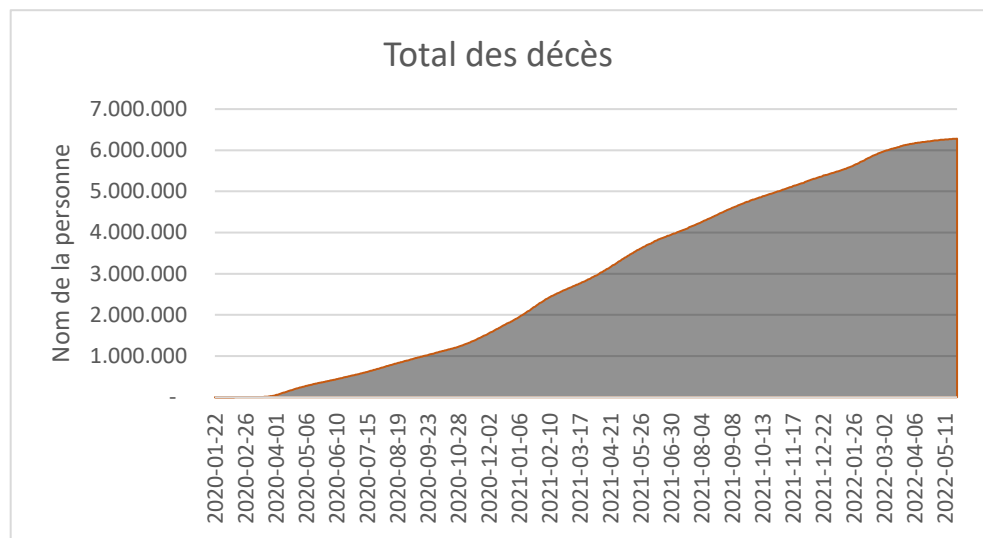
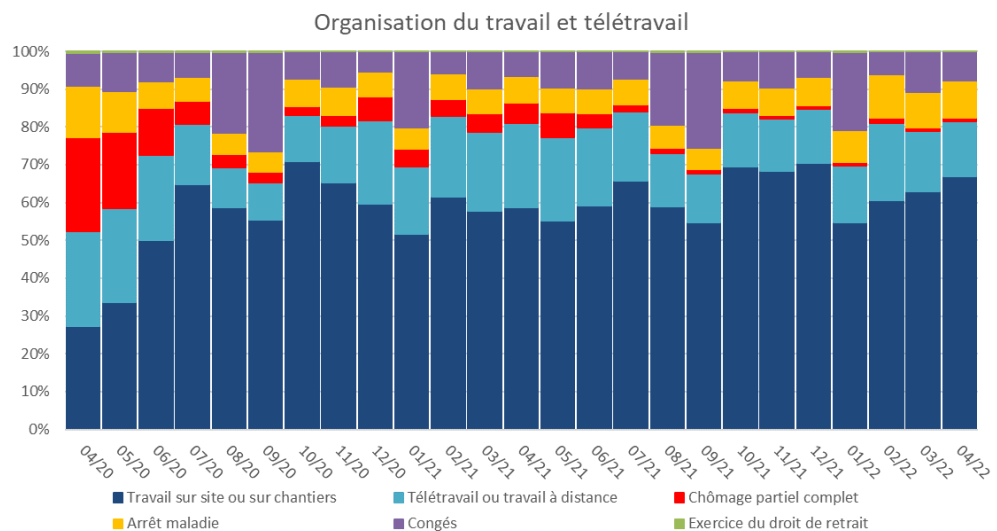


FIGURE 11 - TOTAL DES DECES (EDOUARD ET AL., 2020)

Confinée à domicile, la vie poursuivait son cours. Avec le bureau improvisé dans le salon, à proximité de la cuisine, le quotidien familial s'est entremêlé avec le monde du travail. Les enfants se joignaient aux réunions, et les interactions avec le foyer faisaient maintenant partie intégrante du

panorama professionnel. Le signal rituel « M'entendez-vous ? » marquait le début des réunions virtuelles. Tandis que les professionnels visionnaient des tutoriels en ligne pour maîtriser les subtilités de Zoom et Teams, l'économie s'alignait sur le mot d'ordre : RESTEZ CHEZ VOUS ! Le télétravail, autrefois vu comme une perspective lointaine, était désormais une réalité palpable. Les inquiétudes quant à une éventuelle baisse de la productivité due à la distance n'étaient pas fondées. L'intensification des heures de travail et la réduction des distractions contrecarraient l'échange des savoirs.



**FIGURE 12 - ORGANISATION DU TRAVAIL ET TELETRAVAIL<sup>80</sup>**

Le confinement à domicile a engendré une refonte majeure de l'organisation des systèmes de transport, que ce soit par voie aérienne, terrestre ou maritime. Les structures de transport ont subi un effondrement sans précédent. Avec une diminution de 2,7 milliards de passagers, le secteur de l'aviation civile a subi des pertes atteignant 370 milliards de dollars d'après l'OACI en 2020.<sup>81</sup> Pendant le premier confinement en France, le secteur du transport terrestre a subi une chute de 75 %, une baisse significativement

<sup>80</sup> Source : Dares, enquêtes Acemo Covid, avril 2020 à avril 2022 <https://dares.travail-emploi.gouv.fr/publication/activite-et-conditions-demploi-de-la-main-doeuvre-pendant-la-crise-sanitaire-covid-19-mars-2022>

<sup>81</sup> Organisation de l'aviation civile internationale (OACI)

différente de celle de 22 % observée lors du troisième confinement. Il est important de noter que le transport lourd a enregistré une diminution de 56 % lors du premier confinement, mais les tendances ont été plus contrastées lors des périodes de confinement subséquentes.

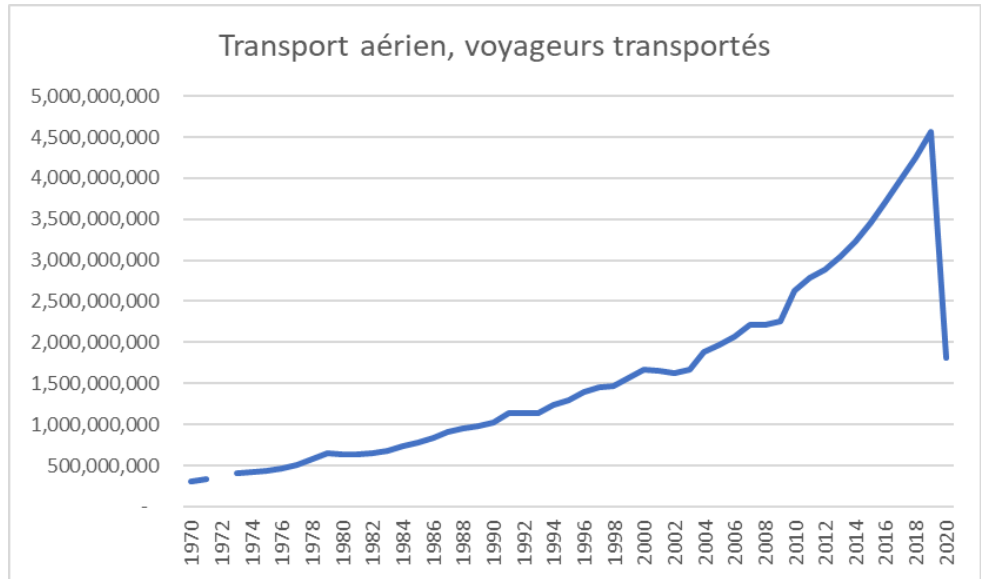
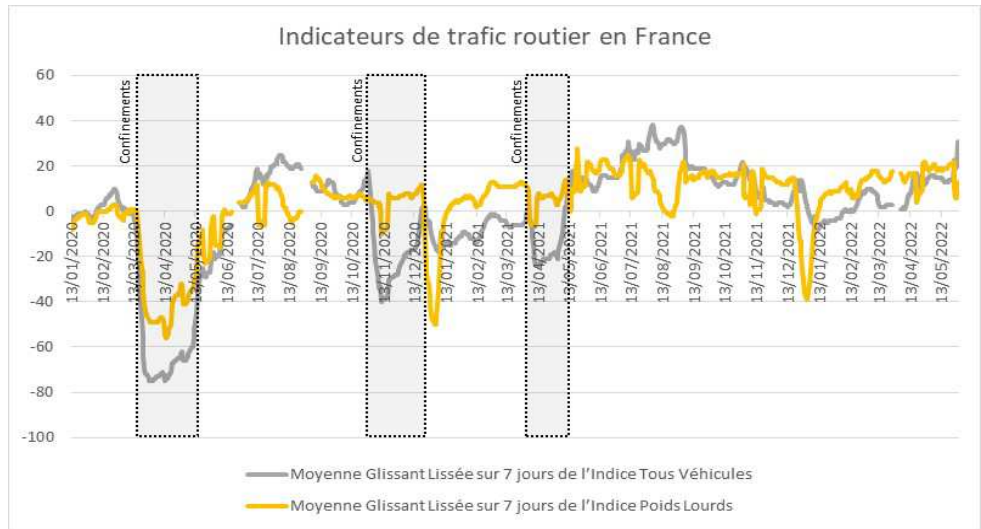


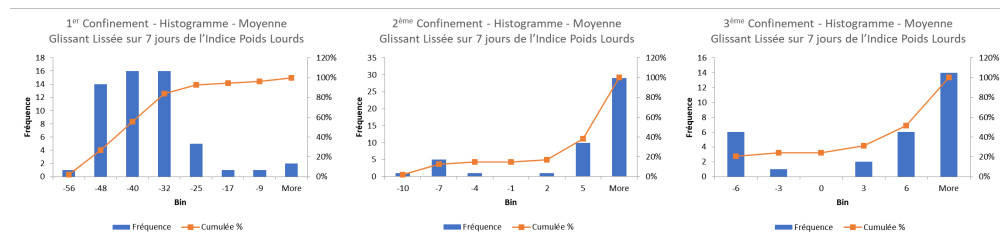
FIGURE 13 - TRANSPORT AERIEN, VOYAGEURS TRANSPORTES<sup>82</sup>



<sup>82</sup> Source : <https://donnees.banquemondiale.org/indicateur/IS.AIR.PSGR>  
 Statistiques mondiales de l'aviation civile de l'Organisation de l'aviation civile internationale (OACI) et estimations du personnel de l'OACI.

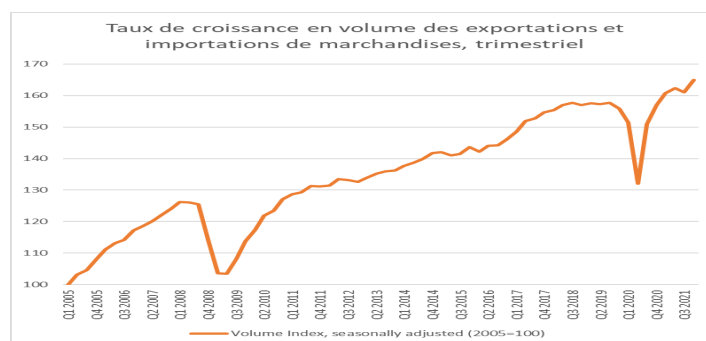


## FIGURE 14 - INDICATEURS DU TRAFIC ROUTIER EN FRANCE<sup>83</sup>



## FIGURE 15 - HISTOGRAMME - MOYENNE GLISSANT LISSEE SUR 7 JOURS DE L'INDICE POIDS LOURDS

La pandémie a engendré des modifications dans les schémas de consommation, ce qui s'est traduit par une augmentation de la demande d'importation de biens manufacturés, surpassant les prévisions. Les plans de relance nationaux ont contribué à stimuler davantage les flux commerciaux maritimes. Les inquiétudes concernant de possibles nouvelle vague de la pandémie ont incité les entreprises à accroître leurs stocks, conduisant ainsi à une demande accrue. Cependant, cette hausse de la demande a provoqué une pénurie de conteneurs vides, un événement qualifié d'inédit par la UNCTAD.



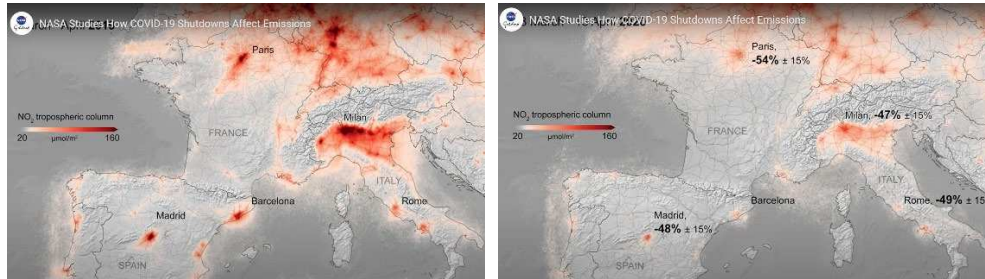
## FIGURE 16 - TAUX DE CROISSANCE EN VOLUME DES EXPORTATIONS ET IMPORTATIONS DE MARCHANDISES, TRIMESTRIEL<sup>84</sup>

<sup>83</sup> Source Cerema <https://dataviz.cerema.fr/trafic-routier/>

Indicateur = (trafic du jour - trafic de référence) / trafic de référence / Trafic de référence = moyenne du trafic journalier sur une période de référence (13/01/2020 au 09/02/2020).

<sup>84</sup> Ce tableau présente des statistiques trimestrielles sur les indices du volume total des exportations et importations mondiales de marchandises par économie individuelle, région géographique et groupement économique.

La pandémie a transformé le transport mondial des biens et des personnes. Rester chez vous !, selon Giani et al., (2020) a permis, dans toute l'Europe, de réduire de 17,1 % la concentration de PM<sub>2.5</sub>, pondérés par la population. Une réduction qui a permis de sauver environ 3000 vies d'un décès prématuré, entre le 1er février et le 31 mars 2020, grâce à la réduction des PM<sub>2.5</sub>.



**FIGURE 17 - LA NASA ETUDIE L'IMPACT DES ARRETS DE COVID-19 SUR LES EMISSIONS (GODDARD, 2020).**

La fermeture des établissements tels que les bars, hôtels et restaurants se démarquait face aux opportunités offertes par les services à domicile. Alors que l'industrie du tourisme était ébranlée par l'incertitude, les exploitants de cinémas désertés ont observé une augmentation de 46 % du nombre d'abonnés à Netflix entre 2018 et 2020.

	2016	2017	2018	2019	2020
	(in thousands)				
Global streaming paid memberships at end of period	89,090	110,644	139,259	167,090	203,663
Global streaming paid net membership additions	18,251	21,554	28,615	27,831	36,573

**FIGURE 18 - EVOLUTION DES ABONNEES DE L'ENTREPRISE NETFLIX (NETFLIX, 2020)**

Avec le télétravail, l'apprentissage à domicile et les restrictions de déplacement, les nouvelles habitudes de consommation ont contribué à faire augmenter la part des ventes au détail de 16 % à 19 % en 2020.(UNCTAD,

---

Les données présentées sont le résultat du travail commun de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) et de la UNCTAD, et sont publiées simultanément par les deux organisations (statistiques du commerce de marchandises à court terme de l'OMC).

Sources : UNCTAD, estimations de l'OMC, UNCTADStat, Trade Matrix, indicateurs commerciaux à court terme de l'OMC, Eurostat, base de données en ligne, autres sources internationales et nationales.

2021).<sup>85</sup> Rester à la maison a permis d'augmenter l'épargne des ménages de 98,1 % entre le 1er trimestre 2018 et le 1er trimestre 2021.

	<b>Le flux annuel de placement des ménages</b>				
	1T17	1T18	1T19	1T20	1T21
	(Montants en milliards cumulés sur 4 trimestres glissants)				
Principaux placements financiers	105.5	102.4	135.4	156.1	202.9

Source: Banque de France

**FIGURE 19 - FLUX ANNUEL DE PLACEMENTS D'ALLOCATIONS DE FOYER (ÉPARGNE DES MÉNAGES | STATISTIQUES | BANQUE DE FRANCE., S. D.)**

Le contexte de confinement a ouvert la voie à la découverte et à la redécouverte d'un mode de vie différent. La période de 97 jours d'isolement en 2020, accompagnée des 28 jours supplémentaires en 2021, totalise 125 jours de retrait, laissant une marque profonde sur la société et rendant la notion de « retour à la normale » désormais révolue.

### **4.1.3 La spatialisation de l'activité économique**

Les incertitudes engendrées par le confinement ont peu à peu cédé la place à l'acceptation. Les règles imposées à la société ont rapidement été intégrées dans le quotidien. Ainsi, se rendre à l'extérieur pour une heure d'exercice est devenu une norme. Parmi les nombreuses réunions sur Zoom, les commentaires sur les douleurs musculaires après le sport ont suscité des sourires généraux. Sur les plateformes de médias sociaux, le partage d'expériences avec les « coach numériques » a gagné en popularité. Durant le confinement, le marché des applications liées à la santé et au fitness a enregistré une croissance mondiale de 69,4 %. Même après la phase critique de la crise sanitaire, l'utilisation de ces applications continue de croître par rapport aux niveaux d'avant la pandémie de COVID-19.

---

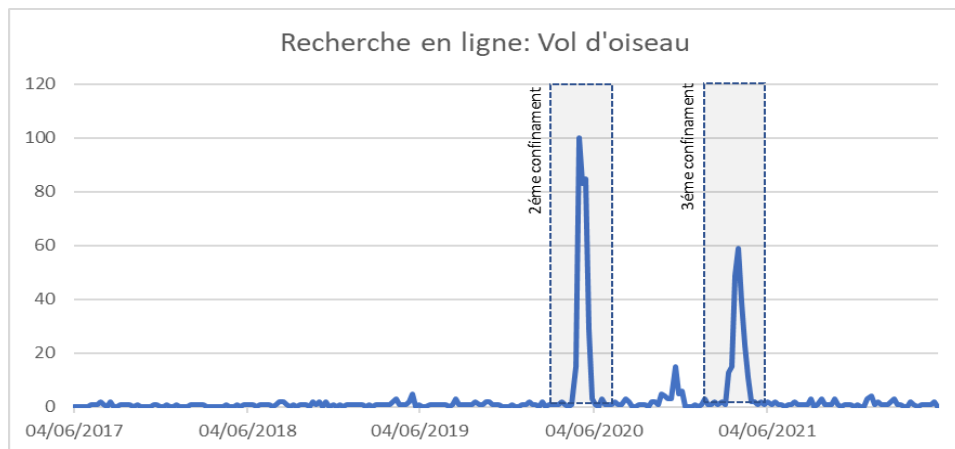
<sup>85</sup> Estimations tirées du rapport de la CNUCED publié le 3 mai.

Santé et Fitness App Downloads				
	2T18	2T19	2T20	2T21
	(en millions)			
Santé et Fitness App Downloads - Mondial	478.8	504.5	811.1	613.1
Santé et Fitness App Downloads - France	16.7	16.3	22.7	20.3

Source: App Annie, Rapport State of Mobile 2022

### FIGURE 20 - TELECHARGEMENTS DE L'APPLICATION SANTE ET FITNESS (RAPPORT STATE OF MOBILE, 2022)

Avec un ciel d'un bleu plus éclatant et un mode de vie plus sain, de nouvelles habitudes ont commencé à se dessiner. Des interactions avec les voisins à travers les fenêtres aux apéros virtuels, l'esprit de solidarité et les liens sociaux ont été renforcés. La fin du premier confinement a été annoncée comme un signe de sortie de crise. Cependant, face à une nouvelle augmentation des cas et aux hôpitaux débordés, un nouveau confinement s'est imposé. Dans cette nouvelle période de confinement, les restrictions se sont assouplies. À partir du deuxième confinement, il a été possible de dépasser la durée initiale de liberté. Les limites se sont étendues jusqu'à 5 km, mesurés en ligne droite, un concept baptisé « vol d'oiseau ». Ce terme, jusque-là méconnu, a connu un pic de popularité grâce à l'intérêt suscité dans les recherches en ligne.



**FIGURE 21 - L'INTERET DE LA RECHERCHE EN LIGNE - VOL D'OISEAU<sup>86</sup>**

Contrainte par une liberté restreinte, la société a découvert les avantages du commerce local. Parallèlement à l'essor du commerce en ligne, le soutien au tissu économique local a renforcé le sentiment de solidarité déjà établi. Presque inconsciemment, la société a rétabli les liens sociaux et redécouvert l'importance des lieux de rassemblement. La production et la consommation locales ont pris une nouvelle signification. Les scénarios alarmistes sur la fin du monde, évoqués pendant la crise sanitaire, ont placé la question environnementale au premier plan. L'urgence climatique est devenue une réalité intégrée dans le quotidien des familles. L'équilibre entre le travail et la vie personnelle a suscité le désir d'un mode de vie différent, marquant une nouvelle aspiration sociale. Un retour à l'essentiel a suscité un désir de changement entre la vie avant et après le pic de la pandémie. La consommation locale et numérique a donné naissance à un consommateur averti, cherchant à réduire sa consommation et à opter pour des produits respectueux de l'environnement. Cette nouvelle génération de consommateurs est en désaccord avec une société de consommation axée sur les bas prix. Le concept d'espace de vie a évolué, devenant une dimension cruciale du quotidien des familles. L'opportunité d'économiser a ouvert de nouvelles perspectives. La perception de la qualité de vie a pris une place centrale. La crise sanitaire a altéré les habitudes de consommation et les projets de vie, conduisant la société et l'économie vers une évolution rapide.

---

<sup>86</sup> Les nombres représentent l'intérêt de la recherche par rapport au point le plus élevé du graphique pour la région et le moment donnés. Une valeur de 100 correspond au niveau de popularité du terme. Une valeur de 50 signifie que le terme est moitié moins populaire. Une valeur de 0 signifie qu'il n'y avait pas assez de données pour le terme.

#### **4.1.4 Le progrès technique et la coordination de l'organisation productive par la logique de la production**

Le retour à la normalité était tributaire du progrès dans la mise au point du vaccin. Contrairement à la production locale de masques, qui s'est appuyée sur les ressources locales, le développement et la fabrication d'un vaccin à l'échelle mondiale ont nécessité une réorganisation de la production bien différente de la situation habituelle. Un défi sans précédent dans le contexte de la crise sanitaire. Le 20 février 2020, l'Organisation mondiale de la santé OMS<sup>87</sup> a annoncé qu'un vaccin contre le COVID-19, ne serait pas disponible avant l'automne 2021. En considérant que le développement, l'approbation et la production d'un vaccin nécessitaient généralement dix ans en dehors des investissements massifs, l'annonce de l'OMS a suscité un débat mondial sur les méthodes à adopter et sur l'efficacité d'un tel vaccin. Jamais dans l'histoire de l'industrie pharmaceutique un vaccin n'avait été conçu aussi rapidement. Mais comment cela a-t-il pu se réaliser ? La coordination de la production en vue du développement et de la fabrication a permis d'amener les principaux acteurs concernés à collaborer. Le 24 avril 2020, le programme international,<sup>88</sup> a été créé par le G20 pour faciliter le partage des outils et des données, dans le but d'accélérer le développement des vaccins. Le programme a été organisé autour de 4 axes : (1) les vaccins, (2) le diagnostic, (3) le traitement et (4) la coordination des systèmes de santé. Selon le rapport: (*The Access to COVID-19 Tools (ACT) Accelerator, 2022* : Two years of impact), une somme de plus de 18 milliards de dollars a été affectée à ce programme. Malgré tous ces efforts, le programme a clôturé son dernier cycle budgétaire avec un déficit de 14,4 milliards de dollars. En d'autres termes, ce déficit de 14,4 milliards de dollars a entraîné des tests insuffisants, la

---

<sup>87</sup> Organisation mondiale de la santé

<sup>88</sup> Accès à l'accélérateur d'outils COVID-19

difficulté d'accès aux traitements et à l'oxygène pour les patients en état critique, ainsi que l'exposition élevée des professionnels de la santé au risque d'infection en raison du manque d'équipements de protection individuelle. Cependant, ACT-A a réussi à réorganiser la chaîne de production. Cette organisation productive novatrice a rassemblé et coordonné tous les éléments nécessaires à la production. Des acteurs jusque-là absents du secteur de la recherche ont participé, aux côtés des industries, du gouvernement et des institutions universitaires. Tandis qu'une population confinée suivait de près les plus de 60 initiatives mondiales, surnommées « la course au vaccin », les phases précliniques et les trois étapes suivantes jusqu'à l'approbation étaient minutieusement rapportées chaque jour. Entre les activités en extérieur limitées et les interactions en ligne incessantes, une population épuisée et une économie désorientée suivaient avec méfiance l'évolution de cette course. Initialement, à l'opposé d'une compétition ordinaire, le monde entier soutenait tous les participants. Cependant, au fil du temps, les individus ont commencé à préférer certains candidats. Des discussions sur l'efficacité du vaccin aux possibles effets secondaires, la médiatisation du processus de développement a suscité une méfiance et une anxiété grandissantes. Bien que cette réalisation historique extraordinaire ait été accomplie, sa valeur a été en partie obscurcie par des débats médiatiques stériles sur le vaccin. Grâce à une organisation productive coordonnée par la logique de la production, il est devenu possible de développer, produire, distribuer et vacciner plus de 5 milliards de personnes dans le monde en peu de temps.

La pandémie a révélé les disparités sociales et les défauts du système, tout en soulignant le désordre dans la gestion de la production. Des changements sont nécessaires, et effectivement, il faut envisager des approches alternatives à la logique purement économique pour organiser la production. La recherche effrénée d'un vaccin a montré la possibilité d'un changement significatif.

#### 4.1.5 La source de financement de l'appareil productif

La crise sanitaire due au COVID-19 a précipité l'économie dans un territoire inexploré et spéculatif. Dans l'espoir d'un retour à la normalité, l'idée d'une reprise en forme de V a été évoquée. Toutefois, avec le temps, cette perspective s'est estompée, et la notion d'un retour à la normale et d'une reprise économique en V s'est évanouie, en grande partie à cause de l'incertitude entourant le contrôle de la pandémie et de l'absence de clarté concernant le virus COVID-19. Une crise économique s'est alors profilée à l'horizon. Cependant, il ne s'agissait pas d'une crise de demande, mais plutôt d'une crise d'approvisionnement. Cette crise était liée à l'absence de coordination dans l'organisation de la production. Sans une capacité de production solide, le marché était restreint par la taille de la production, s'éloignant ainsi du modèle classique de formation de marché basé sur la demande pour adopter une forme de marché déterminée par le volume de production, (Young,1928).

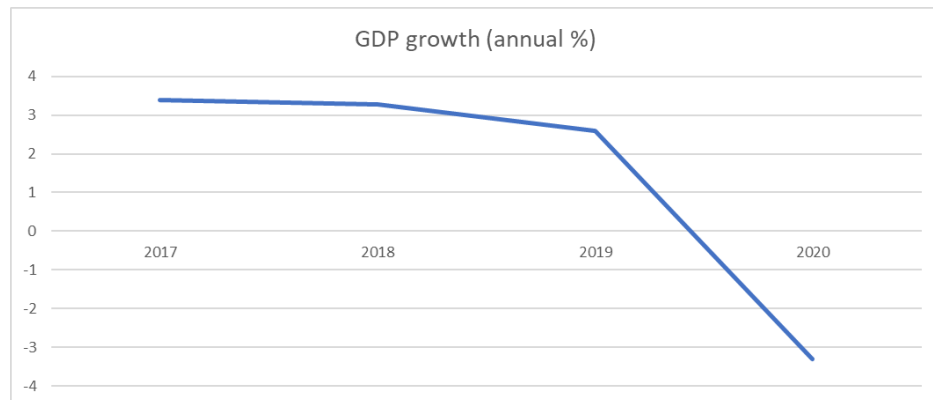


FIGURE 22 - CROISSANCE DU PIB (% ANNUEL)<sup>89</sup>

---

<sup>89</sup> Taux de croissance annuel en pourcentage du PIB aux prix du marché, en monnaie locale constante. Les agrégats sont basés sur des prix constants de 2015, exprimés en dollars américains. Le PIB est la somme de la valeur brute ajoutée par tous les producteurs résidents de l'économie, plus les taxes sur les produits et moins les subventions non incluses dans la valeur des produits. Il est calculé sans faire de déductions pour l'amortissement des actifs fabriqués ou pour l'épuisement et la dégradation des ressources naturelles.



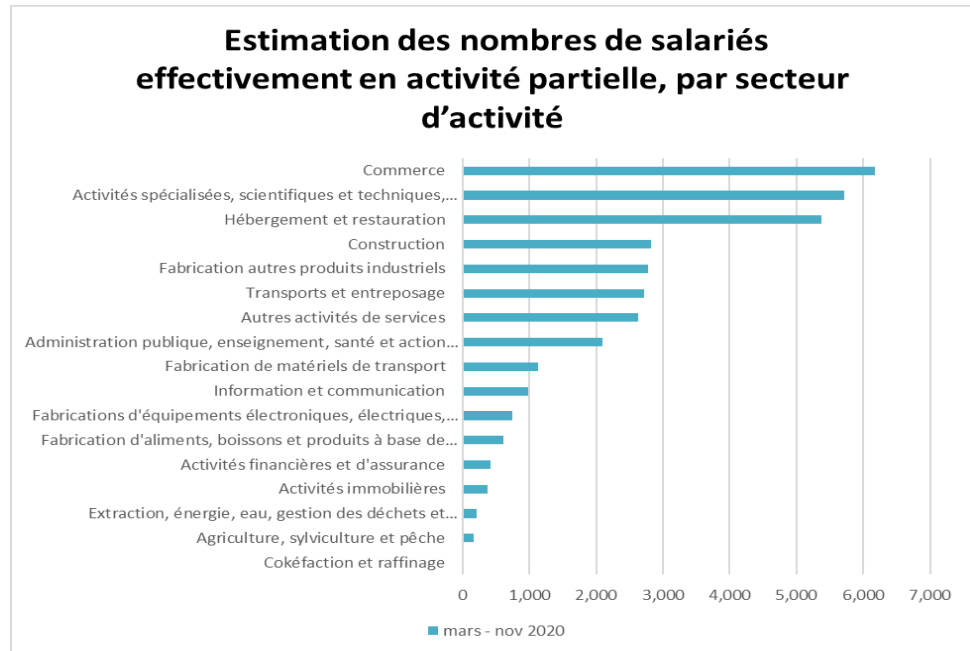
#### 4.1.6 L'État-providence en faveur de l'activité économique

Alors que certains secteurs ont saisi l'opportunité de la crise pour croître, d'autres ont été contraints de réduire ou d'interrompre leurs activités. Les domaines du commerce, des services administratifs et de soutien, ainsi que l'industrie du tourisme ont vu leur dynamisme décliner. Face à l'ampleur de cette crise, les gouvernements ont mis de côté le libéralisme économique, sans trop de débats. En France, l'utilisation du chômage partiel a été généralisée. Par le biais du décret n°2020-325 daté du 25 mars 2020, le pays a mis en place l'un des systèmes de protection les plus robustes en Europe. L'État français a déployé une série de mesures et de subventions pour soutenir le secteur de la production. Le chômage partiel a permis d'alléger les charges liées à la masse salariale. De plus, le gouvernement a subventionné les coûts fixes des entreprises en difficulté. Outre ces subventions partielles d'activité et d'engagement financier, des réductions d'impôts et des garanties étatiques pour les prêts bancaires ont complété les principales mesures de soutien. Le « *quoi qu'il en coûte* »<sup>90</sup> à réussir à atteindre l'objectif de garantir le niveau d'emploi et la capacité de l'appareil de production à des niveaux similaires à ceux d'avant la crise.

---

<sup>90</sup> « Le gouvernement mobilisera tous les moyens financiers nécessaires pour porter assistance, pour prendre en charge les malades, pour sauver des vies. Quoi qu'il en coûte. Tout sera mis en œuvre pour protéger nos salariés et pour protéger nos entreprises, quoi qu'il en coûte. Les gouvernements européens dans leur ensemble doivent prendre les décisions de soutien à l'activité, puis les prendre ultérieurement. Quoi qu'il en coûte. »

Emmanuel Macron le 12 mars 2020



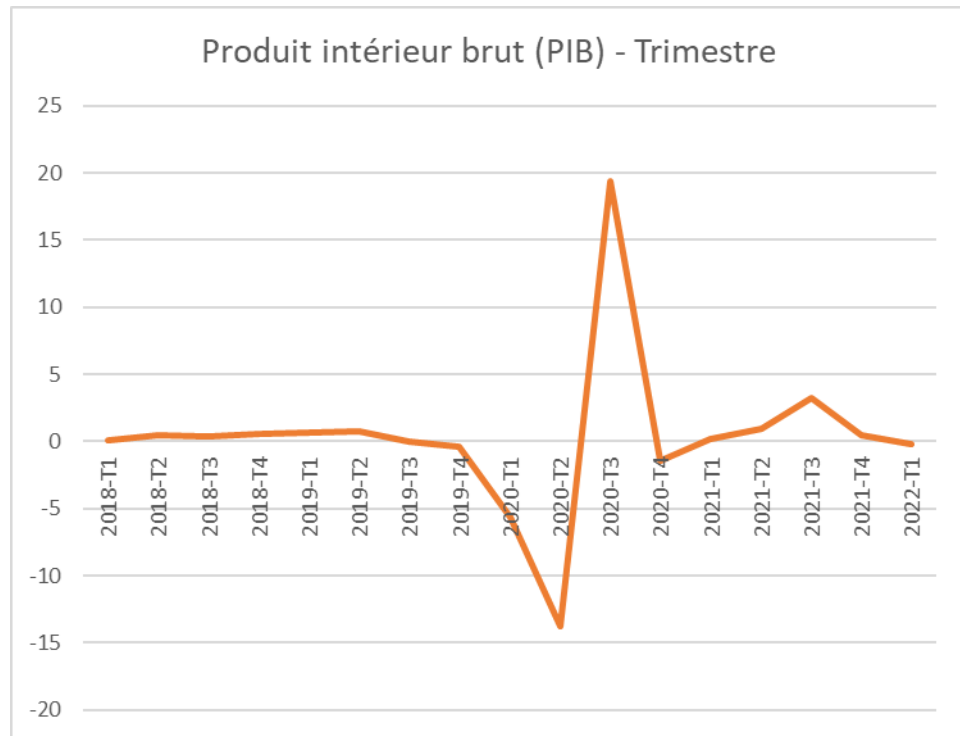
**FIGURE 23 - ESTIMATION DU NOMBRE DE SALARIES TRAVAILLANT EFFECTIVEMENT A TEMPS PARTIEL, PAR SECTEUR D'ACTIVITE (EN MILLIERS) (SITUATION SUR LE MARCHE DU TRAVAIL DURANT LA CRISE SANITAIRE, 2021)**

Niveaux des indices (2017 = 100) Unemployment rate					
Pays	2017	2018	2019	2020	2021
USA	100.00	89.77	94.30	225.06	65.21
CRI	100.00	113.39	116.20	167.40	85.63
CAN	100.00	90.60	98.92	157.63	79.78
ISL	100.00	94.04	136.68	151.93	98.48
COL	100.00	102.16	108.03	150.86	87.20
G-7	100.00	91.18	94.62	150.64	80.94
EST	100.00	87.71	85.25	148.25	95.87
CHL	100.00	109.30	96.45	138.00	83.61
OECD	100.00	92.46	97.60	132.76	85.73
LTU	100.00	81.07	101.93	132.11	81.50
MEX	100.00	95.41	103.13	129.08	90.20
LVA	100.00	86.10	85.45	126.88	93.24
AUS	100.00	93.80	97.86	125.92	79.41
HUN	100.00	86.29	89.93	124.88	101.39
CZE	100.00	78.19	84.57	124.56	116.06
LUX	100.00	101.48	98.25	121.99	87.09
NOR	100.00	88.79	96.95	121.85	94.66
JPN	100.00	87.32	96.13	120.81	101.67
DEU	100.00	91.75	92.32	120.67	92.72
SWE	100.00	93.43	106.78	120.45	106.44
AUT	100.00	85.00	92.01	120.33	102.32
GBR	100.00	91.67	96.97	120.00	96.88
SVK	100.00	83.53	84.62	118.72	97.90
ISR	100.00	93.63	96.70	115.78	111.42
SVN	100.00	76.64	86.65	114.24	94.28
IRL	100.00	81.78	89.29	113.28	107.06
NLD	100.00	80.73	88.06	112.45	87.95
NZL	100.00	85.71	98.33	112.43	77.89
DNK	100.00	87.90	99.84	111.91	86.55
FIN	100.00	84.26	94.06	111.02	101.65
ESP	100.00	89.50	93.94	108.90	95.89
CHE	100.00	100.99	92.21	105.97	106.51
EU27_2020	100.00	89.62	93.29	104.64	98.12
EA19	100.00	90.54	92.75	103.86	97.89
KOR	100.00	103.73	98.73	103.64	94.42
BEL	100.00	88.99	91.41	101.99	111.17
PRT	100.00	78.60	96.91	101.48	92.38
FRA	100.00	95.34	93.92	95.49	98.46
ITA	100.00	94.69	94.04	93.36	103.31
GRC	100.00	92.88	88.72	92.64	95.27
POL	100.00	78.69	92.54	91.47	102.77
TUR	100.00	98.56	119.40	90.27	99.38

Source: OECD

**FIGURE 24 - NIVEAUX DES INDICES (2017 = 100) TAUX DE CHOMAGE<sup>91</sup>**

Chaque mesure annoncée a été un soulagement. Cependant, les jours étaient comptés pour le retour à la réalité. La pression de l'urgence de la crise révèle une tentative de redressement de l'économie. En 2020 et 2021, on observe un PIB supérieur au niveau précédant la crise. Une tendance à la hausse, due à une économie réprimée. Toutefois, la fragilité du maintien de cette croissance révèle des défis structurels dans la période d'après-crise.



**FIGURE 25 - PIB - TRIMESTRE<sup>92</sup>**

<sup>91</sup> <https://data.oecd.org/unemp/unemployment-rate.htm> récupéré le 20/01/2022

<sup>92</sup> Source : Insee, comptes nationaux trimestriels - base 2014.

#### 4.1.7 Le plus grand plan de relance de tous les temps

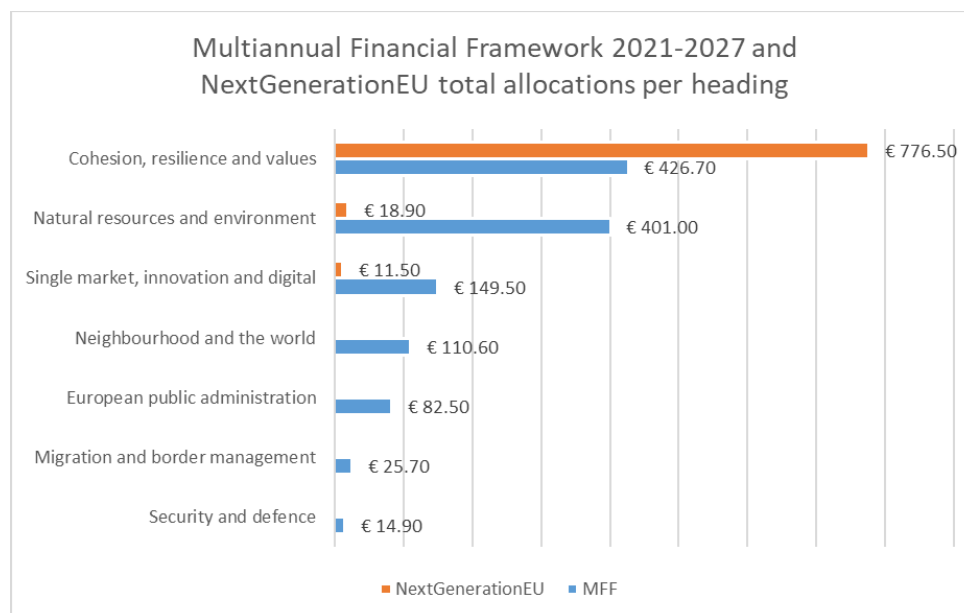
Tandis que la campagne de vaccination rétablissait progressivement la liberté, les gouvernements s'efforçaient de revitaliser l'économie. L'action individuelle durant la crise s'est révélée insuffisante. Pour rétablir le fonctionnement du monde, la crise sanitaire nous a enseigné que nous devons emprunter une nouvelle voie pour réorganiser la production. Cette nécessité est mise en évidence par les plans de relance économique, tant au niveau européen qu'en France. Ces plans de revitalisation économique se concentrent sur des problématiques préexistantes à la crise sanitaire. Les inégalités sociales et territoriales, la réorganisation et la compétitivité de l'appareil productif, la décarbonisation de l'économie, les migrations, la résilience et la souveraineté sont les axes autour desquels sont orientés les investissements prévus. En Europe, le programme « *Next Generation EU* », <sup>93</sup> élaboré en vue de revitaliser l'économie européenne, est doté d'un budget de 806,9 milliards d'euros, <sup>94</sup> approuvé par les 27 États. Le 21 juillet 2020, le MFF <sup>95</sup> 2021-2027, a ajouté 1,2011 billion d'euros supplémentaires au plan de relance. Cumulés, les 2,018 milliards d'euros en termes courants constituent le plan de relance le plus vaste jamais financé en Europe. Les aspirations du plus important plan de relance jamais mis en place sur le continent dévoilent la détermination à bâtir une Europe d'après le COVID-19. Une Europe davantage axée sur la durabilité environnementale, la numérisation et la résilience. Une Europe qui s'engage à explorer une voie alternative à l'organisation productive traditionnellement pilotée par le marché.

---

<sup>93</sup> [https://europa.eu/next-generation-eu/index\\_en](https://europa.eu/next-generation-eu/index_en)

<sup>94</sup> Ce chiffre est en prix courants. Il s'élève à 750 milliards d'euros aux prix de 2018.

<sup>95</sup> Multiannual financial framework

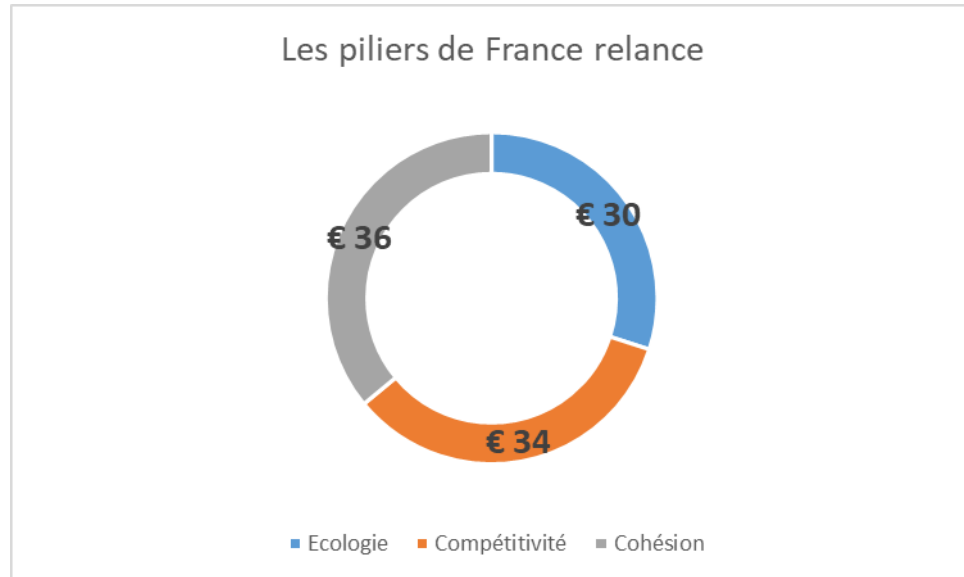


**FIGURE 26 - CADRE FINANCIER PLURIANNUEL 2021-2027 ET *NEXTGENERATIONEU* DOTATIONS TOTALES PAR RUBRIQUE<sup>96</sup>**

Depuis le début de la crise sanitaire en France, quatre mesures d'urgence ont été instaurées. L'incertitude générée par la menace d'un virus inconnu, contagieux et potentiellement mortel a orienté les efforts du gouvernement vers le soutien de l'appareil productif. Les dispositifs de prêt garanti par l'État, l'activité partielle, le fonds de solidarité et la réduction des cotisations sociales ont contribué à renforcer le tissu économique local des petites et moyennes entreprises (TPE) et des petites et moyennes industries (PME). Ces mesures ont été financées par un budget total de 216 milliards d'euros, dont 141 milliards étaient alloués à l'emprunt garanti par l'État. Le 11 mai 2020, à la suite de la levée du premier confinement, le gouvernement a dévoilé un plan de relance économique pour la France. Dans la continuité des mesures d'urgence, une stratégie globale a été élaborée pour stimuler l'économie. Ce deuxième plan, d'une envergure de 100 milliards d'euros, s'est articulé autour de trois axes majeurs : la transition vers une économie plus écologique et durable, la promotion de la compétitivité en créant des

<sup>96</sup> Source : Commission européenne

conditions favorables au développement des entreprises, et l'instauration d'une cohésion sociale et territoriale pour atténuer les disparités. Ce plan ambitieux a été baptisé « France Relance ».<sup>97</sup>



**FIGURE 27 - LES PILIERS DE FRANCE RELANCE (EN MILLIARDS D'EUROS)<sup>98</sup>**

Le programme « France Relance » se concentre sur la stimulation des investissements des entreprises et sur l'accélération du processus de décarbonisation de l'économie française. Le positionnement européen en faveur d'une réorganisation économique est clairement énoncé. L'hégémonie de la coordination basée sur la logique du marché commence à s'estomper. Les secteurs publics, privés et universitaire s'engagent dans une réorganisation qui mobilisera plus de 2 000 milliards d'euros, ouvrant ainsi la voie à une alternative à l'organisation productive traditionnellement coordonnée par la logique du marché. Nous vivons actuellement une période unique dans l'histoire de l'humanité, avec la combinaison d'une société qui a été impactée par 125 jours de confinement et la nécessité d'une économie locale et résiliente. Un moment qui nous pousse à questionner comment le

---

<sup>97</sup> <https://www.gouvernement.fr/france-relance>

<sup>98</sup> Source : Ministère de l'Économie, des Finances et de la Relance

modèle économique actuel a contribué à créer la fragilité socio-économique que nous connaissons aujourd'hui.

## **4.2 LA RESILIENCE ECONOMIQUE : UN RESEAU NATIONAL DE DEMONSTRATEURS DE LA VILLE DURABLE**

### **4.2.1 Cadrage général : un réseau national de démonstrateurs de la ville durable**

Intégré dans la stratégie nationale d'accélération par l'innovation, l'appel à projets « *Réseau national de démonstrateurs de la ville durable* » vise à créer un réseau national de modèles de développement durable urbain. Ce réseau illustre la diversité des enjeux du développement durable dans les zones urbaines de France. Conçu pour apporter un soutien aux acteurs locaux dans la transformation des espaces urbains, ainsi que pour relancer le secteur du développement économique et de la construction, cet appel à projets encourage également l'adoption de modèles urbains durables. Il promeut la résilience climatique de ces territoires ainsi que la gestion prudente des ressources naturelles. Le potentiel d'amplification du PIA4 (Programme d'Investissements d'Avenir) contribue à remodeler les pratiques économiques et professionnelles, ainsi que les domaines liés à la construction urbaine. Il accélère l'adoption de solutions propices à la transition écologique et énergétique. Au cœur de la philosophie de ce projet, le concept d'un démonstrateur de la ville durable englobe une transformation globale associée à une opération d'aménagement, tout en adoptant une stratégie de réplification.

Quant à l'orientation du projet, elle se base sur quatre axes majeurs pour orienter les initiatives :

1. La sobriété dans l'utilisation des ressources
2. La résilience par l'adaptation urbaine
3. L'inclusion sociale et les transitions démographiques
4. La productivité urbaine.



Mettre en évidence le rôle critique attribué aux villes en tant qu'acteurs clés dans la gestion des enjeux majeurs auxquels nous faisons face actuellement revêt une importance primordiale. Dans cette perspective, l'État intervient en appliquant la logique fondamentale de la « théorie de la ville », ce qui le positionne en tant qu'élément essentiel du système productif. Cela signifie que l'État joue un rôle actif dans la stimulation et la gestion des activités économiques au sein des zones urbaines. En reconnaissant que les villes sont des centres de dynamisme économique, d'innovation et de transformation sociale, l'État met en œuvre des initiatives visant à encourager une croissance équilibrée et durable. L'intégration de l'État dans le tissu productif urbain découle de la compréhension que les villes ne sont pas seulement des espaces géographiques, mais des entités complexes où les interactions économiques, sociales et environnementales sont étroitement liées. L'intervention de l'État dans ce contexte implique une coordination stratégique visant à maximiser les avantages pour l'ensemble de la société. Lorsqu'il participe au système productif en tant qu'élément actif, l'État cherche à optimiser l'utilisation des ressources disponibles, à encourager l'innovation, à promouvoir l'inclusion sociale et à atténuer les impacts négatifs tels que la pollution et les inégalités. Cette approche reconnaît que l'État joue un rôle de moteur du changement en encourageant une collaboration entre les secteurs public et privé pour créer des environnements urbains plus durables et dynamiques. L'intégration de l'État dans le système productif urbain, conformément à la théorie de la ville, offre une réponse pragmatique aux défis contemporains. En adoptant cette perspective, l'État joue un rôle actif dans la transformation positive des villes, favorisant la croissance économique, l'innovation et le bien-être social dans un équilibre harmonieux.

#### **4.2.2 Le projet « EPA Nice Écovallée - Parc Méridia Saint-Hilaire de Brethmas - L'habitat périurbain autrement »**

L'optimisation est le projet de ville durable adopté par le nouveau modèle urbanistique de Nice. Le projet « Parc Méridia » vise à promouvoir l'activité productive dans la ville, en recherchant l'efficacité de l'espace à travers la flexibilité de l'infrastructure optimisant la consommation d'espace et ce, en harmonie avec l'environnement. Une organisation productive coordonnée par la logique de production basée sur quatre axes principaux : (i) la transformation durable de la chaîne de production, (ii) l'optimisation de la logistique urbaine, (iii) la flexibilité urbaine, (iv) auquel il faut ajouter le modèle de réplique. La verticalité de la production proposée permet d'augmenter la productivité urbaine, d'encourager l'innovation, mais aussi de stimuler le développement économique du territoire. La verticalité résume la génération de valeurs par un processus de transformation simplifié. De l'agriculture urbaine au plat cuisiné. Du système de livraison au système de logistique inverse. Du mix énergétique qui, grâce à la flexibilité de l'énergie, rend le processus local de production et de consommation d'énergie rentable et économique. Par la coordination de l'ensemble de la chaîne de valeur du territoire, en minimisant ses propriétés foncières, en repensant complètement les modes de production et de transformation. Pour que cette chaîne de valeur verticale soit efficace, la logistique doit suivre la production. Les infrastructures logistiques nécessaires doivent être locales et ce sont les déplacements qui doivent être adaptés à l'utilisateur, plutôt que l'habitant qui s'adapte à la logistique. L'optimisation de la logistique permet d'agir sur la gestion des déchets, les déplacements, mais aussi sur les circuits de distribution et la réduction de la pollution. Ce pilier permettra de limiter l'utilisation de matières premières, le recours aux énergies fossiles, les déchets... et donc, plus globalement, l'émission de gaz à effet de serre. Enfin, la flexibilité urbaine viendra appuyer les deux piliers précédents en permettant de multiplier les fonctions et de limiter la perte d'espace et

d'utilité. L'objectif est de faire de « Parc Meridia » un cadre de vie et de travail en matière de performances économiques, environnementales, sociétales et sociales, le tout dans un nouveau modèle de développement. Un programme de développement urbain, guidé par la résilience locale, visant à loger 70 000 personnes. Un projet conçu pour répondre, de manière autonome, au processus d'alimentation, de logement, de soins et de production. Les piliers du projet alimenteront la méthode de fertilisation croisée entièrement adaptable. C'est donc, en plus des trois piliers, une méthode d'optimisation et de réplique qui constitue la base du projet. Cette méthode devra considérer chaque pilier, les synergies entre les piliers, ainsi que leur environnement et donc les éléments culturels qui influencent l'adaptabilité et l'acceptation des techniques et usages innovants. Sur la base de la logique progressive et de la gestion des résultats directs et indirects, un nouveau modèle a été proposé. Un projet soumis dans le cadre de l'appel à manifestation d'intérêt du Programme d'Investissements d'Avenir, plus précisément l'Action « Démonstrateurs de la Ville Durable », a été distingué en tant que nouvelle perspective prometteuse. **Ce projet, d'une valeur de 10 millions d'euros, repose sur les propositions avancées dans cette thèse à travers la lentille de la « théorie de la villes ».**

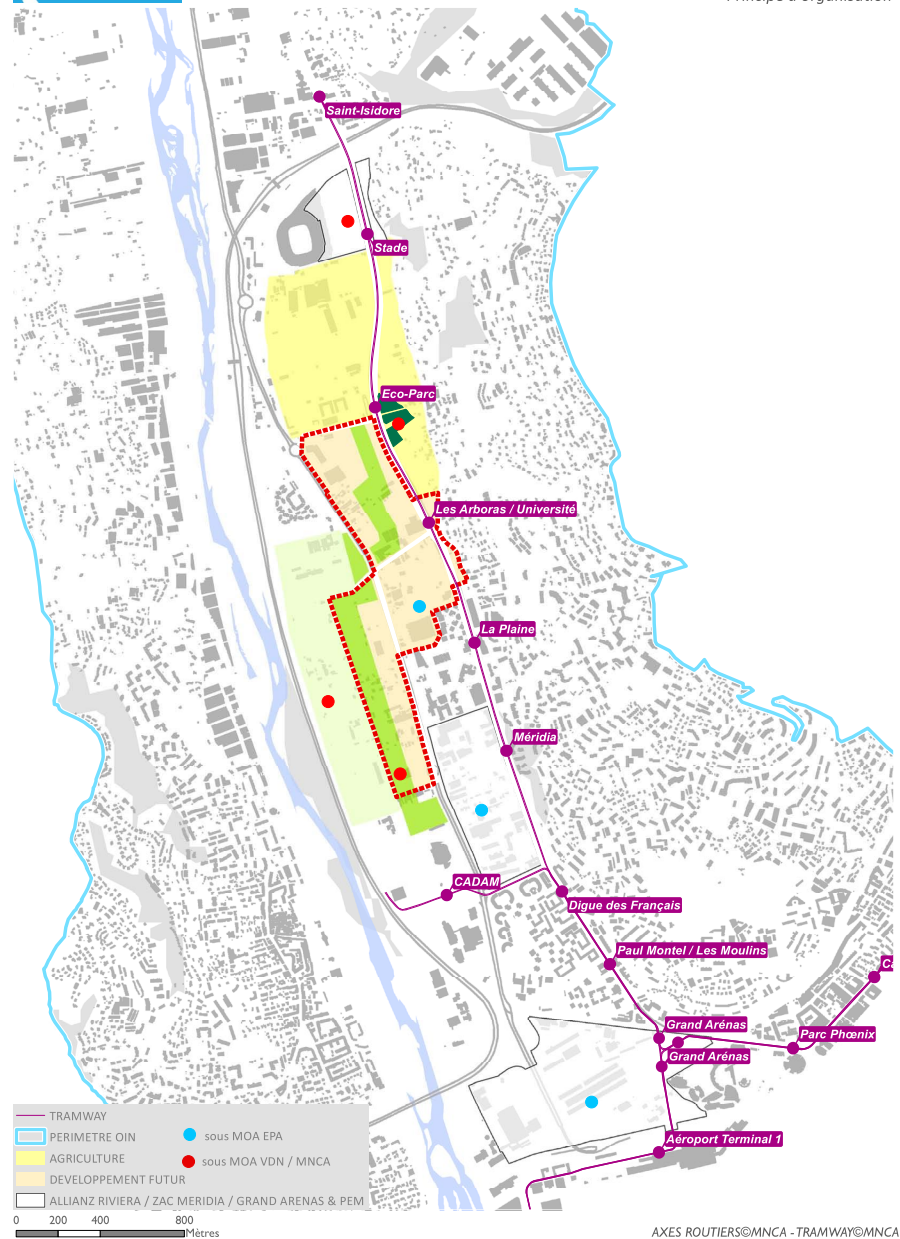


FIGURE 28 - PARC MERIDIA

*Synthèse du projet « EPA Nice Écovallée - Parc Méridia Saint-Hilaire de Brethmas - L'habitat périurbain autrement »*

La plaine du Var, stratégiquement située au cœur de la métropole azurée, entre mer et montagne, et entourée d'une biodiversité et de paysages riches, a été officiellement reconnue comme un « secteur

stratégique de développement » dès 2003, conformément à la Directive Territoriale d'Aménagement. Malgré ces atouts, au fil du temps, la plaine du Var a progressivement perdu de sa valeur, devenant en quelque sorte la « zone négligée » de la métropole niçoise. Elle a été confrontée à plusieurs problèmes, notamment un développement urbain désorganisé, nécessitant une revitalisation économique. En réponse à ces enjeux, le territoire a été désigné comme Opération d'Intérêt National en 2008, sous la gestion de l'Établissement Public d'Aménagement (EPA). Ce statut a mis en avant la nécessité d'une approche durable et environnementalement consciente dans le développement de la région. Diverses études menées par l'État ont renforcé les constats existants ainsi que les grandes orientations à suivre : la restauration et la préservation des richesses et qualités du territoire, un aménagement durable, la revitalisation économique et la réactivation du lien social. L'une des initiatives majeures entreprises par l'Établissement Public d'Aménagement (EPA) concerne le projet de Nice Méridia, une technopole conçue pour créer un environnement urbain attractif pour les organismes de recherche et développement, les entreprises et les résidents, tant du secteur public que privé. Cette coexistence vise à tisser des liens solides entre les domaines public et privé, favorisant un échange mutuellement bénéfique qui permettra au territoire de demeurer en avant-garde dans le domaine de la ville durable, tout en renforçant sa résilience face aux diverses perturbations possibles. La facilité d'accès à Nice Méridia, en conjonction avec l'amélioration d'un réseau de transports en commun efficace, constitue l'un des atouts de ce projet. L'agencement et le fonctionnement de cet espace ont été soigneusement élaborés dans le but de favoriser non seulement cet échange, mais également de promouvoir les circuits courts.

Après une décennie depuis les débuts de Nice Méridia, le succès de cette entreprise a jeté les fondations pour une ambition nouvelle qui transpose le cadre initial de l'Opération d'Intérêt National. Cette vision vise à aborder la question de l'attractivité du territoire de la métropole Nice Côte d'Azur, qui se trouve confronté à deux vulnérabilités majeures : une économie étroitement

dépendante du secteur touristique et une disponibilité limitée, contrainte et coûteuse des terrains constructibles. Du fait de leur emprise foncière conséquente, les industries ne semblent pas idéalement adaptées à une implantation dans la métropole et l'Ecovallée. Leur intégration requiert une approche foncière innovante qui combine habilement l'économie productive avec une utilisation mesurée de l'espace. Cette vision nouvelle prend forme à travers l'initiative Parc Méridia, visant à ériger la cité durable et productive de l'avenir. Elle parvient à harmoniser la préservation des ressources foncières avec le développement économique, à marier économie et écologie, à cultiver une qualité de vie optimale tout en gérant de manière raisonnée nos ressources, à garantir le bien-être et la prévention des risques, et à favoriser la résilience ainsi que l'inclusion sociale pour tous les citoyens. Cette initiative se réalise à travers quatre axes fondamentaux : tout d'abord, en encourageant la mise en avant d'activités productives au cœur du territoire, dans tous les secteurs économiques (primaire, secondaire, tertiaire). Deuxièmement, en stimulant l'économie sociale et solidaire ainsi que l'économie d'usage. Troisièmement, en concevant la ville comme un environnement souple, adaptable et avant tout comme un projet axé sur l'environnement. Enfin, en élaborant des solutions logistiques sur mesure pour répondre aux besoins des citoyens. Dans l'ensemble, l'initiative Parc Méridia représente une réponse concrète et innovante à l'équation complexe de l'urbanisation durable, fusionnant les impératifs économiques avec les exigences environnementales et sociales de manière intégrée et équilibrée.

L'objectif est de recentrer la vie urbaine autour de l'individu résidant dans ces espaces, en lui offrant la possibilité de travailler et de s'épanouir au sein même de la ville. Ce modèle repose sur le fondement d'une production durable et d'une transition, reposant solidement sur trois piliers fondamentaux : (i) la transformation durable de la chaîne de production ; (ii) l'optimisation de la logistique urbaine, et (iii) la flexibilité des infrastructures urbaine.

Ces trois piliers s'entrelacent pour former une approche holistique, visant à créer un environnement urbain harmonieux, adaptable et répondant aux besoins de la société moderne. Ce modèle s'inspire de la philosophie de « la théorie de la ville » pour créer des villes où les individus trouvent la prospérité économique. De plus, cette approche bénéficie d'une méthode de réplique et d'adaptation du modèle, permettant de l'adapter aux divers contextes urbains et aux besoins spécifiques de chaque région. Cela assure une flexibilité dans la mise en œuvre et une pertinence continue, au fur et à mesure que les villes évoluent et se développent.

**Premier pilier :** la transformation durable de la chaîne productive. La verticalisation de la production regroupe divers concepts fondés sur l'idée de produire des biens ou de cultiver des quantités significatives de produits (dont alimentaires) dans des structures verticales, de manière à produire plus sur une faible empreinte au sol, pour répondre à des besoins de proximité (filères courtes). La verticalisation de la production permet donc d'augmenter la productivité urbaine, de favoriser les innovations mais aussi de stimuler le développement économique du territoire. Il s'agit de réunir toute la chaîne de valeur sur le territoire en minimisant son empreinte foncière en repensant totalement les modes de production et transformation. Il s'agit également de mieux penser la mixité, intégrant des activités productives, y compris en milieu urbain.

**Deuxième pilier :** l'optimisation de la logistique urbaine. Pour rendre durable la transformation de la chaîne productive, la logistique urbaine doit suivre. Les infrastructures logistiques nécessaires doivent être de proximité et les déplacements devront s'adapter à l'utilisateur, plutôt qu'à l'habitant de céder à la contrainte. L'optimisation de la logistique permet d'agir sur la gestion des déchets, des trajets, mais aussi des circuits de distribution et des pollutions. Ce pilier limitera l'utilisation des matières premières, l'utilisation des énergies fossiles, les déchets... et donc plus globalement les émissions de gaz à effet de serre.

**Troisième pilier** : la flexibilité urbaine. La flexibilité urbaine soutiendra les deux piliers précédents, permettant de multiplier les fonctions et de limiter la perte de place et d'utilité. Le but est de faire de Parc Méridia un cadre de vie et de travail exemplaire par sa performance économique mais aussi environnementale, sociétale, sociale, ... Le tout au sein d'un nouveau modèle de développement urbain.

**Quatrième pilier** Méthode de répliation. Ces trois piliers nourriront une méthode d'optimisation et de répliation basée sur la fertilisation croisée totalement adaptable. Cette méthode devra considérer chaque pilier, les synergies entre piliers ainsi que leur environnement et donc les éléments culturels influençant l'adaptabilité et l'acceptation de techniques et usages innovants.

Ces 4 piliers se déclinent en 7 leviers d'actions pour répondre aux 4 défis de la ville durable.<sup>99</sup>

### ***Pilier 1 : Transformation durable de la chaîne productive***

L'intégration de l'économie circulaire et de la fonctionnalité trouve une synergie naturelle avec notre approche visant à transformer durablement la chaîne de valeur de la production agricole et industrielle grâce à une stratégie de « verticalisation ». Cette approche soigneusement conçue s'harmonise parfaitement avec notre objectif plus large de stimuler la croissance économique locale et de favoriser l'entrepreneuriat en tant que catalyseur du processus productif. En utilisant la verticalisation, nous voulons changer la façon dont les produits sont fabriqués, transformés et emballés, en soulignant l'importance des circuits courts. Notre intention est de créer une structure de production intégrée, où chaque étape de la chaîne de valeur est

---

<sup>99</sup> Note de stratégie globale : Le démonstrateur proposé est un ensemble composé d'un périmètre de démonstration (Parc Méridia) et d'un modèle de répliation adaptable en fonction des territoires ciblés. Après une présentation du territoire d'expérimentation puis de l'expérience acquise par les parties prenantes de ce projet sur Nice Méridia, le projet porté par l'EPA sera présenté de manière synthétique.



optimisée et coordonnée localement, de la matière première au packaging spécialement conçu pour les circuits courts.

L'entrepreneuriat joue un rôle clé dans cette démarche, en tant que moteur de l'innovation et de la création d'entreprises locales. En favorisant un environnement propice à l'émergence d'entreprises nouvelles et existantes, nous créons une dynamique économique qui stimule la croissance et l'emploi au niveau local. Les entrepreneurs peuvent saisir les opportunités offertes par la verticalisation de la chaîne de valeur, en développant des solutions innovantes pour la transformation, le conditionnement et la valorisation des produits locaux. En s'inscrivant dans cette approche, notre démarche ne se limite pas seulement à la transformation productive, mais elle vise également à renforcer la résilience économique locale. En adoptant une approche circulaire, les déchets deviennent une ressource, contribuant ainsi à la croissance économique et à la durabilité. Cette revalorisation des déchets et leur réintégration dans la chaîne de valeur locale stimulent l'innovation et créent de nouvelles opportunités économiques. De plus, la verticalisation de la chaîne de valeur productive offre une perspective de croissance économique locale en optimisant l'utilisation du foncier. En libérant de l'espace et en permettant une utilisation plus efficiente des terres, des opportunités de développement économique local émergent. La libération de ces espaces peut permettre la création de nouvelles entreprises, l'expansion des activités existantes et le renforcement des liens économiques au niveau local.

Dans cet élan, notre vision dépasse la simple transformation productive et incorpore des solutions techniques innovantes en phase de développement et d'expérimentation. De l'intégration d'activités productives en zones urbaines denses à l'économie circulaire, en passant par la gestion des ressources en eau et l'agriculture urbaine, chaque étape est orientée vers la croissance économique locale durable, portée par l'entrepreneuriat et la créativité. Cette approche vise à créer un environnement urbain fonctionnel,

résilient et durable, tout en stimulant la croissance économique locale grâce à l'entrepreneuriat comme catalyseur du processus productif.

### ***Pilier 2 : Optimisation de la logistique urbaine***

Parallèlement à ces initiatives, notre démarche s'harmonise également avec les principes de l'économie circulaire et de la fonctionnalité. Dans cette optique, nous envisageons de développer des solutions de plateformes logistiques de proximité et de déplacements, orientées vers l'adaptation individualisée aux besoins de chaque usager. Cette approche novatrice réoriente le paradigme en accordant la primauté à l'ajustement du service à l'utilisateur, en lieu et place de l'approche conventionnelle. Cet ajustement logistique transpose la simple optimisation opérationnelle pour incarner un mécanisme propice à l'impulsion de la croissance économique locale. Au-delà de sa dimension fonctionnelle, cette réorientation stratégique constitue un vecteur potentiel de renforcement de la résilience territoriale, en amenant une adaptation agile aux défis émergents. De surcroît, cette orientation vise à répondre aux mutations en temps réel tout en préservant les standards de confort et de qualité de vie des résidents. Cette démarche se prête à l'innovation et à l'expérimentation dans le secteur des transports, englobant une palette variée de solutions, collectives et individuelles, connectées et autonomes. À cela s'ajoute un ensemble de dispositions destinées à restreindre la pollution atmosphérique et acoustique, concourant à l'amélioration du contexte urbain. La communication interbâtiments et la gestion des déchets sont autant d'aspects centraux de notre vision, visant à instaurer un milieu urbain fonctionnel et durable. Dans l'ensemble, ce pilier s'articule autour de l'établissement de solutions logistiques novatrices, qui, en plus de satisfaire aux besoins des usagers, constituent un levier pour la croissance économique locale. Par la reconfiguration des paramètres liés aux déplacements, à la distribution et à la gestion des ressources, nous aspirons à forger un écosystème urbain résilient et prospère, où chaque composante concourt à l'amélioration de la qualité de vie de la population résidente.

Cette reconfiguration engendre une spatialisation dynamique de l'environnement urbain, insufflant une nouvelle dynamique dans la répartition spatiale des activités et des fonctions. En outre, cette démarche implique l'instauration d'un ordre systémique qui favorise un processus de hiérarchisation dynamique, opérant autour de chaque nœud constituant le tissu urbain. Cette hiérarchisation adaptative assure une allocation optimale des ressources et des services, permettant ainsi de répondre de manière optimale aux besoins évolutifs de la population locale. Par le biais de cette réorganisation systémique, notre proposition vise à créer un environnement urbain réactif et flexible, apte à absorber les perturbations et à adapter ses fonctionnalités aux besoins changeants de ses habitants. En reliant étroitement la reconfiguration des infrastructures et des services à l'amélioration du bien-être et de la qualité de vie, nous aspirons à édifier un écosystème urbain équilibré et orienté vers une croissance économique soutenue.

Un autre aspect étudié dans la perspective du circuit court est la notion de communauté énergétique, qui implique l'engagement actif des résidents et des acteurs locaux dans la production et la consommation d'énergie. Cela peut se concrétiser à travers des coopératives énergétiques, des projets d'autoconsommation collective ou des plateformes de partage d'énergie. Cette évolution favorise une approche intégrée et suscite de nouveaux besoins, remettant ainsi en question le modèle actuel de gestion énergétique. Cette logique pourrait entraîner une transformation importante dans la gestion énergétique européenne entre d'autres métiers. L'approche du circuit court dépasse la simple labellisation pour proposer un modèle agricole alternatif. La réévaluation des matières produites ouvre la voie à l'insertion du « Prosommateur » dans la chaîne de production (Toffler, 1989).

### ***Pilier 3 : Flexibilité urbaine***

Cette orientation stratégique met en avant l'entrepreneuriat comme catalyseur principal et la formation de la richesse comme objectif

fondamental. En redéfinissant les paramètres liés aux déplacements, à la distribution et à la gestion des ressources, cette démarche vise à instaurer un écosystème urbain résilient et prospère, où chaque composante contribue activement à l'amélioration de la qualité de vie de la population locale. Cette transformation s'opère en valorisant la flexibilité de l'infrastructure urbaine, où la multiplication des fonctions au sein d'une unité urbaine, sur des échelles temporelles variables, entraîne un environnement favorable à la croissance économique locale.

La philosophie sous-jacente consiste à créer des synergies entre l'entrepreneuriat et la fonctionnalité urbaine dynamique. La « théorie de la ville » encourage l'adaptation de l'offre de services aux besoins changeants des usagers, faisant ainsi converger l'activité économique avec l'amélioration continue de la qualité de vie. Cette approche engendre des retombées économiques significatives, tout en favorisant une résilience accrue du tissu urbain face aux enjeux variés. De plus, en optimisant la flexibilité de l'infrastructure urbaine, nous stimulons la diversification des activités entrepreneuriales, offrant de multiples opportunités pour la création de richesse au sein de la communauté locale.

Cette initiative se lie étroitement à l'essor de l'entrepreneuriat en tant que vecteur de croissance économique et de développement durable. En redéfinissant l'utilisation des espaces urbains, en adaptant les services logistiques et les déplacements aux besoins des citoyens et des entreprises, nous offrons un environnement propice à l'innovation, à la création d'emplois et à l'essor des entreprises. Ce modèle hybride, conjuguant flexibilité urbaine et dynamisme entrepreneurial, crée un cercle vertueux où la prospérité économique locale et l'amélioration du bien-être de la population sont mutuellement renforcées.

#### ***Pilier 4 : Modèle de répliation***

Favoriser une économie en évolution, intrinsèquement liée à la notion de progrès, d'innovation et de croissance économique, requiert la mise en œuvre de mécanismes permettant la duplication, l'adaptation, l'expansion et la gestion des solutions élaborées. Cette entreprise vise à diffuser les éléments constitutifs, qu'ils soient isolés ou interdépendants, en recourant à des outils, des méthodes et des formations appropriées. Ces ressources seront déployées pour faciliter l'acquisition de compétences dans les procédés de production en configurations verticales, la conception de cadres économiques adéquats et l'ingénierie d'une duplication et adaptation réfléchies, en harmonie avec les particularités inhérentes aux territoires ciblés.

Le succès du projet Parc Méridia repose sur une conjonction d'efforts partenariaux et sur une participation citoyenne active. Le projet est d'ores et déjà adossé à un écosystème d'acteurs et de partenaires identifiés, englobant un éventail étendu de domaines techniques, technologiques, scientifiques, académiques, industriels, agricoles, et plus encore. Un comité de pilotage, composé de représentants du secteur public, privé et de la société civile, a été instauré pour guider, dynamiser et superviser la démarche démonstrative. Cette approche collaborative et pluridisciplinaire assure une prise de décision informée et favorise la convergence des actions en conformité avec les visées et les impacts désirés.

#### **4.3 CONCLUSION – CHAPITRE 4**

La crise sanitaire déclenchée par la pandémie du COVID-19 a induit une remise en question profonde du développement économique traditionnel, incitant à explorer de nouvelles voies pour stimuler la prospérité au sein des environnements urbains. Les bouleversements engendrés par cette crise ont mis en évidence la nécessité d'adopter des perspectives alternatives et novatrices pour façonner l'essor économique à partir des villes. Dans ce contexte, l'attention s'est tournée vers la ville en tant que pivot central de

l'activité économique émergente. La fragmentation des chaînes d'approvisionnement à l'échelle mondiale a entraîné une réévaluation de la production, de la distribution et de la consommation des biens et services dans une autre dimension. Cette situation a catalysé l'intérêt pour le développement économique basé sur des écosystèmes urbains résilients et dynamiques. La notion de « ville durable » s'est ainsi révélée essentielle, en favorisant une économie circulaire et inclusive, où les ressources sont optimisées, la proximité est valorisée et la coopération intersectorielle est encouragée. La crise a également mis en avant l'importance d'encourager l'entrepreneuriat local et de stimuler l'innovation au sein de la ville, créant ainsi des opportunités pour une prospérité économique durable. De plus, la transition vers des modèles économiques plus agiles et adaptatifs a été mise en exergue par l'expérience de la pandémie. Les villes sont devenues des laboratoires d'expérimentation pour des approches économiques alternatives, mettant l'accent sur la flexibilité, la diversification et l'intégration des technologies numériques. La crise sanitaire a ouvert la voie à l'exploration de nouvelles stratégies de développement économique centrées sur les villes. Ces stratégies, axées sur la durabilité, l'innovation, l'entrepreneuriat et la flexibilité, ouvrent des horizons prometteurs pour repenser et revitaliser l'économie urbaine, en répondant aux défis contemporains de manière résiliente et proactive.

La crise sanitaire a accentué les disparités sociales, mettant en évidence la coexistence de deux strates sociétales distinctes. D'un côté, une société instruite et orientée vers la consommation, fondée sur une économie axée sur les services. De l'autre côté, une société marginalisée, qui peine à maintenir des conditions de vie élémentaires même en travaillant à temps plein. Ces deux réalités cohabitent au sein de villes de plus en plus vastes, fragmentées et dépourvues de coordination. Ces villes sont marquées par une consommation excessive, une inefficacité et une vulnérabilité face à une organisation de production préjudiciable et non durable. Les villes sont donc liées à un modèle économique qui a des effets néfastes, tels que des

catastrophes naturelles liées au dérèglement climatique et une grande partie de leur population confrontée à des privations économiques sévères. Ce modèle économique perpétue également l'augmentation de la violence urbaine, illustrée par les persécutions et les conflits, ainsi que l'instabilité sociale et économique. Parallèlement, il aggrave les disparités territoriales et renforce les inégalités. La crise sanitaire a mis en lumière la nécessité de repenser fondamentalement la manière dont les villes sont organisées et produisent leurs richesses. Les répercussions de cette crise ont offert une opportunité de s'attaquer aux maux profonds qui affectent les sociétés urbaines. Cela implique d'adopter des approches économiques, sociales et environnementales laisse en second plan. Une approche plus juste, intégrant la durabilité, la solidarité et la résilience au cœur de la transformation urbaine. Il est nécessaire de remettre en question les modèles économiques et le rôle des villes afin de créer des environnements urbains plus inclusifs et durables, favorisant ainsi la rencontre et l'opportunité collective pour les deux sociétés disparates.

Le désalignement entre les aspirations et les nécessités sociétales, confronté à la coordination de l'organisation productive dictée par les mécanismes du marché, souligne l'impératif d'une évolution. La politique du « quoi qu'il en coûte » marque la fin de la suprématie des théories traditionnelles de la valeur et de l'allocation des ressources. Les 240 milliards d'euros déployés par la France ont clairement mis en lumière la quête d'une autre voie à explorer. Les défauts structurels préexistants ont placé l'économie au sein du groupe des « plus vulnérables ». Lorsque l'on émet des doutes quant à la nécessité de s'orienter vers des alternatives à l'organisation productive gouvernée par les forces du marché, les 2 018 trillions d'euros en prix courants illustrent distinctement l'ambition européenne de changement. L'Europe se positionne en tant qu'acteur cherchant une nouvelle voie pour réinventer son avenir. Cette ambition suscitera une réflexion approfondie sur la coordination de l'organisation productive actuelle, en quête d'un modèle économique visant à façonner une Europe plus orientée vers la durabilité, le

numérique et la résilience. Un chemin à explorer à travers la « théorie de la ville ».





## **Conclusion de la deuxième partie**



L'urgence climatique et la pauvreté mondiale se rapprochent du scénario décrit par Malthus (Malthus, 1798). Les défis démographiques auxquels certaines régions du monde ont été confrontées au cours des prochaines années sont clairs. Le rétrécissement de certaines villes et le vieillissement de la population (Perez et al., 2024), ajoutés à la fracture sociale sont des problèmes cachés derrière le sensationnalisme dans le contexte de l'urbanisation et de la concentration de la population. **Mais parmi les conséquences de ce phénomène démographique, l'effet de la désertification territoriale et l'absence de politiques pour faire face à la contraction des villes témoignent de la gravité du problème.**

**L'hétérogénéité des difficultés territoriales révèle la nécessité d'une politique localisée.** Les processus simultanés de développement et de sous-développement dans différentes régions, contrairement au modèle proclamé par la théorie néoclassique, ne peuvent être résolus par la décroissance des rendements et l'allocation optimale des ressources. C'est par l'approche systémique que la dynamique urbaine révèle une voie alternative au modèle actuel à explorer. Dans ce contexte, les villes apparaissent comme des acteurs qui favorisent les arrangements productifs, en faveur des caractéristiques locales, capables de former, d'accumuler et de distribuer la richesse. Par le biais d'une logique de production, **le modèle s'éloigne des mécanismes du marché, laissant la place à des résultats à court terme pour s'équilibrer avec le développement à long terme.**

La convergence des différentes perspectives au sein de la « théorie de la ville » ouvre des horizons prometteurs pour répondre aux enjeux complexes qui caractérisent les villes contemporaines. En explorant les dynamiques urbaines à travers cette lentille transdisciplinaire, nous avons pu mettre en lumière l'importance cruciale de comprendre les interactions entre les individus, les lieux et l'environnement. Cette approche holistique nous a permis d'appréhender les villes non seulement comme des centres économiques, mais aussi comme des écosystèmes sociaux et

environnementaux interconnectés. De la réflexion sur l'état de nature au contrat social, de l'analyse des modèles économiques circulaires à la gestion réfléchie des ressources, notre exploration nous a guidés vers une vision plus éclairée de la prospérité urbaine durable. Les villes, en tant que reflets tangibles de l'interaction entre l'État et l'individu, ont le potentiel de promouvoir une prospérité économique durable tout en favorisant l'innovation et la justice sociale. La transition vers une économie de la fonctionnalité et de la circularité représente un changement de paradigme nécessaire pour concilier croissance économique et durabilité environnementale. En adoptant cette approche, les villes peuvent devenir des moteurs de changement, guidant la société vers un avenir plus équilibré et respectueux de l'environnement.

Les applications concrètes de la « théorie des villes », telles que mises en évidence à travers la gestion de la pandémie de COVID-19 et les initiatives pour une ville durable post-crise, démontrent la pertinence et la valeur de cette approche dans la résolution des défis contemporains. Ces exemples concrets illustrent la capacité des villes à s'adapter, à innover et à prospérer face à l'adversité. En consolidant les connaissances issues de divers domaines pour conceptualiser la « théorie de la ville », nous pouvons forger des politiques et des pratiques urbaines plus efficaces et adaptées, visant à promouvoir la durabilité, la résilience et l'amélioration de la qualité de vie pour tous les citoyens. Cette convergence des approches constitue donc une voie prometteuse pour façonner l'avenir de nos villes et de nos sociétés dans leur ensemble, en tenant compte des défis globaux et locaux auxquels nous sommes confrontés. En définitive, la « théorie de la ville » offre une perspective précieuse pour une prospérité urbaine durable face aux défis sociétaux contemporains.

La ville est l'échelon administratif le plus proche des habitants. En recentrant l'action de l'État sur l'économie, on abandonne l'idée simpliste de limiter son rôle à la réglementation pour favoriser un État-providence et

entrepreneur. L'État facilitateur de la formation de la richesse, revient sur scène. Dans ce nouveau contexte, la création de valeur devient un élément essentiel de la solidarité de l'État-providence. L'État conduit l'effort pour le développement à long terme et, en collaboration avec la société civile, façonne l'avenir du développement et de la résilience économique. Un État capable de promouvoir l'utilisation du capital accumulé en faveur de la formation de la richesse collective, l'inverse d'une politique distributive inefficace. Un État capable d'éliminer les subventions sociales en faveur des coûts sociaux marginaux. Un État-providence et entrepreneur. Face aux risques, une approche adaptative favorise une récupération plus efficace et rapide des conditions de pré-crise. L'assistance à la production et à la création de richesse repose sur la protection et l'utilisation du capital accumulé et de l'esprit d'entreprise pour favoriser le développement économique. En comprenant le rôle du capital accumulé en faveur de la formation et de la distribution de la richesse nous façonnant l'avenir. **Par le biais de l'action de l'État, assurer la protection de l'économie devient essentiel pour garantir la résilience économique, représentant ainsi la nouvelle forme de l'État providence. Un avenir productif aligné sur les défis sociaux et l'urgence climatique auxquels nous devons faire face. Un modèle soutenu par la « théorie de la ville » pour former, accumuler et distribuer la richesse.**

Réfléchir à un modèle où une plus grande participation de l'État est envisagée pour favoriser la création de richesses est la base du développement économique. Mais parler de politiques interventionnistes peut être une voie dangereuse, une hérésie pour le modèle anarchiste du marché. Le libéralisme a été déformé dans la défense de l'anarchisme. On parle des conséquences négatives des résultats du modèle keynésien, du manque de maîtrise des dépenses, et de la gestion publique qui est moins efficace que l'entreprise privée. L'État-providence et entrepreneur conduit à une réévaluation de la participation de l'État par les principes du *laissez-faire*, où le gouvernement apparaît non pas comme le régulateur du marché ou comme un système hiérarchique, mais comme un gouvernement qui doit aller au-delà de la

simple régulation de l'organisation productive (Ostrom, 2005). Un gouvernement qui assume pleinement sa fonction et agit en vue de faciliter et de promouvoir le développement économique. Un gouvernement :

- (i) Agrégateur et organisateur de politiques et d'arrangements productifs que l'initiative privée seule ne peut opérer ;
- (ii) Entreprenante et innovante, capable d'investir à long terme dans des infrastructures et des moyens de production stratégiques pour la création de richesses, attentive au rendement de l'investissement financier, mais aussi au rendement social, organisatrice et promotrice d'un processus progressif et audacieux ;
- (iii) Efficace, avec la vision d'une organisation territoriale, d'enjeux stratégiques soutenus par des forces régionales, générant des richesses et favorisant l'économie locale et l'équilibre régional.

Ces trois rôles gouvernementaux apparaissent comme une alternative au développement local et au rétablissement d'une organisation productive coordonnée par la production. Ce qui, s'il est bien orchestré, amène avec lui le capital dormant accumulé, prêt à investir dans le processus productif générant de valeur ajoutée, des revenus et par conséquent la demande (Say, 1841). Une vision audacieuse, organisatrice et développante, à l'échelle régionale.

**Un modèle financé par de nouveaux véhicules de marché financier au lieu d'un modèle fiscal nuisible à la création de richesses.** La création des produits financiers abordables, soutenus par des projets productifs régionaux comme alternative à la consommation (Keynes, 1936). Une ligne de financement du marché, coordonnée pour favoriser l'équipement productif et non une surcharge fiscale. Un processus d'organisation socio-économique, permettant aux individus de satisfaire plus facilement leurs besoins et leurs ambitions, un modèle qui s'adapte à la nature humaine, favorisant l'esprit d'entreprise et le développement économique

local. Un État qui agit à travers la définition de la ville adoptée par ce texte, un système de gouvernance économique et social en faveur du développement économique. Des résultats construits de la dimension locale à l'échelle nationale. Les villes sont des acteurs clés du développement socio-économique et jouent un rôle crucial dans la mise en œuvre des politiques publiques. L'organisation productive comme moyen d'aligner les intérêts du secteur public, du secteur privé et du monde universitaire, en faveur du développement territorial, en favorisant la capacité à générer un développement économique local. De cette façon, la coordination de l'organisation productive des villes, en faveur du développement local, permet d'aborder les problèmes d'inégalité sociale, de déséquilibre du développement régional, de perturbation de la paix sociale, de dégradation de l'environnement, pouvant ainsi inverser ces problèmes.





## **CONCLUSION GENERALE**



Dans le contexte des mutations incessantes de l'économie mondiale, aggravées par des préoccupations écologiques, sociétales et territoriales, la pertinence des agglomérations urbaines est indéniable. En tant que foyers d'innovation et de prospérité économique, ces entités ont le potentiel de réorienter le paradigme économique actuel vers une configuration plus inclusive, résiliente et conforme aux impératifs du XXI<sup>e</sup> siècle. Il devient donc essentiel de capitaliser sur la capacité transformatrice des villes en les intégrant de manière centrale dans les stratégies de développement.

La conduite économique, résultant d'une synergie entre des aspirations individuelles et collectives, se manifeste principalement au sein des villes, qui s'établissent comme des centres d'attraction et d'organisation sociétale. Cependant, l'absence d'une définition unanimement acceptée de la « ville » dans les études économiques génère des ambiguïtés quant à notre capacité à analyser et mobiliser efficacement les dynamiques urbaines. Cette insuffisance, loin d'être une simple nuance académique, constitue une barrière à la compréhension et à la maximisation des opportunités économiques présentes dans les contextes urbains. Il devient donc primordial d'élaborer des instruments conceptuels plus précis pour appréhender la complexité des échanges économiques au sein des espaces urbains.

Les frontières territoriales, au lieu d'être de simples démarcations géographiques, incarnent désormais des axes économiques, des pôles de production et des zones de commercialisation. Influencées par des critères sociaux, économiques et culturels, ces délimitations mettent en évidence les intrications de la coordination productive à l'ère de la mondialisation et de la proximité. Elles exposent notamment les défis associés à la gestion des chaînes d'approvisionnement transfrontalières, à la standardisation des critères qualitatifs et à la maîtrise des enjeux de pouvoir hétérogènes. Une orchestration méticuleuse à travers ces frontières est impérative, non seulement pour optimiser l'efficacité et la rentabilité, mais aussi pour garantir

une production éthique et responsable. Dans cette optique, la reconnaissance et l'adressage des spécificités inhérentes à chaque limite territoriale s'avèrent essentiels pour assurer l'harmonie et la résilience de la production à l'échelle globale.

La proximité et la production sont intrinsèquement liées, influençant la structure de nos économies à l'échelle locale et urbaine. La corrélation entre ces deux composantes est déterminante pour la robustesse et l'efficacité de nos systèmes économiques. Cependant, il est manifeste que les cadres théoriques actuels ne parviennent pas à capter intégralement les subtilités de cette interrelation, notamment en ce qui concerne les dynamiques endogènes, migratoires, systémique et les effets des externalités. Pour garantir la pérennité de nos villes et de nos économies, il est pertinent de s'interroger sur les lacunes théoriques en adoptant une perspective à la fois de court et de long terme, ainsi que sur l'approche systémique. Cette transition nous confèrera non seulement une compréhension accrue, mais aussi une capacité d'intervention renforcée face aux enjeux économiques actuels.

L'analyse des externalités, réorientée vers une division entre outputs directs et indirects, offre une vision plus nuancée et approfondie des répercussions de la production. Reconnaisant la croissance économique apportée par la production, il est crucial de considérer également les conséquences indirectes, qui peuvent affecter l'environnement et la société sous diverses formes. Bien que les outputs indirects échappent aux mécanismes traditionnels du marché en raison de leur nature non quantifiable et de l'absence de droits de propriété clairement établis, leur importance ne peut être négligée. Le défi pour les acteurs économiques et les décideurs politiques réside dans l'intégration efficace de ces outputs indirects dans nos modèles économiques, garantissant ainsi une croissance durable tout en préservant les équilibres sociaux et environnementaux. La nécessité d'une intervention étatique, notamment pour pallier les lacunes du marché, apparaît

alors comme une voie pour assurer une gestion équilibrée des outputs directs et indirects, et pour construire un avenir économique plus juste et résilient.

Dans le sillage de la mondialisation et de l'interconnectivité croissante, appréhender l'économie sous un angle unidimensionnel n'est plus viable. Les défis contemporains sollicitent une méthodologie à la fois globale et intégrée, qui englobe la totalité des dynamiques économiques, qu'elles opèrent à l'échelle locale ou mondiale. Pour concevoir des politiques publiques véritablement efficaces et adéquates, l'adoption d'une vision holistique est indispensable. En s'orientant vers cette approche transdisciplinaire, nous serons davantage équipés pour répondre aux défis actuels et édifier un avenir économique stable et harmonieux.

La complexité inhérente à la dynamique des villes et leurs enjeux multifactoriels nécessitent une approche nuancée et multidimensionnelle. Bien que la recherche spécialisée ait apporté des avancées significatives dans divers domaines, une synthèse transversale reste essentielle pour appréhender pleinement les interactions et les interdépendances dans la dynamique des villes. La fragmentation théorique, mise en lumière par ce texte, montre que les paradigmes actuels n'appréhendent que partiellement les défis complexes des villes modernes. Les transitions majeures post-COVID, la nécessité de réorganiser nos économies, et les défis liés à la migration, nous incitent à repenser et à enrichir nos cadres conceptuels. Seule une approche intégrative et holistique, combinant les perspectives des sciences régionales, de l'économie régionale, de l'économie urbaine, des théories migratoires, et d'autres, permettra de formuler des stratégies adéquates pour répondre aux besoins actuels et futurs des villes. La tâche peut sembler titanesque, mais elle est d'autant plus cruciale dans un monde urbanisé et en perpétuelle évolution.

La dynamique entre l'urbanisation et la croissance économique est indissociable, définissant conjointement l'évolution des villes. Bien que le PIB soit un baromètre de l'économie, il est intrinsèquement lié à la vigueur des zones urbaines. Ces dernières, véritables foyers d'opportunités et

d'innovation, sont le reflet des orientations économiques d'un pays tout en étant des acteurs majeurs de cette croissance. Pour une coévolution résiliente, il est vital pour les décideurs et les planificateurs urbains de discerner cette interconnexion. L'urbanisation ne se contente pas de suivre la croissance ; elle en est un pilier essentiel. Les villes, en regroupant capital et savoir-faire, sont le poumon de notre économie contemporaine. Elles sont les incubateurs de la créativité, de l'entrepreneuriat et des innovations, convertissant les talents individuels en synergies collectives. Cependant, l'expansion urbaine, tout en propulsant l'économie, pose des défis multifacettes. La clé de la réussite réside dans une vision avant-gardiste, un investissement stratégique et des solutions innovantes pour assurer à la fois dynamisme économique et qualité de vie pour tous, en d'autres mots, la prospérité économique.

L'entrelacement de la philosophie politique et de l'économie est crucial pour guider vers la prospérité. Des philosophes tels que Hobbes ou Rousseau nous servent de boussole, évoquant une économie qui honore l'humain et le tissu social. À l'ère de la mondialisation et des villes, nous devons revisiter nos paradigmes économiques en nous inspirant de cette sagesse intemporelle. Bien que la pensée économique actuelle s'inspire de racines philosophiques, elle n'est pas toujours en phase avec l'intention originelle de ces penseurs. Reconnaître ces écarts est essentiel pour assurer que l'économie reflète véritablement nos valeurs sociétales. La ville est l'incarnation de nos aspirations, témoignant de notre recherche continue d'équilibre et de sens. Ces espaces urbains, influencés par des penseurs tels que Locke ou Hume, tentent d'harmoniser des visions parfois divergentes, tout en recherchant résilience et égalité. La richesse réside dans cette diversité de perspectives, qui offre l'opportunité de concevoir des villes qui reflètent la pluralité de la pensée humaine.

Les villes sont désormais des agents économiques d'un réseau mondial. Cette réalité nécessite une nouvelle vision de la croissance urbaine, axée sur la synergie et la coopération. Leur destin dans ce contexte globalisé

repose sur leur adaptabilité et leur volonté de collaborer au-delà des frontières pour un bien commun. Les villes contemporaines, à l'intersection de la philosophie politique et de l'économie, ont un rôle majeur à jouer. Elles sont le symbole d'un futur où croissance économique et équité sociale coexistent. En s'appuyant sur les enseignements du passé et en relevant les défis du présent, les villes ont l'opportunité de façonner un futur harmonieux pour tous leurs citoyens.

Les villes ne doivent pas être perçues uniquement comme de simples amas d'infrastructures ou d'entités démographiques. Ces dernières se manifestent en réalité comme des systèmes sophistiqués, où les agents, les interactions socio-économiques, les configurations spatiales et les contextes environnementaux s'imbriquent de manière symbiotique. Une approche systémique est donc essentielle pour appréhender la complexité inhérente au développement urbain, en intégrant chaque composante dans une perspective holistique, ce qui permet de dévoiler la complexité pluridimensionnelle de l'expérience urbaine. La « centralité » transcende la simple notion géographique pour se positionner comme un élément catalyseur des dynamiques socio-économiques. Elle fonctionne comme un nœud, concentrant activités et énergies, renforçant ainsi les interactions intra-urbaines. Dans le domaine de l'aménagement urbain et de la planification, la centralité doit être reconnue et valorisée, car elle s'avère être l'épicentre autour duquel s'organisent les diverses dimensions de l'existence citadine.

En établissant une analogie avec les organismes biologiques, les villes, par leurs flux et leurs interactions, peuvent être assimilées à des entités vivantes présentant des mécanismes analogues aux processus métaboliques. Ces flux, qu'ils revêtent des aspects économiques, sociaux ou culturels, favorisent le développement, la capacité d'ajustement et la résistance des zones urbaines. Cette perspective biologique nous incite à envisager la conception et la durabilité des espaces urbains de manière intégrative, en



soulignant l'impératif d'un équilibre entre les différents systèmes qui les soutiennent.

Les travaux de Locke, Hume, Rousseau et Marshall offrent une analyse profonde des mécanismes intrinsèques aux dynamiques urbaines. Bien que leurs réflexions soient historiquement situées, leur pertinence demeure, enrichissant ainsi notre cadre théorique et méthodologique pour étudier et interpréter l'évolution des structures urbaines à l'ère contemporaine.

Le rôle de l'État dans le contexte économique s'étend bien au-delà de ses fonctions régulatrices conventionnelles. Sa capacité à agir comme un catalyseur du développement économique met en évidence l'importance d'une intervention publique stratégiquement articulée pour orchestrer la prospérité. L'État, par ses mécanismes de régulation et d'incitation, se positionne comme un intervenant central dans la promotion d'un développement équilibré et durable. La prospérité économique ne se résume pas à la simple accumulation de capital ou à l'exploitation de la main-d'œuvre. Elle est le fruit d'une interrelation harmonieuse entre le capital, la main-d'œuvre et l'environnement. Au sein de cet ensemble tripartite, la signification cruciale des investissements stratégiques et d'une gestion efficiente des ressources financières se révèle essentielle afin de promouvoir un avenir durable.

Face aux impératifs du dérèglement climatique, l'économie circulaire et l'économie de la fonctionnalité se présentent comme des modèles novateurs, proposant une reconfiguration des modèles de croissance conventionnels. En privilégiant la durabilité et l'efficacité, ces approches esquissent une vision où la prospérité économique et la préservation environnementale peuvent coexister, suggérant ainsi une transition vers des pratiques plus sobres et respectueuses de notre environnement.

De l'Antiquité au Moyen Âge, le terme « ville » faisait référence à un ensemble d'individus libres qui constituait une entité politique autonome, dotée de son propre gouvernement, de ses lois spécifiques, de sa propre religiosité et de ses coutumes particulières. Issu du latin « *civitas* » ou

« *urbs* », ainsi que du grec « *polis* », le concept de ville converge vers la conception d'une structure politique, sociale et économique adoptée par les êtres humains pour établir un ordre organisé. Cette étude se base sur cette définition de la ville comme une structure politique, sociale et économique utilisée pour l'organisation humaine. Cela a constitué le fondement sur lequel repose ce texte. Cette approche a permis une réévaluation du quotidien et des conditions de production, en revisitant des moments historiques jugés pertinents. De la période des républiques maritimes jusqu'aux mécanismes productifs contemporains, en passant par les révolutions industrielles et les conflits majeurs, un fil conducteur émerge : celui de la subsistance, de la formation, de l'accumulation et de la distribution des richesses.

En généralisant le terme « ville », la sensibilité à la diversité inhérente des territoires, ainsi que leur vocation évolutive, se dilue. Que ce soit dans une optique de production, de services, de politique ou de commerce, les villes ont continué à évoluer pour répondre à des besoins mutuels. Grâce à la coordination du capital, des facteurs de production et de la main-d'œuvre, les villes prospères ont été en mesure de générer, d'accumuler et de distribuer la richesse. Cependant, lorsqu'une telle harmonie a été perturbée, un processus d'immigration de masse a été enclenché, accompagné du déclin des activités productives et, par conséquent, de la richesse.

En m'inspirant de la précision d'Alfred Marshall quant à la définition de l'économie en tant qu'étude de l'homme dans les activités ordinaires de la vie, j'ai entrepris une observation minutieuse du quotidien au sein des villes. Au cours de cette période, j'ai été témoin d'un moment historique, à savoir la crise sanitaire engendrée par la pandémie de la COVID-19. En scrutant la vie quotidienne dans cette perspective, la métamorphose socio-économique de la société a mis en évidence la vulnérabilité de la structure économique existante. Les principes du libéralisme économique et du libre-échange ont été éclipsés par des mesures étatiques. Le confinement a relégué les

aspirations de la société à un second plan, semblant offrir la possibilité d'une renaissance, un nouveau départ marqué par un début différent. Les problèmes révélés par la crise sanitaire se sont en réalité accumulés au fil des années. L'examen de la genèse de ces enjeux contemporains et des modèles qui nous ont conduits à cette situation a tracé le chemin parcouru jusqu'à présent.

En explorant la question de la formation, de l'accumulation et de la distribution des richesses, j'ai découvert dans les textes de Marshall les fondements de l'appui à l'école néoclassique. J'ai aussi trouvé une approche microéconomique qui repose sur l'analyse à court et à long terme. Cependant, lors de l'examen de la théorie néoclassique, au lieu de découvrir une assise solide, j'ai été confronté à des paradoxes et des incohérences dans l'interprétation du texte qui a servi de base à l'établissement des fondations de l'organisation productive moderne. La société des marchands, bien qu'inspirée de la simplification de l'ordre naturel de Hume, en réalité présente des similitudes avec l'état de nature décrit par Hobbes. Cette divergence a engendré l'émergence d'un système anarchique d'organisation productive. L'introduction de la main invisible dans le récit smithien a fourni une ouverture à la déformation du libéralisme économique moderne. C'est à ce moment que l'utilitarisme et le marginalisme ont fait leur entrée. Contrairement à la perspective de Marshall, le principe fondamental de l'individualisme néoclassique repose sur les décisions individuelles visant à maximiser l'utilité, même si cela peut se faire au détriment des objectifs communs.

Au début du XXe siècle, une période d'instabilité sociale et économique a ouvert la voie à l'émergence d'un discours populiste et fasciste. Ces discours ont contribué à déclencher la Première Guerre mondiale, suivie par le krach de la Bourse américain, marquant ainsi le commencement de la Grande Dépression économique. L'instabilité socio-économique s'est maintenue avec l'avènement de la Seconde Guerre mondiale, provoquant une importante vague d'immigration similaire à celle observée lors de la chute des

Empires grec et romain. Après la fin de la Seconde Guerre mondiale et la désorganisation de l'appareil productif en Europe, une guerre idéologique entre le libéralisme démocratique et le communisme a émergé. Cette période a été scrutée de près par John Maynard Keynes et a abouti au modèle keynésien. Cependant, vers la fin des années 1970, le monétarisme a devenu l'unique voie à suivre. Le capital accumulé s'est détaché de l'appareil de production, devenant en quelque sorte prisonnier des fluctuations du marché. Les décisions étaient largement justifiées par la théorie de la valeur et l'optimisation de l'allocation des ressources. Le libéralisme économique moderne en vigueur limitait la participation de l'État dans les affaires économiques.

En quête d'un corpus théorique pour m'orienter, j'ai découvert une théorie fragmentée. Les subtilités et les correspondances entre la science régionale, l'économie régionale et l'économie urbaine, même avec la tentative de convergence par la nouvelle théorie géographique, présentent encore des limitations dans la compréhension des problèmes urbains. Afin de continuer à explorer d'autres théories à intégrer au sein d'un ensemble cohérent, j'ai entrepris une approche transdisciplinaire tout en maintenant une focalisation sur la théorie économique. Partant de la nouvelle théorie économique géographique et explorant les théories de la migration, la formation de la richesse, de la croissance économique, de systèmes complexes, de la philosophie politique et de la sociologie, j'ai élaboré une démarche de convergence centrée autour de ce que j'ai dénommé la « théorie de la ville ». Cette démarche transdisciplinaire a le potentiel de contribuer à des nouvelles perspectives pour résoudre des problèmes demeurés sans réponse jusqu'alors.

Dans le processus de convergence des théories mentionnées vers un cadre conceptuel unifié, j'ai choisi de revisiter les fondements de la théorie économique. À travers des œuvres de Cantillon, Smith, Turgot, Say, Ricardo, Mill, Marshall et d'autres, j'ai consolidé mes convictions quant à l'importance de l'entrepreneuriat et de la création de valeur dans la formation de la richesse.

J'ai clarifié le rôle crucial du travail tout en démystifiant la confusion entre travail et richesse. Dans le contexte de divergence sociale résultant de la commercialisation du travail et de la production de richesses, j'ai identifié partiellement une explication à l'émergence de deux sociétés distinctes coexistant dans le même espace physique. Deux sociétés en conflit, comme l'a évoqué Platon, dont le désaccord fondamental se cristallise autour du capital accumulé. La marchandisation du travail, incapable de générer une valeur ajoutée significative, associée à l'anarchie dans l'organisation productive, a engendré un blâme sur le capital accumulé improductif, comme l'a avancé Proudhon. Face à l'aggravation des inégalités sociales, le discours de Marx a gagné en force, engendrant un débat stérile de dispute entre bourgeoisie et prolétariat, où l'indicateur pivot est devenu le capital accumulé, productif et improductif. Ce modèle nous a conduits à la situation actuelle que nous connaissons, l'écartement du capital cumulé du secteur productif.

La remise en question du travail de Keynes a constitué le point de départ de la construction des dogmes au sein de l'école néoclassique. À ces dogmes se sont ajoutées la défense du capitalisme contre le communisme ainsi que la promotion de la démocratie. Ce discours a pavé la voie à l'établissement d'une organisation de production orchestrée par la logique du marché. L'endoctrinement des économistes dans la théorie de la valeur et l'optimisation de l'allocation des ressources a entraîné des conséquences dévastatrices sur le développement à long terme. Par conséquent, la fragmentation de la chaîne de production et le déclin de l'industrialisation ont eu pour résultat l'appauvrissement de la population et l'aggravation de l'urgence climatique.

En quête d'une réponse à la manière dont les villes peuvent exercer une influence sur le développement économique local à travers la gouvernance d'alliances productives, j'ai découvert une voie différente de celle du modèle monétariste et marginaliste propre à l'école néoclassique. Dans le concept du nouvel État-providence, actionnaire et d'entrepreneur, j'ai

entrevu une voie vers la création de valeur, entraînant en conséquence une reconfiguration du rôle du travail en tant que marchandise. J'ai également identifié une approche qui concilie l'urgence de l'assistance sociale et l'intégration de l'entrepreneuriat, offrant ainsi un cadre pour une orientation sociale du développement entrepreneurial. Cette trajectoire permet d'envisager un accompagnement social programmé pour les entrepreneurs. Par opposition à la perspective fiscaliste de l'État, j'ai adopté une vision où l'État agit en tant qu'actionnaire du développement économique. Les partenariats publics-privés, les investissements dans des projets jusqu'à leur maturité et leur éventuelle privatisation illustrent cette approche à long terme, offrant au gouvernement la possibilité de remodeler le développement territorial.

Compréhensif du rôle de l'éducation, j'ai noté que la massification de l'éducation, négligeant sa dimension territoriale, contribue à l'abandon des études et à la désertification des régions. Une analyse plus complète de la question migratoire à tous les niveaux m'a permis d'appréhender la nécessité de traiter les problèmes structurels sous-jacents. L'absence d'une telle compréhension fait de la migration un problème insoluble tant à l'origine qu'à la destination.

La protection des biens privés et la redirection du capital accumulé vers le secteur productif apparaissent comme des impératifs. Les mécanismes de placement, conçus pour orienter l'économie vers la résilience et la durabilité, offrent une voie pour former, accumuler et distribuer la richesse.

Dans l'examen de la production, j'ai identifié la subvention sociale du coût social marginal. Pour cela, un modèle s'est fait nécessaire pour attribuer ce coût au producteur, permettant ainsi de défendre un marché libre et équitable.

En ce qui concerne l'innovation, j'ai perçu son rôle comme étant celui de l'art de faire mieux, offrant ainsi le moyen de répondre aux besoins mutuels qui nous rassemblent. En conclusion, en renforçant la résilience économique,

les villes, en tant que structures politiques, sociales et économiques utilisées par les êtres humains pour s'organiser, ont la capacité d'influencer le développement économique local en coordonnant l'organisation de la production par une politique de développement économique local, étayée par la théorie des villes.

Cette étude approfondie a tracé un parcours à travers les méandres de l'économie, de la philosophie et des villes, mettant en lumière la nature interconnectée de ces domaines. À travers l'exploration des différentes époques, des penseurs influents et des contextes historiques, nous avons pu contempler l'évolution de nos sociétés, des premières cités antiques jusqu'aux mégapoles contemporaines. L'étude a souligné que les villes ne sont pas simplement des agrégats d'individus et d'infrastructures, mais des organismes vivants et dynamiques qui reflètent les valeurs, les aspirations et les mécanismes économiques de leurs sociétés. Les interactions entre les acteurs individuels et collectifs, les flux économiques, les structures politiques et les valeurs culturelles convergent pour façonner le visage changeant des villes.

En revisitant les écrits des penseurs philosophiques et économiques, nous avons constaté que leurs idées fondamentales restent pertinentes aujourd'hui, et que leurs enseignements peuvent éclairer notre compréhension des défis complexes auxquels les villes modernes font face. La centralité de l'humain, la recherche d'un équilibre entre croissance économique et équité sociale, et la reconnaissance de la valeur des interactions entre individus et systèmes sont autant de concepts qui continuent de guider nos réflexions sur le développement urbain. L'économie, en tant qu'étude des activités humaines ordinaires, s'est révélée être profondément imbriquée dans le tissu urbain. L'évolution des modèles économiques et la prise de conscience croissante des enjeux environnementaux ont façonné la façon dont nous percevons la richesse, la croissance et la durabilité. Les modèles économiques tels que l'économie circulaire et l'économie de la fonctionnalité émergent comme des alternatives prometteuses, ouvrant la voie à des approches plus équilibrées et

respectueuses de l'environnement. Un chemin vers la prospérité économique. En reconnaissant l'interdépendance entre la philosophie et l'économie, nous avons également pris conscience de l'importance de repenser nos cadres conceptuels pour aborder les défis futurs. La convergence de ces domaines offre une perspective holistique pour façonner des villes qui reflètent la diversité de la pensée humaine et qui promeuvent à la fois la prospérité économique et le bien-être social.

En fin de compte, cette exploration nous rappelle que les villes sont des laboratoires de transformation continue, où les idées, les valeurs et les dynamiques économiques s'entremêlent pour façonner notre avenir collectif. En comprenant l'histoire, en évaluant les réalités présentes et en imaginant les futurs possibles, nous avons la capacité de façonner des villes qui non seulement prospèrent économiquement, mais qui offrent également une qualité de vie élevée, l'inclusion sociale et la durabilité environnementale. La tâche peut sembler immense, mais elle est essentielle pour créer des villes où chaque individu peut s'épanouir, et où les valeurs philosophiques et économiques convergent vers une harmonie qui transcende les frontières et les époques.





# **ANNEXES**



# **Annexe 1 - La liste des 17 objectifs de développement durable**

1. Pas de pauvreté : Éliminer la pauvreté sous toutes ses formes et partout dans le monde.

2. Faim zéro : Assurer la sécurité alimentaire, une bonne nutrition et promouvoir une agriculture durable.

3. Bonne santé et bien-être : Permettre à tous de vivre en bonne santé et promouvoir le bien-être à tous les âges.

4. Éducation de qualité : Assurer une éducation de qualité inclusive et équitable, et promouvoir les opportunités d'apprentissage tout au long de la vie.

5. Égalité entre les sexes : Atteindre l'égalité des sexes et autonomiser toutes les femmes et les filles.

6. Eau propre et assainissement : Garantir la disponibilité et la gestion durable de l'eau et de l'assainissement pour tous.

7. Énergie propre et d'un coût abordable : Accéder à des sources d'énergie fiables, durables, modernes et d'un coût abordable pour tous.

8. Travail décent et croissance économique : Promouvoir une croissance économique soutenue, inclusive et durable, le plein emploi productif et un travail décent pour tous.

9. Industrie, innovation et infrastructure : Construire une infrastructure résiliente, promouvoir une industrialisation durable et favoriser l'innovation.

10. Inégalités réduites : Réduire les inégalités à l'intérieur des pays et entre les pays.

11. Villes et communautés durables : Rendre les villes et les établissements humains inclusifs, sûrs, résilients et durables.

12. Consommation et production responsables : Promouvoir des modes de consommation et de production durables.

13. Mesures relatives à la lutte contre les changements climatiques : Prendre des mesures urgentes pour lutter contre les changements climatiques et leurs conséquences.

14. Vie aquatique : Conserver et exploiter de manière durable les océans, les mers et les ressources marines aux fins du développement durable.

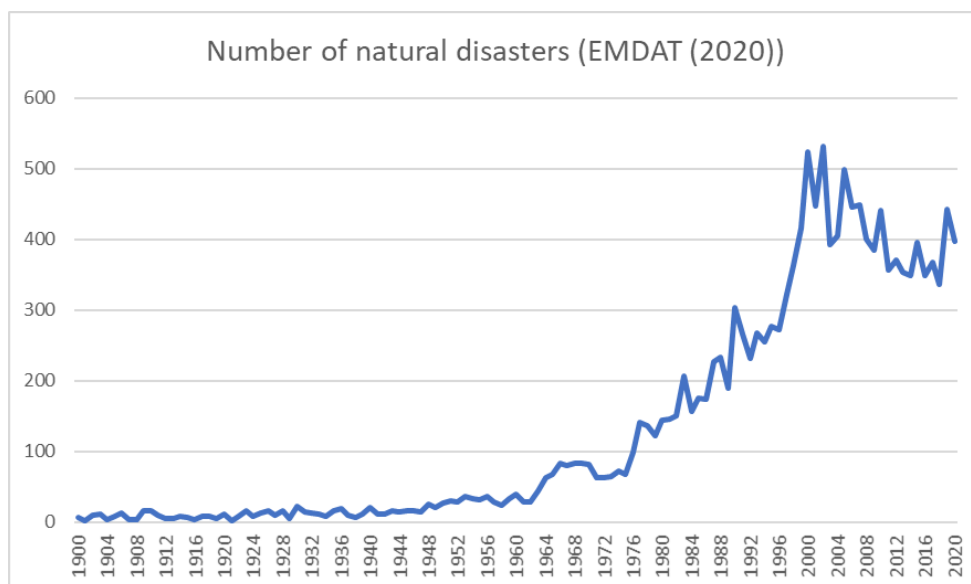
15. Vie terrestre : Préserver et restaurer les écosystèmes terrestres, en veillant à les exploiter de manière durable, gérer durablement les forêts, lutter contre la désertification, arrêter et inverser la dégradation des terres, et mettre un terme à l'appauvrissement de la biodiversité.

16. Paix, justice et institutions efficaces : Promouvoir des sociétés pacifiques, justes et inclusives et des institutions efficaces.

17. Partenariats pour la réalisation des objectifs : Renforcer les moyens de mise en œuvre et revitaliser le partenariat mondial pour le développement durable.

## **Annexe 2 - Les catastrophes naturelles et le réchauffement climatique à 1,5°C**

Entre 1880 et 2012, l'activité humaine a entraîné une augmentation de la température mondiale de 0,85°C. Si nous maintenons nos modes de production et de consommation actuels, selon le GIEC, nous atteindrons une augmentation de la température de 1,5°C d'ici 2030, par rapport à l'ère préindustrielle. En d'autres termes, lorsque nous atteindrons le seuil de 1,5°C, les villes du monde entier seront confrontées à des hausses de température dans les régions terrestres et océaniques, à des îlots de chaleur urbains, à des précipitations intenses et à des sécheresses extrêmes. Le réchauffement climatique a augmenté la fréquence et l'intensité des phénomènes météorologiques extrêmes. Ces événements, combinés à l'exposition des populations à la vulnérabilité, créent des situations qualifiées de catastrophes naturelles. Au-delà de la définition même d'une catastrophe naturelle, le niveau d'exposition et de vulnérabilité d'une population définit la probabilité du risque encouru. Les projections les plus optimistes laissent présager des pertes humaines et matérielles considérables à l'échelle mondiale. Dans un souci de pragmatisme, ce texte évite les débats stériles sur la relation entre le réchauffement de la planète et le changement climatique, et constate simplement l'augmentation de la fréquence des événements météorologiques extrêmes au cours des dernières décennies.

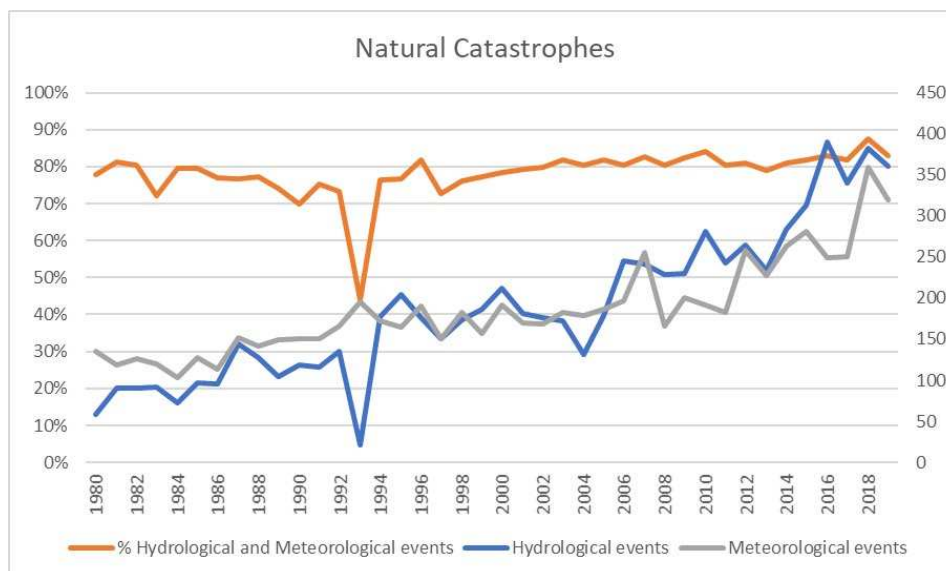


**FIGURE 29 - NOMBRE DE CATASTROPHES NATURELLES<sup>100</sup>**

Les catastrophes naturelles résultent de la combinaison de phénomènes météorologiques extrêmes et de l'exposition de populations vulnérables. Pour comprendre l'origine des villes, il est essentiel d'explorer la notion de vulnérabilité. Tout au long de l'histoire humaine, la proximité des réserves d'eau, que ce soient des rivières ou des zones côtières, a toujours été un facteur attractif pour les établissements humains. De la nécessité de la survie à la création de richesses par le commerce, cette proximité avec l'eau explique pourquoi plus de 50% de la population mondiale est concentrée dans ces zones. Lorsque nous examinons de plus près les catastrophes naturelles, nous constatons que 75% d'entre elles sont liées à l'eau. Cela renforce l'importance de cette explication et souligne pourquoi la gestion des ressources en eau et les mesures de prévention des catastrophes sont des enjeux cruciaux pour les villes.

---

<sup>100</sup> EM-DAT, CRED / UCLouvain, Bruxelles, Belgique [www.emdat.be](http://www.emdat.be) (D. Guha-Sapir) Version :2021-03-10 Création du fichier : Wed, 10 Mar 2021 06:24:47 CET Type de table : Demande personnalisée # d'enregistrements:24844



**FIGURE 30 - LES CATASTROPHES NATURELLES LIEES A L'EAU<sup>101</sup>**

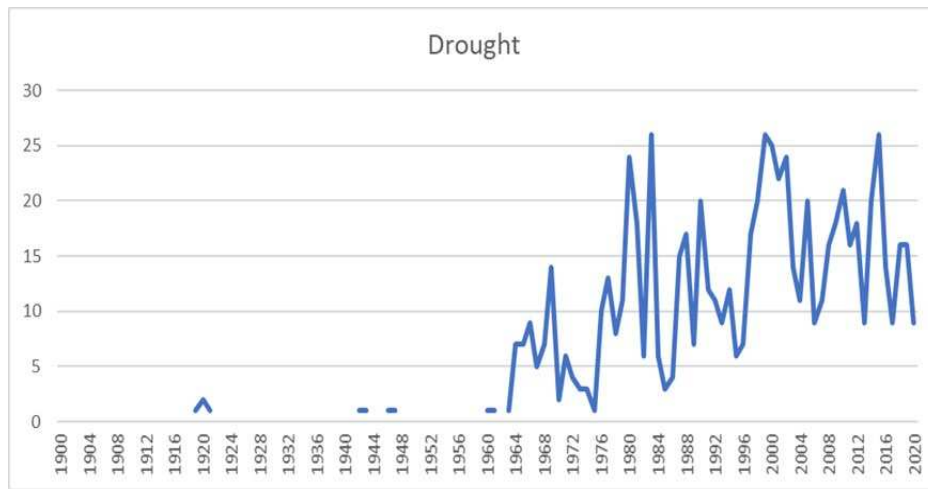
En conséquence, les catastrophes naturelles ont causé des dommages d'une valeur de plus de 1 000 milliards de dollars américains ces dernières années. Selon l'UNISDR,<sup>102</sup> la moyenne annuelle des pertes projetées dans l'environnement urbain associé aux cyclones tropicaux (vents et tempêtes), aux tremblements de terre, aux tsunamis et aux inondations est estimée à 314 milliards de dollars américains. Cependant, contrairement à la perception selon laquelle ces risques sont concentrés dans les territoires sous-développés, en termes absolus, la perte annuelle moyenne mondiale est concentrée dans les territoires développés. Si, d'une part, les inondations et les tempêtes représentent des problèmes liés à l'eau, d'autre part, le manque d'eau a également des effets catastrophiques. Les périodes prolongées de sécheresse entraînent des répercussions sur la production agricole et énergétique, et augmentent le risque de pénurie d'eau. La menace du « jour zéro », où les villes du monde entier seront confrontées à une crise de l'eau, est imminente. Cette situation est déjà une réalité dans des villes telles que São Paulo,

<sup>101</sup> Source : EM-DAT, CRED / UCLouvain, Bruxelles, Belgique

<sup>102</sup> UNISDR : Rapport d'évaluation mondiale sur la réduction des risques de catastrophe 2015



Melbourne, Jakarta, Londres, Pékin, Istanbul, Tokyo, Bangalore, Barcelone et Mexico. La crise est si grave que Barcelone a dû imposer des restrictions d'eau en 2008 lorsque ses réservoirs sont tombés en dessous de 30 % de leur capacité. São Paulo, la deuxième plus grande ville du monde avec plus de 18 millions d'habitants, a dû mettre en place un rationnement d'eau pendant plusieurs mois en 2015 pour éviter le « jour zéro ». La ville du Cap, en Afrique du Sud, a également connu une situation similaire en 2018. Ces exemples soulignent la saturation des infrastructures urbaines, la consommation inconsidérée et les limites de la planification à long terme. Lorsque l'offre et la demande ne sont pas coordonnées par le prix, cela peut mettre en danger la population.

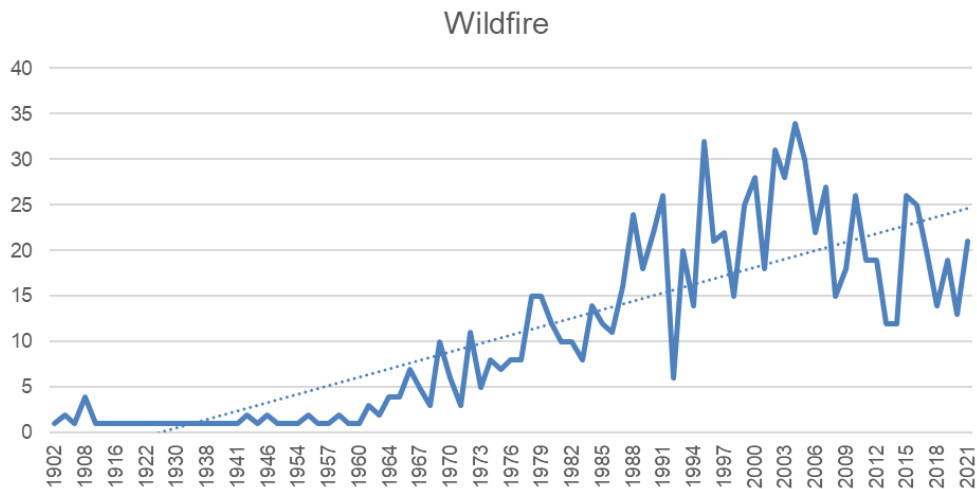


**FIGURE 31 - SECHERESSES**<sup>103</sup>

De même, les sécheresses extrêmes combinées à l'augmentation des températures mondiales ont mis en péril l'économie alpine, qui représente 20% du PIB européen et fournit 90 % de l'eau pour les régions de basse altitude du continent (Halleux, 2016). En janvier 2016, l'Union européenne a

<sup>103</sup> Source : EM-DAT, CRED / UCLouvain, Bruxelles, Belgique

lancé la stratégie de décentralisation des actions pour faire face au problème, en mettant l'accent sur la région alpine (EUSALP). Cette stratégie macrorégionale vise à traiter les impacts du réchauffement climatique dans les 48 régions concernées, soulignant ainsi la nécessité d'actions spécifiques en raison de l'hétérogénéité territoriale. Les feux de forêt sont une autre conséquence des sécheresses et des vagues de chaleur. Rien qu'en Californie, en 2018, les pertes ont dépassé les 11 milliards de dollars. Ces derniers étés, l'Europe a également connu des régions dévastées par des incendies de forêt.



**FIGURE 32 - FEU DE FORET<sup>104</sup>**

Face à l'incapacité de maîtriser les effets du changement climatique, la société a pris conscience de l'urgence de la situation. Bien que la coordination des actions ait été tardive et insuffisante, des mesures commencent à être mises en place. L'accord de Paris, signé en 2016 par 196 pays, illustre cette prise de conscience collective visant à réduire le réchauffement climatique. De plus, de nombreux gouvernements orientent désormais leurs plans de relance économique vers la transition énergétique et la décarbonisation de l'économie. À l'instar de la coopération entre gouvernements et société civile dans la lutte contre la crise sanitaire, la crise climatique nécessite également de nouvelles voies pour réorganiser notre

<sup>104</sup> Source : EM-DAT, CRED / UCLouvain, Bruxelles, Belgique

économie. Ainsi, les modèles de production traditionnels guidés par le marché pourraient céder la place à l'émergence de nouvelles alternatives.

## Annexe 3 - La privation économique sévère

La question de la privation économique est devenue un problème d'envergure mondiale, revêtant une importance cruciale pour notre société. Cette situation a engendré une division sociale marquée, créant ainsi deux sociétés distinctes. D'un côté, nous avons une société éduquée, orientée vers la consommation et axée sur une économie de services. De l'autre côté, nous observons une société périphérique, invisible et incapable de maintenir des conditions de vie décentes même en travaillant à temps plein. Cette société périphérique dépend d'une économie industrielle et agricole en déclin, ou encore de postes peu qualifiés dans les zones urbaines. Lorsque l'on évoque ces deux sociétés, il est courant de les considérer comme étant équilibrées, mais la réalité est tout autre. En 2018, selon les données de la Banque mondiale,<sup>105</sup> 79% de la population mondiale vivait avec moins de 40,00 € par mois,<sup>106</sup> soit l'équivalent du SMIC français à cette époque.<sup>107</sup> Même des pays tels que la France, les États-Unis et l'Allemagne comptent 22 % de leur population dans de telles conditions<sup>108</sup> Ces deux sociétés témoignent d'un problème structurel profond dans l'organisation de la production, et ce problème persiste et s'aggrave, indépendamment des données de croissance du PIB.

---

<sup>105</sup> Banque mondiale (2022). Plate-forme sur la pauvreté et l'inégalité. Plate-forme sur la pauvreté et l'inégalité. Consulté le 29 juin 2022 sur le site <https://pip.worldbank.org/home#home>.

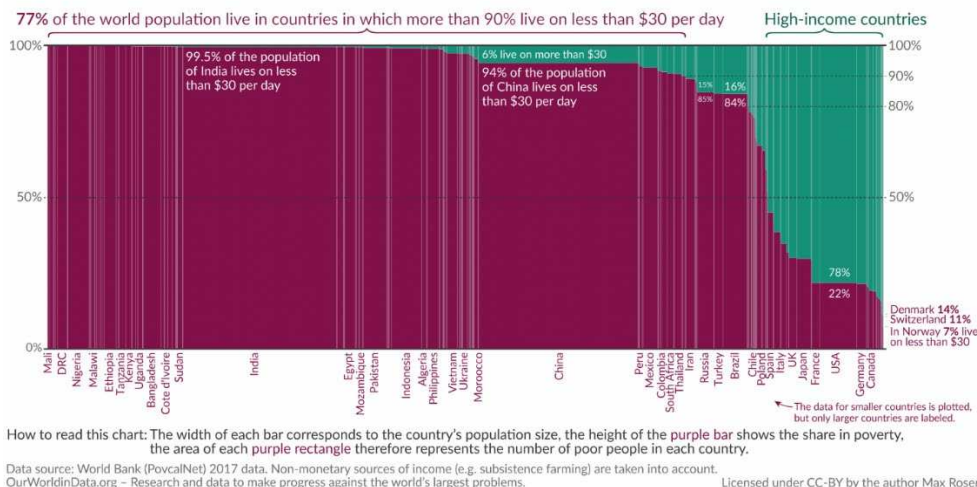
<sup>106</sup> \$ par jour, 2011 PPA

<sup>107</sup> <https://www.insee.fr/fr/statistiques/serie/000879878>

<sup>108</sup> [How much economic growth is necessary to reduce global poverty substantially? \(2021, March 15\). Our World in Data. https://ourworldindata.org/poverty-minimum-growth-needed](https://ourworldindata.org/poverty-minimum-growth-needed)

## Global poverty: The share in each country living on less than \$30 per day Our World in Data

Measurement: All incomes are adjusted for price differences between countries and expressed in *international-dollars*. One international-\$ has the same purchasing power as one US-\$ in the US. This means no matter where in the world a person is living on int.-\$30, the value of the goods and services they can buy would cost US-\$30 in the US.



**FIGURE 33 - PAUVRETE GLOBALE**

La croyance répandue selon laquelle la privation économique sévère est exclusivement présente dans les pays sous-développés renforce les disparités sociales et territoriales. Cependant, il est important de noter que l'incapacité à se nourrir, à se soigner et à se loger reflète la définition de la privation matérielle établie par Eurostat.<sup>109</sup> Cette condition de privation matérielle touche actuellement 8,1% de la population européenne, démontrant ainsi la réalité de cette problématique.<sup>110</sup> En examinant les données de 2019, une analyse de l'impact de la privation matérielle sur la population étrangère vivant en Europe révèle une situation préoccupante. En effet, la proportion de la population étrangère vivant dans une situation de privation économique sévère s'élève à 8,5%, comparée à 5,1% de la population européenne native. Cette disparité se creuse davantage lorsqu'on analyse la situation au niveau des pays de l'Union européenne. Cette détérioration de la situation

<sup>109</sup> Cette privation matérielle englobe des aspects tels que l'incapacité à faire face à des dépenses imprévues, à s'offrir des vacances annuelles, à avoir accès régulièrement à des repas équilibrés, à chauffer correctement son logement, à acquérir des biens durables tels qu'une machine à laver, une télévision, un téléphone ou une voiture, ainsi qu'à honorer ses engagements financiers tels que le paiement du loyer, des factures et des prêts hypothécaires.

<sup>110</sup> Source : Eurostat (code de données en ligne : ilc\_mdcs03)

économique contribue en partie aux migrations constantes à l'intérieur du continent, mettant en évidence les inégalités territoriales persistantes.

	Native-born Total	Foreign-born Total
EU-27 (¹)	5,1	8,5
Belgium	3,0	9,2
Bulgaria	20,5	6,7
Czechia	2,5	5,1
Denmark	2,0	9,0
Germany	2,9	3,4
Estonia	3,3	3,7
Ireland	4,7	5,6
Greece	14,5	35,1
Spain	3,2	12,4
France	3,7	10,2
Croatia	7,3	9,7
Italy	6,9	12,6
Cyprus	7,3	13,3
Latvia	8,0	9,6
Lithuania	9,3	14,5
Luxembourg	0,7	1,7
Hungary	7,8	7,8
Malta	3,5	1,9
Netherlands	1,5	9,1
Austria	1,4	6,2
Poland	3,7	3,6
Portugal	5,5	6,8
Romania	13,8	.
Slovenia	2,5	4,6
Slovakia	7,7	6,2
Finland	2,2	5,6
Sweden	0,4	5,2
Iceland (²)	0,8	0,7
Norway	1,2	6,3
Switzerland	0,8	3,1
Montenegro	10,2	14,1
North Macedonia	29,7	39,9
Serbia	14,3	13,8
Turkey	24,2	19,1
Kosovo*(²)	42,0	37,9

**FIGURE 34 - TAUX DE PRIVATION MATERIELLE SEVERE POUR LA POPULATION ADULTE (AGEE DE 18 ANS ET PLUS), ANALYSE PAR GRAND GROUPE<sup>111</sup>**

Selon la même étude, on estime que 22 % de la population européenne est exposée au risque de tomber dans une situation critique de

<sup>111</sup> Source : Eurostat (code de données en ligne : ilc\_mddd16) - Note : le taux de privation matérielle sévère fait référence à la part de la population incapable de payer au moins quatre des neuf articles jugés souhaitables, voire nécessaires, pour mener une vie adéquate. (¹) Estimation (²) Données 2018 \* Cette désignation est sans préjudice des positions sur le statut, et est conforme à la résolution 1244/1999 du Conseil de sécurité des Nations unies et à l'avis de la CIJ sur la déclaration d'indépendance du Kosovo.

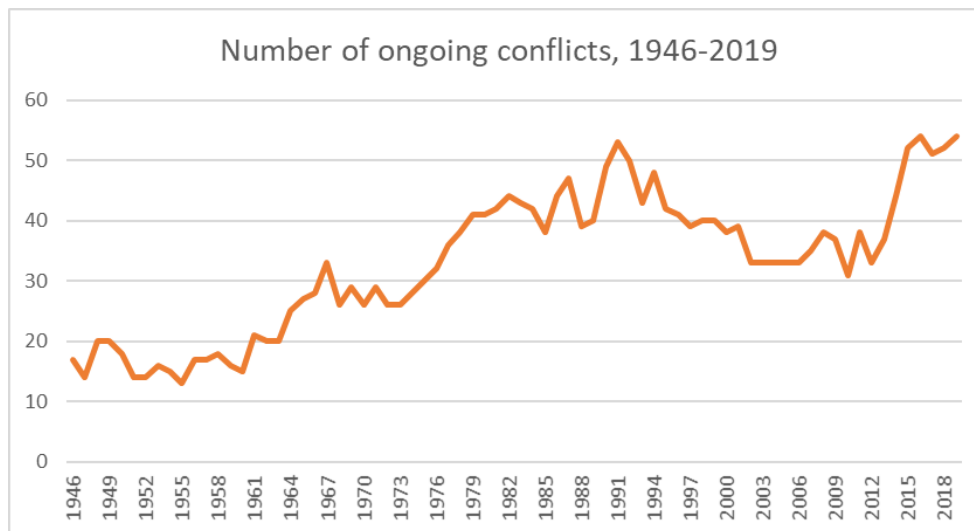
privation.<sup>112</sup> En termes absolus, cela représente un chiffre alarmant de 96,5 millions de personnes en Europe qui sont susceptibles de se retrouver dans une situation précaire. Pour mettre cela en perspective, il s'agit d'un nombre équivalent à la population de l'Allemagne, menacée par la précarité.

---

<sup>112</sup> [https://ec.europa.eu/eurostat/statistics-explained/index.php?title=Living\\_conditions\\_in\\_Europe\\_-\\_poverty\\_and\\_social\\_exclusion&oldid=544210](https://ec.europa.eu/eurostat/statistics-explained/index.php?title=Living_conditions_in_Europe_-_poverty_and_social_exclusion&oldid=544210) récupéré le 30/11/2021 - [https://ec.europa.eu/eurostat/statistics-explained/index.php?title=Living\\_conditions\\_in\\_Europe](https://ec.europa.eu/eurostat/statistics-explained/index.php?title=Living_conditions_in_Europe) récupéré le 30/11/2021

## Annexe 4 – Les violences, les persécutions et les conflits

Étant donné le manque de consensus sur la définition de la violence urbaine, il est préférable de ne pas s'engager dans cette discussion pour le moment (Pavoni & Tulumello, 2020). Ce texte se concentre sur la violence associée aux persécutions et aux conflits, qui a un impact direct sur l'économie locale. Cela se manifeste à travers le phénomène migratoire et l'instabilité de l'environnement commercial et productif. Au cours des dernières décennies, on a observé une augmentation du nombre de conflits en cours, cette tendance s'étant intensifiée au cours des 20 dernières années.



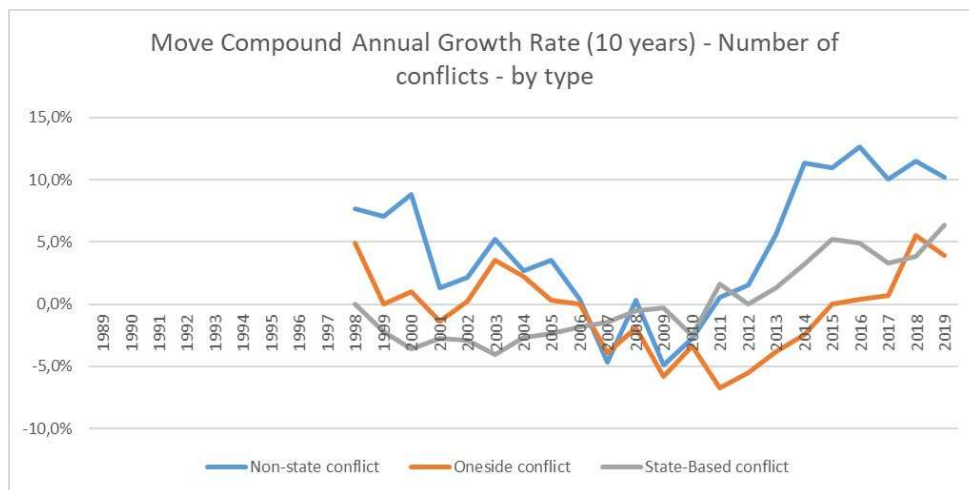
**FIGURE 35 - NOMBRE DE CONFLITS EN COURS, 1946-2019**<sup>113</sup>

La croissance de la violence organisée est étroitement liée aux actions des groupes terroristes et séparatistes, qui, même s'ils ont été vaincus dans certaines régions, ont migré vers d'autres zones, créant de nouveaux foyers de conflit (Pettersson & Öberg, 2020). Des conflits liés aux gangs et au crime organisé contribuent également à l'instabilité sociale. L'UCDP

<sup>113</sup> Source : Programme de données sur les conflits d'Uppsala - <https://ucdp.uu.se/#/encyclopedia>, consulté le 22/03/2021.



(Uppsala Conflict Data Program) classe les conflits en trois catégories : les conflits « non étatiques », qui sont des conflits internes entre groupes sans participation étatique ; les conflits « unilatéraux », qui impliquent des attaques intentionnelles contre des civils par des gouvernements et des groupes armés formellement organisés ; et les conflits « étatiques », qui sont des conflits armés impliquant au moins un gouvernement d'État (Eck & Hultman, 2007; Gleditsch et al., 2016; Pettersson & Öberg, 2020). Lorsqu'on examine les trois catégories de conflits de manière distincte, on constate une augmentation significative des événements liés aux gangs et au crime organisé, marquant une escalade de la violence. Ces conflits sont souvent associés au trafic de drogue et d'armes. Cependant, la perception sociale de l'ampleur des persécutions et des conflits est souvent limitée à la situation de guerre « non étatique » et aux attaques unilatérales.



**FIGURE 36 - CAGR<sub>10</sub><sup>114</sup> - NOMBRE DE CONFLITS - PAR TYPE<sup>115</sup>**

La croissance des conflits internes entre groupes, sans la participation de l'État, rapproche la société d'une réalité marquée par la violence urbaine. Contrairement à une situation de guerre où l'on observe généralement une migration massive, la condition « non étatique » des

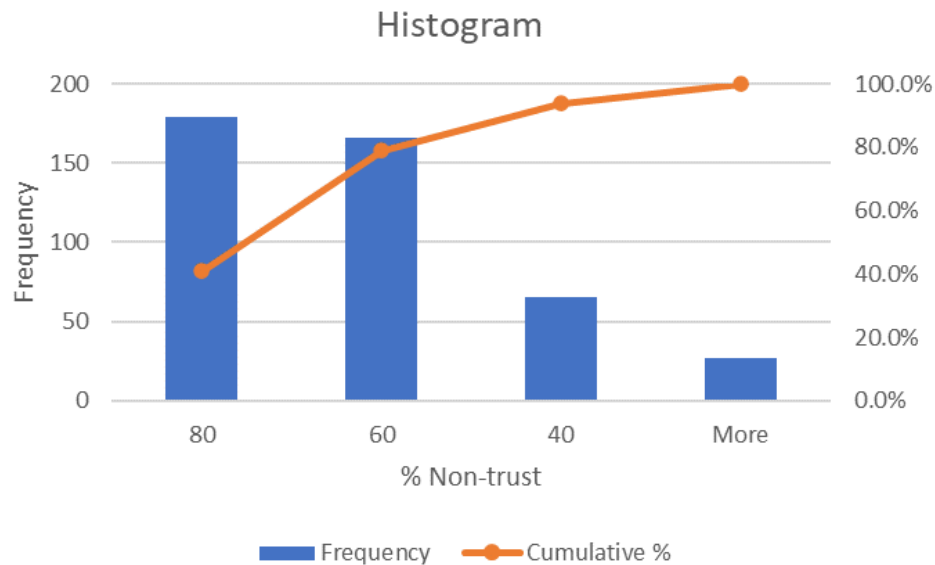
<sup>114</sup> CAGR<sub>10</sub> Déplacement du taux de croissance annuel composé

<sup>115</sup> Source : UCDP - Programme de données sur les conflits d'Uppsala

conflits agit comme un déclencheur de processus migratoires. Cela entraîne des migrations internes, des déplacements entre les villes ou même des changements de quartiers au sein d'une même ville, même dans les régions en paix. Un autre effet de cette migration est la détérioration, la ségrégation et les inégalités territoriales.

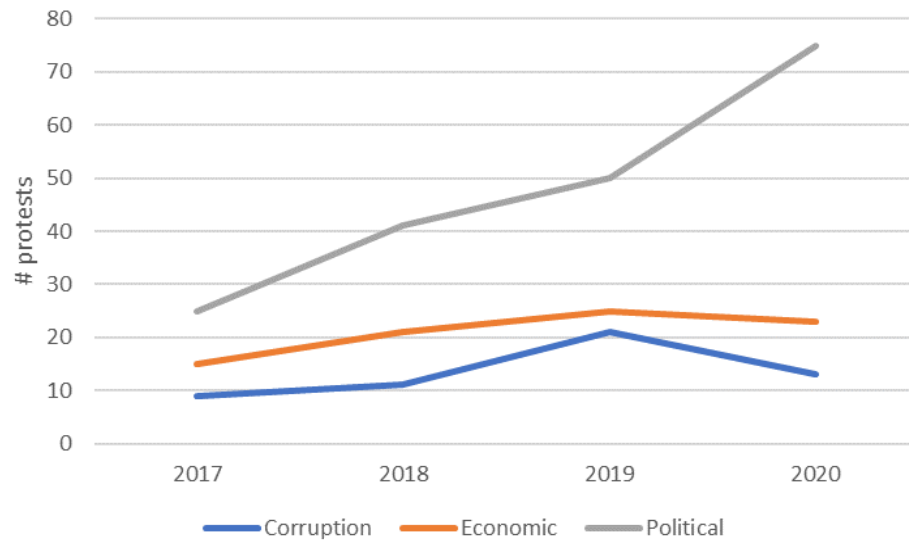
## Annexe 5 – Les instabilités sociale et économique

À partir de l'interrogation : Dans ce pays, avez-vous confiance dans le gouvernement national ? La réponse trouvée par l'OCDE à cette question indique qu'au cours des dix dernières années, le manque de confiance dans le gouvernement national a augmenté.



Un mécontentement généralisé a émergé ces dernières années, alimenté par les inégalités sociales et territoriales ainsi que par une organisation productive politisée et coordonnée par le marché. Ce sentiment se manifeste à travers une série de mouvements sociaux et une instabilité politique croissante. Le Printemps arabe en 2010 a marqué le début de mouvements antigouvernementaux dans plusieurs pays, dénonçant la corruption et les mauvaises performances économiques. En 2011, le mouvement *Occupy Wall Street* a émergé aux États-Unis, mettant l'accent sur les inégalités économiques et l'influence de l'argent en politique. En Chine, le mouvement des Parapluies a commencé en 2014, mettant en lumière la lutte pour la démocratie. En 2018, le mouvement des Gilets jaunes a mobilisé la France contre la hausse du coût de la vie et les inégalités sociales. En 2021,

l'invasion du Capitole aux États-Unis a mis en évidence le manque de dialogue et a entaché la confiance envers la démocratie. Ces mouvements sociaux témoignent de l'intensification des tensions causées par les inégalités, mettant en lumière la nécessité d'actions politiques et sociales pour répondre à ces préoccupations.



**FIGURE 37 - MANIFESTATIONS ANTIGOUVERNEMENTALES DANS LE MONDE ENTIER<sup>116</sup>**

---

<sup>116</sup> Source : <https://carnegieendowment.org/publications/interactive/protest-tracker#>

## Annexe 6 – Les inégalités territoriale

La disparité dans le développement régional met en évidence les différences dans la capacité à générer une croissance économique. En Europe, on constate une concentration régionale dans la production du PIB, à l'exception de l'Allemagne, où la capacité productive est plus uniformément répartie.

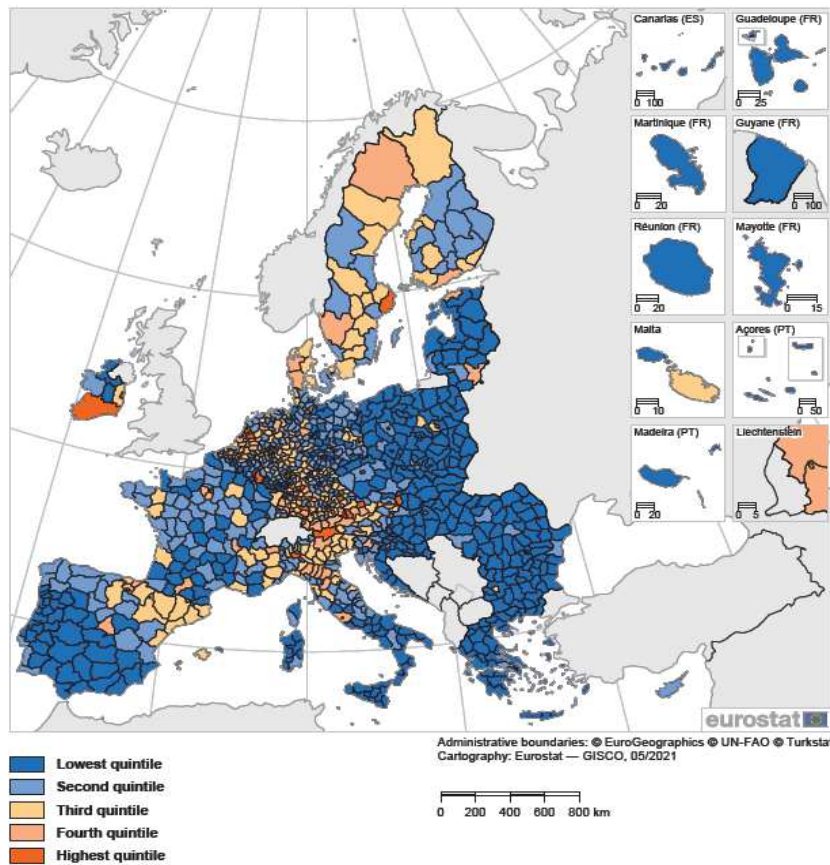


FIGURE 38 - REPARTITION DU PIB REGIONAL DANS L'UE, 2018<sup>117</sup>

Une disparité significative se manifeste avec une majorité de régions classées en dessous du deuxième quintile de répartition du PIB régional.

<sup>117</sup> (Sur la base du PIB par habitant en SPA, par régions NUTS 3) Note : Les régions de niveau NUTS 3 ont été classées en fonction de leur PIB par habitant (en SPA) en cinq groupes à peu près égaux (quintiles), chacun contribuant à un cinquième du PIB de l'UE (en SPA). Sud (IE05) : Niveau NUTS 2 Source : Eurostat (code de données en ligne : nama\_10r\_3gdp)

Toutefois, lorsqu'on examine les taux d'emploi dans ces mêmes régions, on constate une distribution plus uniforme, avec la plupart des régions affichant des indicateurs égaux ou supérieurs au troisième quintile.

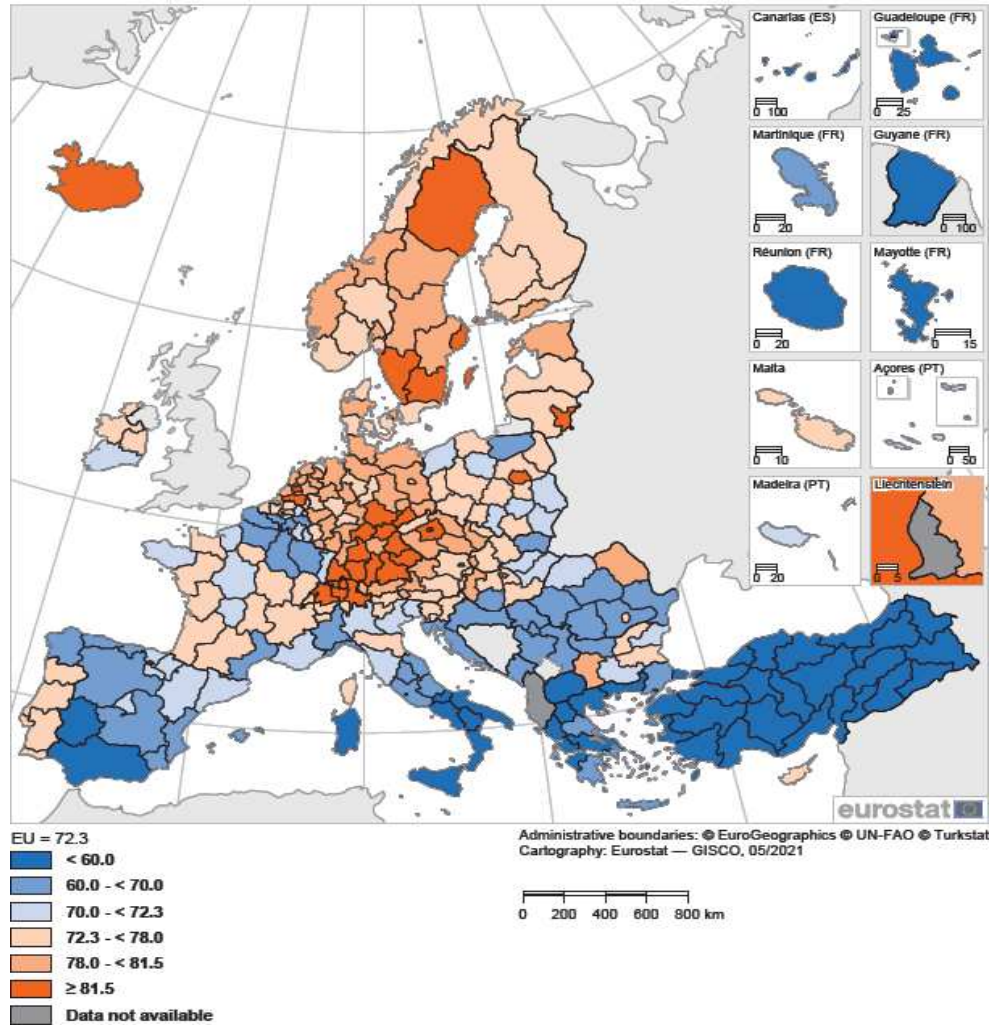
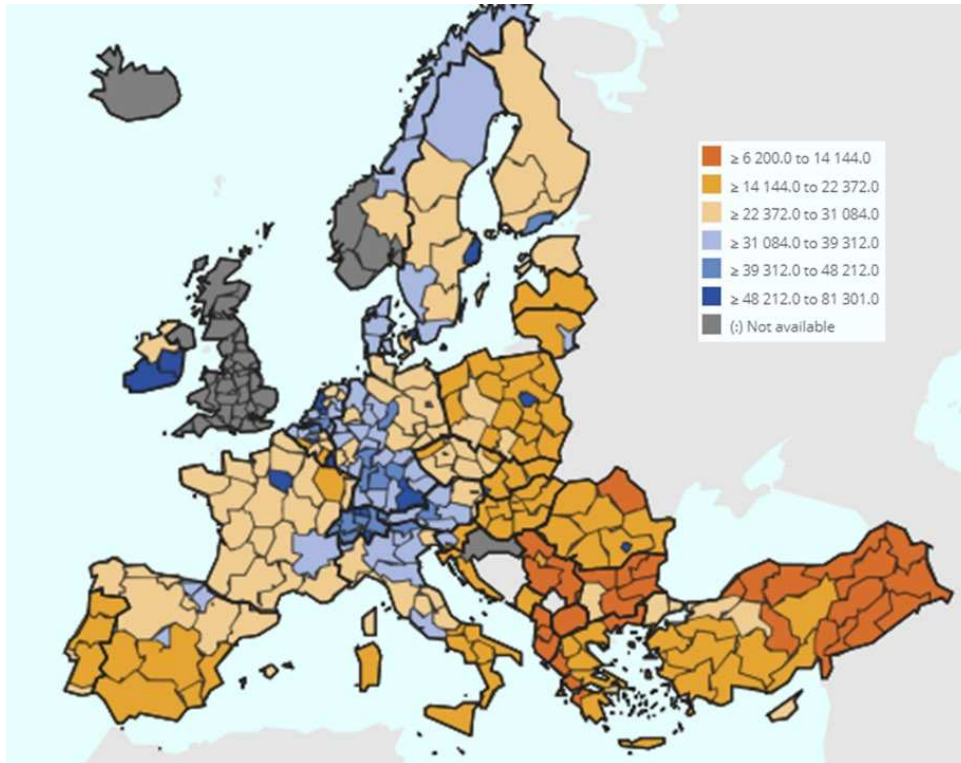


FIGURE 39 - TAUX D'EMPLOI, 2020<sup>118</sup>

Le manque de productivité, les emplois non qualifiés et l'expansion du secteur public pour réduire le chômage régional contribuent à l'inégalité territoriale. Une piste à explorer consiste à développer des politiques et des investissements publics visant à stimuler la productivité et la création de

<sup>118</sup> (% , personnes âgées de 20 à 64 ans, par région NUTS 2) Note : Monténégro, 2019. Source : Eurostat (code de données en ligne : lfst\_r\_lfe2emprtn)

richesses au niveau local. Cette disparité entre la création de valeur et l'emploi remet en question l'organisation productive locale et sa capacité à être productive. Le taux d'emploi et le taux de pauvreté sont également en désaccord, soulignant davantage les inégalités socio-économiques.

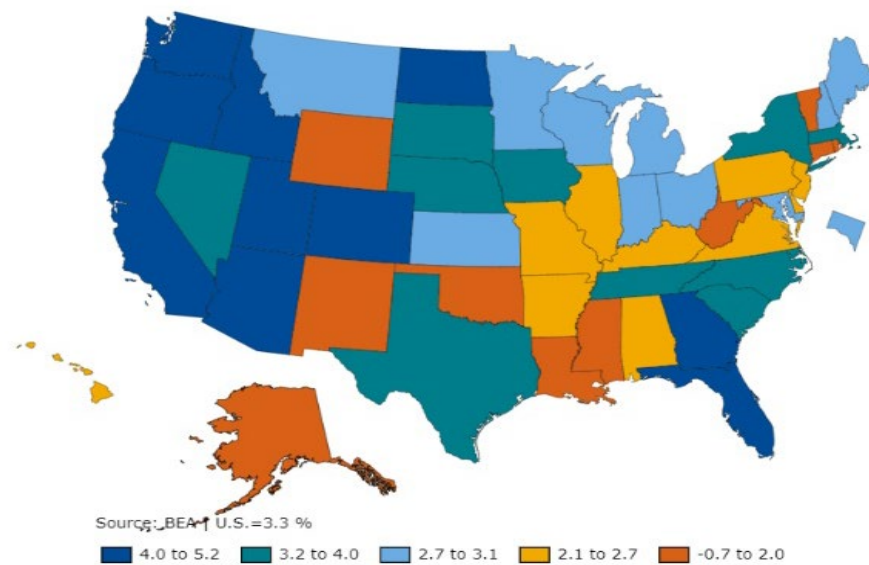


**FIGURE 40 - PRODUIT INTERIEUR BRUT (SPA PAR HABITANT), 2020<sup>119</sup>**

Lorsqu'on traverse l'Atlantique et arrive aux États-Unis, on constate un schéma similaire d'hétérogénéité régionale, avec une accentuation de l'inégalité territoriale.

---

<sup>119</sup> Eurostat / Regions and Cities Illustrated (RCI). (2022). Eurostat. <https://ec.europa.eu/eurostat/cache/RCI/#?vis=nuts2.economy&lang=fr> récupéré le 07/07/2022



**FIGURE 41 - RESUME DU PRODUIT INTERIEUR BRUT (PIB) DES ÉTATS-UNIS, ANNUEL PAR ÉTAT<sup>120</sup>**

---

<sup>120</sup> Produit intérieur brut (PIB) en dollars courants - Taux de croissance annuel composé entre 2010 et 2020 - extrait le 05/07/2022



## **Annexe 7 – La migration, faut-il que je reste ou que je parte ?**

« La marque la plus décisive de la prospérité d'un pays est l'augmentation du nombre de ses habitants. » (Smith, 1776, p. 63)

### **Le solde migratoire**

La discussion sur la migration<sup>121</sup> devient pertinente pour cette étude en raison de la relation entre le processus de migration et le développement économique. Malgré son apparente simplicité, le solde migratoire est porteur d'une complexité qui continue d'être discutée dans les milieux académiques, sans parvenir à un point de convergence. Cependant, l'examen de la motivation des gens à quitter ou à rester sur un territoire donné peut révéler des éléments structurels pour le développement économique local. L'accroissement démographique correspond à la somme du solde naturel et du solde migratoire dans une période donnée. La tendance vers une diminution du solde naturel, combinée avec une augmentation du taux d'urbanisation, montre l'effet de la migration sur la croissance de l'environnement urbain. Contrairement à l'homogénéité des flux migratoires sur le territoire, l'attrait de certaines villes au détriment d'autres accentue les inégalités territoriales et les flux de capital humain.

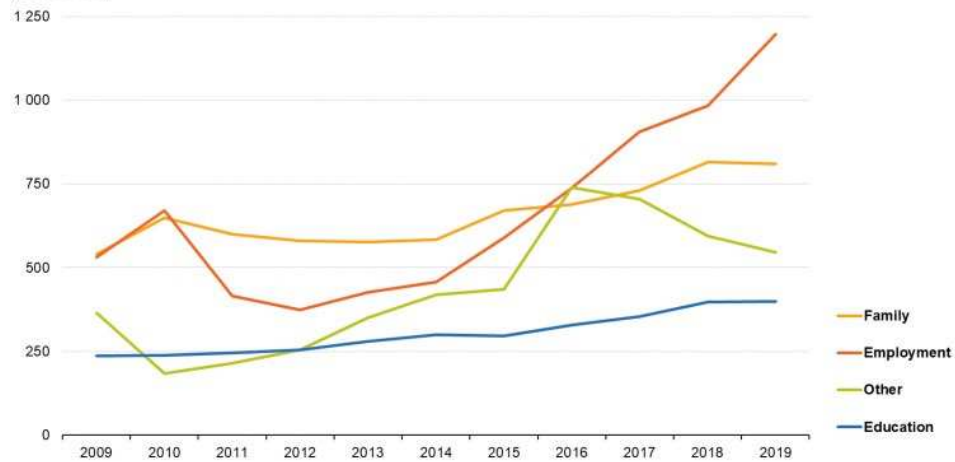
### **Les différentes classes d'immigrants**

Au cours de la dernière décennie, la principale raison de la migration en Europe a été liée au regroupement familial et à l'emploi.

---

<sup>121</sup> À partir de ce moment, on adoptera le terme migration pour le mouvement qu'une personne ou un groupe effectue d'un endroit à un autre, immigration pour l'entrée d'une personne dans un pays étranger, pour y établir une nouvelle résidence ; émigration qui est le départ de la personne de son pays d'origine pour vivre dans un autre pays.

**Number of first residence permits issued, by reason, EU-27, 2009-2019**  
(thousands)



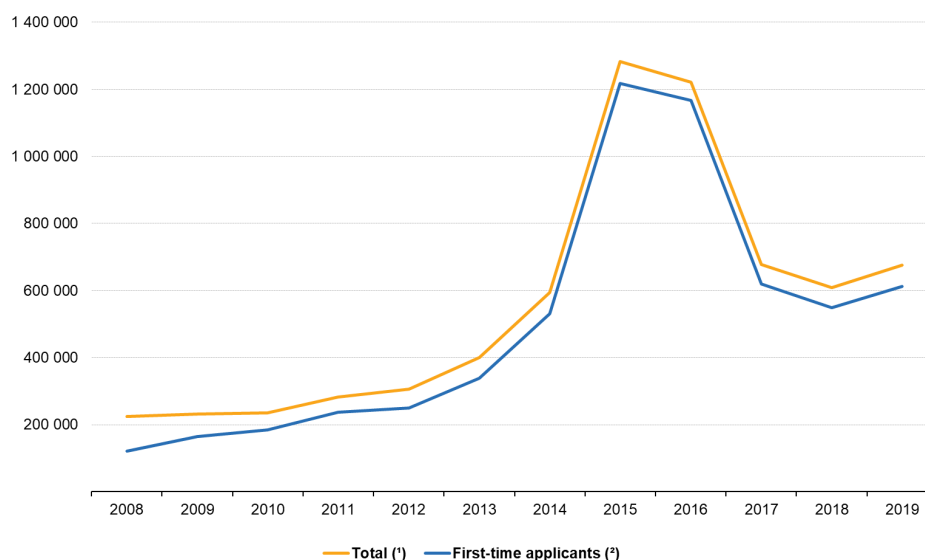
Note: 2009-2012, excluding Croatia.  
Source: Eurostat (online data code: migr\_resfirst)

eurostat

**FIGURE 42 - NOMBRE DE PREMIERS TITRES DE SEJOUR DELIVRES, PAR MOTIF, UE-27, 2009-2019**

Au-delà de la structure de l'emploi, et donc de la famille, le statut de réfugié occupe une place particulière parmi les motifs de délivrance des visas migratoires. Ce type de visa, généralement associé à des degrés extrêmes de violence, influence les mouvements migratoires.

**Number of asylum applicants (non-EU-27 citizens), EU-27, 2008–2019**



(\*) 2008–2014: Croatia not available.

(\*) 2008: Bulgaria, Greece, Spain, France, Croatia, Lithuania, Luxembourg, Hungary, Austria, Romania, Slovakia and Finland not available. 2009: Bulgaria, Greece, Spain, Croatia, Luxembourg, Hungary, Austria, Romania, Slovakia and Finland not available. 2010: Bulgaria, Greece, Croatia, Luxembourg, Hungary, Austria, Romania and Finland not available. 2011: Croatia, Hungary, Austria and Finland not available. 2012: Croatia, Hungary and Austria not available. 2013: Austria not available.

Source: Eurostat (online data code: migr\_asyappctza)

**FIGURE 43 - NOMBRE DE DEMANDEURS D’ASILE (NON-CITOYENS DE L’UE-27), UE-27, 2008-2019**

En 2019, La crise de l’immigration a été déclarée par la Commission européenne. L’éclosion de cette vague d’immigration est liée à une série de conflits : la guerre civile en Syrie (2011-aujourd’hui), la guerre en Afghanistan (2001-aujourd’hui), le conflit en Iraq (2003-aujourd’hui). En plus de ces conflits, la situation socio-économique et politique de la Venezuela et de la Colombie s’ajoute à la liste des pays qui connaissent des problèmes d’instabilité sociaux et économiques. Par conséquent, entre 2008 et 2019, ces pays forment le groupe des principaux demandeurs d’asile sur le continent européen, représentant environ 40%<sup>122</sup> de la demande totale d’asile.

<sup>122</sup> Source : Premiers demandeurs d'asile dans l'UE-27 en 2019 [https://ec.europa.eu/eurostat/statistics-explained/index.php?title=Asylum\\_statistics#Citizenship\\_of\\_first-time\\_applicants:\\_largest\\_numbers\\_from\\_Syria.2C\\_Afghanistan\\_and\\_Venezuela](https://ec.europa.eu/eurostat/statistics-explained/index.php?title=Asylum_statistics#Citizenship_of_first-time_applicants:_largest_numbers_from_Syria.2C_Afghanistan_and_Venezuela)

La crise de l'immigration a connu son moment le plus fort en 2015,<sup>123</sup> lorsque plus d'un million de personnes ont immigré sur le continent européen. Depuis le début de la crise, environ 7 millions de personnes ont immigré en Europe. Les changements environnementaux sont désormais l'un des principaux, voire le principal, facteur de migrations et de déplacements de populations à travers le monde (Gemenne, 2015). Une crise qui n'a pas encore connu de fin.

Nombre de demandeurs d'asile (non-citoyens de l'UE-27), UE-27, 2008-2019

	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Total (¹)	225 155	232 260	235 300	282 130	306 490	400 515	594 180	1 282 690	1 221 185	677 470	608 335	676 250
First-time applicants (²)	121 600	164 935	184 270	237 270	250 400	338 190	530 560	1 216 860	1 166 815	620 265	548 955	612 685

**TABLE 1 - NOMBRE D'IMMIGRANTS<sup>124</sup>**

---

<sup>123</sup> Source : <http://data2.unhcr.org/en/situations/mediterranean>

\*Les arrivées comprennent les arrivées par mer en Italie, à Chypre et à Malte, ainsi que les arrivées par mer et par terre en Grèce et en Espagne.

<sup>124</sup> Source : Eurostat (code de données en ligne : migr\_asyappctza) (¹) 2008-2014 : Croatie non disponible.

(²) 2008 : Bulgarie, Grèce, Espagne, France, Croatie, Lituanie, Luxembourg, Hongrie, Autriche, Roumanie, Slovaquie et Finlande non disponibles. 2009 : Bulgarie, Grèce, Espagne, Croatie, Luxembourg, Hongrie, Autriche, Roumanie, Slovaquie et Finlande non disponibles. 2010 : Bulgarie, Grèce, Croatie, Luxembourg, Hongrie, Autriche, Roumanie et Finlande non disponibles. 2011 : Croatie, Hongrie, Autriche et Finlande non disponibles. 2012 : Croatie, Hongrie et Autriche non disponibles. 2013 : Autriche non disponible.

**Five main citizenships of first-time asylum applicants (non-EU-27 citizens), 2019**  
(number, rounded figures)

Belgium	Bulgaria	Czechia	Denmark
Syria 2 730	Afghanistan 985	Armenia 330	Syria 490
Palestine 2 320	Syria 480	Ukraine 215	Eritrea 480
Afghanistan 2 245	Iraq 280	Georgia 190	Stateless (*) 200
El Salvador 1 365	Pakistan 90	Vietnam 120	Somalia 160
Eritrea 1 155	Iran 80	Kazakhstan 95	Morocco 155
Other 13 290	Other 155	Other 625	Other 1 115
Germany	Estonia	Ireland	Greece
Syria 39 270	Russia 30	Albania 970	Afghanistan 23 665
Iraq 13 740	Turkey 20	Georgia 635	Syria 10 750
Turkey 10 785	Ukraine 5	Zimbabwe 445	Pakistan 6 420
Afghanistan 9 520	Syria 5	Nigeria 385	Iraq 5 590
Nigeria 9 070	Afghanistan 5	South Africa 315	Turkey 3 795
Other 60 060	Other 30	Other 1 995	Other 24 690
Spain	France	Croatia	Italy
Venezuela 40 305	Afghanistan 9 995	Iraq 300	Pakistan 7 305
Colombia 28 880	Albania 8 010	Afghanistan 240	El Salvador 2 520
Honduras 6 730	Georgia 7 735	Iran 165	Peru 2 445
Nicaragua 5 840	Guinea 6 600	Syria 135	Ukraine 1 775
El Salvador 4 715	Bangladesh 5 810	Algeria 95	Albania 1 545
Other 28 705	Other 81 760	Other 330	Other 19 415
Cyprus	Latvia	Lithuania	Luxembourg
Syria 2 550	Azerbaijan 35	Russia 275	Eritrea 565
Georgia 1 490	Russia 25	Tajikistan 205	Syria 375
India 1 425	India 15	Syria 15	Afghanistan 170
Bangladesh 1 215	Ukraine 10	Belarus 15	Iraq 130
Cameroon 1 175	Georgia 10	Turkey 15	Algeria 75
Other 4 840	Other 80	Other 95	Other 885
Hungary	Malta	Netherlands	Austria
Afghanistan 185	Sudan 1 045	Syria 3 675	Syria 2 660
Iraq 155	Syria 430	Nigeria 2 105	Afghanistan 2 515
Pakistan 25	Libya 255	Iran 1 535	Iran 655
Iran 20	Somalia 225	Turkey 1 250	Somalia 595
Syria 20	Nigeria 220	Algeria 1 210	Iraq 590
Other 55	Other 1 830	Other 12 710	Other 3 755
Poland	Portugal	Romania	Slovenia
Russia 1 770	Angola 305	Iraq 620	Algeria 1 010
Ukraine 215	Gambia, The 175	Syria 450	Morocco 720
Turkey 115	Guinea-Bissau 155	Afghanistan 190	Pakistan 520
Tajikistan 80	Guinea 120	Algeria 130	Afghanistan 415
Afghanistan 55	Venezuela 95	Somalia 120	Bangladesh 175
Other 525	Other 885	Other 940	Other 770
Slovakia	Finland	Sweden	United Kingdom
Afghanistan 85	Turkey 360	Syria 5 015	Iran 5 455
Iran 45	Russia 285	Stateless (*) 1 165	Albania 3 940
Armenia 15	Iraq 270	Eritrea 1 155	Iraq 3 895
Bangladesh 15	Somalia 140	Iran 985	Pakistan 2 565
Ukraine 5	Afghanistan 125	Uzbekistan 965	Afghanistan 2 130
Other 50	Other 1 260	Other 13 845	Other 26 270
Iceland	Liechtenstein	Norway	Switzerland
Venezuela 180	Kosovo* 10	Syria 535	Eritrea 2 500
Iraq 135	Georgia 5	Turkey 360	Afghanistan 1 350
Nigeria 50	Afghanistan 5	Eritrea 180	Turkey 1 225
Albania 45	China including Hong Kong 5	Stateless (*) 125	Syria 945
Afghanistan 45	Ukraine 5	Afghanistan 95	Algeria 780
Other 355	Other 20	Other 870	Other 5 745

(\*) A stateless person is someone who is not recognized as a citizen of any state.

\* This designation is without prejudice to positions on status, and is in line with UNSCR 1244/1999 and the ICJ Opinion on the Kosovo declaration of independence.

Source: Eurostat (online data code: migr\_asyappctza)

eurostat

## TABLE 2 - LES CINQ PRINCIPALES RAISONS POUR LESQUELLES UNE PERSONNE DEMANDE L'ASILE POUR LA PREMIERE FOIS.<sup>125</sup>

Mais le processus de migration des réfugiés n'est pas un problème nouveau. L'Agence des Nations Unies pour les réfugiés (UNHCR) a été créée après 1945, avec la fin de la Seconde Guerre mondiale. L'objectif de l'agence était d'aider les cinq millions d'Européens déplacés par les deux guerres mondiales, suivies d'une période de privation économique sévère. La

<sup>125</sup> (CITOYENS HORS UE-27), 2019 (NOMBRE, CHIFFRES ARRONDIS)

Convention des Nations Unies relative au statut des réfugiés a été établie afin que l'UNHCR puisse poursuivre son travail.

Selon l'UNHCR, les persécutions et les conflits, ainsi que les catastrophes naturelles, entraînent aussi des déplacements internes et souvent externes de populations. Une autre raison d'émigration est la privation économique sévère. Il convient de souligner que dans la période comprise entre 1900 et 1945, le scénario mondial a concaténé deux des principales raisons pour déclencher le processus migratoire massif de la population européenne. À savoir, les persécutions et les conflits, suivis d'une situation de privation économique sévère, toutes deux causées par la Première Guerre mondiale et la Seconde Guerre mondiale. Avant d'aborder les futurs scénarios migratoires, la situation actuelle constitue déjà un véritable problème à traiter. Selon l'UNHCR, le nombre de personnes déplacées de force dans le monde dépasse les 79 millions. Pour des raisons de persécution, de conflit, de violence, de violations des droits humains ou d'événements qui perturbent sérieusement l'ordre public. Autrement dit, c'est le 20<sup>e</sup> pays le plus peuplé du monde en mouvement. En termes européens, il serait le deuxième pays le plus peuplé, entre les populations allemandes et françaises. Il est à noter que ces chiffres ne prennent pas en compte les migrations liées au climat ou les conditions socio-économiques. La thématique des migrations a été soulignée ces dernières années. La couverture médiatique de la crise migratoire en Europe, et aux États-Unis, a renforcé l'image de personnes en situation précaire (faible pouvoir économique, et faible niveau d'éducation) fuyant dans des conditions cruelles à la recherche d'un système social stable pour profiter de l'aide de l'État-providence. Mais la question de la migration va bien au-delà. Selon l'ONU,<sup>126</sup> en 2015, 244 millions de personnes, soit 3,3 % de la population mondiale, vivaient en dehors de leur pays d'origine. **La nation des migrants est le cinquième pays le plus peuplé de la planète.**

---

<sup>126</sup> <https://www.unfpa.org/migration>, 2020

## L'évolution des politiques publiques en matière de migration

L'évolution des politiques publiques en matière de migration révèle des visions différentes sur une courte période. Adaptant son travail, De Haas (2007a) a compilé les principales phases des politiques migratoires, démontrant qu'il y a encore beaucoup de chemin à parcourir pour comprendre les externalités du processus de migration. La compilation des changements constants de direction entre la vision optimiste et pessimiste des politiques migratoires corrobore le développement de ce domaine. (De Haas, 2010).

MAIN PHASES IN POST-WWII RESEARCH AND POLICIES TOWARDS MIGRATION AND DEVELOPMENT		
Period	Research community	Policy field
Until 1973	Development and migration optimism	Developmentalist views; capital and knowledge transfers by migrants would help developing countries in development take-off. Development strongly linked to return.
1973–1990	Development and migration pessimism (dependency, brain drain)	Growing skepticism; concerns on brain drain; after experiments with return migration policies focused on integration in receiving countries. Migration largely out of sight in development field, tightening of immigration policies.
1990–2001	Readjustment to more subtle views under influence empirical work (NELM, livelihood approaches, transnationalism)	Persistent skepticism and near-neglect of the issue; “migration and development, nobody believes that anymore” (Taylor <i>et al.</i> , 1996a:401) further tightening of immigration policies.
>2001	Boom in research, in particular on remittances. Generally positive views. De-linking of development with return.	Resurgence of migration and development optimism under influence of remittance boom, and a sudden turnaround of views: remittances, <i>brain gain</i> , diaspora involvement as vital development tools. Development contribution of migration often framed within renewed hopes put on circular and return migration.

Source: Adapted from De Haas (2007a).

### TABLE 3 - LA VISION OPTIMISTE ET PESSIMISTE DES POLITIQUES MIGRATOIRES

Cette discussion met en évidence le mouvement de balancier de l'approche de l'impact de la migration (De Haas, 2007a). Comme on peut le constater, la migration n'a pas encore trouvé sa place dans la théorie économique et dans les politiques publiques. Malgré son importance pour le processus d'urbanisation, et pour le développement économique, la limitation de la vision "*push-pull*", cache les défauts de l'organisation productive, coordonnée par la logique du marché. Les échecs qui empêchent le processus de nourrir, loger, soigner et produire, comme moyen d'inverser le processus

de sous-développement. Il est nécessaire d'aller au-delà et de comprendre les facteurs qui inhibent et influencent le processus migratoire.

Le processus de migration génère un lien fort entre l'origine et la destination. Un lien de systèmes socio-économiques, difficile à dissocier. Cela commence à exercer des influences culturelles, sociales et économiques dans les deux espaces, apportant des gains et des pertes aussi bien à l'origine qu'à la destination. Cette relation génère simultanément un processus de développement et de sous-développement économique (Almeida, 1973). L'impact de ces processus de développement et de sous-développement simultanés met en évidence le besoin de régions résilientes au processus migratoire, à la fois à l'origine et à la destination. Cela renforce le besoin de développement économique local. Les effets positifs et négatifs que présente la théorie de l'agglomération accélèrent à la fois les processus de développement et de sous-développement. Les raisons structurelles à l'origine et à la destination de la migration. Les liens socio-économiques, ainsi que la motivation du migrant sont considérés comme les raisons fondamentales de la migration (Massey, 1999). Au cours des révolutions industrielles, de profondes transformations sociales se sont produites, de même que des changements dans les processus de production. Pendant la première révolution industrielle, marquée par le mercantilisme, on voit une extrapolation productive et commerciale des fiefs, donnant naissance à la bourgeoisie commerciale. La deuxième révolution industrielle a permis de constater l'évolution technologique et la capacité de production, influencée par le capitalisme. Ces transformations sociales et ces changements dans les processus de production sont liés aux raisons qui influencent le processus de migration, les processus de développement et de sous-développement, la structure de l'emploi et l'urbanisation. L'accroissement des inégalités sociales dans les villes peut être observé à travers des flux migratoires et des frontières sociales, en raison des processus de développement et de sous-développement.

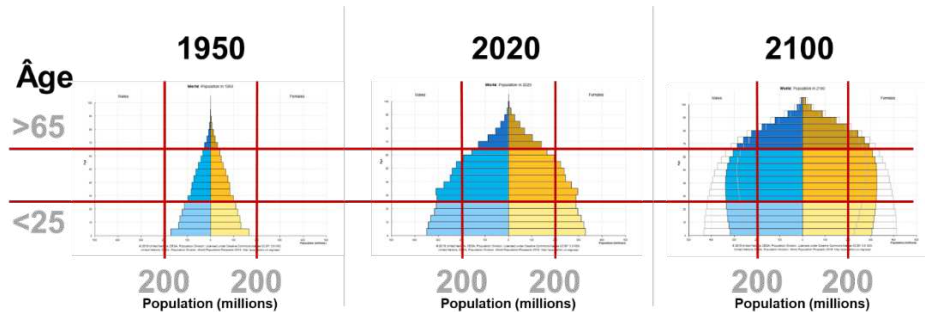


## **La croissance de la population**

La croissance démographique présente un intérêt pour la théorie économique depuis sa création, cependant, malgré la simplicité du concept, la croissance démographique présente une complexité qui doit être clarifiée. En abordant ce thème, ce texte ambitionne de contribuer à cette clarification. La simplicité de la compréhension du concept de croissance démographique induit une perception superficielle de cette mesure de l'étude de la population. Celle-ci se limite à la taille, à la répartition et à la composition de la population. Cette vision où la croissance de la population est liée au solde naturel, composé par le taux de fertilité, et l'espérance de vie, est due au fait que nous attachons plus de gens au taux de fertilité. En revanche, des aspects tels que la dynamique de la population, les déterminants socio-économiques et les conséquences des changements démographiques sont laissés de côté dans la discussion. Le Département des affaires économiques et sociales des Nations Unies, responsable de la prévision de la croissance démographique, estime que d'ici 2056, la population mondiale atteindra 10 milliards de personnes. La seule prise en compte de cette projection de l'accroissement de la population conduit à la définition d'hypothèses incorrectes, exposant le risque de projection de scénarios non fondés. Par exemple, la diminution de la population et la nécessité pour les politiques publiques de s'adapter à cette réalité. Comme le montrent des travaux récents, toujours en cours d'élaboration par l'OCDE sur *Shrinking Smartly and Sustainably*.

En nous appuyant sur les données présentées, nous concluons que nous vivons plus longtemps. La tendance est, le vieillissement et la diminution de la population. La composition de la structure démographique montre que la croissance de la population se concentre dans la tranche d'âge comprise entre 25 et 65 ans au cours de la période comprise entre 1950 et 2020. Les Nations Unies prévoient un comportement similaire en 2100. Cette concentration de la croissance dans la tranche d'âge des 25-65 ans transforme le profil démographique de la population mondiale, entraînant une inversion

de la pyramide des âges. Il est important de souligner que la fourchette des 25 à 65 ans correspond exactement à celle de la population économiquement active. Notant également, selon l'OCDE, que l'âge moyen de la première grossesse au niveau mondial se concentre dans la tranche d'âge de 25 à 35 ans.



**FIGURE 44 - STRUCTURE DEMOGRAPHIQUE**

Il faut également préciser que la croissance démographique est la somme des soldes naturels et migratoires sur une période donnée. Toutefois, la courbe de croissance de la population du  $CAGR_{10}$  a subi un changement. De 1900 à 2020, l'accroissement de la population est observé en chiffres absolus. Néanmoins, le renversement de la courbe  $CAGR_{10}$  à partir des années 1970 doit être pris en compte dans les analyses, afin d'éviter des conclusions erronées. À l'exemple du scénario de surpopulation, lié à la croissance du nombre absolu de personnes.

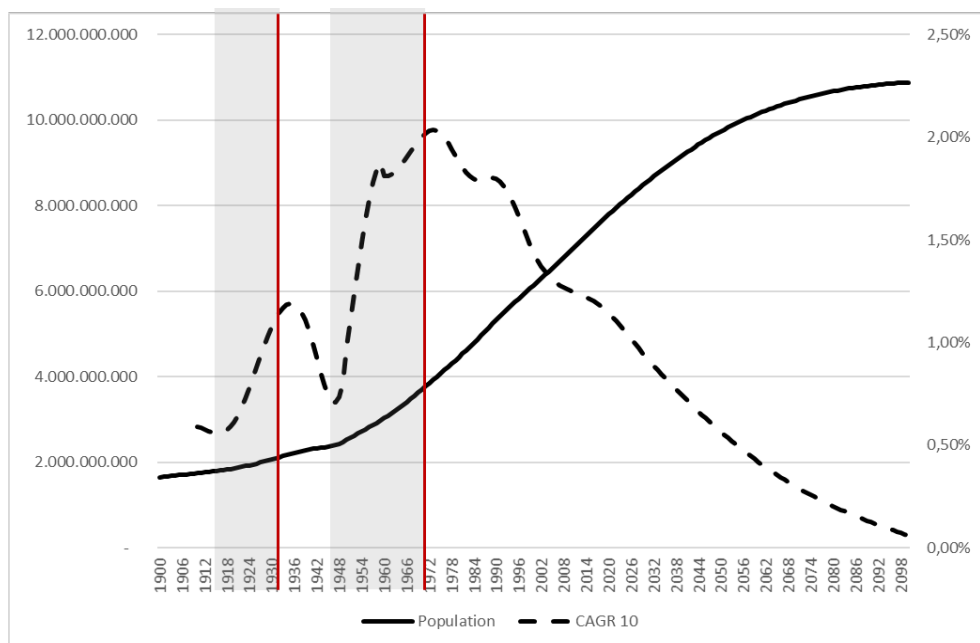


FIGURE 45 - L'EVOLUTION DE LA DEMOGRAPHIE MONDIALE<sup>127</sup>

<sup>127</sup> Source : Base de données du projet Maddison Base de données du projet Maddison, version 2018. Bolt, Jutta, Robert Inklaar, Herman de Jong et Jan Luiten van Zanden (2018), "Rebasing 'Maddison': new income comparisons and the shape of long-run economic development", Maddison Project Working paper 10. Les définitions des régions de Maddison ont été adaptées à partir de la source de la page d'accueil de Maddison (2010) à l'adresse suivante : <http://www.ggdc.net/maddison/oriindex.htm> sous la rubrique "Historical Statistics" et du fichier intitulé : Statistics on World Population, GDP and Per Capita GDP, 1-2008 AD (fichier horizontal, copyright Angus Maddison, University of Groningen)

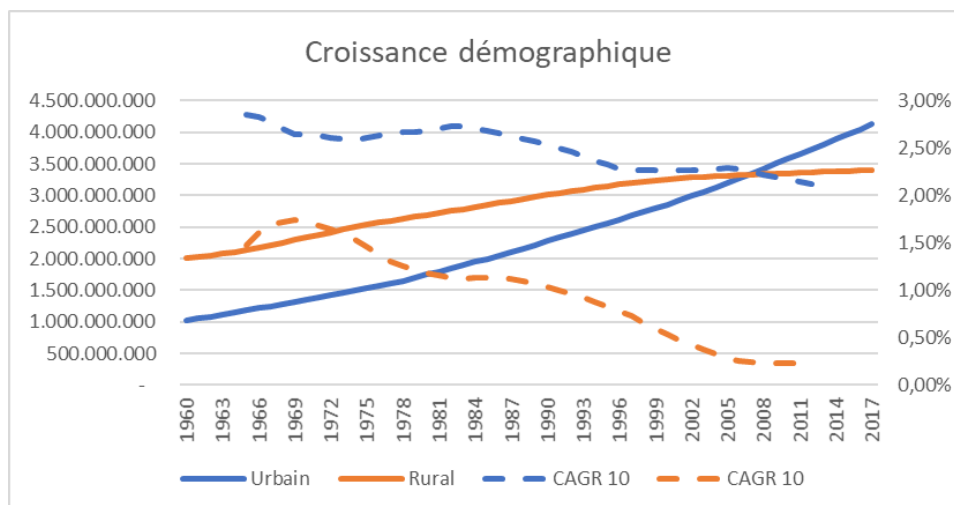
## Annexe 8 – L’urbanisation

La croissance incontestable du taux d’urbanisation n’est pas un phénomène moderne, et a eu lieu à travers l’histoire, avec une forte accélération après 1800. L’urbanisation, intrinsèque à la nature humaine par l’instinct grégaire et l’organisation productive, a accompagné l’humanité depuis le tout début. Ce phénomène, lié à l’organisation productive des villes, génère des opportunités et attire la population d’âge actif, ce qui explique l’essor démographique de certains territoires. Un autre facteur majeur réside dans l’urbanisation des zones rurales. Pour éviter des conclusions diffuses et contradictoires sur l’exode rural, il faut aller plus loin dans l’observation entre la croissance de la population rurale et urbaine. En supposant la même uniformité en ce qui concerne le développement économique, les caractéristiques naturelles, et la stabilité socio-économique, on pose les prémisses pour analyser le solde naturel de la population au cours des 60 dernières années.<sup>128</sup> Cette analyse montre que la population urbaine et rurale continue d’augmenter. Cependant, ce qui différencie la croissance entre les milieux rural et urbain est le taux de croissance (CAGR<sub>10</sub>).<sup>129</sup>

---

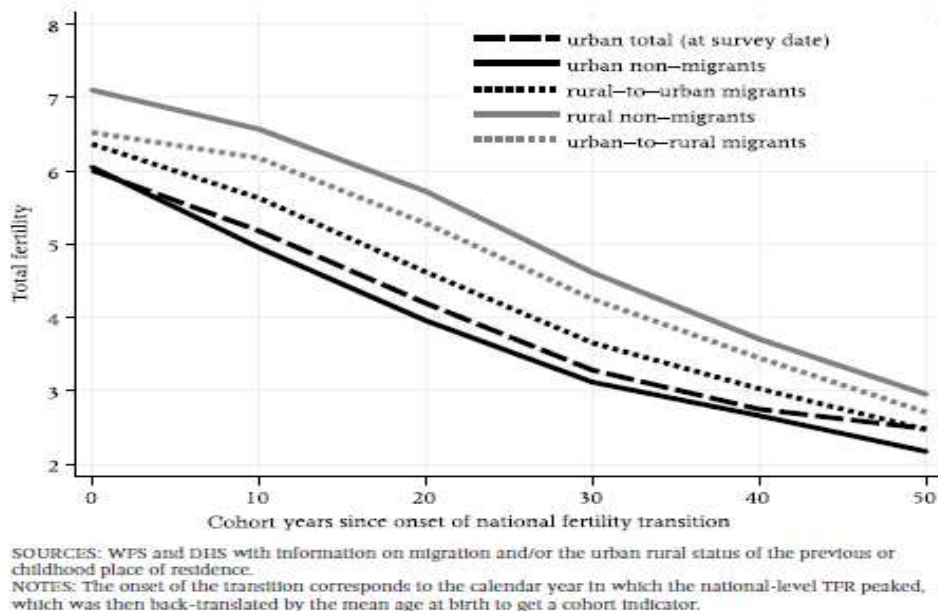
<sup>128</sup> Avant de commencer l’analyse, je crois qu’il est important de souligner que j’ai adopté les données disponibles dans les bases de données de la Banque mondiale et des Nations Unies, même si je suis conscient des discussions sur la qualité des données et des méthodologies appliquées dans la définition entre la population rurale et urbaine. Les données et projections disponibles répondent aux besoins de cette étude, laissant ce sujet pour des discussions ultérieures.

<sup>129</sup> Notation pour définir la période glissante de 10 ans pour le calcul du TCAC



**FIGURE 46 - CROISSANCE DEMOGRAPHIQUE DE LA POPULATION**

Si nous considérons le comportement des taux de fécondité dans les zones urbaines et rurales isolément, nous observons le même comportement. Une tendance qui indique un déclin de la fécondité, qui a débuté en 1920 (Lerch, 2019).



**FIGURE 47 - TENDANCES DE LA FECONDITE**<sup>130</sup>

En regardant le comportement de la croissance démographique dans les milieux urbains et ruraux, il convient de souligner que l'étude de l'exode rural a été largement discutée. Mais la transformation de l'environnement rural en environnement urbain, représenté par le nombre de villes créées au cours du temps, révèle un chemin encore inexploré. Réorienter le débat sur la croissance démographique me paraît pertinent pour éviter le piège du dogme de la théorie de la valeur, capable de tout expliquer. À l'exemple du texte de (Montano & García-López, 2020), qui propose de revisiter la théorie malthusienne en abordant la projection de la croissance démographique et de

---

<sup>130</sup> Tendances de la fécondité des cohortes chez les femmes migrantes et non migrantes des zones urbaines et rurales au cours des transitions nationales de fécondité (début = année 0), cohortes 1925-1978 dans 60 pays en développement. Source Lerch, M. (2019) 'Fertility Decline in Urban and Rural Areas of Developing Countries', *Population and Development Review*, 45(2), pp. 301-320. doi: 10.1111/padr.12220, - p. 314

la dégradation environnementale. Sans tenir compte de la formation et du subventionnement du coût social marginal. Dans le texte, le cadre analytique néoclassique occulte la discussion de l'organisation productive coordonnée par le marché. En plus de l'absence de discussion sur l'organisation productive, la croissance démographique est réduite à la relation entre le revenu, la scolarité et la fécondité. En imposant le cadre analytique néoclassique pour discuter de la croissance démographique, on exclut des facteurs importants comme les relations humaines, le comportement social, le solde naturel, la migration, en ajoutant la négligence sur la structure démographique et les caractéristiques territoriales. Les facteurs relatifs au comportement social et aux caractéristiques territoriales disparaissent entre les régressions et les indicateurs de croissance économique. À titre d'exemple, on peut citer l'utilisation généralisée du PIB par habitant comme indicateur du développement économique. Bien que ceci soit une simplification grossière du point de vue de la répartition de la richesse, et une aberration du point de vue sociologique.

M. Brueckner & Schwandt, (2015) propose que la croissance des revenus induite par le prix du pétrole soit positivement associée à la croissance démographique. Dans ce texte, l'appareillage néoclassique est capable de démontrer cette notion de compréhension difficile. La difficulté de compréhension est imposée par le lien entre le comportement social résultant de la hausse des revenus et le prix du pétrole. Sur la base des connaissances accumulées sur la croissance de la population, et en supposant la capacité nécessaire pour l'abstraction, je continuerai cette discussion. L'un des effets connus de la croissance des revenus est sa corrélation positive avec l'augmentation du niveau de scolarité. Un niveau de scolarité plus élevé entraîne des comportements sociaux différents. Par exemple, de nouvelles possibilités d'emploi sont créées, ce qui favorise l'ambition professionnelle et le report de la grossesse. L'accumulation du capital permet la division du travail, engendrant la croissance économique et potentiellement la distribution des revenus. Un autre exemple est l'augmentation du temps

d'étude, plus de temps à l'école améliore le niveau de scolarité. Parmi ces deux effets, l'augmentation de la tranche d'âge des mères avec leur premier enfant et les perspectives d'emploi influent sur le taux de fécondité. Toutefois, il faut plusieurs générations pour voir la temporalité de cette évolution dans la structure démographique d'un pays. Un autre scénario possible, résultant de revenus améliorés, est l'augmentation de l'espérance de vie, qui peut également conduire à la croissance de la population, influençant ou non le taux de fécondité. On peut également supposer que la richesse générée par l'augmentation des revenus, permet au territoire d'investir et d'offrir des opportunités, augmentant son attractivité, suscitant ainsi un flux migratoire d'une population économiquement active et d'âge fertile, ce qui entraîne également une croissance démographique. Ou encore, il devient possible de combiner tous les scénarios. Essayer de supposer un scénario unique s'avère être un exercice spéculatif et incohérent, dans lequel tout est possible. Dans l'hypothèse où la croissance des revenus induite par le prix du pétrole est positivement associée à la croissance de la population, le paradoxe entre les facteurs endogènes et exogènes devient inévitable. Dans le même texte, en se référant à la société smithienne en citant, (Galor & Weil, 2000), se cache la relation faite par Smith sur la division du travail comme facteur endogène de la croissance économique. En décrivant l'influence exogène des prix du pétrole et les conséquences endogènes du revenu intérieur sur la croissance démographique, l'insouciance face au paradoxe créé est révélée. Consolidés par la théorie néoclassique, les paradoxes entre les facteurs endogènes et exogènes rendent difficile d'éviter la déformation de la théorie. Tout comme il devient de plus en plus difficile de trouver une cohérence entre les modèles proposés et les fondements économiques.



## Annexe 9 - La mesure de la richesse

### *PIB - Produit intérieur brut*

Selon la Banque mondiale,<sup>131</sup> la mesure de la production de richesse a deux approches différentes. La première approche du calcul du PIB considère l'argent dépensé par tous les groupes de la société qui participent à l'économie d'un pays. La relation avec les économies externes est exprimée par l'insertion des exportations nettes ou des exportations totales d'un pays moins les importations totales. La seconde approche considère le revenu total généré par les biens et services produits. L'inclusion des économies externes est donnée par le facteur du revenu étranger net.<sup>132</sup>

Toute la richesse générée par une économie est représentée par le produit intérieur brut (PIB). Le PIB est mesuré en additionnant la valeur globale des produits (Y), moins la valeur intermédiaire des produits intrants et consommés dans le processus de production, avant de tenir compte de la consommation de capital fixe dans la production.<sup>133</sup> Dans cette définition de la Banque mondiale pour le calcul du PIB, on définit l'organisation productive génératrice de richesse et on mesure la productivité de l'économie. En mesurant le PIB par la variation de la production globale, nous supposons que la répliquabilité du cycle de production est le générateur de richesse en fonction de l'augmentation du revenu (Kaldor, 1972). Dans cette organisation

---

<sup>131</sup> <https://databank.worldbank.org/metadataglossary/world-development-indicators/series/NY.GDP.MKTP.KD.ZG> récupéré le 16/12/2021

<sup>132</sup> *Revenu net des facteurs étrangers* : différence entre le revenu total que les citoyens et les entreprises d'un pays génèrent dans les pays étrangers et le revenu total que les citoyens et les entreprises étrangers génèrent dans le pays d'origine.

<sup>133</sup> <https://databank.worldbank.org/metadataglossary/world-development-indicators/series/NY.GDP.MKTP.KD.ZG> retenu le 07/01/2022

productive, nous avons le PIB comme unité de mesure de la productivité de l'économie.

En revanche, le PIB ne prend en compte que la production des externalités. L'exclusion de la production des externalités limite le résultat du calcul de la croissance économique. Un autre point important du calcul du PIB est la manière dont les taxes et les subventions sont prises en compte. La structure fiscale d'une économie a un impact direct et indirect sur la structure des coûts, la structure de l'emploi et les infrastructures disponibles. En ne considérant pas que les dépenses publiques, traitent de la même manière les gouvernements efficaces et inefficaces. La productivité d'une économie dépend de la stabilité sociale et économique soutenue par des investissements dans les infrastructures, la formation de la main-d'œuvre, la recherche et le développement. Cet ensemble détermine les conditions favorables à la formation de la richesse. D'autre part, les gouvernements inefficaces, investissent dans des œuvres populistes à faible impact productif. La dépense inefficace de l'argent public, la corruption, la négligence de l'éducation et du progrès technique, favorise un environnement défavorable à la production de la richesse. Dans les deux cas, les dépenses publiques sont prises en compte dans le calcul du PIB de la même manière. De plus, pour le calcul de la valeur ajoutée, seuls les intrants variables sont pris en compte, laissant les coûts fixes hors de l'équation. De cette façon, le capital accumulé, le progrès technique et la spécialisation sont supposés être des facteurs endogènes et agrégés dans la fonction de production. Il convient de souligner que le PIB est une unité de mesure de la productivité. Mesure qui trouve sa limite dans la généralisation des dépenses publiques, dans l'exclusion des productions des externalités négatives et dans l'exclusion de l'accumulation du capital. Mesurer la croissance économique uniquement par l'évolution de la productivité de l'économie est insuffisant. En partant du principe que la croissance économique est simplement la production de biens et de services, les limites de cet indicateur sont exposées.

Selon la Banque mondiale,<sup>134</sup> malgré les efforts déployés pour calculer le PIB, des limites peuvent entraîner des distorsions dans les résultats obtenus. Ces limites peuvent être résumées en quatre points distincts. Le calcul du PIB prend en compte la production de biens et de services et les coûts attribués à ces productions. La difficulté de définir la production pour l'industrie des services entraîne une analyse centrée sur les entrées. Ces intrants se résument au capital humain, compte tenu du nombre d'employés ou de la masse salariale. Le calcul du PIB à partir des intrants, relégués au second plan le progrès technique et la productivité, ce qui peut fausser le calcul. Cette distorsion peut entraîner une sous-estimation de la croissance ou une surestimation de l'inflation. L'informalité et l'illégalité présentes dans l'économie sont également exclues du calcul. S'appuyer sur le PIB sans tenir compte de ses limites peut conduire à une réalité déformée, en négligeant les résultats de la croissance économique, en d'autres termes, déformée la réalité de la formation de richesses.

### ***RNB - Revenu national brut***

À l'époque de la Grande dépression, la nécessité de comprendre les impacts économiques a ouvert la voie à un autre moyen de mesurer la croissance de l'économie, le *produit national brut* (PNB). En 1993, le PNB a commencé à être appelé *revenu national brut* (RNB) dans le *système de comptabilité nationale* (SCN). Dans cette méthode, la valeur marchande des produits est définie, les taxes sur la production sont ajoutées, et le revenu net est dérivé du revenu primaire. Il convient de mentionner que le revenu primaire considère le revenu net de la population native. C'est-à-dire que le revenu primaire est formé par la rémunération des employés et le revenu des biens, dans le pays et à l'étranger. Production (Y) compris le flux de capitaux étrangers lié à la migration. Même en considérant la valeur marchande dans

---

<sup>134</sup> <https://databank.worldbank.org/metadataglossary/world-development-indicators/series/NY.GDP.MKTP.KD.ZG> récupéré le 16/12/2021

le calcul du RNB, pour mesurer la performance de l'économie, nous avons, le total des revenus moins le total des dépenses, ce qui donne un profit ou une perte, mettant en évidence le capital accumulé comme source de financement des pertes à court terme (Kuznets, 1934). Dans cette logique de comptabilité de production, Kuznets, démontre que la répliquabilité du processus de production, avec des résultats négatifs successifs, nécessite un financement externe pour poursuivre son activité, mettant en évidence la capacité d'épargne comme source. Un autre point pertinent exposé par Kuznets, était la comptabilisation de la valeur des stocks sur la base du coût d'acquisition, et non sur la valeur de marché pour maintenir une cohérence logique de son analyse, mettant en évidence la même logique pour le calcul de la dépréciation. Respectivement, ces pratiques comptables visent à maintenir la valeur du capital accumulé en période de variations de prix. En adoptant ces prémisses, il est possible d'évaluer le coût réel de l'accumulation du capital. Le risque lié à la transformation des actifs en valeur de marché est l'exposition aux fluctuations des prix et des taux de change, car ces variables peuvent être modifiées artificiellement. RNB, a introduit l'accumulation du capital dans le calcul de la productivité d'une économie. Indépendamment des méthodes les plus utilisées pour mesurer les performances économiques, PIB ou RNB, la logique reste la même. Il est entendu que la création de richesses repose sur l'organisation productive, en mesurant la productivité lorsqu'on utilise le PIB, ou la capacité à générer des revenus lorsqu'on utilise le RNB. Cependant, la productivité d'une économie et la capacité à générer des revenus ne suffisent pas à mesurer la performance d'une économie, mettent une alerte dans le potentiel décalage dans la manière de mesurer la croissance économique.

Comme dans l'étude de Young (1928), Kuznets, S. (1930) aborde la formation du marché comme étant déterminée par la disponibilité de produits et de services, ce qui génère la demande. Cependant, Kuznets va plus loin en soulignant que le progrès technique, la croissance démographique et la répartition des revenus sont également des facteurs clés influençant la

croissance économique. Dans son texte de 1930, Kuznets introduit également le concept de développement économique, mettant en évidence sa pertinence étant donné le contexte de l'époque, marqué par la Grande Dépression. La situation économique difficile de l'époque a contribué à façonner la discussion sur la nécessité de créer un État-providence. En effet, à cette époque, le PIB et le RNB ne permettaient pas de mesurer efficacement la distribution des revenus, tandis que l'équité dans la répartition des revenus était considérée comme un élément indispensable pour soutenir la croissance économique.

Un autre élément crucial à souligner concerne le processus de production lui-même. Il est essentiel de ne pas seulement se focaliser sur la quantité produite, mais également sur sa composition, ainsi que les conséquences sociales et environnementales qui en découlent. Cela s'avère indispensable pour une évaluation précise de la croissance économique. En mettant l'accent sur cette idée, il devient évident qu'il est primordial de prendre en considération les aspects durables de toute activité économique.

### ***GINI - Inégalité des revenus et des richesses***

Largement utilisé, l'indice de GINI représente la dispersion entre les inégalités de revenus et les inégalités de richesse. Cependant, dans le texte de Gini (1909), la critique de la théorie de Malthus (1798) est mise en évidence par des citations des textes de Sadler (1830) et Doubleday (1853). Il devient pertinent de souligner la prémisse adoptée par ces critiques, qui consiste en l'impact de l'amélioration des conditions de vie sur la diminution de la fécondité. Cette prémisse minimise le problème malthusien de la surpopulation (Gini, 1909). Dans l'introduction de son article, Gini (1909) précise l'objectif d'analyser l'hypothèse selon laquelle les classes inférieures de la population ne croissent davantage que les classes supérieures. L'étude des taux de natalité et de mortalité dans les différentes classes sociales a montré que les classes sociales défavorisées ont des taux plus élevés que les classes plus favorisées. Gini conclut également dans son article que la relation

entre la croissance démographique des classes les plus pauvres et la distribution de la richesse explique la différence entre la courbe des revenus et de la richesse, et la courbe des aptitudes individuelles. Cette dispersion est attribuée à l'accumulation de capital et non à la démographie de la population. Gini signale également que la concentration de la richesse génère un impact social moindre en raison de l'évolution du niveau de revenu moyen de la population. En analysant le ratio de Gini dans l'étude qui a donné naissance à l'indice qui mesure la dispersion entre l'inégalité des revenus et l'inégalité des richesses, il apparaît clairement que le **problème ne réside pas dans la concentration des revenus, mais dans l'incapacité de la population défavorisée à générer des revenus.**

### ***IDH - Indice de Développement Humain***

L'Indice de Développement Humain (IDH) est un indicateur composite qui mesure le niveau de développement humain d'un pays. Il a été développé par le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) en 1990, dans le but de fournir une vision plus holistique du développement d'un pays que les indicateurs économiques traditionnels tels que le produit intérieur brut (PIB) par habitant. La conception de l'IDH repose sur trois dimensions essentielles du développement humain : Santé (espérance de vie à la naissance), Éducation (niveau d'éducation moyen), Niveau de vie (PIB réel par habitant)

## **Annexe 10 - Manifeste pour la décarbonation de la route**

Les chiffres sont indiscutables. La mobilité routière représente plus de 80% des déplacements de passagers et de marchandises. Elle est responsable de 95% des émissions de gaz à effet de serre du secteur des transports, le seul secteur dont les émissions ont persisté à augmenter au cours des trente dernières années. Quel que soit le scénario envisagé, la mobilité routière restera dominante au cours des décennies à venir, car le transfert modal vers le train ne sera pas suffisant en fonction des modes d'utilisation actuels.

La décarbonation de la route, réalisée massivement et rapidement, devient donc impérative si nous voulons respecter nos objectifs de réduction des émissions. Cela doit devenir une priorité nationale. La France a la responsabilité vis-à-vis de ses obligations internationales, de la justice sociale dans le contexte du dérèglement climatique, de la réduction des inégalités socio-spatiales sur le territoire, ainsi que de la préservation de l'industrie automobile nationale et de ses emplois.

Les solutions existent dès à présent, et elles peuvent être mises en œuvre pour obtenir des résultats concrets à court terme. Cela inclut des mesures de sobriété dans l'utilisation des voitures, l'électrification des véhicules légers, un déploiement massif de bornes de recharge le long des réseaux routiers, le développement du covoiturage et du transport collectif sur route et autoroute, ainsi que l'adaptation des infrastructures et des services à la multimodalité. De plus, la production d'énergie renouvelable sur les terrains le long des routes et autoroutes ainsi que la préfiguration de routes électriques pour les camions peuvent jouer un rôle important.

La mobilisation de tous les acteurs de la route est essentielle pour réussir cette transition vers une mobilité routière plus durable. Les gestionnaires d'infrastructures, les constructeurs automobiles, les opérateurs

de transport routier et de fret, les assureurs, les prestataires de sécurité, les collectivités locales et les associations d'usagers doivent tous s'engager collectivement à accélérer la mise en place des investissements et des actions nécessaires pour rendre la route plus durable.

Nous proposons la création d'une Alliance pour la décarbonation de la route, une plate-forme qui favorisera les échanges et les propositions pour sensibiliser et agir. Cette alliance pourrait servir de base pour rassembler les idées et les expertises, et en collaboration avec les autorités publiques, elle pourrait jouer un rôle essentiel dans la création d'un plan ambitieux d'investissements, tant publics que privés, en faveur d'une mobilité routière décarbonée. Elle devrait s'engager à stimuler, coordonner et encourager l'adoption de comportements écoresponsables.

Nous voulons mettre la décarbonation de la route au cœur des politiques publiques. C'est urgent.

Signataires :

- François Gemenne (politologue, co-auteur du rapport du GIEC)
- Patrice Geoffron (Professeur de sciences économiques à Dauphine-PSL, Membre du Cercle des économistes)
- Géraud Guibert (Président de la Fabrique Ecologique)
- Christophe Bonnery (Directeur Stratégie et Partenariats à Paris School of Economics)
- Laurent Chapelon (Professeur à l'Université Paul Valéry Montpellier 3)
- Anna Creti (Professeur d'économie à Dauphine-PSL, Directrice de la Chaire Économie-Climat)
- Nicolas Coulombel (Maître de conférences à l'École des Ponts ParisTech)
- Pascal da Costa (Professeur à CentraleSupélec)



- Michel Derdevet (Président de Confrontations Europe)
- Mathieu Flonneau (Historien, maître de conférences à l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne)
- Pierre Hornych (Directeur du laboratoire LAMES à l'Université Gustave Eiffel)
- Fabien Leurent (Professeur à l'École des Ponts ParisTech, directeur de recherche au CIRED)
- Paulo Moura (Chercheur, Directeur adjoint innovation et Partenariats à l'Université Côte d'Azur - IMREDD)
- Jean-Pierre Orfeuill (Professeur émérite à l'Université Gustave Eiffel)
- Carine Staropoli (Professeur d'économie à Paris School of Economics).

# Annexe 11 - Démonstrateurs de la Ville Durable

## *Contexte général : la plaine du Var, un territoire à enjeux*

Située au cœur de la métropole azurée, la plaine du Var est caractérisée par de forts enjeux. Dès le début du XXI<sup>e</sup> siècle (2003) la Directive Territoriale d'Aménagement, dresse un diagnostic alarmant :

- Une croissance urbaine rapide, désordonnée et « surconsommatrice » d'espace qui s'est effectuée au détriment du cadre de vie ;
- Une nécessaire redynamisation de l'économie et une diversification à mettre en œuvre ;
- De graves dysfonctionnement en matière d'offre de logements et de transports, d'implantation d'équipements et d'activités.

Pour répondre à ces enjeux, la plaine du Var est identifiée comme stratégique à l'échelle des Alpes-Maritimes pour son développement écologique, économique et social.

D'abord riche d'une agriculture très développée, la plaine du Var a été ensuite davantage marquée par une urbanisation diffuse et hétéroclite que par des opérations d'aménagements d'ensemble, aux caractéristiques plus vertueuses en termes de consommation d'espace et de prise en compte des enjeux environnementaux. Ainsi, étalement urbain et faible occupation des sols coexistent avec des sites denses et parfois très dégradés ou en restructuration. Ce secteur a longtemps rempli des fonctions de logistique, de stockage, etc. avec notamment une implantation anarchique de certaines activités économiques entrant en compétition avec les terres agricoles qui ont été progressivement délaissées puis altérées pendant une cinquantaine d'années.

En 2006, le schéma régional d'aménagement et de développement durable du territoire (SRADDT) qualifiait la plaine du Var, « territoire à

enjeux » à l'échelle de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur. En février 2007, la mission d'expertise diligentée par l'État met en exergue les atouts importants dont bénéficie la Côte d'Azur mais souligne les handicaps sérieux dont elle souffre et conclut que le niveau des enjeux et des contraintes justifie que l'on envisage de donner à la plaine du Var un statut d'Opération d'Intérêt National (OIN), ce qui sera effectif en mars 2008.

Ces enjeux seront confirmés les années suivantes dans plusieurs documents-cadres, dont le PLH et le PLU, adoptés en 2018 et 2019. Ils l'ont été à nouveau dans le récent contrat de Projet Partenarial d'Aménagement (PPA) qui fût l'un des premiers de France à être signé et prévoyant trois nouvelles opérations d'aménagement dans l'Écovallée ou encore dans les engagements pris par la Métropole dans son PLUM et son PCAET :

- Le PLUM pose comme enjeux transversaux la gestion économique de l'espace et la limitation de l'étalement urbain, le maintien et la remise en état de la Trame Verte et Bleue (TVB), la préservation et la promotion de l'activité agricole, la rationalisation des déplacements et la limitation des déplacements motorisés individuels, la maîtrise des risques, le maintien de la ressource en eau, la promotion des énergies renouvelables.

- Le PCAET reprend les objectifs du SRADDET de la Région Sud Provence-Alpes-Côte d'Azur. Concernant la trajectoire carbone, un des objectifs majeurs vise notamment à diminuer de 22 % nos émissions de gaz à effet de serre (GES) à l'horizon 2026, à diminuer de 44% les émissions de polluants atmosphériques, à réduire les consommations d'énergie de 18% et à augmenter de 9 % à 18 % la part des énergies renouvelables dans le mix énergétique. Parmi les principaux leviers à actionner : la réduction de la part modale du véhicule thermique, l'amélioration de la performance énergétique des bâtiments existants, le développement des énergies renouvelables, l'amélioration de la gestion des déchets.

Depuis, certains objectifs ont été relevés comme celui concernant l'émission de GES qui a été porté à une réduction de 55 % d'ici 2030.

Plusieurs engagements contractuels viennent consolider ces orientations : le Contrat de relance et de transition écologique CRTE, le Contrat d'avenir (ancien CPER), le Contrat Régional d'Équilibre Territorial CRET 2019-2022, ou encore, le Contrat de territoire urbain Horizon 2026.

Le choix de la plaine du Var comme espace de développement est donc le fruit d'un long processus d'analyse et de travail, de réflexions et d'échanges ayant abouti à la conclusion que cet espace se devait d'être aménagé de manière structurée et réfléchie afin de tenir un rôle majeur dans la relance des dynamiques économiques, sociales et sociétales en cohérence avec les politiques de développement durable. L'Opération d'Intérêt National a ainsi posé les bases d'une nouvelle et ambitieuse vision de ce que doit être le développement durable : créer des emplois et des logements, préserver l'environnement naturel et les paysages, accueillir des entreprises, innover et favoriser les conditions d'un cadre de vie et de travail exemplaire (transports, équipements, agriculture). L'ambition est alors de proposer un autre modèle de développement et d'urbanisme, d'une part en créant aux portes de Nice, un territoire démonstrateur des politiques du Grenelle à l'échelle européenne, d'autre part en impulsant une dynamique économique et sociale qui favorise la diversification des activités et impulse l'innovation, notamment en lien avec le secteur des technologies vertes et l'entrepreneuriat. Cette ambition se concrétise notamment à travers une opération d'ampleur : Nice Méridia démonstrateur grandeur nature de solutions concrètes en matière de développement durable.

Nice Méridia, est une opération d'aménagement qui s'étend sur 24,4 hectares. Le projet est EcoQuartier (étape 2), inscrit dans le périmètre EcoCité, et applique le référentiel Ecovallée Qualité (Niveau Excellent pour les espaces publics, niveau Performant ou Excellent pour les îlots). L'organisation et le fonctionnement de cet espace sont conçus de façon à favoriser les circuits courts entre les connaissances et les innovations. L'IMREDD (Institut Méditerranéen du Risque, de l'Environnement et du

Développement Durable), situé au cœur de Nice Méridia, y promeut un modèle de formation par la recherche et est le lieu de rencontre du monde académique et des entreprises, moteur d'une innovation collaborative menant à la création d'entreprises dans le domaine du risque et du développement durable. Les synergies ainsi créées entre l'université et les entreprises sur un territoire devenu laboratoire ouvert ont favorisé une dynamique urbaine et économique, fruits d'une fertilisation croisée, véritable levier d'innovation. La fertilisation croisée se définit comme une action de production, enrichie par les interactions des champs d'activités et de réflexion. Elle s'illustre au sein de Nice Méridia, notamment dans les offres de mixités fonctionnelle, sociale et générationnelle des bâtiments. Composante essentielle de la mutation éco-compatible du territoire en termes d'aménagement, d'environnement et de développement économique, Nice Méridia a été et est un laboratoire du développement durable et le moteur d'innovations de la Métropole. Nice Méridia est devenu un exemple de la ville durable témoignant ainsi de la justesse de la vision projetée il y a 10 ans. Face au succès de Nice Méridia, l'EPA et ses partenaires décident de franchir une nouvelle étape avec l'opération d'aménagement Parc Méridia, zone d'hébergement du démonstrateur présenté dans le cadre de cet AMI et prolongement de cette technopole urbaine.

### ***Parc Méridia : la nature retrouvée, l'économie réinventée***

Il est désormais nécessaire de relever simultanément plusieurs défis : l'indépendance énergétique et alimentaire, l'optimisation de la mobilité, la définition d'un nouveau modèle de développement économique plus seulement basé sur le tourisme, la transition démographique due à une population vieillissante, un vrai modèle d'inclusion sociale réussi, etc. La Métropole Nice Côte d'Azur, reconnue comme Smart City de rang mondial et comme territoire ambassadeur de l'innovation en Europe, notamment pour ses innovations technologiques au service des citoyens et de son approche de laboratoire à ciel ouvert, permet de partir d'un socle éprouvé et d'une

reconnaissance internationale (NCA fut finaliste en 2017 du prix Capitale européenne de l'innovation).

Ce socle est un gage de réussite des grandes ambitions portées par notre candidature qui est en cohérence avec les objectifs de la Stratégie Nationale Bas Carbone, le Plan nation d'adaptation au changement climatique et la stratégie nationale pour la biodiversité.

La candidature à cet AMI marque donc l'ambition de bâtir un modèle permettant d'accueillir plus d'entreprises et d'emplois dans un environnement préservé grâce à l'innovation technologique, d'usage mais aussi de pratiques à travers la fertilisation croisée et les circuits courts.

Notre volonté est de concevoir une ville flexible permettant le retour de l'industrie et de l'agriculture en son sein en limitant les désagréments qui y sont associés. Une ville plus humaine qui permet et favorise l'épanouissement et les trajectoires personnelles et professionnelles, qu'elles soient voulues ou imposées par les évolutions de la vie en facilitant l'adaptation et l'évolution permanente du travail et de la vie familiale. Une ville plus naturelle, où l'architecture et l'urbanisme sont en symbiose avec le paysage et la biodiversité. Une ville plus dense, favorisant la proximité entre les lieux de production et ceux de consommation des biens, et s'alignant sur les concepts de la transition écologique. Une ville enfin, et notre territoire y est particulièrement exposés, qui saura être résiliente face aux risques de toutes natures.

Le démonstrateur proposé est un ensemble composé d'un périmètre de démonstration (Parc Méridia) et d'un modèle de répliation adaptable en fonction des territoires ciblés. En effet, Nice est une ville cosmopolite par excellence, particulièrement adaptée pour expérimenter les approches transposables tant en France, qu'en Europe mais aussi à l'international.

### *L'opération d'aménagement Parc Méridia*

Localisée à l'entrée ouest de la ville de Nice à proximité de l'aéroport international, dans un secteur desservi depuis fin 2019 par la ligne 3 du tramway, l'opération Parc Méridia vise à accélérer et amplifier le développement économique et urbain engagé sur l'ensemble de l'Ecovallée. Cette opération s'inscrit dans la continuité de l'opération Nice Méridia, cœur de la technopole urbaine et premier périmètre opérationnel d'expérimentation de la ville de demain. Elle s'articule autour du projet de grand parc paysager de la plaine du Var, porté par la Métropole Nice Côte d'Azur et colonne vertébrale du projet. En effet, l'objectif, à travers Parc Méridia, est de venir prolonger Nice Méridia tout en se singularisant. Ainsi, Parc Méridia reprend l'idée du système de traverses développé à Nice Méridia pour faire communiquer les grandes infrastructures et équipements au grand parc paysager et ainsi rétablir les continuités écologiques. De plus, Parc Méridia prend exemple sur Nice Méridia et sa gestion innovante des eaux pluviales (rétention jusqu'à la centennale), en proposant des bassins paysagers dans les aménagements publics et privés pour réguler la rétention en cas de fortes pluies et en profitant du retour d'expérience sur les aménagements déjà réalisés à Nice Méridia.

Un concours a été lancé en mars 2019 pour un accord-cadre de maîtrise d'œuvre urbaine pour l'opération d'aménagement Parc Méridia. Le lauréat du concours, désigné en décembre 2020 est un groupement de maîtrise d'œuvre urbaine constitué de l'architecte-urbaniste Architecture studio (mandataire), associé à Topotek1 (paysagiste), MERLIN (BET VRD/Hydraulique), Trafalgare (mobilités) et Adret (BET environnement). Les études de maîtrise d'œuvre urbaine ont été lancées début 2021, avec pour objectif une validation du plan guide de l'opération d'ici la fin de l'année 2021. Le projet urbain est engagé dans la démarche de labellisation EcoQuartier (signature de la charte prévue pour fin 2021), inscrit dans le

périmètre EcoCité et répond aux exigences du Référentiel environnemental « Écovallée Qualité » développé par l'EPA (niveau visé Excellent).

Sur un périmètre d'environ 60 hectares, l'opération Parc Méridia prévoit le développement d'environ 589 000 m<sup>2</sup> de surface de plancher, dont :

- 381 500 m<sup>2</sup> de surface de plancher de logements soit environ 5 450 logements,
- 141 000 m<sup>2</sup> de surface de plancher d'activités économiques,
- 36 500 m<sup>2</sup> de surface de plancher de commerces et services de proximité, dont environ 15 000 m<sup>2</sup> correspondant à la relocalisation de commerces existants,
- 30 000 m<sup>2</sup> d'équipements publics : deux groupes scolaires de quinze classes, une crèche de quarante places, un centre socio-éducatif de l'ordre de 700 m<sup>2</sup> de surface de plancher et un centre aquatique.

Le projet Parc Méridia vise à favoriser le retour de l'activité productive en ville tout en étant très peu consommateur d'espace et ce, dans le plus grand respect de l'environnement.

Une attention particulière sera portée à la dimension humaine et notamment à l'intégration des partenaires et de la population (cf. #4. Environnement partenarial et participation citoyenne) à ce nouveau modèle de la ville productive durable véritable modèle de ville intégrative où technologie rime avec engagement citoyen. Notre objectif est donc, en intégrant la nature au cœur des aménagements, de recentrer la ville sur l'humain qui y vit grâce à un modèle de production durable et de transition (culturelle, démographique, écologique, ...) reposant sur 3 piliers d'innovation :

- Transformation durable de la chaîne productive,
- Optimisation de la logistique urbaine,



- Flexibilité urbaine,

À quoi il convient de rajouter le

- Modèle de réplique.

### ***Pilier 1 : Transformation durable de la chaîne productive***

#### ***Objectif***

Transformer durablement la chaîne de valeur de production agricole et industrielle en les « verticalisant ». Il est ici question de production, de transformation et de packaging adaptés aux circuits courts. Le but recherché est de pouvoir verticalement (et non plus horizontalement) aussi bien produire la matière première, que de permettre sa transformation (afin d'augmenter la création de valeur sur le site de production) et la conception d'un packaging adapté au circuit court contribuant par là-même à la résilience du territoire, tant au niveau local que régional.

Cette verticalisation productive devra également permettre d'optimiser la gestion des déchets pour qu'ils contribuent tout autant à la création de la matière première, de manière directe ou indirecte (par apport d'énergie par exemple). Cette verticalisation de la chaîne de valeur productive permettra la désartificialisation, la désimperméabilisation et la végétalisation des espaces libérés ou nouvellement occupés par sa moindre occupation foncière et la requalification des sols qu'elle permettra.

Pour ce faire, plusieurs solutions techniques en phase de développement, d'expérimentation, voire de présérie pourront bénéficier de notre candidature sur ce pilier-là : réflexion sur l'intégration d'activités productives en zone urbaine dense, désimperméabilisation et re-végétalisation, gestion de la ressource en eau, agriculture urbaine, sobriété et résilience énergétiques, communication entre bâtiments, économie circulaire et gestion de déchets.

## ***Pilier 2 : Optimisation de la logistique urbaine***

### ***Objectif***

Développer des solutions de plateformes logistiques de proximité et de déplacements qui s'adaptent à l'utilisateur. L'idée est ici d'inverser le processus : il appartient au service de s'adapter à l'utilisateur et non plus à l'utilisateur de s'adapter au service, par une offre de solutions multiples autour du tri, des circuits de distribution, mais également des déplacements, etc. Cette optimisation logistique permettra non seulement au territoire de s'adapter aux différents enjeux pouvant émerger, et donc de favoriser la résilience du territoire, mais aussi de répondre aux besoins de la population, à son confort et à sa qualité de vie, au fil de son évolution.

Pour ce faire, plusieurs solutions en phase de développement, d'expérimentation, voire de présérie pourront bénéficier de notre candidature sur ce pilier-là : transports terrestres et aériens, collectifs et individuels connectés/autonomes, réduction des pollutions atmosphériques et acoustiques, communication entre bâtiments et gestion des déchets.

## ***Pilier 3 : Flexibilité urbaine***

### ***Objectif***

Optimiser la flexibilité de l'infrastructure urbaine. Notre volonté est de multiplier les fonctions d'une unité urbaine, aussi bien sur un laps de temps court ou long, et ce selon un cycle variable (horaire, quotidien, hebdomadaire, mensuel, annuel, ...). Quelques exemples possibles : un parking est un lieu de stationnement pendant 20 heures et un lieu de stockage pendant 10 heures ; une 2 x 2 voies sert à la circulation en semaine puis est transformée en 2 x 1 voie, le week-end, les deux voies restantes trouvant une autre fonction ; un terrain peut servir comme plateforme de stockage de matériaux quelques mois pour être ensuite à terme un terrain constructible (espaces publics, bâtiment...). C'est aussi ici qu'entre également en jeu le concept d'urbanisme

transitoire, où la fonctionnalité d'un lieu évolue avec le temps, ce qui est en cohérence avec les nouveaux usages des habitants ainsi qu'avec la nécessaire réactivité et adaptabilité de nos aménagements comme la crise sanitaire liée à la COVID-19 nous l'a démontré (installation d'hôpitaux de fortune sur des parking, création de plus d'espaces verts, réorganisation des espaces de travail: plus d'espaces de coworking, moins de bureaux, etc...). Moins consommatrice d'espace, cette vision de la flexibilité urbaine permet aussi de favoriser la mixité fonctionnelle et d'éviter les écueils sur lesquels le territoire a trop longtemps buté, en particulier sur l'implantation des infrastructures. La réversibilité urbaine est ici réinventée à différentes échelles (bâimentaire, d'un aménagement global d'espace public par exemple, ...) comme levier d'action pour favoriser la flexibilité urbaine, ce qui constitue un axe innovant majeur. Pour ce faire, plusieurs solutions en phase de développement, d'expérimentation, voire de présérie pourront bénéficier de notre candidature sur ce pilier-là : intégration du citoyen, inclusivité des infrastructures, sobriété et résilience énergétiques, communication entre bâtiments, multifonctionnalité et économie circulaire.

#### ***Pilier 4 : Modèle de réplication***

##### ***Objectif***

Disposer de méthodes permettant la réplication, l'adaptation, le développement et la gestion ainsi que le suivi de la solution (qu'elle soit composée d'un seul pilier ou d'une combinaison de piliers). Il est ici question de disposer des outils, méthodes, formations, etc. permettant la diffusion des piliers et leurs combinaisons. On parle tout autant de formations aux techniques de production en unités verticales, que de conception de modèle économique adaptés, ou encore d'ingénierie de duplication et d'adaptation en fonction des spécificités du territoire cible (maturité et culture dans le domaine, taille et caractéristique du territoire, ...). Enfin, à l'image de Nice

Méridia, Parc Méridia doit devenir une référence. C'est pourquoi, nous avons, dès la phase de candidature, élaboré un dispositif évaluatif et un système de monitoring complets (cf. #5. Évaluation du projet) permettant une mesure des impacts en matière d'attractivité, de biodiversité, de désimperméabilisation des sols, d'utilisation responsable des ressources, ... L'évaluation Ex ante nous permettra de préciser les premiers objectifs fixés en matière d'impact et de performance attendus.

Pour ce faire, plusieurs solutions en phase de développement, d'expérimentation, voire de présérie pourront bénéficier de notre candidature : Référentiel Ecovallée Qualité et standards à travailler pour renforcer l'adaptabilité, conception de modules de formation adaptés à chaque besoin lié à un pilier ou à une combinaison de pilier dans les différents domaines (ingénierie, maîtrise ouvrage, AMO, maîtrise d'œuvre, ...), méthode renforçant l'acceptation sociale dans l'utilisation des nouvelles technologies.

#### 4. Environnement partenarial et participation citoyenne

Parc Méridia est un projet, qui bénéficie d'ores et déjà d'un écosystème d'acteurs et de partenaires identifiés nécessaires à l'atteinte des différentes ambitions et des différents impacts attendus. Comme cela sera présenté dans #6. Gouvernance et pilotage, un comité de pilotage sera créé pour piloter, animer et gérer le démonstrateur. Des représentants publics, privés et de la société civile couvrant les domaines techniques, technologiques, scientifiques, académiques, industriels, serviciels, agricoles, ..., seront représentés dans les différentes instances décisionnelles et opérationnelles.

##### a. Environnement partenarial

Nous allons illustrer l'environnement partenarial à travers des projets concrets adossés au démonstrateur et qui ont été sélectionnés à travers 7 leviers couvrant les 4 défis du cahier des charges, les 3 piliers et la méthode

de réplication. Autour du levier Production urbaine qui constitue la colonne vertébrale de notre candidature, viennent s'adosser six autres leviers :

- Désimperméabilisation et renaturation des sols
- Économie circulaire
- Énergie
- Mobilité
- Qualité de l'air & réduction des pollution sonores
- Stratégie de réplication

Chaque levier va être présenté avec les projets identifiés à ce jour, un benchmark synthétique illustrant l'innovation, la faisabilité à terme du projet et enfin les partenaires pouvant les porter.

#### **b. Production urbaine**

Dans un contexte de lutte contre l'étalement urbain, la requalification durable des parcs et zones d'activités constitue un enjeu d'importance pour le développement de la ville productive. En effet, parmi les facteurs, qui font obstacle au développement des activités productives à l'intérieur des zones urbaines, figure la disponibilité d'espaces adaptés aux nouveaux besoins d'entreprises industrielles, artisanales et agricoles. L'objectif est de créer une économie productive et technologique.

## **Annexe 12 - La transformation sociale et le potentiel de la productivité**

En revisitant le passé, nous pouvons affirmer que le scénario de pénurie alimentaire de Malthus ne s'est pas réalisé, mais où l'analyse de Malthus a-t-elle échoué ? Entre 1750 et 1850, période à laquelle Malthus a vécu, la population mondiale a enregistré un  $CAGR_{10}$  de 0,45 %. Les 100 années suivantes, entre 1850 et 1950, la population a augmenté de 55% en chiffres absolus, présentant un  $CAGR_{10}$  de 0,71%. En ce qui concerne l'accroissement de la population, l'analyse de Malthus était constante, mais les 25 années de doublement de la population ne se sont pas matérialisées. Par ailleurs, Malthus n'a pas tenu compte de la transformation sociale ni de la croissance potentielle de la productivité. Facteurs susceptibles d'être considérés comme les principaux éléments de la défaillance de l'analyse. Entre 1750 et 1950, on peut mettre en lumière de profondes transformations sociales et des changements dans les procédés de production.

La première révolution industrielle, caractérisée par l'extrapolation productive et commerciale des fiefs, et la naissance de la bourgeoisie commerciale, influencée par le mercantilisme, ont redéfini l'organisation productive et l'accumulation du capital. La nécessité croissante de reproduire le procédé de production et d'améliorer la productivité devient une contrainte sur le procédé de production. L'accumulation du capital stimule le progrès technique, pour résoudre ces contraintes, créant ainsi l'environnement qui a conduit à une seconde révolution industrielle.

La deuxième révolution industrielle est celle de l'évolution technologique et de la capacité de production sous l'influence du capitalisme. La division du travail, en tenant compte du besoin de spécialisation, ainsi que la réorganisation du processus de production ont reconfiguré la structure des emplois. Une période corrélée avec l'accroissement de la population d'âge

productif dans les territoires près des opportunités générées, les villes industrielles.

La troisième transformation sociale a été caractérisée par deux périodes sociales extrêmes, la Première Guerre mondiale et la Seconde Guerre mondiale. Cela a occasionné une vague d'immigration : entre 1946 et 1952, plus de 2,2 millions d'Européens ont émigré d'Europe vers diverses régions du monde (Kirk & Huyck, 1954). Ceci a conduit à une désorganisation de l'appareil productif mondial, accentuée en Europe. Des événements qui ont coexisté et façonné la société dans laquelle nous vivons aujourd'hui. Il convient de souligner l'effet de la migration sur l'appareil productif. D'une part, une Europe désorganisée sans la capacité humaine de se reconstruire. De l'autre, de nouvelles régions, en plein développement, qui attirent les immigrants.

### ***La relecture de la théorie malthusienne***

Le scénario imaginé par Malthus décrit autour d'une projection de surpopulation ayant pour conséquence une crise socio-économique. Au-delà de la sophistication du processus d'urbanisation et de ses conséquences, on peut compléter la relecture de la théorie malthusienne avec les conséquences du réchauffement climatique et de l'inégalité sociale. Au cours de la première moitié du XXe siècle, le  $CAGR_{10}$  a affiché une dynamique d'accélération. Dynamique interrompue seulement par la période de la Seconde Guerre mondiale, et qui, immédiatement après la fin de la guerre, a repris à un  $CAGR_{10}$  supérieurs à celui de la période d'avant-guerre, période connue sous le nom de Baby-boom.

La baisse du taux de fécondité a connu une forte réduction entre 1925 et 1978 (Lerch, 2019). Mais ce n'est qu'à partir de 1970 que l'on constate un renversement de la courbe  $CAGR_{10}$ . Il a fallu 50 ans pour inverser la courbe des taux de croissance. Les prévisions indiquent la tendance au ralentissement de la courbe de croissance au cours des 20 prochaines années. Ceci indique le

début de la diminution de la population mondiale en 2100, où l'on s'attend à une inversion de la courbe. Il convient également de souligner l'évolution du cadre juridique et social entre 1960 et 1970. L'accès à l'éducation, la réduction du taux de mortalité infantile, l'égalité des sexes, les mariages plus tardifs, l'accès et l'acceptation de l'utilisation de contraceptif, le changement dans la structure des emplois, l'urbanisation et l'amélioration de la perception de la qualité de vie, influencent également la réduction du taux de fécondité (Guillebaud, J & MacGregor, A, 2017, p.4).<sup>135</sup> Le solde naturel explique le comportement de la courbe CAGR<sub>10</sub> de la croissance démographique, mais n'explique pas l'effet de surpopulation. L'analyse présentée jusqu'ici montre un ralentissement du rythme de croissance, une baisse de la fécondité et une augmentation de l'espérance de vie. **Cela renforce la conclusion selon laquelle la croissance démographique est attribuable à la longévité.** La tendance à la baisse du taux de natalité s'explique par une combinaison de facteurs, notamment le mode de vie, l'évolution du cadre social et moral, l'accès à l'éducation et la structure des emplois (ibid., p.4). Ces facteurs, surtout présents en milieu urbain, influencent le comportement de la croissance démographique, en particulier dans un monde hétérogène.

---

<sup>135</sup> Guillebaud, J et MacGregor, A, Contraception : Your Questions Answered, Elsevier, 7e édition, 2017, p.4.





# Table de figures

Figure 1 - Matrice de l'immigration .....	91
Figure 2 - Équilibre instable de la migration .....	92
Figure 3 - L'état de nature, le contrat social, et le parallèle avec le marché économique. ....	132
Figure 4 - Des antagonismes entre les concepts des philosophes d'origine et la théorie économique néoclassique. ....	134
Figure 5 - Caractéristiques d'un système complexe.....	143
Figure 6 – Les indicateurs de la croissance démographique .....	169
Figure 7 - moyenne mobile du CAGR (10 ans).....	170
Figure 8 - Taux de fertilité.....	171
Figure 9 - Interrelations entre les éléments de la ville.....	223
Figure 10 - La recherche en ligne - mot masque .....	288
Figure 11 - Total des décès (Edouard et al., 2020).....	290
Figure 12 - Organisation du travail et télétravail.....	291
Figure 13 - Transport aérien, voyageurs transportés .....	292
Figure 14 - Indicateurs du trafic routier en France .....	293
Figure 15 - Histogramme - Moyenne Glissant Lissée sur 7 jours de l'Indice Poids Lourds .....	293
Figure 16 - Taux de croissance en volume des exportations et importations de marchandises, trimestriel .....	293
Figure 17 - La NASA étudie l'impact des arrêts de COVID-19 sur les émissions (Goddard, 2020).....	294
Figure 18 - évolution des abonnées de l'entreprise NETFLIX (Netflix, 2020).....	294

Figure 19 - Flux annuel de placements d'allocations de foyer (Epargne des ménages   Statistiques   Banque de France., s. d.).....	295
Figure 20 - Téléchargements de l'application Santé et Fitness (Rapport State of Mobile, 2022).....	296
Figure 21 - L'intérêt de la recherche en ligne - Vol d'oiseau.....	297
Figure 22 - Croissance du PIB (% annuel).....	300
Figure 23 - Estimation du nombre de salariés travaillant effectivement à temps partiel, par secteur d'activité (En milliers) (Situation sur le marché du travail durant la crise sanitaire, 2021).....	302
Figure 24 - Niveaux des indices (2017 = 100) Taux de chômage.....	304
Figure 25 - PIB - trimestre.....	304
Figure 26 - Cadre financier pluriannuel 2021-2027 et <i>NextGenerationEU</i> dotations totales par rubrique.....	306
Figure 27 - Les piliers de France relance (en milliards d'euros).....	307
Figure 28 - Parc Meridia.....	312
Figure 29 - nombre de catastrophes naturelles.....	355
Figure 30 - les catastrophes naturelles liées à l'eau.....	356
Figure 31 - Sècheresses.....	357
Figure 32 - Feu de forêt.....	358
Figure 33 - pauvreté globale.....	361
Figure 34 - Taux de privation matérielle sévère pour la population adulte (âgée de 18 ans et plus), analysé par grand groupe.....	362
Figure 35 - nombre de conflits en cours, 1946-2019.....	364
Figure 36 - CAGR <sub>10</sub> - nombre de conflits - par type.....	365
Figure 37 - manifestations antigouvernementales dans le monde entier.....	368

Figure 38 - Répartition du PIB régional dans l'UE, 2018 .....	369
Figure 39 - Taux d'emploi, 2020 .....	370
Figure 40 - Produit intérieur brut (SPA par habitant), 2020.....	371
Figure 41 - Résumé du produit intérieur brut (PIB) des États-Unis, annuel par État .....	372
Figure 42 - Nombre de premiers titres de séjour délivrés, par motif, UE-27, 2009- 2019.....	374
Figure 43 - Nombre de demandeurs d'asile (non-citoyens de l'UE-27), UE-27, 2008-2019 .....	375
Figure 44 - Structure démographique .....	382
Figure 45 - L'évolution de la démographie mondiale .....	383
Figure 46 - Croissance démographique de la population .....	385
Figure 47 - Tendances de la fécondité.....	386

# Table de matières

INTRODUCTION GENERALE .....	1
PREMIERE PARTIE Les défis sociaux majeurs des villes : une exploration à travers le prisme économique .....	19
Chapitre 1 - La fragmentation théorique de la compréhension des villes dans le contexte du modèle économique actuel : une analyse.....	31
Chapitre 2 - Les racines de l'économie et l'importance des villes : une analyse des concepts de richesse, de valeur et de développement économique.....	121
Conclusion de la première partie.....	195
DEUXIEME PARTIE Dynamique urbaine, développement économique et résilience : les clés d'une prospérité durable face aux défis sociétaux .....	205
Chapitre 3 - La dynamique des villes contemporaines : analyse systémique et multidisciplinaire pour une économie circulaire et fonctionnelle.....	214
Chapitre 4 - La résilience économique face au risque et la « théorie de la ville ».....	278
Conclusion de la deuxième partie .....	326
CONCLUSION GENERALE.....	334
ANNEXES.....	350
Annexe 1 - La liste des 17 objectifs de développement durable.....	352
Annexe 2 - Les catastrophes naturelles et le réchauffement climatique à 1,5°C .....	354
Annexe 3 - La privation économique sévère.....	360
Annexe 4 – Les violences, les persécutions et les conflits.....	364
Annexe 5 – Les instabilités sociale et économique.....	367
Annexe 6 – Les inégalités territoriale .....	369
Annexe 7 – La migration, faut-il que je reste ou que je parte ? .....	373

Annexe 8 – L’urbanisation.....	384
Annexe 9 - La mesure de la richesse.....	389
Annexe 10 - Manifeste pour la décarbonation de la route .....	395
Annexe 11 - Démonstrateurs de la Ville Durable .....	398
Annexe 12 - La transformation sociale et le potentiel de la productivité .....	410
Table de figures.....	414
Table de matières .....	417
BIBLIOGRAPHIE.....	419

# BIBLIOGRAPHIE

*About Us* | *UN-Habitat*. (s. d.). UN-Habitat. Consulté 12 mars 2023, à l'adresse

<https://unhabitat.org/about-us>

*About—IPCC*. (s. d.). Consulté 12 mars 2023, à l'adresse <https://www.ipcc.ch/about/>

Alonso, W. (1964). *Location and Land Use : Toward a General Theory of Land Rent*.

Harvard University Press.

Alonso, W. (1964b). The Historic and the Structural Theories of Urban Form : Their

Implications for Urban Renewal. *Land Economics*, 40(2), 227-231.

<https://doi.org/10.2307/3144355>

Angus Maddison. (2003). *Études du Centre de Développement L'économie mondiale :*

*Une perspective millénaire* (p. 288). OECD.

Aristotle. (s. d.). *Politics : A Treatise on Government*. J M Dent & Sons Ltd. / Traduit du

grec d'Aristote par William Ellis, A.M., 1912.

Arrow, K. J. (1962a). Economic Welfare and the Allocation of Resources for Invention.

In *The Rate and Direction of Inventive Activity : Economic and Social Factors* (p.

219-236). Palgrave. [https://doi.org/10.1007/978-1-349-15486-9\\_13](https://doi.org/10.1007/978-1-349-15486-9_13), 1972.

Arrow, K. J. (1962b). The Economic Implications of Learning by Doing. *The Review of*

*Economic Studies*, 29(3), 155-173. JSTOR. <https://doi.org/10.2307/2295952>

Bairoch, P. (1985). *De Jéricho à Mexico : Villes et économies dans l'histoire* (Vol. 43).

Gallimard.

- Baumont, C. (1994). *Croissance endogène et croissance des régions (vers une théorie de la croissance endogène spatialisée)* (p. 30 p., ref. bib. : 2 p. 1/2) [Rapport de recherche]. Laboratoire d'analyse et de techniques économiques (LATEC). <https://hal.science/hal-01527280>
- Baumont, C., Beguin, H., & Huriot, J. (1996). *Définir la ville* (p. 8., ref. bib. : 2 p.) [Rapport de recherche]. Laboratoire d'analyse et de techniques économiques (LATEC). <https://hal.science/hal-01527276>
- Berliant, M., & Fujita, M. (1992). Alonso's Discrete Population Model of Land Use : Efficient Allocations and Competitive Equilibria. *International Economic Review*, 33(3), 535. <https://doi.org/10.2307/2527125>
- Berliant, M., & ten Raa, T. (1994). Regional science : The state of the art. *Regional Science and Urban Economics*, 24(5), 631-647. [https://doi.org/10.1016/0166-0462\(94\)02051-5](https://doi.org/10.1016/0166-0462(94)02051-5)
- Bourdeau-Lepage, L., & Huriot, J. M. (2009). Proximities and interactions : A new formulation. *Geographie Economie Societe*, 11(3), 233-249. <https://doi.org/10.3166/ges.11.233-249>
- Bresser Pereira, L. C. (1995). Development economics and the World Bank's identity crisis. *Review of International Political Economy*, 2(2), 211-247. <https://doi.org/10.1080/09692299508434318>
- Brueckner, M., & Schwandt, H. (2015). Income and Population Growth. *Economic Journal*, 125(589), 1653-1676. <https://doi.org/10.1111/eoj.12152>



- Cambien, A. (2019). *Une introduction à l'approche systémique Appréhender la complexité* (p. 84) [Rapport de recherche]. CERTU - Centre d'études sur les réseaux, les transports, l'urbanisme et les constructions publiques. <https://hal-lara.archives-ouvertes.fr/hal-02150426>
- Cantillon, R. (1755). *Essai sur la nature du commerce en général*. Institut National d'Études Démographiques, 1952.
- Carrincazeaux, C., & Lung, Y. (2005). Chapitre 7. Configurations régionales des dynamiques d'innovation et performances des régions françaises. In *Concentration économique et ségrégation spatiale* (p. 127-143). De Boeck Supérieur; Cairn.info. <https://doi.org/10.3917/dbu.buiss.2005.01.0127>
- Chen, P. G., Chan, E. W., Qureshi, N., Shelton, S., & Andrew, W. (2021). *Medical Device Supply Chains An Overview and Description of Challenges During the COVID-19 Pandemic* (p. 83). U.S. Department of Health and Human Services Office of the Assistant Secretary for Planning and Evaluation.
- Christaller, W. (1933). *Die Zentralen Orte in Süddeutschland*. Jena, Neudr, 1968.
- Coase, R. H. (1960). The Problem of Social Cost. *Journal of Law and Economics*, 3(October), 1-44. <https://doi.org/10.1002/9780470752135.ch1>
- Construire la France de demain | info.gouv.fr.* (s. d.). <https://www.info.gouv.fr/les-priorites/france-relande>
- Creti, A., & Geoffron, P. (2022). Chapitre II. Pourquoi atteindre la neutralité carbone et comment ? In *Dans l'urgence climatique* (p. 36-51). Gallimard; Cairn.info. <https://doi.org/10.3917/gall.derde.2023.01.0036>

- Dauphiné, A., & Provitolo, D. (2007). La résilience : Un concept pour la gestion des risques. *Annales de géographie*, 654(2), 115-125. Cairn.info.  
<https://doi.org/10.3917/ag.654.0115>
- De Jong, G. F. (2000). Expectations, Gender, and Norms in Migration Decision-Making. *Population Studies*, 54(3), 307-319. JSTOR.
- Deaton, A. (2001). Counting the World's Poor : Problems and Possible Solutions. *The World Bank Research Observer*, 16(2), 125-147.  
<https://doi.org/10.1093/wbro/16.2.125>
- de Haas, H. (2010). Migration et développement : Une perspective théorique. *International Migration Review*, 44(1), 227-264.
- de Haas, H. (2012). The Migration and Development Pendulum : A Critical View on Research and Policy. *International Migration*, 50(3), 8-25.  
<https://doi.org/10.1111/j.1468-2435.2012.00755.x>
- de Haas, H. (2014). What Drives Human Migration? *From Migration: A COMPASS Anthology*, 1-2.
- de Haas, H. (2021). A theory of migration : The aspirations-capabilities framework. *Comparative Migration Studies*, 9(1), 8. <https://doi.org/10.1186/s40878-020-00210-4>
- Dixit, A. K., & Stiglitz, J. E. (1977). Monopolistic Competition and Optimum Product Diversity. *The American Economic Review*, 67(3), 297-308. JSTOR.
- Doubleday, T. (1853). *The true law of population : Shewn to be connected with the food of the people* (3<sup>e</sup> éd.). Smith, Elder & Co.

- Duranton, G. (1997). La nouvelle économie géographique : Agglomération et dispersion. *Économie & Prévision*, 131(5), 1-24. <https://doi.org/10.3406/ecop.1997.5882>
- Duranton, G. (1999). Distance, land, and proximity : Economic analysis and the evolution of cities. *Environment and Planning A*, 31(12), 2169-2188. <https://doi.org/10.1068/a312169>
- Duranton, G., & Puga, D. (2004). Chapter 48 Micro-foundations of urban agglomeration economies. In *Handbook of Regional and Urban Economics* (Vol. 4). Elsevier Inc. [https://doi.org/10.1016/S1574-0080\(04\)80005-1](https://doi.org/10.1016/S1574-0080(04)80005-1)
- Duranton, G., & Puga, D. (2020). The Economics of Urban Density. *Journal of Economic Perspectives*, 34(3), 3-26.
- Duranton, G., & Rodríguez-Pose, A. (2005). When economists and geographers collide, or the tale of the lions and the butterflies. *Environment and Planning A*, 37(10), Article 10.
- Dyson, T. (2011). The Role of the Demographic Transition in the Process of Urbanization. *Population and Development Review*, 37(SUPPL. 1), 34-54. <https://doi.org/10.1111/j.1728-4457.2011.00377.x>
- Eck, K., & Hultman, L. (2007). One-sided violence against civilians in war : Insights from new fatality data. *Journal of Peace Research*, 44(2), 233-246. <https://doi.org/10.1177/0022343307075124>
- Edouard, M., Hannah, R., Rodés-Guirao, L., Appel, C., Giattino, C., Hasell, J., Macdonald, B., Dattani, S., Beltekian, D., Esteban, O.-O., & Roser, M. (2020).

Coronavirus Pandemic (COVID-19). *OurWorldInData.org*.  
<https://ourworldindata.org/coronavirus>

*Epargne des ménages | Statistiques | Banque de France*. (s. d.). Banque de France.  
[https://www.banque-france.fr/fr/publications-et-statistiques/statistiques?theme%5B7171%5D=7171&sub\\_theme%5B7176%5D=7176&start-date=&end-date=#views-exposed-form-espace2-liste-des-publications-et-statistique-espace2-block-statistique-liste](https://www.banque-france.fr/fr/publications-et-statistiques/statistiques?theme%5B7171%5D=7171&sub_theme%5B7176%5D=7176&start-date=&end-date=#views-exposed-form-espace2-liste-des-publications-et-statistique-espace2-block-statistique-liste)

Ethier, B. W. J. (2016). National and International Returns to Scale in the Modern Theory of International Trade. *The American Economic Review*, 72(3), 389-405.

Ferreira, F. H. G., Chen, S., Dabalén, A., Dikhanov, Y., Hamadeh, N., Jolliffe, D., Narayan, A., Prydz, E. B., Revenga, A., Sangraula, P., Serajuddin, U., & Yoshida, N. (2016). A global count of the extreme poor in 2012 : Data issues, methodology and initial results. *The Journal of Economic Inequality*, 14(2), 141-172.  
<https://doi.org/10.1007/s10888-016-9326-6>

Friedman, M. (1951). Neoliberalism and Its Prospects. *Hoover Institution Library & Archives*. <https://oac.cdlib.org/findaid/ark:/13030/c8g73kdt/>

Fujita, M., Krugman, P., & Mori, T. (1999). On the evolution of hierarchical urban systems. *European Economic Review*, 43(2), 209-251.  
[https://doi.org/10.1016/S0014-2921\(98\)00066-X](https://doi.org/10.1016/S0014-2921(98)00066-X)

Fujita, M., & Mori, T. (1996). The role of ports in the making of major cities : Self-agglomeration and hub-effect. *Journal of Development Economics*, 49(1), 93-120.  
[https://doi.org/10.1016/0304-3878\(95\)00054-2](https://doi.org/10.1016/0304-3878(95)00054-2)

- Fujita, M., & Mori, T. (2005). Frontiers of the New Economic Geography\*. *Papers in Regional Science*, 84(3), 377-405. <https://doi.org/10.1111/j.1435-5957.2005.00021.x>
- Fujita, M., & Ogawa, H. (1982). Multiple equilibria and structural transition of non-monocentric urban configurations. *Regional Science and Urban Economics*, 12(2), 161-196. [https://doi.org/10.1016/0166-0462\(82\)90031-X](https://doi.org/10.1016/0166-0462(82)90031-X)
- Fujita, M., & Thisse, J.-F. (1996). Economics of Agglomeration : Cities. *Industrial Location, and Regional Growth, Cambridge*, 378, 339-378.
- Fujita, M., & Thisse, J.-F. (2002). *Economics of Agglomeration : Cities, Industrial Location, and Regional Growth*. Cambridge University Press. <https://doi.org/10.1017/CBO9780511805660>
- Fujita, M., & Thisse, J.-F. (2013). *Economics of Agglomeration Cities, Industrial Location, and Regional Growth* (2<sup>e</sup> éd.). Cambridge University Press. <https://doi.org/10.1017/CBO9781139051552>
- Gaspar, J., & Glaeser, E. L. (1998). Information Technology and the Future of Cities. *Journal of Urban Economics*, 43(1), 136-156. <https://doi.org/10.1006/juec.1996.2031>
- Gemenne, F. (2015). L'Anthropocène et ses victimes : Une réflexion terminologique. In *L'Enjeu mondial* (p. 233-240). Presses de Sciences Po; Cairn.info. <https://doi.org/10.3917/scpo.gemen.2015.01.0233>
- Giani, P., Castruccio, S., Anav, A., Howard, D., Hu, W., & Crippa, P. (2020). Short-term and long-term health impacts of air pollution reductions from COVID-19

- lockdowns in China and Europe : A modelling study. *The Lancet Planetary Health*, 4(10), e474-e482. [https://doi.org/10.1016/S2542-5196\(20\)30224-2](https://doi.org/10.1016/S2542-5196(20)30224-2)
- Gini, C. (1909). IL DIVERSO ACCRESCIMENTO DELLE CLASSI SOCIALI E LA CONCENTRAZIONE DELLA RICCHEZZA. *Giornale degli Economisti*, 38(Anno 20), 27-83.
- Glaeser, E. (2021, juin 17). The 15-minute city is a dead end—Cities must be places of opportunity for everyone. *LSE COVID-19*. <https://blogs.lse.ac.uk/covid19/2021/05/28/the-15-minute-city-is-a-dead-end-cities-must-be-places-of-opportunity-for-everyone/>
- Glaeser, E. L. (2008). The Economic Approach to Cities. *Social Science Research Network*. <https://doi.org/10.2139/ssrn.1080294>
- Glaeser, E. L., & Saiz, A. (2011). The Rise of the Skilled City. *SSRN Electronic Journal*, 47-105. <https://doi.org/10.2139/ssrn.569867>
- Gleditsch, N. P., Eriksson, M., & Strand, H. (2016). *Armed Conflict 1946-2001 : A New Dataset Author ( s ) : Nils Petter Gleditsch , Peter Wallensteen , Mikael Eriksson , Margareta Sollenberg and Håvard Strand Stable URL : http://www.jstor.org/stable/1555346 JSTOR is a not-for-profit service that helps schol.* 39(5), 615-637.
- Goddard, N. (Réalisateur). (2020, novembre 17). *La NASA étudie comment les arrêts de COVID-19 affectent les émissions.* [Stream]. YouTube. <https://www.youtube.com/watch?v=OWRxa5eQTUw&feature=youtu.be>

- Haberkorn, G. (1981). Chapitre 9—The Migration Decision-Making Process : Some Social-Psychological Considerations. In G. F. De Jong & R. W. Gardner (Éds.), *Migration Decision Making* (p. 252-278). Pergamon.  
<https://doi.org/10.1016/B978-0-08-026305-2.50015-2>
- Halleux, V. (2016). *The EU Strategy for the Alpine Region. December*, 8.
- Hammar, T., Brochmann, G., Tamas, K., & Faist, T. (1997). *International Migration, Immobility and Development* (1st Edition). Routledge.
- Haudricourt, A.-G. (1962). Domestication des animaux, culture des plantes et traitement d'autrui. *L'Homme*, 2(1), 40-50. <https://doi.org/10.3406/hom.1962.366448>
- Henderson, J. V. (1982). Systems of cities in closed and open economies. *Regional Science and Urban Economics*, 12(3), 325-350. [https://doi.org/10.1016/0166-0462\(82\)90022-9](https://doi.org/10.1016/0166-0462(82)90022-9)
- Hobbes, T. (1651). *Léviathan*.
- Holling, C. S. (1973). Resilience and Stability of Ecological Systems. *Annual Review of Ecology, Evolution, and Systematics. Annual Review of Ecology, Evolution, and Systematics*, 4, 1-23.
- Holling, C. S. (2001). Understanding the Complexity of Economic, Ecological, and Social Systems. *Ecosystems*, 4(5), 390-405. JSTOR.
- Horizon Europe.* (s. d.). *Horizon Europe.* [https://research-and-innovation.ec.europa.eu/funding/funding-opportunities/funding-programmes-and-open-calls/horizon-europe\\_en](https://research-and-innovation.ec.europa.eu/funding/funding-opportunities/funding-programmes-and-open-calls/horizon-europe_en)

- Hume, D. (1740). *Traité de la nature humaine*.
- Huriot, J. M. (2009). Villes et économie : Les infortunes du savoir. *Geographie Economie Societe*, 11(1), 23-38. <https://doi.org/10.3166/ges.11.23-38>
- Huriot, J.-M., & Bourdeau-Lepage, L. (2009). *Économie des villes contemporaines*. Economica.
- Iammarino, S., Rodríguez-Pose, A., & Storper, M. (2017). Why Regional Development matters for Europe ' s Economic Future. *Regional and Urban Policy Working Papers (European Commission)*, 07(WP 07/2017).
- Iammarino, S., Rodríguez-Pose, A., & Storper, M. (2019). Regional inequality in Europe : Evidence, theory and policy implications. *Journal of Economic Geography*, 19(2), 273-298. <https://doi.org/10.1093/jeg/lby021>
- IPCC. (2023). *Climate Change 2022 – Impacts, Adaptation and Vulnerability : Working Group II Contribution to the Sixth Assessment Report of the Intergovernmental Panel on Climate Change* (p. 3068). Cambridge University Press. <https://doi.org/10.1017/9781009325844>
- Jacobs, J. (1970). *The Economy of Cities*. Knopf Doubleday Publishing Group.
- Jevons, W. S. (1865). *The Coal Question : An Inquiry Concerning the Progress of the Nation, and the Probable Exhaustion of Our Coal-Mines* (Second edition). Macmillan & Co.
- Jolliffe, D., Mahler, D. G., Lakner, C., Atamanov, A., & Tetteh-Baah, S. K. (2022). *Assessing the Impact of the 2017 PPPs on the International Poverty Line and Global Poverty*. <https://doi.org/10.1596/1813-9450-9941>



- Kaldor, N. (1957). A Model of Economic Growth. In *Source : The Economic Journal* (Vol. 67, Numéro 268, p. 591-624). <https://about.jstor.org/terms>
- Kaldor, N. (1972). The Irrelevance of Equilibrium Economics. *The Economic Journal*, 82(328), 1237-1255.
- Keynes, J. M. (1936). *The General Theory of Employment, Interest and Money: Vol. VII*, 1973. MACMILLAN.
- Keynes, J. M. (1977). *Théorie Générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie*. Ed. Payot.
- Kirzner, I. M. (1973). *Competition and Entrepreneurship* (p. 126).
- Krafft, J. (2007). Introduction to the Process of Welding. *Principles of Welding*, 1-16. <https://doi.org/10.1002/9783527617487.ch1>
- Krugman, P. (1991a). History versus Expectations. *The Quarterly Journal of Economics*, 106(2), 651-667. <https://doi.org/10.2307/2937950>
- Krugman, P. (1991b). History Versus Expectations. *The Quarterly Journal of Economics*, 106(2), 651. <https://doi.org/10.2307/2937950>
- Krugman, P. (1991c). Increasing returns and economic geography. *Journal of Political Economy*, 99(3), 483. <https://doi.org/10.1086/261763>
- Krugman, P. (1998). *Space : The Final Frontier*. 12(2), 161-174.
- Krugman, P. (2007). Who Was Milton Friedman. *The New York Review of Books*.

Krugman, P. (2013, août 18). The New Growth Fizzle. *The New Growth Fizzle*.  
<https://archive.nytimes.com/krugman.blogs.nytimes.com/2013/08/18/the-new-growth-fizzle/>

Krugman, P. (2018). Good enough for government work ? Macroeconomics since the crisis. *Oxford Review of Economic Policy*, 34(1-2), 156-168.  
<https://doi.org/10.1093/oxrep/grx052>

Kuznets, S. (1934). National Income, 1929-1932. *NBER, National Bureau of Economic Research*, June, 1-12.

*La pénurie d'équipements de protection individuelle met en danger le personnel soignant dans le monde entier.* (2020). World Health Organization: WHO.  
<https://www.who.int/fr/news/item/03-03-2020-shortage-of-personal-protective-equipment-endangering-health-workers-worldwide#:~:text=Or%20en%20raison%20de%20la,protection%2C%20%C3%A9crans%20faciaux%2C%20blouses%20et>

Lee, E. S. (1966). A Theory of Migration. *Demography*, 3(1), 47-57. JSTOR.  
<https://doi.org/10.2307/2060063>

Lerch, M. (2019). Fertility Decline in Urban and Rural Areas of Developing Countries. *Population and Development Review*, 45(2), 301-320.  
<https://doi.org/10.1111/padr.12220>

Locke, J. (1690). *Traité du gouvernement civil*.

- Long, L., Tucker, C. J., & Urton, W. L. (1988). Migration Distances : An International Comparison. *Demography*, 25(4), 633-640. JSTOR.  
<https://doi.org/10.2307/2061327>
- Lösch, A. (1940). *Die Räumliche Ordnung der Wirtschaft*. Gustav Fisher. English translation: *The Economics of Location*. New Haven, CN: Yale University Press, 1954.
- Lucas, R. E. (1988). On the mechanics of economic development. *Journal of Monetary Economics*, 22(1), 3-42. [https://doi.org/10.1016/0304-3932\(88\)90168-7](https://doi.org/10.1016/0304-3932(88)90168-7)
- Lucas, R. E. (1990a). Why Doesn ' t Capital Flow from Rich to Poor Countries ? *American Economic Association*, 80(2), 92-96.
- Lucas, R. E. (1990b). Why Doesn't Capital Flow from Rich to Poor Countries? *The American Economic Review*, 80(2), 92-96.
- Malthus, T. R. (1798). An essay on the principle of population. In *An Essay on the Principle of Population : The 1803 Edition* (The 1803 edition). J. Johnson.  
<http://www.gutenberg.org/ebooks/4239>
- Marglin, S. A., & Schor, J. B. (Éds.). (1992). *The Golden Age of Capitalism : Reinterpreting the Postwar Experience*. Oxford University Press.  
<https://doi.org/10.1093/acprof:oso/9780198287414.001.0001>
- Marshall, A. (1890). *Principles of Economics* (Eighth edition). Macmillan & Co.  
<https://doi.org/10.1007/978-1-137-37526-1>
- Marshall, A., & Marshall, M. P. (1879). *Elements of Economics of Industry*.  
 MACMILLAN AND CO.

- Marx, K. (1867). *Das Kapital*. Gallimard (Pléiade).
- Massey, D. S. (1999). International Migration at the Dawn of the Twenty-First Century :  
The Role of the State. *Population and Development Review*, 25(2), 303-322.
- Mill, J. S. (1836a). On the Definition and Method of Political Economy. In D. M. Hausman (Éd.), *The Philosophy of Economics : An Anthology* (3<sup>e</sup> éd., p. 41-58). Cambridge University Press; Cambridge Core.  
<https://doi.org/10.1017/CBO9780511819025.003>
- Mill, J. S. (1836b). *On the Definition of Political Economy, and on the Method of Investigation Proper to It* (2<sup>e</sup> éd.). London and Westminster Review.
- Mill, J. S., & Bentham, J. (1863). *Utilitarianism and Others Essays*.
- Mollard, A., Sauboua, E., & Hirczak, M. (2006). *Territoires et enjeux du développement régional*. Éditions Quæ; Cairn.info. <https://www.cairn.info/territoires-et-enjeux-du-developpement-regional--9782759200399.htm>
- Montano, B., & García-López, M. (2020). Malthusianism of the 21st century. *Environmental and Sustainability Indicators*, 6(July 2019).  
<https://doi.org/10.1016/j.indic.2020.100032>
- Moreno, C. (2020). *Droit de cité : De la “ville-monde” à la “ville du quart d’heure.”*  
L’OBSERVATOIRE.
- Mumford, L. (1938). *The Culture of Cities*. Open Road Media.

- Myrdal, G. (1957). *Economic theory and under-developed regions* (First edition). Farrold and Son Ltd, Norwich.  
<https://archive.org/details/economictheoryun0000gunn/page/n9/mode/2up>
- Netflix. (2020). *Annual Report*. <https://ir.netflix.net/financials/annual-reports-and-proxies/default.aspx>
- Nijkamp, P. (1987). *Handbook of Regional and Urban Economics : Regional Economics*. (Vol. 1). Elsevier.
- Nijkamp, P., & Mills, E. S. (1987). Chapter 1 Advances in regional economics. In *Handbook of Regional and Urban Economics* (Vol. 1, p. 1-17). Elsevier.  
[https://doi.org/10.1016/S1574-0080\(00\)80004-8](https://doi.org/10.1016/S1574-0080(00)80004-8)
- OCDE. (2013). *OECD Framework for Statistics on the Distribution of Household Income, Consumption and Wealth*. OECD Publishing.  
<https://doi.org/10.1787/9789264194830-en>.
- Osborne, S. P. (2006). The New Public Governance? *Public Management Review*, 8(3), 377-387. <https://doi.org/10.1080/14719030600853022>
- Ostrom, E. (2005). Unlocking public entrepreneurship and public economies. *EGDI and UNU-WIDER 2005*. <https://www.wider.unu.edu/sites/default/files/dp2005-01.pdf>
- Ostrom, E. (2015). *Governing the Commons : The Evolution of Institutions for Collective Action*. Cambridge University Press; Cambridge Core.  
<https://doi.org/10.1017/CBO9781316423936>
- Papageorgiou, Y. Y., & Thisse, J.-F. (1985). Agglomeration as Spatial Interdependence Firms and Households. *Journal of Economic Theory*, 37, 19-31.

- Pareto, V. (1906). *Manuel d'économie politique*. V. GIARD & E. BRIERE, traduit sur l'édition italienne par Alfred Bonnet (revue par l'auteur) Pareto, Vilfredo (1848-1923). <https://gallica.bnf.fr/ark:/12148/bpt6k5518153f.texteImage>
- Pavoni, A., & Tulumello, S. (2020). What is urban violence? *Progress in Human Geography*, 44(1), 49-76. <https://doi.org/10.1177/0309132518810432>
- Pedersen, A. N., Pedersen, J. W., Viguera-Rodriguez, A., Brink-Kjær, A., Borup, M., & Mikkelsen, P. S. (2021). The Bellinge data set: Open data and models for community-wide urban drainage systems research. *Earth System Science Data*, 13(10), 4779-4798. <https://doi.org/10.5194/essd-13-4779-2021>
- Perez, J., Fusco, G., & Sadahiro, Y. (2024). Population and Morphological Change: A Study of Building Type Replacements in the Osaka-Kobe City-Region in Japan. *Geographical Analysis*, gean.12387. <https://doi.org/10.1111/gean.12387>
- Pettersson, T., & Öberg, M. (2020). Organized violence, 1989–2019. *Journal of Peace Research*, 57(4), 597-613. <https://doi.org/10.1177/0022343320934986>
- Pigou, A. (1920). *The Economics of Welfare* (4th edition). Macmillan and Co.
- Piguet, É. (2013). Les théories des migrations. Synthèse de la prise de décision individuelle. *Revue européenne des migrations internationales*, 29(3), 141-161. <https://doi.org/10.4000/remi.6571>
- Platon. (s. d.). *La République*. Flammarion.
- Poirier, J.-P. (1999). *Turgot. - Laissez-faire et progrès social*. Perrin.
- Proudhon, P.-J. (1840). *Qu'est-ce que la propriété ?* A La Librairie de Prévot.

- Proudhon, P.-J. (1850). *Système des contradictions économiques, ou, Philosophie de la misère*. Garnier frères.
- Quesnay, F. (1759). *Le Tableau économique*.
- Rapport State of Mobile*. (2022). App Annie.  
<https://infogram.com/1pwe5p7dx550d5sv7ym0207gkrh9671gry0?live>
- Rashevsky, N. (1950). Theory of Human Relations. *Biometrics*, 6(3), 330.  
<https://doi.org/10.2307/3001839>
- Ravallion, M., Chen, S., & Sangraula, P. (2009). Dollar a Day Revisited. *The World Bank Economic Review*, 23(2), 163-184. <https://doi.org/10.1093/wber/lhp007>
- Reday-Mulvey, G. (1977). *The potential for substituting manpower for energy*. Geneva Research Centre.
- Regaud, N., Alex, B., & Gemenne, F. (2022). *La guerre chaude. Enjeux stratégiques du changement climatique*. Presses de Sciences Po; Cairn.info.  
<https://www.cairn.info/la-guerre-chaude--9782724638103.htm>
- Ricardo, D. (1847). *Des principes d'économie politique et de l'impôt, traduction de Francisco Solano Constancio et Alcide Fonteyraud en 1847, à partir de la 3e édition anglaise de 1821*. Flammarion, coll. « Champs ».
- Robson, W., Alexander. (1928). *Justice and administrative law* (2014/08/01 éd., Vol. 22). MACMILLAN; Cambridge Core.
- Romer, P. M. (1994). The Origins of Endogenous Growth. *The Journal of Economic Perspectives*, 8(1), 3-22.

- Roser, M. (2024). How much economic growth is necessary to reduce global poverty substantially? *Our World in Data*. <https://ourworldindata.org/poverty-minimum-growth-needed>
- Rosnay, J. de. (1975). *Le macroscope : Vers une vision globale*. Seuil.
- Rousseau, J. J. (1762). *Du contrat social ou Principes du droit politique*.
- Sadler, M. T. (1830). *The law of population : A treatise, in six books; in disproof of the superfecundity of human beings, and developing the real principle of their increase*. Hardpress Publishing.
- Sandford, A. (2020, avril 2). *Coronavirus : La moitié de l'humanité en confinement dans 90 pays*. <https://www.euronews.com/2020/04/02/coronavirus-in-europe-spain-s-death-toll-hits-10-000-after-record-950-new-deaths-in-24-hou>
- Say, J.-B. (1841). *Traité d'économie politique* (6<sup>e</sup> éd.). Guillaumin et Cie.
- Schumpeter, J. A. (1943). CAPITALISM, SOCIALISM AND DEMOCRACY. In *Taylor & Francis e-Library, 2003*. Taylor & Francis e-Library. [https://doi.org/10.1016/0306-4492\(75\)90020-9](https://doi.org/10.1016/0306-4492(75)90020-9)
- Schumpeter, J. A. (1954). *History of Economic Analysis* (Vol. 53).
- Situation sur le marché du travail durant la crise sanitaire*. (2021). DARES. <https://dares.travail-emploi.gouv.fr/publications/situation-sur-le-marche-du-travail-durant-la-crise-sanitaire-au-19-janvier-2021>
- Sjaastad, L. A. (1962). The Costs and Returns of Human Migration. *Journal of Political Economy*, 70(5), 80-93.



- Smith, A. (1776). *Recherches sur la nature et les causes de la richesse des nations* (Vol. 2). GF-Flammarion, 1991.
- Spence, M. (1976). Product Selection, Fixed Costs, and Monopolistic Competition. *The Review of Economic Studies*, 43(2), 217-235. <https://doi.org/10.2307/2297319>
- Stahel, W. R. (2006). *The performance economy*. Palgrave Macmillan.
- Stahel, W. R., & Giarini, O. (1989). *The Limits to Certainty : Facing Risks in the New Service Economy*. Kluwer Academic.
- Stahel, W., & Reday-Mulvey, G. (1981). *Jobs for tomorrow : The potential for substituting manpower for energy* (1<sup>re</sup> éd.). Vantage Press.
- Steuart, J. (1767). *An Inquiry into the Principles of Political Economy* (Vol. 1). Didot l'aîné, traduction française : Recherche des principes de l'économie politique.
- Stratégie Nationale Bas-Carbone (SNBC)* (p. 192). (2022). Ministères Écologie Énergie Territoires. <https://www.ecologie.gouv.fr/strategie-nationale-bas-carbone-snbc>
- Swanson, D. A., & Siegel, J. S. (2004). *The Methods and Materials of Demography*.
- The Access to COVID-19 Tools (ACT) Accelerator*. (2022, octobre 28). COVID-19 Tools (ACT) Accelerator. <https://www.who.int/initiatives/act-accelerator>
- Thisse, J.-F., & Wildasin, D. E. (1992). Public facility location and urban spatial structure. *Journal of Public Economics*, 48(1), 83-118. [https://doi.org/10.1016/0047-2727\(92\)90043-F](https://doi.org/10.1016/0047-2727(92)90043-F)

- Thünen, J. H. von. (1826). *Der Isolierte Staat in Beziehung auf Landwirtschaft und Nationalökonomie*. Perthes, English translation by C.M. Wartenberg: von Thünen's Isolated State, Oxford, Pergammon Press (1966).
- Toffler, A. (1989). *The third wave : The Classic Study of Tomorrow*. Bantam.
- Turgot, A. R. J. (1766). *Réflexions sur la formation et la distribution des richesses* (in œuvres de Turgot et documents le concernant, Vol. 5). Institut Coppet, 2018.
- UNCTAD. (2021). Estimates of Global E-Commerce 2019 and Preliminary Assessment of Covid-19 Impact on Online Retail 2020. *UNCTAD Technical Notes on ICT for Development No. 18*, 1-12.
- Vidal de La Blache, P. (1918). Annales de géographie. In *Annales de géographie*. A. Colin; Bibliothèque nationale de France.
- Walras, L. (1874). *Eléments d'Economie Politique Pur* (Guillaumin&Cie).  
<https://archive.org/details/lmentsdconomiep01walrgoog/page/n26/mode/2up>
- Weber, A. (1909). *Über den Standort der Industrien*. J. C. B. Mohr. English translation: The Theory of the Location of Industries, Chicago, Chicago University Press, 1929.
- Weber, M. (1905). *L'éthique protestante et l'esprit du capitalisme suivi d'un autre essai*. Archiv für Sozialwissenschaft und Sozialpolitik, Traduits de l'allemand par Jacques Chavy. Pion, 1964, 325 p., bibliogr. 24,65 F (Recherches en Sciences humaines, 17).
- Wilson, W. (1887). The Study of Administration. *Political Science Quarterly*, 2(2), 197-222. JSTOR. <https://doi.org/10.2307/2139277>

Woodroffe, N. P. (1994). Geographical economics or economic geography? *Journal of Geography in Higher Education*, 18(1), 98-105.

<https://doi.org/10.1080/03098269408709243>

Young, A. A. (1928). Increasing returns and economic progress. *Oxford University Press*, 38(152), 527-542. <https://doi.org/10.2307/2749857>